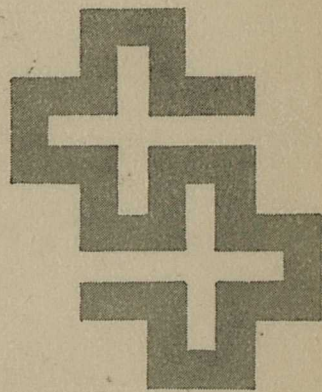
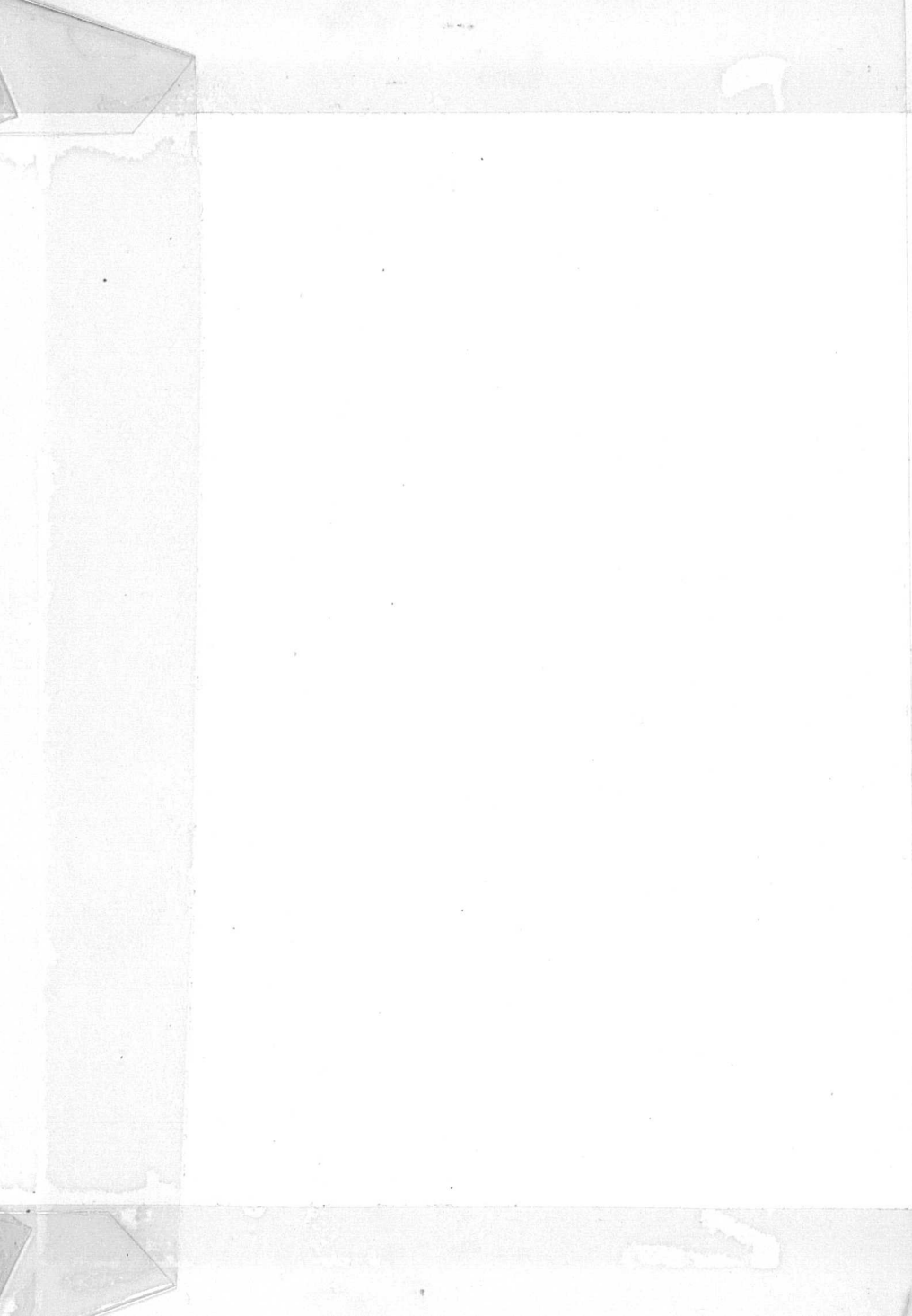


ABBAYE DE SAINT-MAURICE
Territoire de la juridiction abbatiale



SYNODE 72



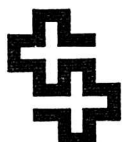
Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010236723

TA 37536

ABBAYE DE SAINT-MAURICE
Territoire de la juridiction abbatiale



SYNODE 72

23 septembre 1972 - 30 novembre 1975

941394

TA 32.435



77/768

INTRODUCTION

LES OBJECTIFS DU SYNODE

Les rapides et multiples mutations qui marquent notre vie en société et la recherche de nouvelles orientations dans tous les domaines placent à chaque instant les hommes d'aujourd'hui devant de nouveaux et graves problèmes. Pour sa part, l'Eglise, en tant que communauté des croyants, a le devoir de réfléchir en profondeur sur sa tâche et sa mission dans un monde animé d'un tel dynamisme.

C'est dans cette perspective que les Evêques suisses décidèrent, en mars 1969, que des Synodes auraient lieu dans chaque diocèse de notre pays.

Dans le passé, à des moments aussi décisifs de l'histoire, des Synodes furent déjà le point de départ d'une rénovation de l'Eglise.

Le Synode est un événement d'Eglise. Il ne concerne pas seulement les délégués élus pour le Synode, mais tous ceux qui appartiennent à l'Eglise. En face des problèmes urgents, tous ont le devoir d'apporter leur contribution pour parvenir à une conviction et une action communes, fondées sur la foi en Jésus-Christ. L'assemblée Synodale est au service de cette réflexion et de cette démarche. Les prêtres, les religieux et les religieuses, les laïcs qui la composent s'efforcent de discuter et de résoudre, ensemble avec l'Evêque, les principaux problèmes religieux et humains assumés en pleine responsabilité et collaboration par tous les croyants.

Au long de plusieurs sessions, qui commenceront en 1972, le Synode cherchera à atteindre les objectifs suivants:

Le Synode tend à approfondir et vivifier la foi de tous les catholiques de notre pays par une réflexion renouvelée sur le message du Christ et la responsabilité qui en découle tant dans l'Eglise que dans la société et le monde.

Le Concile Vatican II a déclenché ce mouvement de rénovation. Le Synode veut assumer les décisions et impulsions du Concile, les réaliser et les développer en tenant compte des conditions particulières à notre pays.

Le Synode a une orientation pastorale. Il cherche à définir, dans un esprit de coresponsabilité et le cadre d'une discussion élargie, les tâches actuelles et futures de l'Eglise en Suisse. Il examine les formes existantes de la vie et de

l'action de l'Eglise en les confrontant aux besoins de l'homme d'aujourd'hui. Parallèlement, il cherche les moyens et les méthodes adaptés aux exigences futures que l'on peut prévoir. Cela suppose que l'évolution et les changements de notre société, ainsi que les problèmes, les possibilités et les difficultés qui leur sont liés soient intégrés dans une réflexion prospective.

C'est pourquoi le Synode devra plutôt élaborer des lignes directrices capables d'orienter la pastorale et l'action de l'Eglise en Suisse en vue des prochaines années, plutôt que formuler des recettes pour la solution de problèmes particuliers.

Le Synode veut faire croître la coresponsabilité de tous dans l'Eglise et dans le monde. C'est pourquoi tous - prêtres, religieux, religieuses et laïcs - sont appelés à débattre, travailler et prier ensemble. Cette recherche commune, tendant à maîtriser les problèmes à venir, doit aider l'Eglise à paraître, demain comme aujourd'hui, diane de foi et porteuse de signification.

Cet effort de renouvellement se poursuit en étroit contact et en dialogue fraternel avec les autres Eglises chrétiennes, puisqu'elles veulent répondre, elles aussi, au même message du Christ et qu'elles se trouvent souvent confrontées aux mêmes problèmes.

La préparation commune des Synodes diocésains, sur le plan suisse, ainsi que la discussion simultanée des thèmes par les différentes assemblées synodales diocésaines ont pour but d'affermir l'esprit de communauté et de solidarité des diocèses suisses et de permettre l'adoption de solutions conjointes en ce qui concerne les problèmes pastoraux.

Par cette mise à jour, le Synode se propose de renforcer les Eglises locales dans la prise de conscience de leur responsabilité propre dans le cadre de l'Eglise Universelle. En définissant les tâches particulières et les besoins concrets de l'Eglise qui est en Suisse, le Synode rendra ainsi service à la rénovation de l'Eglise tout entière.

texte tiré de la brochure

"SYNODE 72

Objectifs, Thèmes, Règlements"

LES THEMES DU SYNODE

I. La foi et son annonce au monde d'aujourd'hui

a) La foi

- Quelles sont les causes de la crise actuelle de la foi?
- Quelles objections les idéologies contemporaines soulèvent-elles contre la foi?
- L'essentiel du contenu de la foi: comment la foi peut-elle-être concrètement vécue à partir des divers articles du Credo?
- Comment formuler les vérités de la foi pour qu'elles atteignent l'homme d'aujourd'hui?
- Dans quelle mesure plusieurs interprétations d'une même vérité de foi sont-elles possibles?
- Le message chrétien comme réponse aux problèmes de notre temps.
- Le chrétien comme personnellement responsable de l'approfondissement constant de sa foi et de l'animation concrète de sa vie quotidienne par sa foi dans le Christ.
- Comment entrer en dialogue avec les athées (comparaison avec la conception athéiste du monde et de l'existence humaine)?

b) L'annonce

- Qu'attend l'homme aujourd'hui de l'annonce de la foi?
- Le langage de l'annonce.
- Forme et contenu de la prédication.
- Quelles sont les nouvelles formes d'annonce de la foi qui s'imposent aujourd'hui (écoles de la foi, etc.)?
- La catéchèse, son rôle et ses méthodes aux différents stades de l'enseignement.
- L'annonce de la foi auprès des jeunes (enseignement postscolaire).
- Comment utiliser les techniques modernes de communication dans l'annonce de la foi?
- Comment rejoindre les marginaux?

II. La prière, la Messe et les Sacrements dans la vie de la communauté

- Comment aider l'homme d'aujourd'hui dans sa prière personnelle et communautaire?
- La Messe comme acte culturel et comme engagement au service du monde.
Le rôle du Baptême, de la Confirmation, de l'Eucharistie, de la Pénitence et du Sacrement des malades dans la vie chrétienne de la personne et de la communauté.

- Que faire pour que la Messe soit vécue par chacun comme l'acte central de sa vie de chrétien (Messes adaptées aux différents âges, Messes de groupes, pluralisme de formes de célébrations, etc.)?
- Quelle place faut-il accorder aux diverses manifestations de la piété populaire?
- Que faut-il prendre en considération lors de la construction des églises et des centres paroissiaux?

III. L'organisation de la pastorale en Suisse

- a) La coresponsabilité de tous
 - La collaboration de tous dans la paroisse, le secteur, le diocèse, le pays.
 - Quel rôle doit être attribué aux divers Conseils (conseil de communauté, conseil presbytéral, conseil pastoral)? Que peut-on attendre d'un éventuel conseil de l'ensemble des catholiques suisses?
- b) Le ministère ecclésiastique
 - La répartition des différents ministères.
 - Le ministère et la tâche de l'Evêque.
 - Comment l'Eglise accomplira-t-elle sa tâche avec moins de prêtres?
 - Quelle est la mission du prêtre?
 - La vie sacerdotale (la place du prêtre dans la société, l'obligation du célibat, la spiritualité du prêtre).
 - Les prêtres au travail.
 - Quelles tâches du ministère peuvent être assumées par les laïcs?
 - La vocation sacerdotale.
 - Les différentes voies dans la formation des futurs prêtres.
 - La formation permanente des prêtres.
- c) La vie religieuse
 - Quel sens donner, dans l'Eglise d'aujourd'hui, à la vie religieuse?
 - Quelles sont les tâches propres aux religieux (Pères, Frères, Soeurs) dans l'Eglise et dans le monde?
 - Comment faire face aux difficultés de leur recrutement?
 - La vocation religieuse.
 - Comment accélérer la mise en place d'une pastoration différenciée et répartie selon les secteurs?
 - La pastorale sociologiquement différenciée: étrangers, jeunes, malades, personnes âgées, isolés, veufs et veuves, intellectuels, travailleurs, etc.
 - La collaboration dans l'Eglise entre les différentes ethnies suisses.
 - Comment réaliser une péréquation financière ecclésiastique?

IV. Signification de l'Eglise pour l'homme d'aujourd'hui

- Quelles réactions provoque sur l'homme d'aujourd'hui le visage qu'offre l'Eglise?
- Quelles sont les causes d'éloignement à l'égard de l'Eglise?
- Qu'attend l'homme moderne de l'Eglise?
- Que peut faire l'Eglise pour contribuer à l'apaisement de la liberté humaine?
- Quelle signification donner aux lois ecclésiastiques et aux règlements juridiques de l'Eglise?
- L'autorité dans l'Eglise comme service et comme pouvoir.
- Que fait l'Eglise pour que se réalise en elle une authentique communauté?
- Les motifs qui assurent la crédibilité de l'Eglise (disponibilité, véracité, pauvreté, etc.).
- Les liens de l'Eglise locale avec l'Eglise universelle.
- Le renouvellement de l'Eglise, une tâche permanente.
- Que penser d'un christianisme sans Eglise?

V. Réalisations concrètes de notre vocation oecuménique

- Quelles possibilités doivent être plus largement utilisées en vue de l'unité des chrétiens?
- Quels sont les plus graves obstacles à l'union des chrétiens?
- Comment multiplier à tous les échelons le dialogue oecuménique?
- Quel sens faut-il donner aux cultes et rencontres oecuméniques?
- En quels domaines un engagement commun de toutes les Eglises pour des tâches temporelles est-il possible?
- L'intercommunion.
- Comment réaliser une pastorale commune des mariages mixtes?
- La collaboration des Eglises dans l'étude de la Bible.
- Les rapports entre les Eglises chrétiennes et les communautés non chrétiennes.

VI. Mariage et famille dans l'évolution sociale actuelle

a) La sexualité humaine

- L'évolution récente des idées sur la sexualité humaine.

- Quelle est l'attitude chrétienne face à la libération sexuelle actuelle?
- La vocation au célibat, sa signification.

b) Le mariage

- Quelle place occupe le mariage dans notre société en mutation?
- Tâche et témoignage du foyer chrétien.
- Comment la personne humaine peut-elle être préparée au mariage à temps et de façon suffisante?
- Comment l'Eglise peut-elle cheminer avec les époux pour leur venir en aide?
- La création d'offices de conseils pour les ménages en détresse.
- Que peut faire l'Eglise pour les divorcés, pour ceux qui ne sont pas validement mariés, pour les divorcés remariés?
- Prise de position à l'égard de la contraception et de l'avortement.

c) La famille

- Que signifie la famille dans sa situation actuelle pour l'homme et pour la société?
- Le rôle éducatif de la famille est-il menacé par les structures sociales actuelles?
- De quelle manière les parents peuvent-ils conduire leurs enfants vers la foi?
- L'éducation de la liberté.
- Comment l'Eglise peut-elle aider la famille dans l'accomplissement de sa tâche éducative?
- Comment les parents peuvent-ils garantir leur responsabilité dans l'éducation donnée à leurs enfants par l'école, l'Eglise, les mass-media, etc?
- L'école des parents et les offices de conseil pour éducateurs.
- Les bases d'une politique familiale d'inspiration chrétienne.

VII. Responsabilités du chrétien dans le monde du travail et de l'économie

- Quelles tâches incombent au chrétien dans la société d'abondance?
- Comment mettre le progrès économique au service de l'authentique épanouissement des personnes?
- La responsabilité des chrétiens à l'égard des économiquement faibles
- Comment garantir et favoriser la dignité de la personne dans l'entreprise?

- Les principes d'une politique chrétienne des rapports entre employeurs et employés.
- Quels devoirs impose aux chrétiens la mutation sociale actuelle?
- Le travail professionnel comme service au prochain.

VIII. Les tâches sociales de l'Eglise en Suisse

- Quels sont les problèmes sociaux posés à l'actuelle société de consommation?
- Quelles sont les tâches propres à l'Eglise dans le secteur social?
- De quelle façon l'Eglise peut-elle s'engager au service des personnes âgées, des malades, des handicapés et des nécessiteux?
- Qu'est-ce qui peut être fait pour les victimes de la drogue?
- Comment réaliser le meilleur engagement possible des institutions à but social (spécialement les congrégations religieuses)?
- Comment favoriser de façon efficace l'engagement dans les professions sociales?
- Quelles possibilités d'engagement et de formation en vue d'un service social s'offrent aux forces bénévoles (retraités, personnes disposant de temps libre, etc)?

IX. L'Eglise et des communautés temporelles

- La situation sociologique actuelle exige-t-elle une révision des rapports entre l'Eglise et l'Etat?
- Le point de vue de l'Eglise sur les questions politiques, par exemple l'utilisation des impôts, l'obligation du service militaire, le régime pénitentiaire, la protection de l'environnement, etc.
- Comment l'Eglise assume-t-elle ses responsabilités à l'égard des étrangers?
- Comment l'Eglise se situe-t-elle à l'égard des partis politiques?
- De quelle manière a-t-elle à s'engager politiquement?

X. La coresponsabilité des chrétiens à l'égard des Missions, du Tiers-Monde et de la paix

- L'ouverture aux tâches de dimensions mondiales.
- Comment les catholiques - tant personnellement qu'en communauté- peuvent-ils assumer leurs responsabilités face à la vocation missionnaire de l'Eglise?
- Comment coordonner l'action des institutions et communautés missionnaires?
- L'engagement des diocèses suisses pour les Missions.

- L'aide au développement, un autre nom pour la Paix: contribution privée, publique, ecclésiastique.
- Comment l'Eglise peut-elle éduquer à la Paix; comment peut-elle s'engager pour la Paix?

XI. Culture et loisirs

a) La culture

- Quelles sont les tâches des chrétiens dans l'actuelle politique culturelle?
- La collaboration de l'Eglise dans les problèmes de l'éducation scolaire.
- Quelles tâches attendent les écoles confessionnelles, les internats catholiques et les écoles privées?
- Les problèmes concernant la promotion culturelle de la jeune fille et de la femme.
- Quelles sont les tâches propres à l'Eglise en ce qui concerne l'éducation permanente?

b) Les loisirs

- Comment les loisirs peuvent-ils servir à l'épanouissement de la personne?
- Nouvelles possibilités et nouvelles tâches issues de l'augmentation des temps libres.
- L'apport de l'Eglise à l'organisation des loisirs de la jeunesse.
- Comment envisager l'activité des organisations de jeunesse?

XII. Information et formation de l'opinion dans l'Eglise et dans la société

- Le rôle de l'opinion publique dans la société moderne.
- Quel rôle jouent les mass-media dans la formation de l'opinion?
- Liberté et responsabilité des publicistes (éditeurs, journalistes, réalisateurs, etc).
- Comment l'Eglise peut-elle apporter sa contribution aux mass-media?
- Fondation d'instituts spécialisés et formation de spécialistes pour le travail dans les mass-media.
- Quel sera le rôle de la presse catholique dans l'avenir?
- Tâches de l'Eglise dans le domaine de l'éducation par les mass-media et à l'égard des progrès techniques (par exemple les moyens audio-visuels).
- Comment l'homme d'aujourd'hui peut-il s'opposer au danger de manipulation par la publicité et la propagande?
- Comment favoriser la formation d'une opinion publique dans l'Eglise?
- La pratique de l'information dans l'Eglise.

MEMBRES DU SYNODE

Monseigneur Henri Salina, Abbé de Saint-Maurice
Chanoine André Abbet, vicaire, Salvan
Chanoine Jean Allet, curé-doyen, Vernayaz
Chanoine Jean-Paul Amoos, professeur, St-Maurice (1972-1973)
Chanoine Georges Athanasiades, professeur, St-Maurice
Mme Marcel Avoyer, pour les étrangers, Martigny (dès 1974)
Mme Monique Béro, mère de famille, Choëx
Mme Marquerite Bianchi, mère de famille, Lavey
M. Raphaël Bochaty, instituteur retraité, Le Trétien
Mlle Christine Clément, étudiante, Lavey
M. Michel Coquoz, professeur, Vernayaz
Chanoine Isaac Dayer, curé, Choëx
Chanoine Georges Delalove, professeur, St-Maurice
M. Vittorio Della Ducata, pour les étrangers, Vernayaz (1972)
Chanoine Abel Fumeaux, pro-recteur, St-Maurice (1972-1974)
M. Gilbert Fürbringer, mécanicien CFF, Lavey
Mlle Marquerite Gay-Balmaz, secrétaire, Vernayaz
M. Maxime Gay-Des-Combes, instituteur, Finhaut
M. Bernard Hugo, étudiant, St-Maurice (1972-1973)
Chanoine Léon Imesch, curé, Salvan
Soeur Marie-Pascale Jordan, enseignante, La Pelouse-Bex
Mme Antoinette Lonfat, mère de famille, Finhaut
M. Jean-Marie Lonfat, technicien, Finhaut
M. Jean-Michel Lonfat, étudiant, Les Marécottes
Soeur Marie-Bernard Maillard, enseignante, Salvan
M. Yves Marclay, maître-menuisier, Choëx
Chanoine Marcel Michellod, curé, Finhaut
Chanoine Léo Müller, chancelier, St-Maurice
M. Fernando Musco, pour les étrangers, Vernayaz (1973)
Chanoine Charles Neuhaus, maître des novices, St-Maurice
Soeur Marie-Nicolas Ottinger, enseignante, Lavey
Mme Marie-Thérèse Pattaroni, institutrice, Salvan
Chanoine Henri Pellissier, professeur, St-Maurice (dès 1973)
Chanoine Pierre Petermann, curé, Lavey
Chanoine Pierre-Marie Pounet, professeur, St-Maurice (dès 1973)
Chanoine Joseph Putallaz, curé, Evionnaz (dès 1973)
Mme Marie-Thérèse Renevey, sœur-femme, Choëx
M. César Revaz, professeur, Salvan
Chanoine Georges Revaz, professeur, St-Maurice
Chanoine Michel Rey, aumônier, Le Châtelard (1972-1973)
Mlle Marie-Hélène Robatel, secrétaire, Lavey
Chanoine Alexis Rouiller, théologien, curé, Verbier (dès 1974)
M. Jean-François Sarrasin, étudiant, Orsières (dès 1973)
Mlle Monique Tornay, secrétaire, Vernayaz
Chanoine Alain Zuber, professeur, St-Maurice (1972-1973)
Chanoine Edouard Zumofen, prieur, St-Maurice

∞ ∞ ∞ ∞ ∞

Représentants de l'Eglise évangélique réformée :

Mme Suzanne Fournier, mère de famille, Vernayaz
M. le Pasteur Armand Méan, Lavey (1972-1973)
M. le Pasteur Alexandre Nicod, Lavey (dès 1973)

PRAESIDIUM

Chanoine Georges Athanasiadès, président
M. Michel Coquoz, vice-président, modérateur
M. César Revaz, modérateur
M. Gilbert Fürbringer, membre adjoint
Mme Marie-Thérèse Pattaroni, membre adjoint
Chanoine Georges Revaz, secrétaire

COMMISSIONS SPECIALES (COSPEDI)

1) La foi et son annonce au monde d'aujourd'hui

Chanoine Georges Delaloye, président
M. Bernard Hugo
Soeur Marie-Pascale Jordan
Chanoine Charles Neuhaus
Mme Georgette Fürbringer (non déléguée synodale)
M. Gabriel Grand (non délégué synodal)

2) La prière, la messe, les sacrements

Soeur Marie-Bernard Maillard, président
Chanoine Jean Allet
Madame Antoinette Lonfat
Mlle Marie-Hélène Robatel
Mme Madeleine Monnay (non déléguée synodale)
Mme Annie Studer (non déléguée synodale)
M. Yvan Studer (non délégué synodal)
Experts : Chanoine Georges Athanasiadès
Chanoine Marius Pasquier

3) L'organisation de la pastorale en Suisse

Chanoine Henri Pellissier, président
Chanoine Jean Allet
Mlle Marquerite Gay-Balmaz
Chanoine Joseph Putallaz
Mme André Dupertuis (non déléguée synodale)
M. Jean Marquis (non délégué synodal)

4) Signification de l'Eglise pour l'homme d'aujourd'hui

Chanoine Abel Fumeaux, président
Mme Monique Bérod
M. Jean-Marie Lonfat
Chanoine Pierre-Marie Pouget
Mlle Monique Tornay
M. Albert Vuissoz (non délégué synodal)

5) Réalisations concrètes de notre vocation oecuménique

Mlle Marquerite Gay-Balmaz, président
Chanoine Jean-Paul Amoos
Mlle Christine Clément
Chanoine Charles Neuhaus
Chanoine Pierre Petermann
M. le Pasteur Armand Méan (non délégué synodal)
Mme J. Pradervand (non déléguée synodale)

6) Mariage et famille dans l'évolution sociale actuelle

Mme Marie-Thérèse Renevey, présidente
Mme Marquerite Bianchi
M. Jean-Michel Lonfat
Chanoine Joseph Putallaz
Chanoine Edouard Zumofen
M. Oscar Ciana (non délégué synodal)
M. Théo Fracheboud (non délégué synodal)
Experts : Mme Isaline Gerhard, médecin
M. Jean Rey-Bellet, médecin

7) Responsabilité du chrétien dans le monde du travail

M. Gilbert Fürbringer, président
Chanoine André Abbet
M. Maxime Gay-Des-Combes
M. Yves Marclay
Experts : M. Pascal Buclin
M. Germain Veuthey

8) Les tâches sociales de l'Eglise

Mme Marie-Thérèse Pattaroni, présidente
M. Raphaël Bochaty
Chanoine Marcel Michellod
Mme Marie-Thérèse Renevey
M. le Pasteur Alexandre Nicod (non délégué synodal)
Expert : M. Maurice Gay-Balmaz

9) L'Eglise et les communautés temporelles

Chanoine Charles Neuhaus, président
Mlle Christine Clément
Chanoine Georges Delaloye
Mme Marie-Thérèse Pattaroni
M. Gabriel Grand (non délégué synodal)
Mme Marie-Louis Tornav (non déléguée synodale)
Expert : M. Fernand Fracheboud

10) La coresponsabilité des chrétiens à l'égard des Missions, du Tiers-Monde et de la paix

Soeur Marie-Pascale Jordan, présidente
Chanoine Charles Neuhaus
Soeur Marie-Nicolas Ottinger
Chanoine Michel Rey
M. Jean-François Sarrasin
Mlle Marlyse Nydeqker (non déléguée synodale)
Experts : Chanoine Jean-Bernard Simon-Vermot
Chanoine Edouard Zumofen

11) Culture et Loisirs

M. César Revaz, président
M. Michel Coquoz
Soeur Marie-Nicolas Ottinger
Mlle Monique Tornay
M. André Olivier (non délégué synodal)
Mme Michèle Olivier (non déléguée synodal)
Expert : Chanoine Claude Martin

12) Information et formation de l'opinion dans l'Eglise et dans la société

Chanoine Edouard Zumofen, président
M. Maxime Gay-Des-Combes
Chanoine Henri Pellissier
M. Jean-François Sarrasin
Mme Christiane Morisod (non déléguée synodale)
M. Jean-Gérard Morisod (non délégué synodal)
Experts : Soeur Claire Descartes
M. Hermann Pellegrini

COMMISSION SUISSE DE COORDINATION

Chanoine Georges Athanasiadès, membre du bureau
Chanoine Léo Müller, délégué de l'Ordinaire du lieu

COMMISSION SUISSE DES FINANCES

Chanoine Oscar Gut

BUREAU DE PRESSE

Chanoine Jean-Marie Theurillat, rédacteur
Mme Mireille Imesch, secrétaire

Ouverture du Synode

23 septembre 1972

Concélébration à la Basilique de Saint-Maurice

Séance constitutive au Collège de l'Abbaye

Ouverture du Synode par Monseigneur Henri Salina
Abbé de Saint-Maurice

HOMELIE DE MONSEIGNEUR HENRI SALINA

Nous voici assemblés, parce que ce jour voit s'ouvrir pour notre Eglise d'Agaune, et toute l'Eglise qui est en Suisse, l'événement du Synode.

Et le premier acte de cet événement, qui se déroulera pendant plus de deux ans, ce premier acte, c'est l'Eucharistie que nous célébrons ce matin, tous ensemble, fraternellement. Ce premier acte que nous posons au seul du Synode, c'est le repas sacrificiel, le mémorial que Jésus-Christ nous a laissé pour que naisse et se manifeste l'unité qu'Il a lui-même voulue comme le signe par lequel le monde puisse croire "Que tous soient un..."

Cette unité résulte d'une double communion : communion avec le Christ en qui le Père demeure et qui demeure dans le Père; communion entre nous, avec nos frères : "Que tous soient un. Comme toi, Père tu es en moi, et moi en toi, qu'eux aussi soient un en nous afin que le monde croie que tu m'as envoyé."

L'Eucharistie est vraiment le sacrement de l'unité, elle en est la source et le témoignage ; et l'oeuvre du Synode que nous voulons entreprendre doit se placer dans cette perspective de l'Eucharistie qui fait l'Eglise: car tout ce qui a déjà été accompli dans la préparation, tout ce qui commence aujourd'hui ne veut-il pas être une réponse à ce vœu du Seigneur, que la lecture de l'Evangile vient de nous rappeler : "C'est la gloire de mon Père que vous portiez beaucoup de fruit." ?

De même que le fruit est l'accomplissement de la plante qui le porte, l'épanouissement de son être, l'expression parfaite de sa vocation, ainsi le salut du monde, de tous les hommes, est comme l'accomplissement du Verbe Incarné, de la mission qu'Il a reçue du Père, le fruit de son oeuvre : "Il est l'image du Dieu invisible, le premier-né de toute créature... Dieu s'est plu à faire habiter en Lui toute la Plénitude et par Lui (le Christ) à réconcilier tous les êtres pour lui (Dieu)... en faisant la paix par le sang de sa croix."

C'est à produire et à porter ce fruit "par Lui, avec Lui, et en Lui" que le Seigneur invite ses disciples, ses amis, et la seule voie de leur fécondité, de notre fécondité, c'est l'unité naissant de la double communion, que nous venons d'évoquer.

Notre Synode, aussi modeste soit-il, devra donc avant toute chose, être témoignage, ce témoignage d'unité : "un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême". Ses travaux, ses recherches, ses décisions, seront un service pour nous aider tous ensemble, en Eglise, et chacun en particulier, à être meilleur témoin, selon la diversité des dons que nous avons reçus : c'est notre mission à tous, qui s'inscrit dans la mission de Jésus-Christ, le Témoin fidèle.

C'est une grâce insigne pour nous, de nous retrouver et de travailler en ce lieu, sur cette terre d'Againe, où Saint Maurice et ses Compagnons, à l'image de Jésus, scellèrent de leur sang le beau témoignage de leur foi; et nous nous souvenons avec reconnaissance que "le sang des martyrs, est la semence des chrétiens." Qu'ils nous obtiennent la grâce du témoignage!

Le Synode doit être un temps privilégié pour nous approcher davantage de Jésus-Christ, "cette pierre vivante" fondement et en même temps clef de voûte de l'édifice spirituel qu'est l'Eglise. C'est le moment de demander lumière et force pour nous prêter mieux, "comme des pierres vivantes", à l'édification du Corps du Christ. C'est à cette oeuvre que l'élection de notre baptême nous appelle: c'est notre vocation qui s'inscrit dans le temps et dans l'espace, à la place où la Providence de Dieu nous a mis.

Bien sûr, l'oeuvre est immense : elle dépasse la mesure de l'homme seul. Mais la Parole du Seigneur est là qui nous dit : "Demeurez en moi comme moi en vous... et vous porterez beaucoup de fruit; car sans moi, vous ne pouvez rien faire."

Nous ne sommes pas seuls, le Christ ne nous a pas laissés orphelins: l'Esprit Saint, l'Esprit de Vérité, nous a été donné. C'est par Lui que le Christ demeure en nous et que nous demeurons en Lui. C'est l'Esprit qui nous enseigne et nous rappelle tout ce que le Seigneur nous a dit; c'est dans la puissance de l'Esprit"qui nous conduit à la vérité toute entière", que nous rendons témoignage, avec des milliers de nos frères, avec l'Eglise du ciel et de la terre.

Soyons enracinés dans la confiance: Dieu, dans sa libéralité, a répandu l'Esprit à profusion. Comme nous l'avons lu dans le prophète Joël, tout le Peuple de Dieu, sans distinction d'âge ou de sexe, sans distinction de classe, reçoit "ce premier don fait aux croyants, l'Esprit qui poursuit son oeuvre dans le monde et achève toute sanctification."

Pour terminer, je citerai les paroles de Notre Saint-Père le Pape Paul VI : elles peuvent être reçues comme la consigne de notre Synode qui, à sa place et dans la mesure de sa mission, devra travailler à "construire l'Eglise sur le fondement inébranlable qu'est le Christ lui-même, qui est le Chemin, la Vérité, la Vie. Ne nous laissons d'aucune manière dévier de cette route : elle est la seule. Ne nous laissons attirer par aucune autre voix : la vérité est une. Ne nous laissons entraîner vers aucune autre source que celle du Dieu vivant et vivifiant."

Sûrs de l'amour de Dieu et forts de notre foi, nous pouvons entreprendre la route ensemble, dans la joie de l'espérance.

Amen.

TELEGRAMMES

SA SAINTETE PAPE PAUL VI
CITE DU VATICAN

ABBE DE SAINT-MAURICE CLERGE ET FIDELES DE SA JURIDICTION
OCCASION OUVERTURE SYNODE DU TERRITOIRE NULLIUS
ASSURENT VOTRE SAINTETE ATTACHEMENT FILIAL ET IMPLORENT
BENEDICTION SUR TRAVAUX POUR RENOUVEAU SELON ENSEIGNEMENT
ET ESPRIT CONCILE VATICAN II.

HENRI SALINA, ABBE

REVEREND PERE HENRI SALINA
ABBE
SAINT-MAURICE/VALAIS

SA SAINTETE VOUS REMERCIE MESSAGE ATTACHEMENT FILIAL
ET VOUS ENVOIE GRAND COEUR AINSI QUE CLERGE FIDELES
REUNIS SYNODE GAGE RENOUVEAU SPIRITUEL ET RAYONNEMENT
APOSTOLIQUE PATERNELLE BENEDICTION.

CARDINAL VILLOT

Clôture du Synode

30 novembre 1975

Concélébration à la Basilique de Saint-Maurice

Séance de clôture au Collège de l'Abbaye

Vêpres et homélie de Monseigneur Henri Salina
Abbé de Saint-Maurice
à la Basilique de Saint-Maurice

Au mois de septembre 1972, le lendemain même de la fête de Saint Maurice et de ses Compagnons martyrs, je déclarais constitué le Synode du Territoire de la Juridiction abbatiale, et ouverts les travaux qui devaient se poursuivre jusqu'à ce jour.

C'était pour nous tous quelque chose de nouveau: une direction était indiquée, des jalons posés, des travaux préparatoires avaient été faits, mais la route, ensemble, restait à parcourir, avec ses inconnues.

Elle est faite, et en cet instant je voudrais d'abord avec vous rendre grâce à Celui de qui vient tout don parfait, Dieu notre Père. Nous savions au départ, et nous en avons mieux pris conscience au fil des jours, qu'il s'agissait d'abord de vivre un événement spirituel: le Synode a été une grâce offerte à notre Eglise d'Agaune, comme à toutes les Eglises locales en Suisse, qui se sont rencontrées aussi, dans le même temps, pour vivre ce même événement et partager ce qui devait l'être.

Or la grâce, c'est la présence de l'Esprit-Saint que Jésus ne cesse d'envoyer à son Eglise pour que s'accomplisse le dessein d'amour du Père.

Il est donc juste de dire ce soir avec l'apôtre Paul : "Béni soit le Dieu et Père de notre Seigneur Jésus Christ, qui nous a bénis et comblés de toutes sortes de bénédictions spirituelles, dans le Christ"(Eph 1).

Ces trois années de réflexions et de travaux nous ont permis, je crois, de toucher du doigt, de découvrir mieux en le vivant de façon plus intense, ce que l'Eglise dit de sa constitution intime: mystère de communion. Communion offerte par la Trinité Sainte à l'homme, appelé ainsi à s'insérer dans un Peuple de frères dont le Premier Né est le Christ Jésus, Tête de ce Corps vivant; peuple dont la vocation ici-bas est d'être comme le Sacrement -signe et moyen- pour tous les hommes de cette union intime de vie avec Dieu et d'unité de tout le genre humain (cf. Lumen Gentium 1).

En travaillant ensemble, en Synode, nous avons mieux fait l'expérience que l'Eglise, c'est d'abord ce Peuple convoqué par Dieu et que c'est lui qui reçoit la mission du Témoignage. Nous avons mieux saisi aussi que ce Peuple, pour être tel et non pas une masse informe, doit être structuré: expérience concrète de la nécessité vitale de la hiérarchie et du sacerdoce ministériel, qui sont service de ce Peuple, pour

sa vie; nécessité du service de Pierre, qui veille à la communion de la foi et de la charité et en est le garant visible; nécessité de grâces diverses, de charismes, fondement de services diversifiés, de ministères, toujours en vue de la construction du Corps du Christ.

Tout cela est don de Dieu, tout cela vient d'en haut pour être mis en oeuvre par les hommes, et c'est pourquoi notre louange d'action de grâce monte vers Dieu.

Pour témoigner de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ, il nous a fallu, bien sûr, nous mettre à une écoute plus attentive de sa Parole et nous n'aurons jamais fini!

Mais aussi, et ce n'est pas moins important, à l'écoute de nos frères, de leurs soucis, de leurs difficultés, de leurs façons de voir les choses de la vie, même si elles nous paraissent fort éloignées des nôtres: Jésus vient pour tous; il faut que tous puissent être touchés: à nous d'aller à la rencontre de nos frères, où qu'ils soient, à nous de trouver le langage qui permet la communication.

Nous avons fait l'effort de commencer - ou de recommencer; il reste encore beaucoup à faire.

Nous sommes entrés dans l'expérience de la coresponsabilité ecclésiale, du partage mieux vécu des dons divers que chacun a reçus pour le service de ses frères: c'est ici que je veux encore remercier chacun d'entre vous, personnellement, de tout coeur pour ce qu'il a accompli en ce Synode: délégués, membres des Commissions, services d'animation et techniques, le Praesidium et son Président, nos frères réformés qui, plus qu'observateurs, ont été parties prenantes de nos travaux. Je ne saurais oublier ceux qui nous ont soutenus de leur sympathie, de leur prière, de leur générosité.

C'est Celui-là même pour qui vous avez oeuvré qui est votre récompense:

"Si quelqu'un m'aime, dit Jésus,
il gardera ma parole
et mon Père l'aimera
et nous viendrons à lui
et nous ferons chez lui notre demeure".

Je crois en effet que le Synode a été cet effort de garder la Parole qui éclaire tout homme et tout l'homme.

Mais il faut que cela continue. Il faut maintenant que ce qui a été fait en assemblée synodale devienne le levain dans la pâte. Il faut que le Synode se prolonge dans nos paroisses, dans nos institutions, auprès de tous ceux que nous rencontrerons là où Dieu nous a placés. C'est l'oeuvre de l'après-Synode, qui a déjà été évoquée par ailleurs, et que nous aurons à promouvoir.

C'est en pensant à ce qui commence, à ce qui reste à faire, que je voudrais laisser cette parole de Jésus, comme un mot d'ordre, à nous tous, membres du Synode de St-Maurice qui prend fin ce soir. Je la prends dans l'évangile de Jean : Avant la fête de la Pâque, au cours du dernier repas, Jésus lave les pieds de ses disciples.

"Quand il leur eut lavé les pieds, qu'il eut repris ses vêtements, et se fut remis à table, il leur dit : "Comprenez-vous ce que je vous ai fait ? Vous m'appellez Maître et SEigneur, et vous dites bien car je le suis.

Si donc je vous ai lavé les pieds, moi le Seigneur et le Maître, vous aussi, vous devez vous laver les pieds les uns aux autres.

Je vous ai donné l'exemple pour que vous agissiez comme j'ai agi envers vous.

En vérité, en vérité, je vous le dis, le serviteur n'est pas plus grand que son maître, ni l'envoyé plus grand que celui qui l'envoie. Sachant cela, heureux serez-vous si vous le faites" (Jean 13).

Que le Père, le Fils et l'Esprit nous donnent la grâce d'être des fidèles serviteurs de la communion, dans la foi l'espérance et la charité.

Amen.

TELEGRAMMES

SA SAINTETE LE PAPE PAUL VI
CITE DU VATICAN

ASSEMBLEE SYNODALE SAINT-MAURICE ASSURE VOTRE SAINTETE
SENTIMENTS FILIAUX ET RECONNAISSANTS OCCASION CLOTURE
SYNODE TERRITOIRE JURIDICTION ABBATIALE ET IMPLORE
BENEDICTION POUR QUE TRAVAUX PRODUISENT FRUITS SPIRITUELS.

HENRI SALINA, ABBE

REVEREND PERE HENRI SALINA
ABBE
SAINT-MAURICE/VALAIS

SA SAINTETE AGREANT MESSAGE SENTIMENTS FILIAUX ET
RECONNAISSANTS ASSEMBLEE SYNODALE DE SAINT-MAURICE
ENVOIE TOUS PARTICIPANTS GAGE GENEREUX TRAVAIL
D'EVANGELISATION EN UNION AVEC COMMUNAUTES DIOCESAINES
PATERNELLE BENEDICTION APOSTOLIQUE.

CARDINAL VILLOT.

Documents synodaux

NOTE PRELIMINAIRE

Les textes synodaux ont parcouru un certain nombre d'étapes jusqu'à leur promulgation.

Une Commission interdiocésaine (COSPEI) était chargée d'établir les documents préparatoires pour toute la Suisse (questionnaires, avant-projets, projets).

Les projets soumis à la discussion étaient d'abord étudiés, puis présentés à l'Assemblée par une Commission spéciale (COSPEDI) dans chaque Synode. Les débats comportaient une première lecture au cours des sessions diocésaines ordinaires, selon un calendrier identique pour tous les Synodes.

La Commission de coordination retenait quelques thèmes engageant la pastorale de tout le pays et les proposait à l'Assemblée synodale interdiocésaine de Berne. C'est généralement cette assemblée qui en faisait la seconde lecture. La Conférence des Evêques y exposait alors son point de vue. Elle donnait son approbation aux textes adoptés par l'Assemblée. Ces textes étaient ensuite intégrés dans les documents synodaux de chaque Synode.

Les Assemblées diocésaines adoptaient définitivement leurs documents après une deuxième lecture. Ces documents présentent un Rapport de la Commission diocésaine ainsi qu'un ensemble de Décisions et de Recommandations. Le document final devenait document synodal par l'approbation de l'Ordinaire du lieu.

Parmi les 12 textes de travail proposés aux Synodes, il arrive plus d'une fois que des thèmes se retrouvent, présentés selon des points de vue particuliers dans des documents différents. Ces aspects complémentaires peuvent être regroupés à l'intérieur d'un même document final. C'est ainsi que des éléments du thème "Signification de l'Eglise pour l'homme d'aujourd'hui" ont été repris dans le document "La foi et son annonce au monde d'aujourd'hui". Il en va de même pour le document "L'Eglise et les réalités temporelles" qui reprend les points essentiels des thèmes 7,8,9.

L'ampleur des problèmes était telle que les assemblées ont parfois pris un style et un rythme très différents d'un Synode à l'autre. Le Synode de Saint-Maurice; cela va de soi, ne pouvait pas envisager une étude approfondie et spécialisée de tous les sujets. Il ne faut donc pas s'attendre à trouver dans ces textes un traité complet sur la Foi ou sur l'Eglise, sur les Sacrements ou sur la Mission universelle. La perspective pastorale du Synode lui-même l'invitait à se limiter à certains points retenus dans les documents synodaux promulgués.

La foi et son annonce au monde d'aujourd'hui

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

1. CROIRE AUJOURD'HUI
 - 1.1 La foi vécue, source de toute justification
 - 1.2 La foi, don de Dieu
 - 1.3 La foi, réponse de l'homme
 - 1.4 Difficultés de vivre la foi
 - 1.10 Appel à chaque croyant
2. L'ANNONCE DE LA FOI POUR NOTRE TEMPS
 - 2.1 Le devoir d'annoncer la foi
 - 2.2 L'annonce de la foi nous concerne tous
 - 2.3 La prédication
 - 2.4 Le dialogue pastoral
 - 2.5 Formation religieuse des adultes
 - 2.6 Catéchèse des enfants et des adolescents
 - 2.7 L'Eglise et l'annonce de la foi par les mass-media
3. LA RESPONSABILITE DU PEUPLE DE DIEU,
DU MAGISTERE ET DES THEOLOGIENS
A L'EGARD DE LA FOI ET DE LA RECHERCHE THEOLOGIQUE
 - 3.1 Considérants
 - 3.2 Appels
 - 3.3 Recommandation

1. CROIRE AUJOURD'HUI

Si l'on intitule cette première partie "Croire aujourd'hui", c'est pour rappeler que la foi doit être vécue d'une manière concrète dans l'époque où nous vivons.

1.1 La foi vécue est la source de toute justification. On ne sera jamais assez persuadé de sa nécessité absolue pour entrer dans le Royaume de Dieu et vivre de son esprit: "Celui qui croira et sera baptisé sera sauvé; celui qui ne croira pas sera condamné" (Mc 16,16). "Ces signes ont été mis par écrit dans ce livre pour que vous croviez que Jésus est le Christ, le Fils de Dieu, et que par votre foi, vous ayez la vie en son nom (Jn 20,31).

1.2 La foi ne va pas de soi. Elle est un don de Dieu. Elle est invitation à accueillir le mystère de l'alliance divine. Elle est révélation du Mystère de Dieu, à travers toute l'histoire sainte par le ministère des prophètes, mais surtout dans le Christ venu dans le monde, mort et ressuscité pour notre salut.

1.3 Mais elle est aussi réponse de l'homme qui s'en remet totalement et librement à Dieu. C'est chaque jour, et à chaque instant, c'est dans toutes nos activités que nous avons à vivre cette remise totale de nous-mêmes à Dieu dans une relation personnelle, vitale, confiante avec le Père, le Fils et l'Esprit-Saint.

1.4 De tous temps, la foi a été difficile à vivre pour les croyants. Ne s'agit-il pas en effet:

- de vivre selon l'esprit pour un être profondément enraciné dans le sensible;
- de vivre selon la sainteté de Dieu pour un être pécheur;
- de vivre une foi authentique dans un milieu trop souvent routinier et superficiel;
- de vivre une foi adulte au-delà d'une mentalité demeurée infantile
- de vivre une foi contemplative au milieu de préoccupations trop envahissantes?

1.5 Mais notre temps comporte des difficultés plus spécifiques :

- par le développement de la mentalité scientifique et technique, beaucoup "paraissent étrangers à toute inquiétude religieuse et ne voient pas pourquoi ils se soucieraient de religion" (Constitution pastorale "Gaudium et spes" sur l'Eglise dans le monde de ce temps 19,2)

- par la diffusion toujours plus large de l'incroyance et de l'athéisme, beaucoup rejettent tout rapport vital à Dieu;
- dans une culture qui a profondément changé, le langage qui transmet la foi à travers la Parole de Dieu et les dogmes de l'Eglise n'est plus guère compris ni accepté;
- les "maîtres du soupçon", Marx, Nietzsche et Freud, et leurs disciples inspirent mauvaise conscience à bien des hommes, comme si la foi était une fuite devant les responsabilités humaines.

1.6 Face à ces difficultés, loin de se décourager, le croyant est appelé à les relever comme un défi, comme une invitation à élargir ses horizons. Il pourra le faire en acceptant le dialogue avec les sciences humaines de son temps, dans l'humilité de la recherche et la confiance en celui qui est "le chef de notre foi, qui la mène à la perfection, Jésus" (Hebr. 12,2), sachant avec l'Eglise reconnaître la légitime autonomie des sciences et accueillir toute recherche authentique.

1.7 De plus, la foi ne se réduit pas à un simple héritage familial ou social. Elle demande à être vécue dans un climat de recherche persévérante, d'intimité personnelle avec Jésus-Christ. C'est dire qu'elle comporte une éducation et un cheminement à travers toute la vie.

1.8 Par ailleurs, la foi ne se vit pas seulement individuellement. Elle doit être vécue en Eglise. Elle comporte une dimension communautaire. Reçue grâce à une communauté qui en vit et en témoigne, elle doit à son tour devenir vie et témoignage devant les autres. Elle doit devenir principe d'apostolat et éclairer de sa lumière les engagements au plan concret de l'existence individuelle ou collective.

1.9 En réalité, pour beaucoup d'hommes d'aujourd'hui, c'est l'Eglise elle-même telle qu'ils croient la connaître, qui fait difficulté à leur foi. On n'en attend plus rien; ou on ne participe plus guère à sa vie, sinon à l'occasion de circonstances exceptionnelles (baptême, mariage, enterrement), et souvent même par pur conformisme sociologique; on est déçu de ne pas trouver en elle une vraie communauté fraternelle où chacun puisse se retrouver en relation de confiance avec ses pasteurs et les autres membres de la communauté. On voudrait un climat d'activité plus dynamique, à la place d'une trop grande passivité, un engagement plus résolu au service de l'évangélisation et de l'apostolat. On voudrait également une Eglise servante et pauvre, libérée de toute compromission avec les puissants.

A P P E L

1.10 Chaque croyant s'efforcera donc de vivre sa foi avec toujours plus d'intensité. Il prendra les moyens indispensables pour que sa foi grandisse:

- une vie intérieure profonde toute nourrie de prière et de contemplation;
- une intimité personnelle avec Jésus-Christ toujours présent au milieu de nous par sa Parole et les sacrements de son amour;
- un approfondissement doctrinal, grâce à la méditation de la parole de Dieu, l'étude, la réflexion, la retraite;
- un engagement apostolique, témoignage d'une vie de foi dans les activités de chaque jour.

1.11 Par ailleurs, pour que l'Eglise prenne un visage nouveau, pour qu'elle soit mieux comprise des hommes de ce temps, chaque croyant est invité, selon sa place et ses possibilités,

- à travailler avec ses frères pour former une communauté de foi ouverte aux problèmes et aux besoins de tous;
- à participer de manière plus active aux décisions paroissiales, se sentant responsables en communion avec les prêtres;
- à veiller à ce que l'Eglise locale soit toujours servante et pauvre, à l'image du Christ.

2. L'ANNONCE DE LA FOI POUR NOTRE TEMPS

2.1 Le devoir d'annoncer la foi se fonde sur la volonté expresse du Christ, envoyant les Apôtres annoncer la Bonne Nouvelle. Il leur promet l'assistance de l'Esprit pour le faire dans la fidélité et l'orthodoxie (cf. Mt 28,18-20 : mission confiée aux Apôtres; Luc, 22, 31'32 : rôle de Pierre)

Cette vérité est réaffirmée dans de nombreux documents du Concile Vatican II:

- dans la Constitution dogmatique sur l'Eglise "Lumen gentium" 21,25,35;
- dans le Décret sur la charge pastorale des Evêques, 12-14;
- dans le Décret sur le ministère et la vie des prêtres, 4;
- dans le Décret sur l'activité missionnaire de l'Eglise, 5,11-15;
- dans le Décret sur l'Apostolat des laïcs, 2,6.

2.2 L'annonce de la foi nous concerne donc tous : prêtres, religieux et religieuses, parents, catéchistes et éducateurs. Il nous faut devenir de plus en plus capables non seulement d'avoir une foi solide et d'en vivre, mais aussi de la dire, chacun selon sa mission, sa grâce.

2.3 La prédication

La prédication est un moyen important pour annoncer la foi. Pour beaucoup de chrétiens, c'est la seule occasion de recevoir une instruction religieuse. Mais sa forme traditionnelle comporte aussi des insuffisances, telles que langage ou contenu peu adaptés à l'assemblée, attitude passive des auditeurs, auditoire peu homogène etc.

DECISIONS DIOCESAINES

2.3.1 Le Synode souhaite plus de contact entre prêtres et laïcs. Exemples de ce contact:

- préparer ensemble la prédication;
- procéder à des échanges critiques après la prédication;
- appeler éventuellement des laïcs compétents pour porter des témoignages vécus en des cas particuliers.

2.3.2 Il souhaite :

- qu'il y ait plus de contact entre les prêtres pour la préparation des homélies;
- qu'il puisse y avoir parfois des échanges de services entre eux de paroisse à paroisse;
- que des prêtres spécialement formés puissent être mis à la disposition des paroisses pour des prédications spécialisées.

2.3.3 Il souhaite que les lettres pastorales, selon une forme adaptée, soient des prises de position autorisées, aidant la formation de la conscience des diocésains sur les problèmes de l'heure.

2.4 Le dialogue pastoral

Le dialogue pastoral est une forme privilégiée de l'annonce de la foi, car il permet un dialogue plus personnalisé et un véritable éclairage en profondeur.

DECISIONS DIOCESAINES

2.4.1 Le Synode demande aux prêtres d'accorder toute leur attention et leur zèle au ministère du dialogue pastoral

- soit par des visites régulières à leurs paroissiens;
- soit à l'occasion des principaux événements religieux des familles (naissance, baptême, confirmation, communion, mariage, maladie, décès etc.);
- soit en suscitant des laïcs bien formés, capables de répondre aux problèmes qui se posent et de préparer éventuellement des groupes de formation.

2.5 Formation religieuse des adultes

Au milieu des contestations et du pluralisme d'opinion d'aujourd'hui, il est particulièrement important que les adultes soient mieux éclairés dans leur foi et plus affermis dans leurs convictions. C'est dire l'importance de la formation permanente des adultes.

DECISIONS DIOCESAINES

2.5.1 *Le Synode demande que tout soit mis en oeuvre pour assurer la formation religieuse des adultes :*

- *en utilisant et favorisant ce qui existe déjà : session de formation, recollection, retraites, missions paroissiales ou diocésaines etc...;*
- *en instituant ou développant des groupes de réflexion dans les paroisses;*
- *en offrant de nouvelles formes de prière : partage d'évangile, groupes de prières, messe de groupes.*

2.6 Catéchèse et instruction religieuse des enfants et des adolescents

2.6.1 L'Eglise a toujours considéré comme un devoir fondamental de sa part d'assurer une formation religieuse de ses enfants, de tous ses enfants, dès la première enfance jusqu'au terme de la vie. Mais cette formation doit être adaptée aux différents âges de ceux à qui elle s'adresse.

2.6.2 C'est un devoir fondamental des familles chrétiennes d'assurer à leurs enfants la première initiation à la foi et à la prière, dès le plus jeune âge. L'Eglise ne cesse de le rappeler et doit s'efforcer d'aider les familles à accomplir leur devoir sur ce point. On n'oubliera pas que cette première imprégnation religieuse par la famille est un fondement indispensable sur lequel repose tout développement ultérieur.

2.6.3 Dès l'âge de la scolarité, une formation religieuse est donnée dans le cadre de l'école. C'est l'Eglise qui en a la responsabilité; elle l'exerce soit par l'intermédiaire des enseignants, soit par le ministère du prêtre toujours en collaboration avec les familles.

2.6.4 A côté des prêtres, il sera utile de prévoir des catéchistes bien formés. Ce recours à des catéchistes laïcs ne doit pas seulement se justifier par le manque de prêtres. C'est une tâche à laquelle ils sont appelés en vertu de leur foi, en union avec les responsables de la hiérarchie. Souvent ils seront plus proches des jeunes enfants et sauront trouver un langage mieux adapté. Eux-mêmes seront les bénéficiaires de l'approfondissement de leur foi que suppose cette fonction.

2.6.5 Il y a certes un avantage à ce que tous les enfants reçoivent un enseignement dans le cadre scolaire. Mais on peut aussi rencontrer bien des difficultés: il ne s'agit pas seulement de transmettre des connaissances, mais d'introduire dans une foi vécue à travers toute la vie. Cela suppose un coeur bien disposé et accueillant au Christ. Tous les élèves d'une classe ne sont peut-être pas susceptibles de cette attention du coeur. Il y a donc place, semble-t-il, pour un autre genre d'instruction religieuse pour la formation d'une élite de chrétiens capables d'engagement plus total, dans le cadre de sociétés ou de mouvements, par exemple.

2.6.6 Les paroissiens auront à coeur que les enfants des migrants soient eux-aussi éveillés à la foi et catéchisés, tant par la catéchèse scolaire que par des contacts avec leur communauté linguistique et leurs aumôniers.

2.6.7 Des problèmes particuliers se posent pour les préadolescents et les adolescents qui fréquentent les écoles secondaires et les collèges. Ces jeunes échappent de plus en plus aux paroisses auxquelles ils appartiennent. Les responsables de la catéchèse dans les collèges ont le sentiment de ne pas les atteindre très profondément sur le plan religieux. Il faut reconnaître que les réformes scolaires ne favorisent pas le travail catéchétique. Il y a de trop grandes concentrations scolaires; les programmes s'amplifient au détriment de la profondeur. Très tôt, les enfants sont déracinés de leur milieu naturel, village et famille. L'effort entrepris pour des retraites, des camps de réflexion, pour le travail en "petites communautés" doit être soutenu et intensifié. La question devrait être étudiée dans un échange entre responsables des paroisses et des collèges.

2.6.8 Vu l'exiguïté de notre territoire, il nous a semblé préférable d'attendre les résultats des expériences faites par les grands diocèses dans un enseignement religieux inter-confessionnel.

2.6.9 Une question plus importante sera de prévoir un centre de catéchèse pour la formation catéchétique, l'orientation des programmes, la mise à disposition d'un matériel adéquat.

DECISIONS DIOCESAINES

2.6.10 Le Synode demande aux parents chrétiens de prendre mieux conscience qu'ils sont les premiers responsables de l'éducation de la foi de leurs enfants;

de se préoccuper très tôt de l'éveil de la foi de leurs enfants, le tout petit étant capable de parler à Dieu et de vivre avec lui.

2.6.11 Le Synode encourage vivement les laïcs compétents à prendre leur part de responsabilités dans la catéchèse des enfants et des adolescents.

Il les invite à entreprendre leur mission avec courage et profond esprit de foi, en pleine collaboration avec les familles d'une part, et les prêtres d'autre part.

2.6.12 Le Synode souhaite, pour répondre aux besoins actuels de la catéchèse :

- une formation plus approfondie des catéchistes, prêtres et laïcs;
- la création d'un centre catéchétique en collaboration avec le diocèse de Sion.

2.6.13 Le Synode insiste sur la nécessité de susciter et de soutenir tout mouvement ou société susceptible d'offrir aux enfants et aux jeunes, à côté de la famille, un milieu capable de développer et d'affermir une authentique vie de foi.

2.6.14 Le Synode demande que soit intensifiée l'organisation de retraites, de pèlerinages, de camps de réflexion au service des jeunes, étudiants ou apprentis, dans une franche collaboration entre les responsables des paroisses et des collèges et entre les éducateurs intéressés.

2.7 L'Eglise et l'annonce de la foi par les mass-media

La présence dans les mass-media tels que la Radio et la Télévision est devenue pour l'Eglise une part importante de sa mission d'annoncer l'Evangile. Elle doit y sauvegarder l'équilibre entre deux fonctions : nourrir la foi de ceux qui se reconnaissent en elle et faire entendre la voix de l'Eglise à ceux qui lui sont extérieurs. Quant à leur contenu et à leur forme, toutes les contributions de l'Eglise doivent être adaptées à des conditions spécifiques, qui tiennent à la nature de ces media et aux besoins d'un public diversifié.

(texte adopté à l'Assemblée synodale interdiocésaine, Berne le 14.9.1975)

Pour les autres questions concernant les Mass-media, le Synode renvoie aux décisions de son document :
L'Eglise et les Moyens de communication sociale.

3. LA RESPONSABILITE DU PEUPLE DE DIEU, DU MAGISTERE
ET DES THEOLOGIENS A L'EGARD DE LA FOI ET DE LA
RECHERCHE THEOLOGIQUE.

3.1 Considérants :

3.1.1 C'est à l'Eglise tout entière qu'est confiée la Parole de Dieu qui a retenti dans le Christ et le témoignage apostolique; c'est au peuple de Dieu dans son ensemble qu'a été accordé l'Esprit de vérité grâce auquel il possède indéfectiblement le sens de la foi, y pénètre toujours plus profondément et l'actualise dans sa vie (cf. *Lumen Gentium*, n.12).

3.1.2 C'est dans l'Eglise entière que se poursuit, à partir des apôtres, la transmission de la parole unique, avec l'assistance de l'Esprit qui conduit à la plénitude de la vérité (cf. *Dei Verbum*, n.8): il revient donc à tous, chacun pour sa part, de veiller à l'intégrité de la foi, c'est-à-dire à sa conformité actuelle avec la foi des apôtres.

3.1.3 Toutefois, "la charge d'interpréter de façon authentique la Parole de Dieu, écrite ou transmise, a été confiée au seul magistère vivant de l'Eglise dont l'autorité s'exerce au nom de Jésus-Christ" (*Dei Verbum*, n. 10). Le magistère (pape, collège des évêques) a donc pour mission et charisme propres d'assurer la continuité réelle entre la foi apostolique et la nôtre, et de "discerner les esprits" au sein de l'Eglise: c'est ainsi qu'il est tout particulièrement le témoin de la Parole dans sa pureté et sa permanence.

3.1.4 C'est à l'Eglise tout entière qu'il incombe de veiller à ce que cette Parole soit vraiment entendue et actualisée: "Il revient à tout le peuple de Dieu, notamment aux pasteurs et aux théologiens, avec l'aide de l'Esprit-Saint, de scruter, de discerner et d'interpréter les multiples langages de notre temps et de les juger à la lumière de la parole divine, pour que la Vérité révélée puisse être sans cesse mieux perçue, mieux comprise et présentée sous une forme plus adaptée" (*Gaudium et Spes*, n.44).

3.1.5 Au théologien incombe le service particulier de "l'intelligence de la foi": non seulement il scrute le message révélé pour en approfondir et en expliciter toujours mieux le sens originel, mais il doit contribuer pour sa part à l'exprimer et le traduire de telle sorte qu'il puisse être compris par l'homme d'aujourd'hui avec sa pensée et son langage propres. En lien avec tous les autres porteurs de la Parole, il a plus spécialement la responsabilité de l'actualité de la Parole de Dieu et de

son assimilation à chaque époque. Cette responsabilité s'exerce à un double niveau: celui de la recherche proprement dite, qui doit se soumettre aux exigences d'une méthode scientifique, et celui de l'enseignement mandaté dont le théologien doit rendre compte devant l'Eglise.

3.1.6 De même qu'aux premiers temps de l'Eglise, l'annonce de l'Evangile était assurée par les ministères complémentaires des apôtres, des prophètes et des docteurs, aujourd'hui encore, c'est la collaboration du magistère et des théologiens et celle des théologiens entre eux qui doit assurer tout à la fois l'annonce, le maintien, la transmission, l'intelligence et l'actualisation de la Parole. Etant donné la diversité des services et des charismes, il est normal que naissent des tensions, voire des affrontements: c'est là une manifestation de santé, à condition que soit sauvegardé l'esprit de dialogue.

3.1.7 Au magistère on reconnaîtra la liberté d'intervenir auprès des théologiens pour leur rappeler au besoin leur devoir de veiller à l'intégrité du message, et, en présence d'opinions gravement ambiguës, voire incompatibles avec la foi de l'Eglise, de signaler les erreurs et de prendre position contre elles.

3.1.8 Aux théologiens, on reconnaîtra "une juste liberté de recherche et de pensée, comme une juste liberté de faire connaître humblement et courageusement leur manière de voir, dans le domaine de leur compétence" (Gaudium et Spes, n.62). En cas de difficulté, on donnera à chacun la possibilité d'être entendu, de s'expliquer et de se justifier (cf. Motu proprio "Integrae servandae", ainsi que le document du Synode des évêques 1971 "La justice dans le monde": "L'Eglise reconnaît à tous le droit à une liberté convenable de parole et de pensée qui comprend le droit pour tous d'être entendus dans un esprit de dialogue respectueux de la légitime diversité de l'Eglise. La procédure judiciaire doit garantir à l'accusé le droit de connaître ses accusateurs, et le droit à la défense appropriée. La justice, pour être complète, implique qu'il y ait rapidité de "procédure").

3.1.9 Les mystères de la foi seront toujours plus grands que notre capacité de les comprendre et de les exprimer: aussi bien, ceux qui dans l'Eglise ont la charge particulière de l'annonce de la foi se souviendront-ils qu'ils ne sont pas propriétaires et maîtres, mais seulement gérants et serviteurs de la Parole de Dieu.

3.2 Appels

En vertu de cette responsabilité de tout le peuple de Dieu à l'égard du maintien et du développement de la foi de tous, l'assemblée synodale suisse

3.2.1 adresse à l'ensemble des fidèles l'appel suivant:

Que tous les croyants se rendent personnellement responsables de l'approfondissement et de la vitalité de leur foi, en portant de plus en plus un jugement personnel, à la lumière de l'Evangile et de l'enseignement de l'Eglise universelle, sur les multiples questions soulevées aujourd'hui. Que tous, et spécialement ceux qui s'expriment dans les moyens de communication, évitent les jugements hâtifs et les prises de position passionnelles qui offensent les personnes, empêchent le dialogue et blessent l'unité de l'Eglise.

3.2.2 adresse aux théologiens l'appel suivant:

Qu'ils poursuivent courageusement leurs travaux avec le souci premier de servir la foi du peuple de Dieu, en particulier :

- en respectant comme il convient la différence entre la recherche scientifique pour laquelle, sur mandat de l'Eglise, ils apportent leur contribution personnelle en vue d'un approfondissement du mystère du salut, et l'enseignement donné au nom de l'Eglise, sans toutefois séparer les deux domaines;
- en manifestant clairement ce qui appartient à la foi universelle de l'Eglise et ce qui est opinion ou hypothèse théologique;
- en considérant de façon responsable le retentissement que peuvent avoir sur l'opinion publique leurs publications et leurs déclarations.

Qu'ils s'emploient à ce que soient réalisées de leur part les conditions d'un dialogue vrai et fécond avec le magistère, dont ils verront l'autorité comme une fonction de service et la reconnaîtront dans un esprit évangélique d'obéissance.

3.3 Recommandation

L'Assemblée synodale suisse remet à la Conférence des évêques suisses la recommandation suivante pour être transmise au Pape Paul VI :

Dans la ligne des efforts déjà entrepris à la suite du Concile Vatican II, en particulier par la promulgation du Motu proprio "Integrae servandae" et par l'institution de la commission internationale de théologie; dans l'esprit du document du Synode des évêques "La justice dans le monde" (1971) et de l'Instruction pastorale "Communio et Progressio",

3.3.1 *Le Synode souhaite*

- que la plus grande attention soit prêtée à ces décisions et publications;
- que soit intensifié le dialogue entre les représentants du magistère et les théologiens, compte tenu de la responsabilité propre aux uns et aux autres, de sorte que par ce travail commun la solution aux problèmes soulevés soit trouvée;
- que le même esprit de dialogue préside également aux démarches que peuvent entreprendre la Congrégation de la foi et les autres instances auprès des théologiens, de manière que ceux-ci puissent être entendus et s'expliquer, conformément au sentiment juridique actuel. En tout cas, on doit reconnaître à la personne concernée par une procédure le droit de désigner elle-même son défenseur et d'avoir accès à toutes les pièces du dossier.

3.3.2 *L'Assemblée synodale suisse souhaite également que dans l'esprit du décret "Christus Dominus" sur la charge pastorale des évêques, l'évêque soit toujours informé et puisse dire son avis, lorsque des difficultés surgissent à propos d'opinions de théologiens de son diocèse. De même, les conférences des évêques, assistées de leurs commissions théologiques, doivent être invitées à garder un contact étroit avec les théologiens. Dans le cas d'une procédure déjà en cours, elles doivent être chargées de recueillir des informations et de dire leur avis.*

(texte adopté par l'Assemblée synodale suisse et ratifié par la Conférence des Evêques suisses, 16-17 février 1974)

La prière La messe Les sacrements

**Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 9 mai 1975**

PLAN DU DOCUMENT

La Commission synodale de Saint-Maurice a pris comme base de son travail le rapport de la Commission préparatoire interdiocésaine. Elle le propose à la réflexion sous sa propre responsabilité. L'Assemblée synodale a adopté ce point de vue. La discussion n'a donc porté que sur les Décisions Diocésaines.

RAPPORT DE LA COMMISSION PREPARATOIRE INTERDIOCESAINE

1. Introduction
2. La prière personnelle
3. Sacrements et vie chrétienne
4. L'entrée dans la vie de l'Eglise par les sacrements
L'initiation chrétienne
5. La célébration de l'Eucharistie
6. Péché - Pénitence - Confession.
7. Le sacrement de l'Onction des malades
8. Formes d'expression traditionnelles et modernes
du comportement religieux

DECISIONS DIOCESAINES

1. La prière
2. Le Baptême des enfants
3. La Confirmation
4. L'Eucharistie :
Le dimanche des chrétiens
La célébration de l'Eucharistie
5. Le sacrement de la réconciliation
6. Les sacrements au service des malades

Rapport de la Commission

1. INTRODUCTION

1.1 Un Synode qui a pour objectif d'approfondir la foi et de la rendre plus vivante ne saurait omettre de réfléchir à ce qui est la source de sa force : la liturgie. La liturgie revêt pour l'Eglise une importance si centrale que seul le retour constant à cette source la rend capable d'être un signe efficace de salut dans le monde (cf Vatican II, Constitution sur la liturgie 10).

Comme le champ de la vie liturgique est très vaste, il fallut nécessairement faire un choix ; certains accents devaient être mis. Cependant ce choix ne pouvait être arbitraire ; il devait être dicté par les besoins de notre temps et les exigences de l'Evangile. Ces besoins, les avons-nous tous perçus, les avons-nous tous interprétés correctement ?... Quoi qu'il en soit, la Commission est d'avis que le choix opéré touche quelques points critiques du domaine liturgique.

1.2 En raison de l'ampleur et de la difficulté des problèmes à traiter, la Commission décida de former des groupes de travail. Ceux-ci traitèrent la matière qui leur était impartie et élaborèrent un avant-projet qui fut soumis aux séances plénières de la Commission. On courait ainsi le risque de présenter au Synode un document manquant d'homogénéité ; de fait, la rédaction définitive n'a pas réussi à aplanir toutes les inégalités. D'autre part, à l'exception du paragraphe sur l'Onction des malades, tous les avant-projets furent soumis à la procédure de consultation ; nous avons reçu maintes suggestions. Toutefois les propositions faites étaient souvent contradictoires et il était bien difficile de les ramener à un dénominateur commun.

1.3 Nous avons placé le thème de la **prière** avant toutes les questions liturgiques. L'expérience nouvelle que l'on a du monde a des conséquences immédiates pour la vie de la foi et, par conséquent, pour la prière. Prier apparaît à beaucoup aujourd'hui comme un exercice de piété dépassé. C'est pourquoi le texte voudrait parler non seulement de la difficulté de la prière mais aussi de sa valeur ; il voudrait présenter une approche de la prière qui tient compte de la manière nouvelle de sentir la réalité. Suit une **introduction générale aux sacrements**. Vu que la pratique sacramentelle se heurte à de nombreuses difficultés, il convient de donner quelques idées de base en vue d'une meilleure intelligence des sacrements et propres à revitaliser la pratique. Les réflexions suivantes traitent de l'**initiation** chrétienne, c'est-à-dire des trois sacrements qui incorporent le croyant à la communauté de l'Eglise. C'est d'abord le **baptême** ; il s'agissait ici, d'une part, d'examiner l'usage général de baptiser les petits enfants en partant du nouvel ordo

liturgique, de considérer, d'autre part, vu la situation religieuse actuelle, l'importance du baptême des adultes (avec l'institution du catéchuménat) pour la vie des communautés. De l'initiation chrétienne fait partie également **la confirmation**, un sacrement dont la théologie se cherche encore, ce qui entraîne des incertitudes dans la pratique. Il y a enfin **l'eucharistie**, dont non seulement les formes nouvelles de célébration mais surtout la signification profonde doivent être l'objet de notre réflexion. Ces trois sacrements (baptême - confirmation - eucharistie) forment une unité dont il faut tenir compte. Les questions concernant **le péché et la pénitence** forment un ensemble de problèmes qui préoccupent de nombreux chrétiens et auxquels le Synode devrait apporter une réponse qui aide les gens. Quant à la pastorale de **l'onction des malades**, on sait qu'elle se trouve actuellement dans une impasse. Le nouveau rituel ouvre certaines perspectives, qu'on a cherché à souligner dans le projet. Il fallait traiter enfin du vaste domaine de ce qu'on appelle **la piété populaire** ; nombreuses, en effet, y sont les questions qui ont besoin d'être éclaircies.

1.4 En dépit des restrictions que nous nous sommes imposées, le document a pris de l'ampleur, ce dont on voudra bien nous excuser. Après dix ans de réforme liturgique, qui a concerné avant tout le déroulement extérieur des célébrations, il semble aujourd'hui urgent de promouvoir **l'intelligence de la liturgie**, d'avoir davantage en vue la découverte profonde de ses richesses. C'est le but auquel tend notre projet, qui, nous l'espérons, contribuera ainsi à approfondir la foi dans nos communautés.

2. LA PRIÈRE PERSONNELLE

2.1 Situation

2.1.1 On trouve la prière, sous des formes diverses, à toutes les époques et dans toutes les religions. Nombreux sont aujourd'hui ceux qui, jeunes et vieux, aspirent à la contemplation, au dialogue avec un dieu, à un échange entre frères. Mais la prière peut varier d'une personne à l'autre, suivant l'expérience de foi et l'éducation religieuse de chacun. Il semble donc que la prière fasse partie de l'homme.

2.1.2 Pour beaucoup une journée sans prière ne pose aucun problème. D'autres éprouvent des difficultés de prier qui sont caractéristiques pour notre

temps : la rencontre avec un Dieu personnel ne va pas de soi pour tout le monde ; les changements survenus dans l'Eglise déconcertent certains ; dans la hâte et le bruit de la vie, l'homme a de la peine à se concentrer. A une nouvelle expérience de vie correspond une nouvelle expérience de foi qui influence la prière et certaines formes de prière.

Nombreux sont ceux qui croient prier ; prient-ils vraiment ?

Nombreux sont ceux qui ne croient pas prier ; ne prient-ils vraiment pas ?

Mais tant de choses qui paraissent être aujourd'hui un refus de la foi et de la prière ne sont que le refus d'une forme traditionnelle ne correspondant plus aux sentiments et au langage de l'homme moderne. Celui-ci éprouve pourtant le besoin de se trouver soi-même et de chercher le sens de toutes choses. Quand cette démarche s'accomplit dans la foi, elle peut devenir prière ou conduire à la prière.

2.2 Pourquoi prions-nous ?

2.2.1 Parler de Dieu, s'ouvrir à quelqu'un, une bonne conversation ou une rencontre bienveillante peuvent conduire à la prière. Souvent, la solitude et le dénuement, qui éveillent un besoin de sécurité, acheminent vers la prière. Souvent aussi les hommes prient par fidélité, par un sentiment de devoir ou de culpabilité, qui les pousse à demander pardon pour un refus, qu'il s'agisse de soi ou de quelqu'un d'autre (prière d'expiation). Enfin, la prière permet à l'homme d'exprimer son sentiment d'être aimé de Dieu et, lui répondant, d'entrer en dialogue avec lui. La prière est un contact confiant avec Dieu, un temps d'arrêt près de lui et une conversation avec lui, en toutes situations et sous les formes les plus diverses. C'est pourquoi la louange émerveillée et l'action de grâce ont une valeur particulière. La condition et la conséquence d'une telle prière est une ouverture toujours renouvelée au don d'un véritable amour.

2.2.2 Selon la Bible, chaque situation de vie peut devenir occasion de prière. Les hommes de la Bible et Jésus-Christ lui-même nous ont clairement montré que « Dieu nous a aimés le premier » ; voilà le fondement de la prière des hommes du Nouveau Testament. Nos demandes personnelles peuvent être motifs de prière, mais le motif principal de la prière se situe dans le désir et l'attente confiante d'un monde où règneront la justice, l'amour et la paix de Dieu.

2.2.3 La prière présuppose une relation de foi et une relation au Christ, même si elle n'est qu'une relation peu consciente et avant tout une quête de quelque chose, plutôt qu'une fréquentation consciente et confiante d'un Autre. Dans tous les cas, la prière est toujours une réponse à un appel, qui

suscite une réponse de la part de l'homme : la prière n'est jamais pure affaire d'homme, elle est toujours portée par l'Esprit de Dieu ; c'est pourquoi elle est une grâce, c'est-à-dire un don de Dieu.

2.2.4 Cela risque d'être oublié dans la prière de demande, par laquelle l'homme souhaite que Dieu accède à son propre désir. Chaque prière de demande doit donc être imprégnée de l'Esprit du Christ : « Non ma volonté, mais la tienne. » C'est dans cet esprit et dans une confiance totale en la parole du Christ : « Demandez et vous recevrez » que la prière de demande « au nom de Jésus » peut se justifier. Elle a surtout son sens lorsqu'elle s'intéresse au prochain. Dans cet esprit, les couvents trouvent une des premières raisons d'être de leur prière. La prière nous rend aussi attentifs aux besoins des autres, nous sentons que nous devons apporter notre propre contribution. Aussi devrions-nous solliciter, dans la prière de demande, la force d'accomplir ce que Dieu veut réaliser par nous.

2.3 Qui rencontrons-nous dans la prière ?

2.3.1 L'image vivante de Dieu est à la base de toute prière. Toute image de Dieu reste pourtant fragile et peut être dépassée, car, tandis qu'elle dévoile Dieu, elle le voile ; elle ne peut jamais le cerner. Voilà pourquoi la prière est, d'une part, un essai téméraire et jamais achevé de rencontrer le Dieu à la fois proche et lointain de la Bible, pour lui donner le nom de « Père » ; mais elle est aussi un don, car l'initiative ne vient pas de l'homme, mais de Dieu.

2.3.2 Comme le Dieu invisible s'est fait proche de nous dans le Christ, toute prière est un dialogue avec lui et, par lui, avec le Père. Comme croyants, nous sommes persuadés que tous ceux qui vivent en Dieu sont aussi unis aux hommes : cela justifie la prière d'intercession adressée à la Mère de Dieu et aux autres saints. Nous sommes reconnaissants à Dieu de nous avoir donné, dans le passé, et de nous donner encore des hommes vivant de son amour, qui rendent ainsi plus aisée notre marche vers lui.

2.4 Comment prions-nous ?

2.4.1 Prière et vie

La prière est en rapport constant avec la vie.

Dans leur prière, les hommes de l'Ancien Testament pouvaient supplier, chanter, jubiler, pleurer, rire, invectiver, accuser, suivant les circonstances, comme en témoignent les psaumes. Jésus parle avec confiance à Dieu son Père, dans tous les événements, dans toutes les étapes de sa vie : il loue,

remercie, supplie. Cette attention à Dieu, Jésus ne l'a pas réalisée en se coupant des hommes. La prière n'est pas une fuite hors de la dure réalité, mais une rencontre constante avec elle, car le chemin de croix du Christ constitue la plus dure des réalités. — Tout dans l'homme — travail, santé, joie et tristesse, espérance et doute — peut être une occasion de dialogue avec Dieu. Mais la prière permet aussi à l'homme d'exprimer son sentiment d'inachèvement et sa recherche de quelque chose qui dépasse l'expérience quotidienne. La vie de tous les jours et la prière s'interpénètrent, mais on ne saurait les confondre.

2.4.2 Pluralisme des formes de prière

2.4.2.1 On ne peut pas séparer et opposer les multiples manières de prier : elles se complètent. De l'attente silencieuse devant Dieu aux chants et danses enthousiastes, du simple balbutiement de l'enfant à l'extase, de la prière personnelle à la prière liturgique, toutes les formes de prière peuvent se justifier.

2.4.2.2 Une écoute méditative de la musique, une méditation sur des images ou des textes peuvent être un support précieux pour la prière personnelle. La méditation constitue une forme intense de la prière personnelle. La méditation chrétienne n'est pas seulement un effort pour se perdre en Dieu. Car la méditation veut nous libérer de nous-mêmes et nous réapprendre à nous retrouver et à nous ouvrir aux autres.

2.4.2.3 Toute prière chrétienne personnelle reste en relation avec l'Eglise et avec la société en général, qu'il s'agisse de la famille, des amis ou des autres hommes. C'est pourquoi la prière privée est le fondement de toute prière communautaire, et celle-ci, en retour, donne à la prière personnelle son contenu et son impulsion.

2.4.3 Formules de prière

2.4.3.1 Il nous est possible de nous exprimer dans les formules que les hommes de prière nous ont laissées en héritage. Quand notre cœur est vide et notre esprit fatigué, la prière-formule peut être d'un secours précieux pour la prière personnelle. Mais la prière-formule (par exemple les psaumes) est aussi la condition de toute prière communautaire. Toutefois, si la formule reste au niveau d'une rengaine distraite, elle n'a plus grand chose à faire avec la prière. Ce danger apparaît surtout quand la prière-formule ne correspond pas avec l'expérience religieuse de la plupart de ceux qui prient.

2.4.3.2 L'office divin peut apporter un précieux enrichissement à la prière personnelle, et celui qui prie se sent lié à l'Eglise en prière. Non seulement les prêtres, religieux et religieuses, mais aussi les laïcs sont invités à participer à cette prière de l'Eglise. Mais pour de nombreux prêtres, religieux et religieuses — en particulier pour les plus jeunes — la récitation de l'office divin fait problème, vu son caractère obligatoire et sa forme quelque peu compliquée. Pourtant, avec un peu de patience et de persévérance, il vaudrait la peine d'approfondir le sens de ces textes.

2.5 L'éducation permanente à la prière

2.5.1 Toute faculté de l'homme peut mûrir et se développer, mais aussi s'atrophier. Il en est de même pour la prière. Elle nécessite un apprentissage qui commence chez l'enfant, mais le chrétien doit poursuivre sa formation jusqu'à la fin de sa vie.

L'exemple des parents forme l'attitude intérieure de l'enfant face à Dieu et son image de Dieu. Dans la famille, il faut conduire progressivement l'enfant vers une société plus large (Eglise-monde) et l'exercer à la prière spontanée, en l'aidant à formuler lui-même sa prière. La prière-formule peut aussi être utilisée pour aider l'enfant, dans sa prière personnelle comme dans sa prière communautaire. Certains textes de prière (par exemple certains psaumes, le Notre Père) peuvent déjà être appris aux enfants. Ils en découvriront la pleine signification dans les diverses situations de leur vie future et développeront ainsi leur image de Dieu. C'est une des tâches importantes de la formation des adultes que de donner aux parents des conseils pour les aider dans l'éducation religieuse de leurs enfants ; dans ce domaine, l'exemple et l'atmosphère de la maison sont irremplaçables.

2.5.2 Cette formation religieuse des enfants et des adultes sera vraie si elle aide chacun à se retrouver, si elle développe sa foi et l'ouvre en même temps aux autres. Pour cela, il est nécessaire de réserver certains moments précis à la prière et de quitter parfois ses activités pour consacrer un peu de temps à la prière : recollections, retraites, cours d'initiation à la méditation, moments de la journée réservés à la prière. C'est ainsi que le chrétien peut faire de sa vie une prière. Une liturgie soigneusement réalisée peut l'aider beaucoup. Par l'offrande du matin, toute la journée peut être orientée vers Dieu.

2.5.3 Les communautés religieuses occupent une place privilégiée dans l'éducation à la prière, non seulement parce qu'elles donnent l'exemple d'une vie de prière, mais aussi parce qu'elles créent des oasis de paix et de réflexion pour l'homme de la rue. Qu'elles veillent à ce que leur esprit communautaire, leur prière, leur accueil rayonnent l'ouverture et l'espérance. Que les exigences de la vie en communauté, d'un horaire à tenir ne soient jamais prétextes à repousser quoi que ce soit.

3. SACREMENTS ET VIE CHRÉTIENNE

3.1 Le fondement des sacrements

3.1.1 Les sacrements ont leur fondement en **Jésus-Christ**. A travers sa vie, sa parole et ses gestes, l'amour et la proximité de Dieu, son action rédemptrice se sont manifestés à nos yeux. Dieu, que l'homme ne peut concevoir, a pris en lui une forme visible, de sorte que le Christ peut être appelé le premier sacrement, le **sacrement originel**. Après la résurrection, le mystère du Christ demeure présent dans la communauté de l'**Eglise**, en qui l'Esprit de Jésus vit et agit. C'est l'Eglise qui est, concrètement et actuellement, le signe de la proximité de Dieu et de sa sollicitude pour le monde. Puisqu'en elle l'incarnation de Dieu se prolonge, elle est pour nous le sacrement par excellence.

3.1.2 Lorsque l'Eglise célèbre les **divers sacrements**, elle explicite cette sacramentalité fondamentale qui lui est propre ; elle remplit ainsi sa mission : signifier et actualiser pour le monde la grâce du Christ. Dans l'activité sacramentelle de l'Eglise, c'est le Christ lui-même qui accomplit son œuvre de salut ; il nous fait participer à son mystère pascal. Saisis ainsi par le Christ, les croyants deviennent les membres de son Corps.

3.2 Les sacrements, signes du salut

3.2.1 Dans les sacrements, des **signes** humains deviennent porteurs d'une réalité nouvelle, divine : un bain nous fait naître pour le Royaume, un repas nourrit notre vie de communion avec Dieu et avec nos frères. Pour que ces signes parlent, il faut qu'ils soient accomplis correctement, de manière à être transparents. C'est alors seulement qu'ils rendront possible et favoriseront une attitude de foi chez ceux qui les reçoivent. En effet, la **foi** est une condition indispensable de l'efficacité des sacrements.

3.2.2 Les sacrements ne sont pas des actes étrangers à l'**existence quotidienne** du chrétien ; au contraire, ils lui sont étroitement liés. Dans la célébration des sacrements, des situations et des événements de la vie prennent consistance, dévoilent leur sens profond et sont sanctifiés. Le rite sacramentel est enraciné dans le désir de l'homme de **célébrer** ce qu'il voudrait vivre maintenant et demain. Événements qui sortent de l'ordinaire, les célébrations sacramentelles résument ce que l'on a déjà vécu et donnent, d'autre part, une direction pour l'avenir. C'est pourquoi tout sacrement reçu trouve son prolongement dans l'engagement du chrétien au service de ses frères et

dans le témoignage qu'il donne devant le monde. Finalement, le chrétien lui-même doit apparaître comme un sacrement, c'est-à-dire comme un signe sensible de la proximité et de la présence rédemptrice et libératrice de Dieu parmi nous.

3.3 Etroitement liés les uns aux autres, le baptême, la confirmation et l'eucharistie ont un rôle particulier dans l'ensemble des sacrements. Ce sont eux qui incorporent pleinement à l'Eglise, c'est pourquoi on les appelle parfois les sacrements de l'initiation.

4. L'ENTRÉE DANS LA VIE DE L'ÉGLISE PAR LES SACREMENTS

L'INITIATION CHRÉTIENNE

4.1 Le sacrement du baptême

Le baptême libère l'homme de la puissance du mal et l'incorpore au Peuple de Dieu, représenté pour chacun par la communauté concrète. L'homme entre ainsi dans une existence nouvelle, il commence à vivre avec le Christ ressuscité, il se met à sa suite au service de ses frères, fort du don de l'Esprit Saint. Le baptême confère de la sorte un sens nouveau à la vie de l'homme : le baptisé ne vit plus pour lui-même, il vit pour Dieu et son prochain. Le baptême est donc à la fois un don et un engagement, le commencement d'un long cheminement dont le terme sera la pleine liberté des enfants de Dieu. Il serait faux de considérer le baptême seulement comme le moyen par lequel le péché (originel) est remis à l'homme. Le baptême est beaucoup plus que cela ; il fonde positivement la communion avec le Christ au sein de la communauté des fidèles.

4.2 Le baptême des adultes

4.2.1 Le baptême de personnes adultes met en lumière la foi personnelle et la décision de l'homme qui interviennent ici ; le sacrement apparaît vraiment comme le signe et le sceau d'un retournement total et de la réponse de l'homme à l'offre divine du salut. C'est pourquoi il y a, avant le baptême, la prédication de l'Eglise appelant à la foi et à la conversion. La communauté accompagne les catéchumènes et les soutient dans leur cheminement,

car un changement si radical n'est pas, d'ordinaire, le fait d'un instant, mais l'aboutissement d'une longue recherche et de tâtonnements. Pour permettre à la foi naissante de mûrir et de s'approfondir, l'Eglise a créé très tôt une institution spéciale : le catéchuménat.

4.2.2 L'antique institution du **catéchuménat** avait pour but d'introduire progressivement dans l'Eglise les candidats au baptême. Soutenus en tout par leurs parrains, qui se portaient garants pour eux, ils étaient initiés au monde de la foi ; ils apprenaient à mettre l'Evangile en pratique et à agir en apôtres. Et finalement ils s'initiaient à la vie liturgique. La préparation immédiate au baptême se déroulait d'une manière particulièrement intensive et, ensuite, les nouveaux baptisés demeuraient l'objet de la sollicitude de la communauté.

4.2.3 En raison de la situation intellectuelle et religieuse que nous vivons, le baptême d'adultes pourrait prendre à l'avenir une importance accrue aussi dans nos régions. Une évolution est en cours dont nous avons à tenir compte sans plus attendre. Si le catéchuménat est réintroduit chez nous, il faudra créer des communautés catéchuménales et redonner vie à la fonction des parrains. Il incombe avant tout aux laïcs d'acheminer les gens qui s'intéressent au Christ et à l'Eglise et de les accompagner comme parrains tout au long de leur initiation chrétienne. C'est là une manière d'assumer la responsabilité missionnaire qui incombe à la communauté. En outre, une institution analogue au catéchuménat semble indiquée pour les enfants et les jeunes qui n'ont pas été baptisés et qui doivent être initiés à la foi, et aussi pour les personnes qui, baptisées à leur naissance mais n'ayant jamais été évangélisées, se préparent à la confirmation et à la communion. Le nouveau rituel du baptême des adultes contient à ce sujet des indications appropriées (chap. IV et V). La communauté doit offrir aux adultes nouvellement baptisés des possibilités d'approfondir leur foi ; on cherchera à les intégrer toujours mieux à la vie de l'Eglise, on les invitera à collaborer aux diverses formes de l'apostolat des laïcs, on les encouragera à s'engager en chrétiens dans leur milieu.

4.3 Le baptême des enfants

4.3.1 Le baptême des petits enfants, en usage depuis les premiers siècles, est une pratique non seulement licite et recommandable, mais judicieuse. L'Eglise l'a toujours considéré comme un don de Dieu, par lequel le nouveau-né est introduit dans le mystère du Christ. Transformé fondamentalement dans son existence, l'enfant baptisé est rendu capable d'échapper au poids héréditaire du péché et de grandir dans le Christ.

4.3.2 Le baptême des petits enfants témoigne de l'initiative de Dieu : le choix libre de Dieu devance toute décision humaine. En lieu et place de

l'enfant qui n'est pas encore capable d'accueillir consciemment l'offre du salut, c'est la communauté qui est engagée à répondre à l'appel de Dieu ; c'est elle qui se porte garante du nouveau membre de l'Eglise. L'enfant lui-même, baptisé en raison de la profession de foi des parents et de la communauté, participe à la foi de ceux-ci. Ayant grandi, il pourra et devra ratifier lui-même librement la décision prise à sa naissance, de même qu'il accepte et assume consciemment d'autres réalités qui l'ont marqué petit à maints égards.

4.3.3 Toutefois, pour que l'on puisse prendre la responsabilité de conférer le baptême à un petit enfant, certaines conditions doivent être remplies : la famille, les parrains, la communauté ont l'obligation grave de veiller au développement de ce qui a été fondé au baptême. Parce qu'il incorpore un nouveau membre à la communauté, chaque baptême est pour celle-ci un événement qui l'engage. Certes, dans notre société pluraliste et largement déchristianisée, il devient difficile de grandir peu à peu dans la foi ; la décision libre et consciente que le jeune chrétien aura à prendre pour le Christ est mise sérieusement en péril. C'est pourquoi, de plus en plus, la pratique généralisée du baptême des petits enfants est remise en question.

4.4 Le sacrement de la confirmation

4.4.1 L'incorporation à la communauté des croyants se déroule en plusieurs étapes, qui sont le baptême, la confirmation et l'eucharistie. Ces trois sacrements constituent l'initiation à l'existence chrétienne, **initiation qui est une**. La confirmation continue l'œuvre commencée au baptême ; c'est pourquoi on l'a appelée aussi le sacrement de l'« accomplissement » (consummatio, perfectio, confirmatio). Elle met surtout en évidence l'action de l'Esprit, qui unit plus intimement le baptisé au Christ et l'insère plus profondément dans le Peuple de Dieu. Il en résulte pour le chrétien une responsabilité accrue ; mu par une dynamique intérieure, il est engagé désormais tout entier au service de la mission de l'Eglise dans le monde.

4.4.2 Le désir d'expériences spirituelles que beaucoup d'hommes, surtout parmi la jeune génération, éprouvent aujourd'hui permet d'espérer une nouvelle approche du sacrement de confirmation. L'expérience de l'Esprit divin signifie en effet quelque chose de très réel. Partout où un homme se dévoue, où quelqu'un surmonte l'égoïsme de son être, lutte pour le triomphe de l'amour et de la vérité, l'Esprit de Dieu est présent. Si l'on cherche à faire consciemment ces expériences de l'Esprit (que ce soit en groupes, au sein de mouvements, dans le monde, ou chez soi), on peut y trouver un point de départ utile pour la compréhension de la confirmation.

4.4.3 Vu un peu différemment par les divers théologiens, le sens du sacrement de confirmation n'a pas fait non plus l'unité dans notre Commission. Les uns, partant du **point de vue de l'histoire du salut**, ordonnent le baptême et la confirmation aux événements de Pâques et de la Pentecôte. Pour eux, les deux sacrements vont ensemble et ils devraient être conférés dans un intervalle aussi bref que possible. On garderait ainsi l'ordre ancien, toujours en usage dans les Eglises orientales (baptême - confirmation - eucharistie). En outre le jeune chrétien, lui surtout, a besoin à l'heure actuelle de cette corroboration sacramentelle donnée par la confirmation, parce qu'il échappe tôt au soutien et à l'abri de la famille et de la communauté. — Les autres défendent un **point de vue ecclésiologique**. Par la confirmation, qui représente le sacrement propre de l'Esprit et de l'apostolat, le chrétien est armé en vue de vivre et de répandre l'Evangile dans le monde d'une manière pleinement responsable. Dans cette optique, le sacrement ne devrait pas être conféré trop tôt. — D'autres, finalement, adoptent le **point de vue anthropologique** : lors de la confirmation, le chrétien assume et ratifie consciemment et librement, en présence de la communauté, ce qu'il a reçu au baptême. C'est seulement quand il est adulte que le chrétien peut accomplir un tel acte.

4.5 L'acheminement à l'Eucharistie

4.5.1 L'initiation chrétienne conduit petit à petit le jeune chrétien à participer à la célébration de l'Eucharistie. Participer pleinement à l'Eucharistie représente non seulement un point culminant mais aussi un nouveau point de départ dans la vie chrétienne.

4.5.2 Il appartient en premier lieu aux parents d'accompagner leurs enfants sur cette voie. L'éducation eucharistique commence avec l'initiation de l'enfant à la vie de la foi correspondant à son âge ; elle se fait de diverses manières : par l'expérience de l'année liturgique, par l'enseignement donné par les parents, par la participation occasionnelle à la messe, par l'intelligence qu'on donnera à l'enfant du repas et de ses divers éléments. Ainsi se développe peu à peu chez l'enfant l'attitude personnelle de foi propre à son âge, requise pour recevoir l'Eucharistie, attitude faite d'amour de Dieu, du Christ et du prochain, de la joie de se savoir enfant de Dieu et de participer à la liturgie. Les éducateurs doivent mettre à profit tout ce que l'enfant vit d'une manière intense (joies, fêtes, amitié, relations aux autres) pour le préparer et l'ouvrir à la rencontre sacramentelle du Christ.

4.5.3 L'initiation à l'Eucharistie donnée au foyer est complétée, dès que l'enfant entre à l'école, par d'autres formes d'éducation, en particulier par la catéchèse. La catéchèse de l'Eucharistie doit être reprise et approfondie

à chaque degré, et être présentée comme un soutien pour la vie. Mais l'éducation eucharistique des enfants et des adolescents exige surtout que l'on porte une grande attention aux formes de célébration de l'Eucharistie et des liturgies qui y préparent. Les jeunes veulent vivre la messe et sentir le rapport de celle-ci avec leur existence quotidienne.

5. LA CÉLÉBRATION DE L'EUCCHARISTIE

5.1 L'Eucharistie — point culminant de la vie chrétienne ?

5.1.1 Un des buts principaux de la réforme liturgique est d'amener nos communautés à une participation plus vivante à la célébration de l'Eucharistie. Celle-ci devrait, en effet, constituer le point culminant et le centre de la vie de la communauté chrétienne.

En de nombreux endroits, cet objectif a été pris au sérieux et partiellement réalisé. La joie qu'on peut en éprouver ne doit pas cependant nous empêcher de voir les choses telles qu'elles sont ; il est un fait qui frappe particulièrement et qu'on observe depuis quelque temps : la diminution du **nombre des gens qui vont à la messe**. Ce sont surtout **les jeunes** qui s'en dispensent, et ceci devrait préoccuper les responsables, les parents, les pasteurs, les paroissiens. Un autre fait donne à réfléchir : des fidèles assez nombreux, surtout des gens simples, ne se trouvent pas à l'aise dans la liturgie renouvelée. En dépit des efforts tentés pour rendre plus active la communauté participant à la liturgie, certains éprouvent une sorte de vide douloureux, ils regrettent de ne plus avoir des moments de calme et d'adoration silencieuse.

5.1.2 Nous sommes donc en présence d'une crise, et, si l'on en cherche les causes, on se heurte à un fait préoccupant : une intelligence insuffisante de l'Eucharistie. Après dix ans de réforme liturgique, on sait fort bien comment célébrer l'Eucharistie, au moins en ce qui concerne le déroulement extérieur des rites ; mais trop souvent nous ne savons pas ce que nous accomplissons réellement. On s'applique à accomplir correctement les gestes (extérieurs), et on oublie leur sens profond. Le renouvellement des formes n'apporte pas nécessairement une compréhension plus profonde, une intelligence plus intime de l'essence de la célébration eucharistique. C'est pourquoi il faut toujours être attentif aux deux aspects : aux formes liturgiques adaptées à notre époque d'une part, à une intelligence de l'Eucharistie à partir de ses sources d'autre part. C'est en approfondissant ces deux aspects que nous serons en mesure de participer d'une manière vivante à la célébration de l'Eucharistie.

5.2 Pour une meilleure intelligence de l'Eucharistie

5.2.1 Les éléments scripturaires

5.2.1.1 Pour comprendre correctement l'Eucharistie, il faut partir des quatre récits de l'institution rapportés dans le Nouveau Testament : 1 Cor. 11, 17-34 ; Lc 22, 7-23 ; Mc 14, 12-26 ; Mt 26, 17-30. Quelles que soient les différences de présentation, les récits de la cène ont un noyau commun : avant de prendre congé de ses disciples, Jésus célèbre avec eux un repas, qu'il met en rapport avec les événements à venir. Jésus accepte sa mort violente et la comprend comme le fait qui fondera la nouvelle alliance. Le repas qui l'unit à ses disciples est fondé en son amour et constitue en même temps l'expression réelle de son amour pour les siens. Enfin, Jésus charge ses disciples de renouveler ce repas et de manifester ainsi son amour. Tout ce qui doit être dit sur l'Eucharistie se meut à l'intérieur de ce cadre.

5.2.1.2 La destinée de Jésus révèle le dessein de Dieu sur nous, les hommes : Il est envoyé par le Père, afin d'être pour toujours avec le monde, afin d'inviter et d'accueillir les hommes en sa communion. Obéissant au Père, il devient un homme comme nous ; pour le monde il se soumet à la mort. Cependant, le Père a fait sien la cause du Fils, en le ressuscitant des morts. C'est pourquoi Jésus continue en tant que ressuscité à vivre parmi nous.

5.2.1.3 Lors de la dernière cène, Jésus exprime le dessein de son amour radical pour le monde par le repas et les paroles qui l'accompagnent. C'est pourquoi le repas célébré avec les disciples est lourd de signification ; en lui se trouvent concentrés tous les faits décisifs accomplis par Dieu pour notre salut ; autrement dit, il est l'expression plénière de l'amour de Dieu pour nous. Les disciples ne purent comprendre la portée de l'institution de ce repas que lorsque leur foi eut mûri à travers l'expérience de Pâques.

5.2.2 Le Christ toujours vivant parmi nous

L'Eucharistie est fondée totalement sur le Seigneur ressuscité et toujours vivant. Aujourd'hui encore, il est le Christ envoyé dans le monde ; être dans le monde, agir dans le monde : tel est son dessein maintenant comme autrefois. Cependant, étant entré par sa résurrection dans une existence nouvelle, il échappe à l'expérience de nos sens. Dans sa manière d'être homme, il a dépassé notre manière d'être terrestre ; il nous précède comme le premier-né de la nouvelle création. Entre le Christ ressuscité et le monde, la relation est personnelle ; il s'agit non pas de réalités juxtaposées, mais

d'une personne aimante auprès de la personne aimée. Son amour le presse à se donner encore pour les hommes. Comme il fit de sa mort un acte d'amour, il va maintenant à la rencontre des hommes ; ressuscité, il veut leur garder sa présence.

5.2.3 Le don du Seigneur

La raison immédiate de l'Eucharistie est donc à chercher dans le Christ toujours vivant, qui se « livre » maintenant au monde. L'existence du Christ est une existence donnée ; il est là « pour nous », mais comme quelqu'un qui a passé par la mort sur la croix. C'est comme tel qu'il se donne au monde. Le Vendredi-Saint n'a pas mis un terme à sa mission et à sa volonté de nous sauver : mais, depuis Pâques, il se donne d'une autre manière. Le Seigneur exalté, ayant passé par la mort à la vie de ressuscité, a maintenant le pouvoir d'accomplir sous une forme nouvelle le don de lui-même aux hommes, d'habiter sous une forme nouvelle parmi nous dans le monde. Sa présence personnelle dans l'Eucharistie, n'entre pas dans les catégories de ce monde ; il s'agit d'une présence sacramentelle.

5.3 Explication théologique

5.3.1 Le mystère de l'Eucharistie, qui rend présente l'existence du Christ, est si riche qu'on peut l'aborder de différents côtés. On exposera ci-après quelques aspects principaux.

5.3.2 L'Eucharistie, repas célébré dans l'Eglise

5.3.2.1 A la cène, Jésus agit comme l'hôte qui accueille. Dans le repas, il s'adresse aux siens, il leur donne part à lui-même, à sa vie. La distribution et la réception de l'aliment constituent le fait fondamental entre Jésus, l'hôte, et ses invités.

5.3.2.2 Dans l'existence quotidienne, un repas peut devenir l'origine et l'expression d'une communion personnelle entre les hommes. Jésus est parti de cette réalité ; et, au plus tard après Pâques, les disciples ont compris l'importance de la table commune comme signe et expression de leur communion avec le Seigneur et entre eux. La célébration de l'Eucharistie est le grand événement communautaire de l'Eglise, où les hommes remercient Dieu, le Père, de leur avoir envoyé son Fils. L'Eglise a été chargée par son Seigneur de le représenter se donnant pour nous. En tant que communauté de foi, l'Eglise vit essentiellement du Christ et pour le Christ. C'est pourquoi les symboles (sacramentels) qu'elle pose et le symbole de l'aliment eucharistique ne sont pas de « purs signes », ce sont des « signes » réalisant ce qu'ils expri-

ment » (réalités-symboles). Indissolublement liés à l'existence active du Christ se donnant, ils posent dans la réalité ce qu'ils indiquent.

5.3.2.3 L'Eglise tirant son existence de sa participation à la vie du Ressuscité, son être le plus profond trouve son expression dans le repas eucharistique. L'Eucharistie est le sacrement de la communion avec le Christ, le sacrement où se manifestent les fondements de toute réalité ecclésiale et où nous en prenons conscience. Toute tentative de considérer l'Eucharistie isolée de l'Eglise conduit à ravalier le sacrement au rang de chose.

5.3.3 L'Eucharistie en tant que sacrifice

Dans le repas, Jésus se donne d'une manière sacramentelle, pour que nous ayons part à sa vie. Celui qui a part à ses dons, entre en communion personnelle avec le Seigneur. Mais le Christ demeure toujours celui qui est venu, en se livrant à la mort, se livrer dans le sacrement. Devenu, obéissant à son Père, un être immolé, il est encore maintenant dans l'Eucharistie celui qui se livre. Le Christ de l'Eucharistie est marqué par l'événement du calvaire ; bien plus il est pour nous ce qu'il est devenu en se livrant à la mort et en triomphant de la mort. C'est ce Christ qui nous invite à célébrer son mémorial. C'est pourquoi sacrifice et repas ne se contredisent pas ; il ne peut être question d'alternative. L'Eucharistie est un repas d'action de grâce, parce qu'elle est fondée dans le sacrifice et parce qu'elle donne part à l'existence immolée du Christ. Etant la plus haute forme de la présence du Seigneur dans la communauté rassemblée pour le repas, elle est aussi la forme par excellence du mémorial du sacrifice du Christ sur la croix.

5.3.4 L'Eucharistie, anticipation et commencement de l'accomplissement final.

5.3.4.1 Sur la croix, le Christ s'est livré « une fois pour toutes » pour le salut du monde. Le don actuel de lui-même dans le repas eucharistique repose sur cette volonté de salut jamais reprise. En se donnant au monde de quelque manière que ce soit, Jésus a toujours en vue l'accomplissement final de celui-ci. Obéissant au Père, il se donne — principalement dans l'Eucharistie — de manière anticipée, jusqu'à ce que nous parvenions un jour là où il est, glorieux (Jean 14,3). Alors toutes les formes de communion avec lui, l'Eucharistie, l'Eglise, seront dépassées dans l'unité définitive de tous dans le Christ et, par lui, avec le Père (cf 1 Cor. 15, 28).

5.3.4.2 En tant que forme du don du Christ et de sa présence dans la communauté, la célébration eucharistique tend à l'union définitive avec le Seigneur. Il est lui-même déjà la « réalité nouvelle et dernière » qui nous

est destinée, tandis que nous sommes encore des pèlerins sur la route. Le don du Seigneur dans l'Eucharistie apparaît ainsi comme un don eschatologique, c'est-à-dire comme l'anticipation de la réalité nouvelle et le commencement de cette réalité. Il en résulte une conséquence : la participation à l'Eucharistie ne veut pas leurrer l'homme à propos de son existence quotidienne, mais le mettre comme un voyageur sur les traces du Christ, qui nous a précédés sur la voie conduisant à la réalité dernière, à la réalité toute nouvelle. L'Eucharistie ne veut pas nous consoler en nous promettant quelque chose de futur ; en elle, l'Eglise possède un aliment pour son voyage dans le monde, le véritable viatique pour son pèlerinage.

5.3.5 L'Eucharistie, envoi du chrétien dans le monde

5.3.5.1 La communauté de foi qu'est l'Eglise reçoit dans l'Eucharistie, qui la rassemble autour de la même table, la mission qu'elle doit remplir dans le monde ; elle devient ainsi une communauté de témoins. Après avoir reçu la vie nouvelle, l'Eglise doit en témoigner dans le monde. La communauté qui célèbre l'Eucharistie est appelée à un témoignage existentiel, à marcher sur la vie du sacrifice, du don de soi et du service, poussée par l'amour du monde créé par celui qui donne afin que nous puissions donner, et qui aime afin que nous soyons en mesure d'aimer (cf 1 Jn 4, 7-21).

5.3.5.2 Dans son Evangile, Jean nous rend attentifs à un autre aspect encore : chez lui, le récit abrégé de la dernière cène est lié au lavement des pieds. Il veut nous suggérer par là quelque chose d'important : l'Eucharistie engage au service. « Agissez comme j'ai agi pour vous » ; ces paroles du Maître sont pour nous un commentaire de la cène (Jn 13, 1-17). La venue du Christ dans le monde, sa présence qui atteint notre existence sacramentellement et liturgiquement dans la célébration de l'Eucharistie, n'ont pas leur fin en soi ; elles nous pressent, au contraire, de nous préoccuper de l'édification du Corps du Christ, afin de devenir toujours plus Eglise pour le monde.

5.4 La tâche principale de la théologie ne consiste pas à expliquer le mystère de l'Eucharistie avec des moyens humains (toujours inadéquats), mais à le rapprocher de nous et à le placer dans le contexte de la foi aujourd'hui. Pour cela, il s'avère nécessaire de soutenir et de vivifier la foi au Christ toujours vivant — et aussi de croire plus fermement que le Christ peut créer de nouvelles voies et de nouvelles formes de se donner et d'être présent au monde.

6. PÉCHÉ - PÉNITENCE - CONFESSION

6.1 Le péché

6.1.1 **La faute et le péché** existent, et cela dans la vie de chaque homme, dans l'Eglise et dans le monde. Le mal en nous affecte notre **relation à Dieu** (la Bible parle d'une rupture d'alliance) et **notre relation aux hommes**. Souvent, le péché est cause de souffrance, détruit la paix et le bonheur et conduit finalement à une privation de liberté. Ceci est valable dans le domaine public comme dans le domaine privé. Pourtant, le péché fait partie de la condition humaine. Le mal accompagne l'homme comme un héritage, avec lequel il doit vivre. Mais l'homme sait aussi qu'il est accueilli par la miséricorde de Dieu.

6.1.2 Il y a **des péchés graves et des péchés moins graves** (véniels). Nous avons nos fautes et nos imperfections. Mais la Bible parle aussi de péchés qui « excluent du Royaume de Dieu » (1 Cor. 6, 9, 10). Un tel péché se commet lorsqu'en toute liberté, même à dessein, la justice et l'amour sont gravement blessés, causant souvent un danger de perte. Mais il est extrêmement difficile de juger de la gravité d'une faute, comme le montre déjà la jurisprudence humaine. Il faut considérer les circonstances concrètes dans lesquelles tel homme est déterminé à agir ; la profondeur de sa décision personnelle, qui dépend à son tour du niveau d'intelligence et de liberté. Il faut considérer le degré de responsabilité et de dommage causé par l'égoïsme pécheur. Il faut souvent distinguer nettement la faute objective et la faute subjective. Il faut également se demander toujours quelle motivation fondamentale a suscité telle action et dans quelle attitude se trouve la personne en question.

6.1.3 Chaque homme, chaque époque a besoin d'indications normatives, dans lesquelles la volonté de Dieu se traduit pour nous. Mais ces normes expriment en même temps une échelle humaine des valeurs. De telles échelles de valeurs sont tributaires de l'histoire et peuvent évoluer jusqu'à un certain point. Les exigences morales de la Bible, par exemple les 10 commandements, doivent être comprises dans le contexte d'une situation donnée. Ainsi, la lettre prise au sens étroit, le légalisme rigide et la transgression purement extérieure de la loi ne se situent pas au premier plan. Des normes morales, même si elles figurent dans la Bible, ne sont pas simplement des règles et des recettes — « Tu as le droit, tu n'as pas le droit » — elles ne nous dispensent pas de nous affronter aux cas concrets. Elles servent à sauvegarder un certain ordre, sans lequel l'homme ne peut pas vivre. Mais il faut toujours distinguer le message fondamental des éléments liés à un temps donné, ce qui justifie aussi, pour chaque époque, la recherche d'un ordre nouveau.

6.1.4 L'homme d'aujourd'hui connaît encore le **sentiment de culpabilité** et souhaiterait être délivré de sa faute. Mais ce sentiment de culpabilité s'est transformé chez beaucoup d'hommes. C'est ainsi que des manquements privés sont considérés comme moins graves que les manquements dans un domaine public. La pensée qu'on lèse Dieu en péchant cède la place à la conviction que l'on ne respecte pas les droits du prochain et de la société. Mon péché se tourne alors contre Dieu parce que ce Dieu s'est fait l'avocat de l'homme. L'appel à la responsabilité et la prise de conscience des relations humaines et sociales aident plus que la référence aux commandements et aux lois. Il faut signaler d'autre part de nombreux facteurs psychologiques dans la volonté de dominer la faute.

6.2 La repentance

6.2.1 La faute et le péché, d'après la Bible, sont surmontés par la **repentance**. On le voit clairement dans la parabole de l'enfant prodigue : « Je me lèverai et j'irai vers mon Père ». (Lc 15, 18). L'homme retourne à son Dieu qui, dans son amour paternel, l'attend depuis toujours. La repentance est retournement et retour, conversion de l'homme à Dieu, parce que ce Dieu s'est depuis toujours tourné vers l'homme en Jésus-Christ. La repentance signifie libération et rachat, création nouvelle et nouvelle naissance. Ainsi, le sacrement de pénitence, c'est le baptême. La repentance consiste à se détourner de chemins perdus, à renoncer à de faux buts pour marcher vers ce qui est juste, vrai et bon. La repentance exige un changement de mentalité, un renouvellement du cœur et des sentiments, mais aussi des relations sociales. La repentance veut le changement et porte en elle quelque chose de révolutionnaire. Elle n'est pas approbation de ce qui existe, mais marche vers l'avenir. Elle est l'affaire de chacun en particulier, mais aussi de toute l'Eglise. Dans la repentance, nous sommes en marche comme chrétiens et comme Eglise. La repentance est un processus de vie. Avec la repentance, c'est le règne de Dieu qui commence : « Les temps sont accomplis et le Royaume de Dieu est proche : repentez-vous et croyez à la Bonne Nouvelle. » (Mc 1, 15).

6.2.2 **Repentance et pardon des péchés** comportent de nombreuses formes et possibilités. Les chemins pour y accéder sont nombreux ; il en est d'individuels et de collectifs : prière (avant tout le Notre Père), lecture de l'Ecriture Sainte, participation à l'Eucharistie, réception du sacrement de Pénitence, bonnes œuvres envers le prochain, engagement pour la justice sociale, réconciliation avec le prochain. A cela s'ajoutent des formes de « pénitence » toutes nouvelles, peut-être inhabituelles, qui complètent les

trois œuvres classiques de pénitence d'autrefois : la prière, le jeûne et l'aumône. On peut penser à un style de vie plus simple, plus sobre, cela en général, et d'une manière toute spéciale au renoncement au luxe ; au devoir d'être vigilant spirituellement et à l'affrontement avec les problèmes de notre temps, sans s'épargner les lectures exigeantes et les réflexions astreignantes ; au travail en collaboration, souvent laborieux, dans des cercles tendant à développer le niveau humain de notre monde ; au courage et à l'engagement politique, à une attitude critique face aux influences des moyens de communication modernes, et à bien d'autres choses encore.

6.2.3 Tout cela, la communauté doit aussi le redécouvrir. Cela doit se manifester dans la vie liturgique. Il s'agit de reprendre plus fortement conscience que le péché et le pardon des péchés ne concernent pas seulement l'individu, mais aussi la communauté et l'Eglise.

6.3 Le sacrement de pénitence

6.3.1 De tout temps l'Eglise a connu sa propre **pratique ecclésiale de pénitence**, une manière d'interpeler ses membres au sujet de leurs péchés. Une Eglise de pécheurs doit finalement être une Eglise de saints. A côté de la prédication de la repentance, de l'appel constant au changement de mentalités, sur l'ordre de Jésus, l'Eglise a toujours connu aussi des œuvres et des temps de pénitence, donc des signes et des temps de renouveau dans l'Esprit-Saint. De tels signes peuvent varier et doivent s'adapter aux conceptions nouvelles et au sens nouveau de la vie. En tout cela, les trois œuvres de pénitence classiques — prière, jeûne, aumône — la méditation, l'abstinence et les bonnes œuvres envers le prochain, occupent la première place. L'Avent et le Carême sont des temps privilégiés du renouveau pour préparer à la venue du Christ et à son salut.

6.3.2 Parmi les différentes formes et possibilités de pardon des péchés, le **service sacramental de la réconciliation**, le sacrement de pénitence occupe une place particulière. Le sacrement de pénitence, de par sa forme, signifie et exprime liturgiquement le pardon des péchés. La liturgie pénitentielle est la liturgie du retour du fils perdu.

6.3.3 **Le sacrement de pénitence** lui-même peut avoir plusieurs formes et l'histoire connaît une liturgie très riche de ce sacrement. Faire de la **confession individuelle** l'unique forme de pénitence sacramentelle constitue un appauvrissement dans l'Eglise. La **célébration pénitentielle de la communauté** est un retour à des formes plus riches et plus variées de liturgies de pénitence et de confession. Le renouveau liturgique doit se manifester ici comme ailleurs.

6.3.4 La confession individuelle trouve sa valeur et son sens profond dans la prise au sérieux de la faute personnelle et dans le besoin de dialogue de l'homme. Elle aide à clarifier des problèmes personnels, à découvrir les attitudes de péché et leur cause, à choisir avec le prêtre des voies nouvelles pour l'avenir. La confession individuelle peut résoudre des problèmes et obtenir des effets salutaires. Il y a des choses et des manquements qui, pour obtenir une libération, doivent être exprimés. Ainsi, la confession individuelle et l'accusation personnelle des péchés s'imposent souvent pour des manquements graves. Mais aussi pour des péchés moins graves, une accusation et une confession peuvent être d'un grand secours. Le chrétien devrait recevoir le sacrement de pénitence sous cette forme surtout lors de manquements graves, dans des problèmes de vie sérieux et lors de décisions vitales, ceci dans un laps de temps qui lui permette d'avoir encore une vision juste de ses actes. Dans la confession individuelle, le prêtre pourra, de par la puissance du Christ, lui adresser des paroles personnelles de réconciliation.

6.3.5 La liturgie de pénitence communautaire (célébration pénitentielle) offre des possibilités spécifiques à l'annonce de la pénitence et à l'examen de conscience en commun. Là, le lien social et ecclésial entre la faute et le pardon peut se manifester. Par cette célébration, le sacrement de pénitence pourrait, en complément du dialogue de la confession, retrouver sa place comme liturgie, comme célébration communautaire. Dans ce contexte, l'échec de la communauté et sa responsabilité envers les autres sont mieux mis en lumière. De plus, beaucoup de chrétiens ressentent la célébration pénitentielle comme un moyen approprié et pratique pour le pardon des fautes quotidiennes. L'exclusivité de la confession individuelle peut ainsi être dépassée. Celui qui, pour des raisons sérieuses ou un handicap psychique, ne trouverait pas, ou pas encore, le chemin de la confession individuelle, pourrait recevoir ici son pardon pour une faute même grave.

6.3.6 La liturgie pénitentielle de la communauté doit s'exercer dans de **petits groupes**, qui offrent des possibilités plus larges et plus riches pour la liturgie pénitentielle. Des connaissances dans d'autres domaines scientifiques, en relation avec la dynamique de groupe, les séances de sensibilisation, les psycho-thérapies de groupes peuvent amener à de nouvelles formes de connaissance de soi et de dépassement au niveau de la faute et de la pénitence.

6.3.7 La formation

Formation de la conscience, éducation au sens de la pénitence et préparation à la confession constituent un devoir permanent de la **formation des adultes** et de la catéchèse.

Chez l'enfant, ils ne doivent pas être isolés du cheminement de foi personnel et des conditions familiales. La formation de la conscience et l'éducation à la pénitence font partie intégrante de l'enseignement catéchétique (célébrations pénitentielles pour enfants). L'enfant va être amené à la confession individuelle, en général plus tard qu'on ne le fait aujourd'hui, éventuellement même après la Première Communion. Ici, des solutions différenciées sont préférables à des prescriptions globales.

7. LE SACREMENT DE L'ONCTION DES MALADES

7.1 Le chrétien et la maladie

7.1.1 La maladie met l'homme à l'épreuve. Lorsqu'elle frappe quelqu'un, il ne s'agit pas simplement de la lésion d'un organe ou de la défaillance d'une fonction du corps ; la maladie interpelle l'homme. Arraché à ses occupations habituelles, le malade expérimente l'entrée de la souffrance dans sa vie quotidienne. Plus la maladie dure, plus elle coupe l'homme de son entourage, plus celui-ci éprouve la fragilité et les limites de l'existence. La maladie devient pour lui une question ; elle peut être parfois la crise la plus grave dans la vie d'un homme. Placé dans une telle situation, le chrétien est appelé à trouver une réponse dans sa foi, pour que l'épreuve devienne finalement pour lui source de salut.

7.1.2 Lorsqu'un de nos frères souffre, nous avons tous le devoir de l'entourer de notre sollicitude. Les malades ont droit à notre affection et à notre attention, car, en eux, c'est le Seigneur que nous rencontrons. La peine que se donnent les médecins et le personnel infirmier, les secours et l'assistance d'autrui, les efforts de la science et de la technique tendant à prolonger la vie et à adoucir le sort des malades peuvent être considérés comme une préparation à la Bonne Nouvelle et une participation au service que Jésus a exercé envers ceux qui souffraient. Quant aux malades eux-mêmes, ils ont une fonction importante dans l'Eglise : ils continuent l'action rédemptrice du Christ et sont les témoins de valeurs que les bien-portants oublient trop facilement.

7.1.3 L'Eglise a toujours reconnu la dignité des malades, elle a toujours pris soin d'eux avec dévouement. D'une manière analogue à la situation de péché, la situation de maladie concerne, au-delà de l'individu, toute la communauté ecclésiale. Dans une telle épreuve, que la plupart d'entre nous rencontrent un jour ou l'autre, l'action du Christ qui guérit est rendue pré-

sente par l'Eglise. La communauté manifeste sa solidarité avec ses membres souffrants en leur annonçant la Parole de Dieu, en les assistant par la prière et les sacrements et en leur procurant dans un esprit d'amour fraternel toute l'aide possible. Tous les fidèles ont à exercer, selon leurs possibilités, ce triple service de l'annonce de la Parole, de la prière et de la charité active (kérygme - liturgie - diaconie) ; mais ce sera en premier lieu l'affaire de la famille et des proches du malade ainsi que des prêtres de la paroisse.

7.1.4 Etre au service des malades, c'est être au service de la vie. En collaboration avec les médecins et le personnel infirmier, nous devons lutter de toutes nos forces contre la maladie sous ses formes les plus diverses. Tout en étant prêts à nous accommoder de la souffrance et à l'accepter chrétiennement lorsqu'elle nous frappe, nous devons cependant rechercher fermement la santé, qui est un bien précieux, afin de pouvoir remplir notre tâche dans la communauté humaine et dans l'Eglise. La maladie en soi n'est point d'abord un moyen de sanctification personnelle ; elle est un mal qui doit être surmonté. Nous devons par conséquent aider par tous les moyens nos frères malades à vaincre leur souffrance. C'est la raison pour laquelle il faut appeler le prêtre non pas au terme d'une maladie mais déjà lorsque celle-ci se déclare.

7.2 Le sens de l'onction des malades

7.2.1 L'Eglise a toujours considéré le sacrement de l'onction des malades comme étant au service de la vie. Certes, au cours de l'**histoire**, le sens de ce signe de salut fut souvent obscurci. Si les premiers siècles voyaient encore dans l'onction « une médecine de l'Eglise », qui devait apporter une aide à l'homme en proie à la maladie, le moyen âge repoussa de plus en plus vers la fin de la vie le moment de donner le sacrement et l'interpréta comme le sacrement des mourants, et finalement comme un secours pour l'instant de l'agonie. En outre, on oublia aussi que le sacrement était orienté vers le salut de l'homme entier et on ne lui attribua plus, pour effet, que la remise du péché et des peines dues au péché. Bien que le Concile de Trente ait corrigé cette vue unilatérale et rétrécie, on ne parvint pas jusqu'à l'époque la plus récente à se défaire des conceptions médiévales. Il fallut le deuxième Concile du Vatican pour amener une nouvelle compréhension de l'onction des malades (Const. sur la liturgie, 73-75).

7.2.2 Pour accéder à la compréhension du sacrement de l'onction, il est bon de remonter à ses **origines**. Le fondement scripturaire le plus important est le célèbre passage de l'Épître de s. Jacques (5, 13-16), qui promet à ce geste accompli dans la foi les effets suivants : il apportera au patient salut, guérison ; le Seigneur le relèvera et, s'il a péché, il lui sera pardonné. L'usage pratiqué déjà aux temps apostoliques concerne tout l'homme. Le patient

obtiendra éventuellement la guérison physique ; mais il recevra surtout force et soutien pour maîtriser son état de malade. De même les documents liturgiques des premiers siècles témoignent que l'on comprend ainsi le sacrement. Le malade doit être aidé dans son être physique, psychique et spirituel, afin qu'il puisse faire face à sa situation — pour son salut.

7.2.3 Ainsi le sacrement de l'onction des malades n'est point le sacrement propre de l'accomplissement chrétien de l'homme, de l'ultime consécration au moment de la mort, ni le sacrement qui arme pour le dernier combat et la victoire finale ; il n'est pas le sacrement de la résurrection et de la transfiguration. Il ne constitue pas le sacrement de la dernière maladie, même si, occasionnellement (et très souvent dans la pratique qui a eu cours jusqu'ici), il porte ses fruits aussi dans cette situation extrême. L'onction sainte n'est pas une consécration particulière de l'état de malade. Aucune de ces définitions ne peut s'appuyer sur les documents originaux et n'exprime la visée propre du sacrement. En tant que signe médicinal — « médecine céleste », dit le rituel romain — l'onction est ordonnée à l'état de maladie et n'a point en vue la constance à l'heure du trépas. Pour le mourant, l'Eglise prévoit le viatique (qui signifie « provision de route »), c'est-à-dire la dernière Eucharistie.

7.2.4 Il est regrettable que la majeure partie des fidèles mette l'onction des malades en relation avec la fin prochaine, de sorte que le prêtre qui vient donner le sacrement est considéré comme un messenger de la mort. Cette manière de voir ne correspond pas avec la conception qui se dégage de la tradition biblique et liturgique. **Le point d'où il faut partir** est et demeure la maladie en tant que situation de salut ou d'épreuve, qui affecte l'homme tout entier. Chaque maladie sérieuse peut signifier pour celui qui en est frappé toutes sortes de maux : douleurs, accablement moral, solitude, impatience, révolte, doutes, désespoir. Au chrétien éprouvé de la sorte, il est donné de faire l'expérience que le Seigneur vient à lui dans le sacrement de l'onction des malades. Ce signe de salut, porté par la prière de la foi, lui assure la proximité et le réconfort du Christ, de sorte qu'il est en mesure de surmonter l'angoisse, la simple résignation et le doute. Dans cette phase critique de son existence il se sait dès lors dans la main de Dieu.

7.3 La célébration de l'onction des malades

7.3.1 Afin de créer un climat nouveau en tout ce qui touche l'onction des malades, il importe d'en revaloriser la célébration. Le manque de temps, la hâte avec laquelle on donne trop souvent le sacrement sont un obstacle à une vraie célébration, ouvrent la voie à la routine et à une façon de s'acquitter trop rapidement de la chose. La célébration comprend quatre éléments principaux qui doivent être pleinement déployés — ils signifient et confèrent

la grâce sacramentelle, selon le N° 5 du nouveau rite, — ce sont l'imposition des mains du prêtre, la prière de la foi, la prière d'action de grâce sur l'huile sainte, et l'onction. Comme le passage de l'Épître de s. Jacques le montre déjà, une grande importance est attribuée à la « prière de la foi ». Comme celle-ci concerne non seulement le malade et le prêtre mais aussi la communauté, il est hautement souhaitable que le sacrement soit conféré en présence d'autres chrétiens (proches, amis, voisins). En priant avec lui, la communauté aide le malade à découvrir le sens de son état et à se dépasser lui-même. Donnée assez tôt, l'onction permet précisément au malade d'exprimer sa foi dans la prière et de recevoir le signe sacré dans un esprit de confiance et d'espérance.

7.3.2 Certes, la célébration de l'onction lors d'une visite de malade se déroulera avec une certaine simplicité ; mais il ne faut pas trop accentuer cet aspect familial. Si l'on veut tirer l'onction des malades de l'isolement dans lequel elle est tombée, il est indispensable de la mettre en **rapport avec la communauté ecclésiale plus vaste**. A ce propos, le nouveau rituel offre à la pastorale de précieuses possibilités. D'une part, si plusieurs prêtres sont présents, il peut y avoir concélébration, conformément à un antique usage. D'autre part, le malade peut, s'il le désire, recevoir l'onction en même temps que d'autres patients. Les expériences faites à ce sujet, par exemple à Lourdes, sont encourageantes. Lors de telles célébrations, malades et bien-portants éprouvent que tous sont solidaires dans l'Eglise. Etant donné que le nouveau rituel permet aussi de célébrer l'onction des malades au cours d'une liturgie de la Parole ou d'une Eucharistie, soit à l'église, soit dans un autre lieu adapté et même dans la maison du malade, on peut espérer que la célébration communautaire s'implantera peu à peu. L'évolution de la situation des personnes malades et âgées semble favoriser pareille tendance.

7.3.3 Les hôpitaux et les maisons de vieillards modernes sont agencés de telle manière que les malades peuvent accéder d'une manière relativement aisée à la chapelle pour y recevoir le sacrement au cours d'une célébration communautaire. Ce qui est possible là-bas devrait pouvoir être réalisé aussi dans **les églises paroissiales**. Les pasteurs devraient prévoir des journées de malades, par exemple avant ou après les grandes fêtes liturgiques, et inviter les malades de leur paroisse à un service religieux organisé pour eux, qui comprendrait en une seule liturgie la célébration de l'Eucharistie et de l'onction. Il est indéniable que de tels événements susciteront avec le temps une autre manière de voir dans l'opinion publique de l'Eglise ; l'onction des malades deviendra de nouveau un fait ordinaire de la vie paroissiale. L'onction des malades a d'ailleurs sa signification propre, indépendante de la confession et de la communion. Il ne faut donc pas vouloir absolument conférer les trois sacrements (pénitence, onction, viatique) à la suite ; sinon

on court le danger d'interpréter à nouveau l'onction comme le sacrement des mourants. La réception de l'onction des malades a un sens et est indiquée même lorsque la personne a le devoir de recourir ensuite à la confession individuelle dans le sacrement de pénitence.

7.4 Le viatique, sacrement des mourants

C'est le viatique qui est le véritable sacrement des mourants ; le viatique est la « dernière et la plus nécessaire provision de voyage » pour le départ de ce monde, ainsi que déjà le Concile de Nicée l'a décrété. On voit ici toute l'estime qu'on avait pour le sacrement des mourants dans l'Eglise ancienne. Lorsque le chrétien le reçoit, il accomplit, uni au Christ dans son mystère pascal, le dernier passage vers le Père ; il possède le gage de la résurrection (Jn 6, 54). L'Eglise insiste beaucoup pour que le viatique soit donné si possible à tous les fidèles avant leur mort (Rituel des malades, N° 27).

8. FORMES D'EXPRESSION TRADITIONNELLES ET MODERNES DU COMPORTEMENT RELIGIEUX

8.1 Le thème de ce chapitre

Ce chapitre concerne des groupes sociaux (Eglises, paroisses, associations, groupes spontanés, groupes d'expérimentation, etc.) ayant une dimension religieuse quelconque, qu'il s'agisse de cultiver une piété purement intérieure, de défendre des formes traditionnelles, de s'occuper de problèmes politiques et sociaux dans le cadre spécifique de la liturgie, etc. Mais, sans en rester aux aspects extérieurs, il s'agit de rechercher, autant que possible, les motifs fondamentaux et de considérer le tout dans un cadre plus large.

8.2 Le fondement théologique

8.2.1 L'expression collective des convictions et des sentiments religieux trouve sa justification dans l'essence même de l'homme ; celui-ci, dans son unité foncière — corps, âme, esprit — ne peut se passer du visible, du sensible, du concret. Cela apparaît aussi dans le fait que Dieu a voulu répondre à cette disposition par l'incarnation de son Fils.

8.2.2 Les religions, donc aussi le christianisme, se définissent de divers points de vue : culte, exigences morales, foi, contenu dogmatique, constitution juridique. Ainsi, le christianisme ne se réduit pas à quelques faits historiques ou à quelques concepts abstraits ; il respecte la tradition biblique et la tradition mythique extra-biblique ; il maintient vivante la pensée symbolique et

assigne une place particulière à la célébration et à la fête, à côté du travail ; il réfléchit aussi aux conséquences d'une telle conviction, dans les domaines social et politique.

8.2.3 Cela ne signifie pas qu'il faille accueillir sans esprit critique n'importe quelle opinion. Dans le domaine qui nous occupe, l'exaltation et le fondamentalisme (tendance à s'en tenir rigoureusement aux termes de la Bible ou à une formulation dogmatique, résistance opiniâtre à tout changement des institutions et des formes de culte, etc.) favorisent la tendance à la magie et à la superstition : on tient aux formules, on recherche l'extraordinaire, on veut s'approprier l'aide surnaturelle au moyen de pratiques et de prières accumulées, pour pouvoir, en définitive, disposer de Dieu. Seules, des interdictions ont peu de chances d'aboutir, si elles ne sont pas précédées d'une autocritique (pourquoi, où, quand ces phénomènes se vérifient-ils ?) et accompagnés d'une explication et d'une instruction patiente.

Dans ce domaine, il faut donc plus que jamais tenir compte

- des convictions et des représentations personnelles,
- de la recherche scientifique (théologie, ethnologie religieuse, sociologie, psychologie),
- des critères de la hiérarchie.

8.3 La norme

Les phénomènes en question doivent être évalués d'après leur aptitude à transmettre et à manifester les valeurs essentielles du christianisme. Les attitudes et les actions ont des origines historiques et sont sujettes à des changements ; elles varient selon le milieu social et culturel. Les formes les plus variées — suivant l'âge, la région, la profession, l'éducation et la forme de l'engagement religieux — doivent être des signes d'unité et renvoyer au Christ et, par lui, au Père.

8.4 L'attitude fondamentale

Il faut examiner toutes les formes avec modération et respect, et s'interroger

- sur leur authenticité (sont-elles l'expression authentique d'un sentiment intérieur ?)
- sur leur capacité à créer, à conserver et à exprimer l'unité et la communauté,
- sur leur valeur de signe (sont-elles des symboles expressifs ?).

Tout ce qui se dit, s'écrit, se fait dans un esprit d'intolérance et toute intervention insuffisamment justifiée dans ce domaine, offense la loi fondamentale de la vie chrétienne et doit donc être refusé. Aucun groupe dans l'Eglise, en se basant sur des principes arbitrairement choisis, ne peut s'arroger seul l'orthodoxie, condamner comme hérétiques ceux qui pensent autrement et les bannir de l'Eglise.

DECISIONS DIOCESAINES

Les décisions diocésaines de ce document synodal ne touchent que certains points d'ordre pastoral, particulièrement importants aujourd'hui.

1. LA PRIERE

1.1 Tous les chrétiens : Suivant l'exemple de Jésus (Luc 5,16) et son enseignement (Luc 18,1) Le Synode rappelle à tous la nécessité vitale de la prière.

1.2 Ceux qui travaillent dans la pastorale : A tous ceux qui travaillent dans la pastorale, le Synode rappelle la nécessité de se ménager assez de temps pour la prière, afin qu'ils évitent de se laisser envahir par l'activisme et qu'ils soient pour les chrétiens un exemple de prière.

1.3 Les parents et les éducateurs : Le Synode sait qu'aujourd'hui la prière est devenue difficile pour de nombreux chrétiens. Il fait donc appel à tous ceux qui se consacrent à l'éducation des enfants et des jeunes, à la formation religieuse permanente des adultes: il les engage à prêter une attention particulière à l'éducation à la prière, sous toutes ses formes, en rappelant que la prière est une grâce et qu'elle est portée par l'Esprit de Dieu.

1.4 Les prêtres et catéchistes : Dans les paroisses, les prêtres et les catéchistes feront en sorte que les parents soient capables de former les enfants à la prière personnelle dès leur plus jeune âge (par exemple en organisant des soirées pour les parents, etc).

1.5 Le Synode, attentif à la mission particulière de l'Abbaye, l'invite à intensifier son rayonnement en tant que maison de prière.

1.6 Les curés de paroisses : Puisque les différentes formes de prière et de dévotion ont eu une origine historique et sont sujettes à des changements, les curés examineront les formes de piété existantes - adoration du Saint-Sacrement, chemin de la croix, rosaire. Ils auront le souci de les renouveler, de les approfondir, mais aussi d'essayer des formes nouvelles en prenant l'avis du conseil pastoral, avec le souci constant de rejoindre tous les fidèles.

1.7 Les curés de nos paroisses étant des chanoines réguliers, ils auront à coeur de faire participer les fidèles à la liturgie des heures, prière publique de l'Eglise, source de la piété et aliment de la prière personnelle.

1.8 Les autorités : Conscient de la valeur des lieux de pèlerinage du territoire abbatial - basilique des martyrs, champ des martyrs à Vérolles, sanctuaire de Notre-Dame du Scex - le Synode demande aux responsables de protéger ces lieux et de les adapter pour qu'ils servent à leur mission.

2. LE BAPTEME DES ENFANTS

2.1 Dans la pensée de l'Eglise, l'ordre de baptiser donné par Jésus (Mt 28, 16-20) oblige également pour les enfants. Elle considère le baptême reçu dès que possible comme un don de Dieu. Cependant, cela présuppose que les parents accomplissent cet acte dans la foi et dans la conscience de leur responsabilité. Il faut donc les aider à parvenir, par une préparation adéquate, à une conviction profonde et à une célébration authentique du baptême.

Le Synode connaît l'éventail de situations diverses dans lesquelles se trouvent les familles. Il sait que le baptême d'un enfant exige l'assentiment des parents. Cet assentiment inclut également qu'ils soient disposés, en responsabilité chrétienne, à éduquer l'enfant selon la réponse de foi exigée par le baptême. Lorsque des parents croyants tiennent à différer le baptême jusqu'à ce que leur enfant parvienne à une décision de foi personnelle, une telle attitude ne sera certes pas recommandée, mais on la respectera. Dans de tels cas, on pourra envisager un "rite d'accueil" des petits enfants.

2.2 Le Synode rappelle que l'initiation chrétienne des enfants incombe de plus en plus aux familles et à la communauté. Il faut avec insistance les rendre attentifs à cette fonction. Les responsables de la pastorale doivent chercher des voies et proposer des moyens qui mettront les familles et surtout les jeunes couples en mesure de remplir leur tâche d'éducation chrétienne. Et cela ne sera vraiment possible que si une communauté vivante les entoure et les porte.

2.3 Lorsque des parents demandent le baptême pour leur enfant, on doit leur donner l'occasion de participer à un ou plusieurs entretiens sur ce sacrement. Ces rencontres peuvent se faire aussi avec la collaboration des parents croyants. Les familles doivent savoir à quoi elles s'engagent quand elles demandent le baptême pour leur enfant. Le but de telles rencontres est donc d'aider les parents à bien mesurer la portée de leur démarche et à parvenir à une décision consciente.

2.4 Avant le baptême, on prendra contact avec les parents. Un véritable entretien sur le baptême est indiqué surtout s'il s'agit d'un premier enfant. Si cet entretien fait apparaître que la demande de baptême n'est pas motivée par la foi mais uniquement par des convictions ou d'autres motifs semblables, on doit essayer d'éclairer les parents sur la relation qu'il y a entre le baptême et leur propre foi. Si cet entretien reste sans succès, il faut alors surseoir momentanément au baptême.

Autant que possible, c'est avec l'accord des parents que le prêtre prendra la décision de baptiser l'enfant sans tarder ou de différer le baptême - il ne sera jamais question de refuser définitivement le baptême. Il peut se faire aussi que, dès la première rencontre et avant tout entretien de baptême, des parents renoncent à baptiser leur enfant parce qu'ils ne peuvent pas endosser les responsabilités liées au baptême. Dans tous les cas où l'on diffère le baptême, la sollicitude pastorale ne doit pas être interrompue : de manière judicieuse, on cherchera à obtenir ultérieurement un consentement au baptême, inspiré par des convictions de foi.

2.5 L'importance du baptême requiert qu'il soit célébré de préférence le dimanche, avec la participation de la communauté, à l'endroit où celle-ci se réunit, et non pas dans les hôpitaux et les maternités. Il est recommandé de conférer le sacrement à plusieurs enfants à la fois, sans exclure le baptême d'un seul enfant quand il y a des raisons valables.

(texte adopté par l'Assemblée synodale suisse le 16.2.1974)

3. LA CONFIRMATION

3.1 La catéchèse de la Confirmation a besoin de prendre une orientation nouvelle. On exploitera les fondements scripturaux du sacrement; on s'interrogera sur l'importance de l'Esprit dans la vie de la communauté et de la vie du chrétien en particulier. Ces efforts seront portés par le souci constant d'éduquer et d'amener les fidèles à vivre de l'Esprit.

3.2 La préparation des parents, et aussi des parrains quand cela est possible, doit être aussi préoccupante que la préparation des enfants. Il s'agit en effet de célébrer ensemble le sacrement de l'Esprit Saint qui anime l'Eglise.

3.3 Quant à l'âge de la Confirmation, une pratique différenciée semble indiquée. La diversité des situations -des enfants, des familles, des paroisses- peut exiger qu'on ait recours à des solutions diverses.

3.4 Le nouveau rituel de la Confirmation est un instrument précieux. On aura soin d'en approfondir les richesses d'ordre pastoral, en particulier.

4. L'EUCCHARISTIE

4.1 Le dimanche des chrétiens

Le dimanche ne supprime pas le sabbat, mais il l'accomplit. Le commandement divin "Tu sanctifieras le jour du Seigneur" demande à l'homme le repos en vue de rendre grâce (Dutéro-nome 5,12-15). L'action de grâce parfaite est celle de Jésus mort et ressuscité. C'est pourquoi l'Eglise a toujours choisi le jour de la Résurrection de Jésus comme jour du Seigneur: par sa Résurrection, Jésus est Seigneur. En ce jour, son action de grâce est avant tout la célébration du sacrifice que Jésus lui a laissé "en attendant son retour dans la gloire". L'Eglise, en effet, a toujours regardé la célébration de l'Eucharistie dominicale comme la meilleure manière d'accomplir le précepte divin.

4.1.1 Au cours de son existence terrestre, le Christ a vécu le don de soi jusqu'à la mort de la Croix. Depuis Pâques, il nous est présent d'une manière nouvelle et nous ouvre la perspective d'une vie indestructible en Dieu. Personne ne trouve seul la Foi au Christ ressuscité. Personne n'est capable tout seul de persévérer dans la Foi. Nous sommes tous dépendants de la communauté de ceux qui, dans l'Eglise, sont croyants. Comme toute communauté, l'Eglise doit se rassembler régulièrement, si elle veut rester vivante. C'est le dimanche que nous nous rassemblons pour fêter le mystère pascal. A ce jour, la célébration de l'Eucharistie donne sa plénitude. Nous y participons au Sacrifice du Christ qui nous réconcilie avec le Père et entre nous. C'est pourquoi, dès les temps apostoliques, lors de leur rassemblement dominical, les chrétiens ont célébré l'Eucharistie. Plus tard, l'Eglise a fait de la participation à la messe dominicale une "obligation".

4.1.2 La réalité pastorale actuelle montre cependant que la participation à l'Eucharistie dominicale ne va plus du tout de soi pour de nombreux chrétiens. Aux prêtres et aux éducateurs d'être attentifs aux divers cheminements et aux mûrissements dans la foi. Qu'il soit possible d'entrer progressivement dans la plénitude de la foi de l'Eglise

et de se préparer à une célébration engagée de l'Eucharistie (cf liturgies d'acheminements ou adaptées à certaines circonstances particulières). Ce que vise le précepte de l'Eglise, c'est une adhésion intime au Seigneur et à la communauté de foi de l'Eglise, dans une attitude responsable et libre. Il y a, c'est vrai, des motifs qui peuvent suspendre la participation à la messe dominicale, Personne n'est cependant dispensé d'apporter sa contribution à la vie de la communauté.

4.1.3 Chaque communauté doit pouvoir célébrer l'Eucharistie le dimanche. Mais le nombre des prêtres pourrait continuer à diminuer. Le Synode prie la Conférence des Evêques de faire le nécessaire pour :

- que de nouvelles formes de services sacerdotaux soient reconnues;
- que les communautés soient préparées à temps à ces nouvelles situations;
- que des laïcs, formés et mandatés, puissent réaliser la présidence à la liturgie de la parole et de la Communion.

4.1.4 Le dimanche du chrétien ne se limite pas à la participation à la Messe. Il sera un vrai jour de fête si l'homme se repose et se refait en famille et en communauté. Le week-end est le moment de la semaine où toujours plus de personnes souffrent de la solitude. Il en résulte de nouvelles tâches aussi bien pour le particulier que pour la communauté. Le dimanche engage ainsi le chrétien à servir Dieu et la communauté.

(Les décisions 4.1.1, 4.1.2, 4.1.4 et la recommandation 4.1.3 concernant le dimanche des chrétiens ont été adoptées à l'Assemblée Synodale suisse le 8.9.1974)

4.1.5 Recommandation

Le Synode demande à la Conférence des Evêques suisses

- s'il est possible et opportun d'arriver à une solution commune pour les fêtes chômées dans les différents cantons;
- s'il est possible et opportun de rendre le Vendredi-Saint jour férié dans toute la Suisse.

Si c'est le cas, le Synode prie la Conférence des Evêques d'entreprendre de nouvelles démarches dans ce sens.

4.2 La célébration de l'Eucharistie

4.2.1 L'Eucharistie a été confiée à l'Eglise. La forme de sa célébration n'est pas une affaire privée. La Constitution conciliaire sur la liturgie ainsi que la Constitution apostolique du Pape Paul VI promulguant le missel romain en donnent les orientations essentielles.

4.2.2 Le Synode rappelle le souci de qualité de toutes les célébrations, tant sur le plan spirituel que sur le plan matériel: foi rayonnante de la joie pascale, proclamation de la Parole, exécutions musicales, ainsi que la valeur du silence dans la liturgie elle-même.

4.2.3 Le Synode rappelle l'importance de l'art sacré. "Que les édifices et les objets servant au culte soient vraiment dignes, harmonieux et beaux, pour signifier et symboliser les réalités célestes". (Constitution conciliaire sur la Liturgie, 122). Le recours à la compétence des spécialistes (Commissions d'art sacré etc.) aidera à garder et à mettre en valeur le patrimoine artistique des paroisses.

4.2.4 Dans le répertoire musical, vocal et instrumental, il faut admettre aujourd'hui des tendances diverses. Cela exige tolérance et respect des goûts d'autrui. Le Synode rappelle en particulier

- que le chant grégorien a encore sa place dans la liturgie;
- que le chant polyphonique peut conférer aux célébrations liturgiques un caractère particulièrement solennel;
- que des chants "modernes" peuvent être pour certains groupes de fidèles une expression authentique de leurs sentiments religieux.

5. LE SACREMENT DE LA RECONCILIATION

5.1 Le nouveau rituel de la pénitence est entré en vigueur en 1974 avec les directives de la Conférence des Evêques suisses. Il prévoit plusieurs formes de pénitence sacramentelle qui se complètent.

5.2 Les prêtres inspireront aux fidèles une intelligence toujours plus profonde du sacrement de pénitence et particulièrement de la confession individuelle.

5.3 Il appartient aux responsables de la pastorale et aux parents d'initier graduellement leurs enfants à la pratique de la pénitence.

5.4 Le prêtre s'acquittera volontiers du service de la confession individuelle et lui consacra tout le temps nécessaire. Elle exige chez le confesseur certaines qualités humaines, mais surtout l'aptitude spirituelle qui est un don du Saint-Esprit et de la charité.

5.5 La liturgie pénitentielle commune fait ressortir clairement la dimension ecclésiale de la pénitence. Elle favorise l'esprit et l'attitude de la conversion; elle contribue au développement du sens de la pénitence.

6. LES SACREMENTS AU SERVICE DES MALADES

6.1 Le rituel révisé de la liturgie des malades apporte des changements significatifs pour la célébration du sacrement. Il donne en outre une série d'impulsions en vue d'un renouveau de la pastorale traditionnelle des malades. On aura le souci d'en approfondir les richesses, en particulier sur le plan pastoral.

6.2 La maladie sera traitée dans la prédication et la catéchèse comme un thème important; elle sera reconsidérée et interprétée dans ses dimensions humaines et psychologiques, mais aussi dans ses dimensions chrétiennes et dans ses relations avec le salut.

6.3 On redonnera au sacrement de l'onction des malades la place qui lui revient dans la pastorale. On utilisera les possibilités offertes par le nouveau rituel, en particulier la messe auprès du malade.

6.4 Si l'Eucharistie est, pour tout chrétien, un aliment vital, elle l'est à plus forte raison pour les malades. L'Eucharistie est, d'autre part, le véritable sacrement des mourants, le viatique, gage de la résurrection. Dans leur ministère auprès des malades, les prêtres auront à coeur ce ministère des sacrements au service des malades et des mourants.

Les ministères dans l'Eglise

**Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975**

RAPPORT DE LA COMMISSION SYNODALE

- 1.1 L'Eglise
- 1.2 Les ministères
 - 1.2.1 Le sacerdoce commun des fidèles
 - 1.2.2 Le sacerdoce ministériel
 - 1.2.3 Ministères complémentaires
 - 1.2.4 Structures de coresponsabilité (conseils)

DECISIONS DIOCESAINES

- 2. L'appel aux ministères
- 3. Formation aux ministères
- 4. Introduction du diaconat permanent en Suisse
- 5. Le ministère des parents
- 6. Le ministère des enseignants
- 7. Les structures de coresponsabilité
 - Conseil presbytéral
 - Conseils pastoraux
- 8. Les paroisses et l'Abbaye de Saint-Maurice
- 9. Le Conseil suisse de pastorale
- 10. Questions actuelles concernant le presbytérat

RAPPORT DE LA COMMISSION

1.1 L'EGLISE

Le Synode n'a pas à redéfinir l'Eglise, mais à porter une attention sans cesse renouvelée à ce qu'elle est par la volonté de Dieu.

Le Concile Vatican II nous rappelle, dès le début de la Constitution dogmatique sur l'Eglise "Lumen Gentium", que l'Eglise est un mystère, c'est-à-dire que seul le regard de la foi nous permet d'atteindre l'Eglise dans sa réalité : "Tous ceux qui croient au Christ, le Père a voulu les appeler à former la sainte Eglise qui, annoncée en figures dès l'origine du monde, merveilleusement préparée dans l'histoire du peuple d'Israël et dans l'ancienne Alliance, établie enfin dans ces temps qui sont les derniers, s'est manifestée grâce à l'effusion de l'Esprit-Saint et, au terme des siècles, se consommera dans la gloire" (Lumen Gentium, 2).

"L'Eglise, parce qu'elle est une oeuvre de Dieu, parce qu'elle est animée par l'action de l'Esprit-Saint et qu'elle n'est pas une société composée seulement par les hommes de ce monde, mais encore par les âmes des fidèles défunts et par les saints du Ciel, l'Eglise est un mystère" (Paul VI, 6 juin 1966).

Elle est présentée par saint Paul comme le corps du Christ (1 Cor 12,27). Il en est la tête (Col 1,18), nous sommes chacun pour notre part membres les uns des autres (Rom 12,5).

L'Eglise vit, grandit, se construit sans cesse dans la mesure où chacun de ses membres grandit et remplit son rôle propre en union avec les autres membres, et s'acquitte de la mission pour laquelle il a été appelé à la vie et béni de toutes sortes de bénédictions spirituelles dans le Christ (Eph 1,3).

Chaque membre de ce corps vivant est l'ouvrage de Dieu, créé dans le Christ Jésus en vue des bonnes oeuvres que Dieu a préparées d'avance pour que nous les fassions.

Temple de Dieu dont chaque baptisé est une pièce vivante (1 Pierre, 2,5), l'Eglise est animée par un dynamisme intérieur de croissance qui ne s'exercera que dans la mesure où les pierres sont à leur place assurant la cohésion d'un édifice qui doit pouvoir accueillir tous les hommes.

L'Eglise est le peuple de Dieu choisi librement par Celui qui nous a aimés le premier (1 Jean 4,19). Dans ce peuple,

chacun reçoit et donne, chacun vit de la vie commune et participe au destin de la vie de ce Peuple en marche vers la Terre Promise sous la conduite du seul Pasteur.

En fondant son Eglise, en lui assurant l'aide de l'Esprit et sa présence jusqu'à la fin des temps, pour qu'elle parvienne à la vérité tout entière, le Christ lui confia la mission d'évangéliser la terre entière "afin que tout homme soit sauvé et parvienne à la connaissance de la vérité" (1 Tim 2,4).

Chaque membre du peuple de Dieu est ainsi appelé à participer à l'évangélisation du monde, comme chaque membre d'un corps est appelé à remplir sa fonction au profit du corps tout entier, "si bien qu'un membre qui ne travaille pas, selon ses possibilités, à la croissance du corps doit être réputé inutile à l'Eglise et à lui-même" (décret conciliaire sur l'Apostolat des laïcs, 2).

1.2 LES MINISTERES

Chacun est appelé à exercer, en union et en dépendance de tous, un service, un ministère, afin que grandisse le Corps du Christ et qu'il parvienne à la stature parfaite (Eph 4,13).

Diversité : "C'est l'Esprit qui distribue ses dons variés pour le bien de l'Eglise à la mesure de ses richesses et des exigences des services" (Lumen Gentium 7).

1.2.1 Le sacerdoce commun des fidèles

"Les baptisés, par la régénération et l'onction de l'Esprit-Saint, sont consacrés pour être une demeure spirituelle et un sacerdoce saint, pour offrir, par toutes les activités du chrétien, autant de sacrifices spirituels, et proclamer les merveilles de Celui qui les a appelés à son admirable lumière" (Lumen Gentium 10).

1.2.2 Le sacerdoce ministériel

"Le Christ Seigneur, pour assurer au peuple de Dieu des pasteurs et les moyens de sa croissance, a institué dans l'Eglise divers ministères qui tendent au bien de tout le corps. En effet, les ministres qui disposent du pouvoir sacré, sont au service de leurs frères pour que tous ceux qui appartiennent au peuple de Dieu et jouissent en toute vérité de la dignité chrétienne, parviennent au salut" (Lumen Gentium 18).

Les évêques ont donc reçu le ministère de la communauté (Lumen Gentium 20), ils l'exercent avec l'aide des prêtres et des diacres, en union avec le Souverain Pontife. Ils ont à exercer les services d'enseignement, de sanctification et de gouvernement.

1.2.3 Ministères complémentaires

Il appartient en propre aux évêques d'appeler à collaborer avec eux-mêmes, ceux en qui a été décelé l'appel du Christ à le suivre pour être au milieu du peuple de Dieu comme ceux qui servent.

La manière dont sont appelés des fidèles, mariés ou non, au ministère de diaconie et les multiples formes de ce ministère seront précisées par les responsables.

Il appartient aux parents, premiers éducateurs de la foi de leurs enfants, d'exercer en tout premier lieu dans cette cellule d'Eglise qu'est la famille, le ministère de la Parole. C'est leur mission de participer activement à l'avènement du Royaume dans le coeur de leurs enfants, par la prière, la parole, l'exemple et un engagement libre au service de la communauté ecclésiale ou sociale.

Les ministères d'enseignants ou d'éducateurs sont eux aussi au service de la croissance active du Corps du Christ. Ces ministères, pour être utiles à l'Eglise, doivent être exercés avec compétence et esprit de foi. Le ministère de la Parole et de l'exemple, exercé dans la fidélité par des laïcs, peut avoir sur les jeunes, un impact plus fort que celui du prêtre, quoique différent. La responsabilité des enseignants et éducateurs chrétiens en est d'autant plus grande. L'éducation à une foi vivante et rayonnante des éducateurs et enseignants doit être considérée comme une tâche urgente de l'Eglise de notre époque.

Le nombre des ministères au service de la croissance du Corps du Christ est très grand et varié suivant les besoins des diocèses et des paroisses. Quelques-uns sont de plus en plus fréquents et sont exercés la plupart du temps à titre temporaire. Ce sont, parmi d'autres, les ministères de catéchiste, lecteur, animateur liturgique, chantre, rédacteur régulier et écrivain, journaliste à la radio et la télévision, responsable de mouvements d'Action catholiques ou de mouvements de jeunesse. Les circonstances détermineront si une "mission" de l'évêque s'avère nécessaire ou utile.

Un seul et même Esprit, qui agit et accorde des dons en vue du bien commun, est à l'oeuvre en tous ceux qui exercent ces ministères en vertu de leur baptême et comme membres de l'Eglise (Cf 1 Cor 12,11).

1.2.4 Structures de coresponsabilité

Pour souligner et rendre effectives les relations étroites qui unissent les évêques et les prêtres, le Concile a souhaité l'établissement d'un Conseil presbytéral.

Le Conseil presbytéral représente l'ensemble des prêtres du diocèse; son but fondamental est d'assurer un meilleur service sacerdotal du peuple de Dieu (Décret conciliaire sur le ministère et la vie des prêtres, 7).

Comme tous les ministères demeurent sous la responsabilité de l'évêque, il devient urgent qu'un conseil pastoral ou conseil d'évangélisation groupe autour de l'évêque les représentants de tous ces ministères, afin que soit évident à tous que l'évangélisation du monde est la mission de toute l'Eglise, de tous les fidèles et non seulement des membres de la hiérarchie (cf. Décret conciliaire sur la charge pastorale des évêques, 27).

Il en est de même au niveau de la paroisse où le ministère d'un conseil pastoral représentatif peut contribuer à rendre plus efficace le dévouement des uns et des autres qui, souvent trop isolés, n'ont pas le rayonnement qui devrait être atteint. (cf. Décret conciliaire sur l'apostolat des laïcs, 26).

DECISIONS DIOCESAINES

2. L'appel aux ministères

2.1 L'Eglise, peuple de Dieu, a besoin de ministres, non seulement de ministres ordonnés pour le service de la Parole, de l'Eucharistie, des autres sacrements, et pour le service du rassemblement, mais aussi de ministres institués pour d'autres services en faveur du bien commun.

Nous croyons que, dans sa fidélité, Dieu appelle de nombreux hommes et de nombreuses femmes à ces ministères.

Le Synode demande aux chrétiens de prendre conscience que les réponses sont trop peu nombreuses.

2.2 C'est l'oeuvre de chacun, des familles et des paroisses et non uniquement celle de la hiérarchie de chercher à créer les conditions pour que l'appel de Dieu soit entendu et que les réponses à cet appel soient nombreuses et fidèles.

C'est donc à chacun à travailler et à prier régulièrement pour que s'établisse un climat de générosité qui aidera ceux qui sont appelés à se mettre avec joie et entièrement au service du peuple de Dieu.

2.3 Membres vivants du Peuple de Dieu, les jeunes sont appelés aussi à construire l'Eglise et à préparer l'avenir.

Il leur revient donc de se soucier de découvrir dans leur vie les appels que Dieu leur adresse, dans son amour, pour le service non seulement de la Cité mais aussi de l'Eglise.

Qu'ils se rassemblent joyeusement en groupes de prière et de réflexion, afin d'être plus ouverts au souffle de l'Esprit-Saint et plus attentifs aux besoins de leurs frères.

2.4 Le Synode demande aux paroisses et aux fidèles de s'intéresser au travail du Centre Romand des vocations et de l'intégrer à leur recherche de réponses généreuses à l'appel du Seigneur.

3. Formation au ministère

3.1 Le service ecclésial peut être vécu dans le célibat ou le mariage. Chacun des deux états de vie comporte une valeur spécifique de signe et de disponibilité.

3.2.1 Le célibat consacré exige une vie de prière intense, et la solitude qui le menace demande une intégration dans des groupes et des communautés. Ainsi vécu, le célibat de-

vient un signe de l'espérance chrétienne (signification eschatologique); il favorise une liberté intérieure et une communion intime avec Dieu et avec les hommes.

3.2.2 Le mariage exige respect et attention mutuels, réflexion et temps de prière en commun. Ainsi vécu, il peut signifier que Dieu fait alliance avec les hommes et que son amour passe toujours par la médiation humaine.

3.3 Le Synode demande à toutes les institutions pastorales chargées de la formation des futurs ministres de les éveiller à la spiritualité qui correspond à leur état de vie. On tirera profit des acquisitions des sciences humaines: développement de la personnalité, relations humaines, affectivité et amour humain.

(Décision de l'Assemblée synodale suisse, 13.9.1975).

4. Introduction du diaconat permanent en Suisse

4.1 L'ordination au diaconat comme consécration sacramentelle au service permanent peut fortifier dans leur engagement personnel ceux qui exercent déjà une charge à l'intérieur de l'Eglise. Ainsi ils incarnent davantage l'Eglise dans sa mission qui consiste à révéler et à poursuivre le service de Jésus-Christ dans le monde. L'introduction du diaconat permanent ne résout pas le problème du manque de prêtres. Mais il peut favoriser la diversification du ministère ecclésial. Certes, il existe aussi des craintes de voir le diaconat permanent faire plutôt obstacle à une véritable diversification.

4.2 Dans la structure même des ministères ecclésiaux, le diaconat permanent est le signe sacramentel qui exprime tout spécialement que l'Eglise et tout ministère ecclésial sont fondamentalement un service. Ce signe ne peut pourtant avoir de sens que là où il est reconnu comme tel et accepté par la communauté.

4.3 Les services du diacre s'étendent avant tout aux pauvres et aux gens en marge de la communauté. Il faut donc choisir les candidats au diaconat en fonction de ce service, plutôt parmi ceux qui l'exercent déjà. C'est aussi en vue de ce service qu'il faut penser leur formation. Celle-ci se fera de façons très différenciées.

4.4 Le Synode suisse recommande à la Conférence des évêques l'introduction du diaconat en Suisse, bien que pour le moment, on ne puisse fixer ni un statut ni une formation uniques.

Il est nécessaire que soient constitués des groupes de travail et nommés des responsables au niveau des régions linguistiques, afin d'étudier les développements du diaconat permanent, de les planifier et de les stimuler. L'expérience montrera la voie à suivre pour leur formation et fournira des indications concernant l'engagement précis des diacres.

4.5 Les évêques suisses voudront bien s'employer à ce que la limite d'âge minimale de 35 ans pour l'ordination diaconale d'hommes mariés soit supprimée et que le remariage de diacres veufs devienne possible.

4.6 Les évêques suisses voudront bien faire en sorte que les femmes aussi puissent recevoir l'ordination au diaconat et être appelées à un service ecclésial comme diacres.

(Décision de l'Assemblée synodale suisse, 13.9.1975).

5. Le ministère des parents

5.1 L'exercice du ministère des parents pour le bien des enfants et de l'Eglise - il s'agit vraiment d'un ministère ecclésial - exige qu'ils continuent leur formation dans le domaine de la foi. Il importe donc :

5.2 qu'ils n'oublient pas qu'ils ont "à croître sans cesse dans la grâce et la connaissance de Jésus" (2 Pierre 3,18) et à approfondir leur vie de relation avec le Christ dans l'Eglise.

5.3 Qu'ils s'intéressent personnellement et d'une manière constructive aux problèmes de l'Eglise actuelle et qu'ils ouvrent leur famille à la vie et aux responsabilités du Peuple de Dieu.

5.4 Qu'ils participent activement aux travaux de catéchisme de leurs enfants, qu'ils les aident à vivre en accord avec cet enseignement et qu'ils recherchent une collaboration avec les catéchistes.

5.5 Qu'ils prennent part, dans la mesure du possible, à des réunions de parents, afin de pouvoir mieux exercer une influence concertée au service d'une politique familiale efficace.

5.6 En tant que citoyens chrétiens, ils ne peuvent, face aux structures parfois trop politisées dans le domaine scolaire, se comporter passivement. Leur démission, dans ce domaine surtout, peut avoir de graves conséquences pour l'ensemble des enfants dans l'Eglise.

5.7 Si, dans tous les domaines, l'exemple entraîne plus que la parole, cela est aussi vrai pour l'éveil des enfants au service de l'Eglise. Les parents auront à coeur de mettre leur personne, leur compétence professionnelle, au moins pour un temps, au service des institutions ecclésiales et temporelles.

6. Le ministère des enseignants

6.1 L'enseignant ne peut pas être neutre. La tâche éducative exige de lui qu'il manifeste, au cours de son travail, sa personnalité. L'enseignant chrétien doit donc veiller à ce que tout son enseignement reflète sa conviction de fils de Dieu. Il encouragera ses élèves à découvrir les appels de Dieu dans leur vie, spécialement peut-être lorsqu'il s'agit d'une information professionnelle totale.

6.2 Il n'oubliera pas que l'éducation première relève d'abord des parents et que son rôle est davantage de complémentarité que de suppléance

6.3 Pour réaliser cela, l'enseignant chrétien se doit d'être compétent dans tous les plans de sa mission. Il veillera spécialement à se former dans le domaine catéchétique, s'il est chargé de cet enseignement.

6.4 Une collaboration régulière entre parents et enseignants est nécessaire pour le bien des enfants. Le Synode demande aux uns et aux autres de rechercher cette collaboration.

6.5 Les responsables religieux du Territoire de la juridiction abbatiale ont à prévoir de façon réaliste la formation catéchétique des maitres, ce domaine exigeant une réelle compétence.

6.6 Il est urgent que les enseignants forment des groupes de recherche et d'approfondissement des exigences de leur vocation et de leur ministère ecclésial.

7. Les structures de coresponsabilité

7.1 Le prêtre engagé dans la pastorale ne peut ni tout faire, ni tout penser, ni tout décider seul. D'une part, il court le risque de prendre des décisions ou de donner des orientations qui ne tiennent pas suffisamment compte des vrais besoins des fidèles, et d'autre part son isolement risque de le couper des personnes, tout spécialement de celles qui n'ont aucun rapport avec l'Eglise.

7.2 Les laïcs ont un rôle important dans de telles conditions. Si les uns aident l'évangélisation par la prière et le sacrifice, d'autres par leur engagement dans des groupes, il est nécessaire qu'une équipe se préoccupe d'être, pour le curé, et un appui fraternel et un conseil en même temps qu'un lien entre lui-même et la paroisse.

7.3 C'est dans cet esprit que le Synode demande que soit constitué un conseil pastoral pour chaque paroisse. Ce conseil devrait être chargé en particulier de l'application des orientations du Synode, au niveau paroissial.

7.4 Ce serait au clergé du décanat aidé par des laïcs à proposer à l'Ordinaire du lieu les bases permettant la mise en place d'un tel organisme.

7.5 Les décrets conciliaires (Chargé pastorale des évêques 27, Apostolat des laïcs 26), souhaitent un organisme de coresponsabilité sur le plan diocésain. Le Synode en demande donc l'institution sur le Territoire de la juridiction abbatiale. Il devrait être chargé, en particulier, de l'application des orientations et des décisions du Synode sur ce plan-là.

7.6 Le Décret conciliaire "le ministère et la vie des prêtres" demande la création d'un conseil de prêtres pour aider l'évêque dans le gouvernement du diocèse. On l'établira dans le territoire de la juridiction abbatiale de la manière la plus adaptée aux conditions et aux besoins actuels, et en tenant compte des structures existantes.

8. Les paroisses et l'Abbaye de Saint-Maurice

8.1 Les paroisses du Territoire de la juridiction abbatiale sont invitées à tirer parti de tout ce que l'Abbaye leur offre pour l'approfondissement de la foi, entre autres dans le domaine de la liturgie (messe radiodiffusée, semaine romande de musique sacrée, etc) et de la Parole (ministère complémentaire dans les paroisses et à Notre-Dame du Scex, veillées de prière, retraites et recollections, cours de théologie pour laïcs etc).

8.2 Les fidèles s'efforceront de participer parfois au ministère de la prière chorale que l'Abbaye présente à Dieu chaque jour en leur nom et au nom du peuple de Dieu tout entier.

9. Le conseil suisse de pastorale

9.1 Dans le passé déjà, l'Eglise catholique en Suisse s'est dotée de services, sur le plan régional et national. Devenue consciente de sa propre unité, elle a voulu lui donner des lieux d'expression. La Conférence des évêques, en particulier, a pris une importance grandissante et les Synodes lui ont confié des tâches nouvelles.

9.2 Pour assurer aux fidèles l'exercice de leur responsabilité avec les évêques quand des options pastorales touchant l'ensemble du pays s'imposent, le Synode demande à la Conférence des évêques de créer un Conseil suisse de pastorale.

9.3 Sa composition, ses droits, ses compétences, sa manière de travailler et son appellation seront précisés par des statuts. Ceux-ci tiendront compte des points suivants :

9.3.1 Le Conseil suisse de pastorale est une expression, au niveau suisse, de la coresponsabilité vécue dans les diocèses et dans les régions. Il respecte donc l'autonomie et la responsabilité des diocèses et des régions linguistiques. Il les développe même en coordonnant les recherches et les réalisations, et en les stimulant.

9.3.2 Les statuts préciseront le nombre total de délégués et ceux de chaque diocèse. Le mode de désignation des délégués sera à déterminer par les diocèses eux-mêmes qui devront s'entendre au niveau des régions linguistiques. On tiendra compte aussi des institutions non paroissiales et supradiocésaines telles que mouvements d'apostolat et autres organisations pastorales structurées au niveau d'une région linguistique ou au niveau suisse.

9.3.3 Chaque réunion traitera un ou plusieurs objets précis, importants pour la vie de l'Eglise, exigeant une étude ou une prise de position dépassant le niveau d'un diocèse ou d'une région.

9.3.4 Une décision ne sera valable pour la Suisse qu'à condition d'obtenir la majorité des voix et l'accord de toutes les délégations diocésaines.

9.3.5 La situation juridique de ce Conseil par rapport à la Conférence des évêques sera analogue à celle des conseils pastoraux par rapport à l'évêque du diocèse. On tiendra compte de l'expérience de coresponsabilité vécue dans les Synodes suisses.

9.4 La Conférence des évêques charge la Commission de planification pastorale d'établir les statuts conformément à ces principes et en faisant les consultations nécessaires. (texte de coordination proposé par l'Assemblée synodale suisse le 13.9.1975 et adopté par le Synode).

10. QUESTIONS ACTUELLES CONCERNANT LE PRESBYTERAT

(Textes proposés par l'Assemblée synodale suisse le 13.9.75, mais non discutés au Synode de Saint-Maurice).

10.1 Ministère presbytéral et célibat

1. Le Synode affirme sa volonté expresse de reconnaître le célibat consacré comme un état de vie choisi en vue du Royaume de Dieu et comme un don de l'Esprit-Saint à son Eglise.

2. Pour le ministère presbytéral, cet état de vie apparaît comme particulièrement apte à signifier le don total au service du Royaume de Dieu.

3. Dans l'Eglise latine, il est une règle générale qui lie le célibat à l'exercice du ministère presbytéral.

4. Mais le Synode constate que, dans le peuple de Dieu, il y a aussi des hommes mariés qui exercent à plein temps des tâches ecclésiales, dont certaines étaient assumées jusqu'à aujourd'hui par des prêtres.

Il se dessine - en Suisse également - un courant qui met en discussion le lien obligatoire du célibat avec le ministère presbytéral. On se réfère entre autres aux résultats de diverses enquêtes et à l'existence de prêtres mariés dans l'Eglise catholique de rite oriental.

5. Le Synode est d'avis qu'il faut d'une part remettre sans cesse en valeur la signification du lien entre le célibat et le ministère presbytéral et, d'autre part, ré-examiner la législation actuelle à la lumière de l'Evangile et de l'histoire de l'Eglise. Un tel examen doit se faire dans le contexte des développements conciliaires et en respectant les divers courants spirituels qui travaillent au renouveau dans l'Eglise.

10.2. L'ordination d'hommes mariés (viri probati)

1. Actuellement, de nombreux hommes mariés sont entièrement au service de l'Eglise et ont fait leurs preuves. Les évêques ne doivent-ils pas avoir la possibilité d'appeler de tels hommes au ministère presbytéral ?

Nombre de ces hommes mariés seraient prêts, dans la ligne de leur développement personnel, à répondre à un tel appel et bien des communautés souhaitent pouvoir bénéficier de leur ministère.

2. L'opportunité de telles ordinations n'est pas ressentie partout, et là où elle est perçue, il se manifeste différemment d'une région à l'autre.

C'est pourquoi les données locales doivent être respectées. Autant il est urgent de ne pas fermer les yeux sur les développements régionaux, autant doit-on s'en référer à l'Eglise universelle qui s'est prononcée sur la question la dernière fois au Synode des évêques de 1971.

3. En conséquence, les Synodes diocésains prient la Conférence des évêques de bien vouloir adresser la requête suivante aux instances compétentes :

Les évêques doivent pouvoir, dans l'Eglise latine aussi, ordonner prêtres des hommes mariés qui ont fait leurs preuves par leur vie et leur service de l'Eglise. Selon la discipline actuellement en vigueur dans l'Eglise latine, cela doit être compris comme une mesure exceptionnelle quand les besoins le requièrent et les conditions préalables sont remplies.

10.3 Réintégration de prêtres qui se sont mariés

1. Actuellement, les prêtres qui se sont mariés doivent quitter leur ministère presbytéral. S'ils veulent garder leur lien avec l'Eglise, ils doivent obtenir une dispense de leurs obligations sacerdotales, qui est encore souvent appelée "réduction à l'état laïc". En fait, il s'agissait d'un sous-laïc puisque, jusqu'à ces derniers temps, ils ne bénéficiaient pas de toutes les prérogatives des laïcs. Mais là aussi se dessine une évolution: autrefois, ils étaient en quelque sorte rejetés ou mis de côté; certains d'entre eux participaient quasi secrètement à la vie ecclésiale. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux tiennent à être mieux intégrés à une communauté ecclésiale et nombre de chrétiens se montrent de plus en plus accueillants à leur égard.

2. Sachant qu'un mariage n'invalide pas l'ordination reçue, certains chrétiens estiment que des prêtres mariés, qui le souhaitent, pourraient exercer leur ministère dans les communautés qui seraient prêtes à les accueillir.

3. Le fait d'être revenus sur leur promesse de vivre dans le célibat apparaît comme un désordre dans leur vie. La dispense de l'obligation au célibat et leur mariage conclu religieusement les placent dans un nouvel ordre qui leur donne la possibilité de s'engager dans le service ecclésial.

4. A ce sujet, en date du 4 juillet 1972, les évêques de Suisse se sont déclarés "disposés, compte tenu des cir-

constances concrètes, à confier à des prêtres dispensés les services ecclésiaux qui peuvent être assumés par un laïc de formation théologique équivalente".

5. Des expériences positives ont été réalisées dans ce sens dans différents diocèses. C'est pourquoi le Synode exprime sa satisfaction au sujet de cette décision des évêques et en souhaite l'application la plus large possible.

10.4 L'ordination presbytérale des femmes

1. Dès le début de l'Eglise, des femmes ont accompli des tâches ecclésiales. Aujourd'hui se pose ici et là la question de l'ordination presbytérale des femmes. Les réactions à cette hypothèse sont encore hésitantes, voire contradictoires. Cela n'empêche pas de la poser et de l'étudier.

2. C'est pourquoi l'Assemblée synodale suisse se réjouit que la Commission théologique internationale ait décidé d'étudier la question de l'ordination sacerdotale de la femme et souhaite que cette recherche soit poursuivie. Le Synode prie la Conférence des évêques de transmettre ce voeu aux instances romaines compétentes.

Réalisations concrètes de notre vocation œcuménique

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

RAPPORT DE LA COMMISSION SYNODALE

Introduction

1. Formation à l'oecuménisme
2. Oecuménisme au-delà des Eglises
3. Vie chrétienne dans les foyers mixtes
4. Vers l'unité de la communion eucharistique

RESOLUTIONS DIOCESAINES

1. Formation à l'oecuménisme
2. Oecuménisme au-delà des Eglises
3. Vie chrétienne dans les foyers mixtes
4. Vers l'unité de la communion eucharistique

RAPPORT DE LA COMMISSION

INTRODUCTION

A la suite de l'impulsion donnée par le Concile Vatican II, le Synode veut attirer l'attention des chrétiens qui sont en Suisse, sur les conséquences concrètes, vécues et à vivre, de la vocation oecuménique de chaque baptisé.

Aujourd'hui, après les progrès providentiels accomplis dans les diverses Eglises chrétiennes sur le chemin du respect et de la reconnaissance des autres confessions, face à un monde de plus en plus marqué par l'indifférence religieuse, la division des chrétiens est ressentie, de plus en plus vivement comme un scandale, comme une trahison de l'héritage confié par le Christ à son Eglise.

De plus, des événements dans la vie de nos Eglises expriment la souffrance, voire même l'impatience de certains, devant l'absence de progrès concrets dans la recherche de l'unité. Ceux-ci peuvent être perçus, non pas sans discernement, comme des gestes prophétiques, signe d'un appel de l'Esprit.

C'est pourquoi le Synode veut susciter chez chacun le souci de travailler à des réalisations concrètes d'unité là où il se trouve; il veut répondre aux attentes plus ou moins impatientes de ceux qui cherchent et vivent l'unité avec d'autres frères chrétiens.

Mais pour que chacun s'engage résolument dans cette voie, il est bon de rappeler que c'est le Concile qui invite chaque chrétien à assumer sa vocation oecuménique : le Décret sur l'oecuménisme et le chapitre II de la Constitution sur l'Eglise "Lumen Gentium". Rappelons ici le principe et quelques exigences de notre vocation oecuménique.

Le principe

"Une seule et unique Eglise a été instituée par le Christ, et pourtant plusieurs communions chrétiennes se présentent aux hommes comme le véritable héritage de Jésus-Christ. Sous l'action de l'Esprit-Saint est né un mouvement qui s'amplifie aujourd'hui dans toutes ces communions chrétiennes en vue de rétablir l'unité de tous les chrétiens" (Décret sur l'oecuménisme, 1).

La Constitution sur l'Eglise rappelle, à son tour, que tous les hommes sont appelés à faire partie du peuple de Dieu (13). Elle s'adresse d'abord aux fidèles catholiques (14), puis à tous les baptisés avec lesquels l'Eglise se sait unie pour de multiples raisons (15).

Les exigences

L'effort oecuménique, d'abord, n'est pas réservé à quelques uns. "Le souci de réaliser l'union concerne l'Eglise tout entière, fidèles et pasteurs, et touche chacun selon ses possibilités, aussi bien dans la vie quotidienne que dans les recherches théologiques et historiques" (Décret sur l'oecuménisme, 5).

Il comporte deux attitudes fondamentales : fidélité et ouverture

- "Cette activité oecuménique ne peut être que fidèle à la vérité reçue des Apôtres et des Pères et conforme à la foi que l'Eglise a toujours professée" (Décret sur l'oecuménisme, 24).
- L'oecuménisme n'est pas un état mais un mouvement. Et la fidélité ne conduit pas à un immobilisme figé, mais au renouveau. "L'Eglise a besoin d'une réforme permanente en tant qu'institution humaine et terrestre. C'est dans cette rénovation (dans la fidélité) que se trouve certainement le ressort du mouvement oecuménique" (Décret sur l'oecuménisme, 6).

Cette ouverture est encore accueil de nos frères :

"Il est nécessaire de reconnaître avec joie et d'apprécier les valeurs chrétiennes qui ont source dans un patrimoine commun et qui se trouvent chez nos frères séparés" (Décret sur l'oecuménisme, 4).

Conclusion

Devant l'enjeu et les exigences de notre vocation oecuménique, le Synode, à la suite du Concile, a conscience que la réconciliation de tous les chrétiens dans l'unité d'une seule et unique Eglise du Christ dépasse les forces et les capacités humaines. C'est pourquoi il met entièrement son espérance dans la prière du Christ pour l'Eglise, dans l'amour du Père à notre égard et dans la puissance de l'Esprit-Saint. (cf. Décret sur l'oecuménisme, 24).

Seule, d'ailleurs, cette espérance est capable de secouer les inerties ou de susciter une participation active à la réalisation de l'unité des chrétiens.

Le Synode de Saint-Maurice suggère donc modestement quelques réalisations concrètes, des actes et des engagements de vie qui devraient aider chacun à accomplir sa vocation oecuménique dans les quatre domaines suivants :

- Formation à l'oecuménisme
- Oecuménisme au-delà des Eglises
- Vie chrétienne dans les foyers mixtes
- Vers l'unité de la Communion eucharistique

1. FORMATION A L'OECUMENISME

En s'appuyant sur les déclarations conciliaires, le Synode de Saint-Maurice veut proposer aux fidèles et aux pasteurs de son territoire les orientations, les secours et les moyens qui leur permettront de répondre à leur vocation oecuménique.

Dans la famille, les parents se soucieront d'éveiller leurs enfants à l'accueil fraternel vis-à-vis des personnes appartenant à une autre confession chrétienne.

A l'école, l'enseignement religieux contribuera à une connaissance sérieuse des autres confessions chrétiennes et, si possible, des autres systèmes religieux.

Dans la communauté ecclésiale, ce sera le rôle du prêtre et de ses aides qualifiées (catéchistes) d'éveiller l'esprit des fidèles à l'oecuménisme, de telle sorte que chacun témoigne sa compréhension et manifeste sa charité à l'égard de son frère chrétien et de tout homme en quête de Dieu.

Ouverture envers les religions non chrétiennes

L'attitude oecuménique contribuera à la rencontre de tous les croyants ainsi qu'au respect et à la compréhension des hommes de toutes les autres religions et idéologies (cf. Concile Vatican II, Déclaration sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes, 2 et 5).

Des raisons d'ordre religieux et humain nous poussent à prendre tout particulièrement au sérieux les valeurs propres au judaïsme, et à reconnaître sa signification pour l'Eglise (cf. id. 4).

Les Musulmans, présents parmi nous comme travailleurs étrangers, ont aussi le droit d'être accueillis dans un esprit oecuménique, car nous avons avec eux une certaine communauté de foi : l'adoration du "Dieu un, vivant et subsistant" (cf. id. 3).

2. OECUMENISME AU-DELA DES EGLISES

Notre Eglise poursuit ses efforts oecuméniques par des contacts officiels avec les autres Eglises. Cependant nous constatons l'existence d'autres démarches, de style plus spontané et expérimental, dans les groupes de foyers mixtes et particulièrement chez les jeunes. Les groupes sont souvent animés d'un authentique souci d'unité et sont susceptibles de nous amener à des attitudes plus concrètes en vue de l'unité.

Nous n'ignorons pas cependant que certains se situent en marge des Eglises et peuvent, par leur partialité, paralyser les

efforts oecuméniques. Notre attitude, inspirée par la charité à leur égard et la fidélité à l'Eglise, invitera ces groupes à considérer la chance que l'Eglise leur offre à ne pas s'enfermer dans un ghetto coupé des diverses expériences passées et présentes de l'Eglise universelle.

3. VIE CHRETIENNE DANS LES FOYERS MIXTES

Le mariage chrétien qui, selon l'Apôtre Paul (Eph 5), est le reflet de l'amour et de la fidélité du Christ à son Eglise, ne peut plus, à la suite des positions prises par le Concile Vatican II, se concevoir comme un lieu de dissensions confessionnelles, d'anxiétés et de contraintes, comme un facteur d'indifférence, d'abandon chrétien et de désengagement.

Le mariage mixte est une cellule oecuménique et, à ce titre, comme toute cellule dans l'ordre biologique, a besoin d'être protégée afin de pouvoir normalement grandir, s'affermir et produire du fruit. Dès son début, minuscule élément à 2 noyaux, il ne faut pas que l'un dévore l'autre, que l'un étouffe l'autre, mais au contraire, que les deux noyaux fusionnent, croissent et s'épanouissent ensemble, chacun ayant la liberté et la responsabilité de procurer à l'autre tout ce dont il a besoin.

Cette communauté de vie spirituelle s'exprimera et s'approfondira par la prière en famille, par la lecture en commun de la Bible, par le dialogue sur les questions touchant la foi, et par une participation commune à la vie de leurs communautés réciproques (offices religieux et vie paroissiale). Les parents seront ainsi à même d'éveiller chez l'enfant qui grandit, une foi authentique au Christ et un amour vivant de Dieu et du prochain.

4. VERS L'UNITE DE LA COMMUNION EUCHARISTIQUE

L'Instruction pastorale votée en Assemblée synodale suisse à Berne le 1er mars 1975, expose d'abord les appels parvenus au Synode. Elle donne ensuite les principes fondamentaux sur lesquels s'appuient un certain nombre de conséquences. Le texte intégral figure à la fin du document synodal.

RESOLUTIONS SYNODALES

1. FORMATION A L'OECUMENISME

Afin de favoriser et d'intensifier la formation à l'oecuménisme, le Synode attire l'attention sur les points suivants:

1.1 Les premiers responsables de l'ouverture des chrétiens aux problèmes oecuméniques sont les prêtres. C'est pourquoi ils se feront un devoir de se tenir au courant des orientations prises par le mouvement oecuménique, dans leur fond et dans leur développement. Ils en informeront leurs fidèles dans la prédication et dans des discussions de groupes.

1.2 Le Synode prie l'autorité ecclésiastique de mandater un responsable qualifié pour traiter en connaissance de cause les problèmes oecuméniques, et pour aider les foyers mixtes et le clergé dans la formation oecuménique du peuple chrétien.

1.3 Les parents, aidés par les Eglises, se préoccuperont d'éduquer leurs enfants dans leur propre foi d'abord et aussi dans un esprit oecuménique.

1.4 Les enseignants, à qui incombe une mission catéchétique, s'efforceront d'acquérir une connaissance adéquate des éléments de la foi chrétienne, dans un esprit oecuménique.

1.5 Les hommes politiques catholiques, ainsi que les citoyens et citoyennes, invités à prendre position sur les plans communal, cantonal et fédéral s'engageront pour sauvegarder la liberté de foi et de conscience à toute personne humaine.

2. OECUMENISME AU-DELA DES EGLISES

Devant le nombre croissant de chrétiens, qui, ne se souciant plus guère des divergences théologiques et ecclésiastiques entre les confessions, impatients ou las, se retrouvent dans des groupes plus ou moins en rupture avec les autorités et les structures de nos Eglises traditionnelles, le Synode conseille les attitudes suivantes :

2.1 Chacun adoptera une ouverture d'esprit, une attitude respectueuse et accueillante envers ces personnes et ces groupes.

2.2 Les autorités ecclésiastiques et les paroisses prendront au sérieux ces groupes, en veillant à ne pas rompre les relations avec eux, mais à les aider dans leur recherche, sans vouloir pour autant les annexer.

2.3 Ces groupes, plus ou moins marginaux, sauront se lier à des groupes chrétiens différents par l'âge, la culture, le milieu social et les idées sur l'Eglise, ce qui peut les garder de devenir un groupe sectaire. Ils sont invités à ne pas constituer d'organisation, à ne pas développer d'institutions qui pourraient aboutir à une nouvelle confession.

3. VIE CHRETIENNE DANS LES FOYERS MIXTES

A Résolutions synodales et recommandations du Synode de Saint-Maurice

Pour procurer aux fiancés de confessions différentes et aux foyers mixtes l'aide dont ils ont besoin pour leur vie de foi, le Synode fait les suggestions suivantes :

3.1.1 Des contacts seront établis et développés à ce sujet avec les autres confessions chrétiennes.

3.1.2 Les responsables des communautés auxquelles appartiennent les fiancés, prépareront ensemble le mariage de ceux-ci et les suivront dans leur cheminement spirituel.

3.1.3 Les fiancés seront invités à participer aux cours des centres de préparation au mariage de la région.

3.1.4 Il est opportun de favoriser et de développer des groupements locaux ou régionaux de foyers mixtes.

3.1.5 Des célébrations oecuméniques de la Parole seront organisées tout au long de l'année, et non seulement durant la Semaine de l'Unité.

3.1.6 Des groupes bibliques pourront être constitués pour une étude de la Parole de Dieu, trésor commun à toutes les confessions chrétiennes.

3.2 Recommandation : Célébration commune du dimanche

Pour permettre aux membres des foyers mixtes de célébrer ensemble la liturgie du dimanche, le Synode de Saint-Maurice prie la Conférence des Evêques suisses de préciser comment le conjoint catholique qui célèbre occasionnellement le Jour du Seigneur en participant, avec son conjoint non catholique, au culte protestant pour de sérieux motifs spirituels et pour l'épanouissement de son foyer, accomplit son devoir dominical.

N.B. Cette recommandation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance de l'équivalence de la messe et du culte, ni comme une permission de l'intercommunion ou de l'hospitalité eucharistique, mais simplement comme un moyen de sanctifier le Jour du Seigneur.

3.3 Recommandation : Education confessionnelle des enfants

3.3.1 Pour que soient mieux respectées la liberté et la responsabilité personnelles des conjoints de confessions différentes dans l'éducation de leurs enfants, le Synode adresse la Recommandation suivante à la Conférence des Evêques :

Tout sera mis en oeuvre pour que les conjoints de religion mixte puissent décider ensemble, en toute conscience, dans le respect mutuel, à la lumière de leur foi, de l'appartenance confessionnelle de leurs enfants. Dans cet esprit, on se préoccupera de revoir les formulaires à remplir en vue de la célébration des mariages de religion mixte.

Résolution synodale

3.3.2 Le Synode exhorte les conjoints de religion mixte à tenir sans cesse compte, dans leurs décisions, de toutes les circonstances, afin que la vie spirituelle de leurs enfants puissent s'épanouir.

Ils veilleront, entre autres, à les enraciner dans un milieu favorable, dans une communauté ecclésiale vivante.

3.3.3 Le Synode exhorte les conjoints de religion mixte à discuter et à résoudre, si possible avant leur mariage, le principe du baptême et de l'éducation religieuse de leurs enfants.

3.3.4 Il invite tous les responsables de la préparation au mariage d'aider les fiancés à éclairer leur conscience sur ces points.

B Décision de l'Assemblée synodale suisse

3.4 La célébration liturgique du mariage mixte

Afin de signifier la profonde communion de foi qui existe déjà entre les époux, la liturgie des mariages mixtes doit prendre une forme oecuménique; et elle le fera de telle manière que les fiancés et leur parenté puissent comprendre et participer. Diverses formes de célébration sont possibles : normalement la célébration a lieu dans l'une ou l'autre Eglise et devant un seul ministre, mais toujours dans un esprit oecuménique. Ainsi est rendue manifeste la dimension ecclésiale du mariage.

Cependant, partout où la participation des ministres des deux confessions des fiancés peut favoriser le cheminement des esprits vers l'oecuménisme, il est recommandé de faire, selon les situations :

- soit une cérémonie catholique, ou protestante, ou catholique-chrétienne, mais avec l'assistance d'un ministre de l'autre confession;
- soit une cérémonie oecuménique où les deux ministres collaborent suivant une liturgie du mariage établie en commun par les deux Eglises.

Enfin, quel que soit le mode liturgique choisi, toute célébration de mariage mixte doit être préparée dans un esprit oecuménique.

Recommandations de l'Assemblée synodale suisse

3.5 Empêchement au mariage pour cause de différence confessionnelle

Le Synode suisse pense que l'empêchement au mariage pour cause de différence confessionnelle ne correspond pas aux nouvelles positions oecuméniques de l'Eglise. C'est pourquoi il recommande à la Conférence des Evêques suisses d'intervenir auprès des instances compétentes afin de faire abolir cet empêchement.

3.6 Reconnaissance de la célébration non-catholique des mariages mixtes

Le Synode suisse recommande aux instances compétentes de l'Eglise universelle d'adopter la réglementation suivante : pour les couples mixtes, le mariage religieux non-catholique est reconnu comme valide, pour autant qu'il n'y ait pas d'empêchement dirimant; quant au consentement, qu'il soit donné à l'état civil ou à l'église, il peut être reconnu comme une expression publique adéquate de la volonté de conclure un mariage.

Ces "Recommandations" sont des suppliques adressées par l'assemblée synodale suisse à la Conférence des Evêques suisses et au Saint-Siège. Ces instances les examineront et donneront leur réponse.

(Ces textes de l'Assemblée synodale suisse ont été adoptés les 8 et 9 septembre 1973).

4. Instruction pastorale concernant l'hospitalité eucharistique

VERS L'UNITE DE LA COMMUNION EUCHARISTIQUE

4.1 Appels au Synode

- 4.1.1 Les appels à une plus large participation à l'Eucharistie sont parvenus au Synode de toutes parts, particulièrement
- de couples de confession mixte soucieux de progresser dans l'unité spirituelle et d'assurer au mieux l'éducation religieuse de leurs enfants;

- de chrétiens engagés dans des groupes oecuméniques de recherche, de prière ou d'action;
- de chrétiens de région de diaspora, qu'une longue distance sépare de leur communauté.

4.1.2 Ces appels expriment le souhait

- qu'en certaines circonstances, et sous certaines conditions, des chrétiens non-catholiques soient accueillis fraternellement par des communautés catholiques à leur table eucharistique;
- que des catholiques qui, en des circonstances exceptionnelles, pour de graves raisons et hors de tout préjudice prévisible pour l'une ou l'autre confession, considèrent comme possible, voire indiqué, soit de communier lors d'une Messe orthodoxe ou catholique-chrétienne, soit de recevoir la Sainte Cène dans une communauté réformée, ne soient pas culpabilisés en leur propre conscience, ni accusés par les autorités de l'Eglise ou leurs frères d'avoir agi de façon répréhensible.

4.1.3 Ces appels sont diversement motivés :

- les chrétiens isolés dans la diaspora demandent à n'être pas privés du sacrement;
- les couples, que leur foi au Christ unit malgré leurs divergences confessionnelles, demandent à pouvoir aller ensemble, avec leurs enfants, au Christ qui vient à eux dans le sacrement pour nourrir et fortifier leur unité;
- les membres des groupes oecuméniques affirment que l'Eucharistie n'est pas seulement le couronnement de l'unité, qu'elle en est aussi le chemin.

4.1.4 Le Synode se doit de répondre à ces appels, en exposant les critères qui permettent à chacun de discerner, dans les circonstances actuelles, ce qui peut ou doit déjà se faire de ce qu'il n'est pas encore possible ou opportun de faire.

4.2 Principes fondamentaux

4.2.1 Dans un domaine qui engage directement et essentiellement la foi et la vie des fidèles et des communautés, on ne peut procéder d'une manière simplement empirique. Il faut toujours se référer au message de l'Evangile entendu selon la tradition catholique.

4.2.2 Ce message nous assure que le Seigneur est présent parmi les siens "dans les sacrements, au point que lorsque quelqu'un baptise, c'est le Christ lui-même qui baptise. Il est présent dans sa parole (...). Il est présent lorsque l'Eglise prie et chante les psaumes, lui qui a promis : "là où deux ou trois sont rassemblés en mon nom, je suis là, au milieu d'eux" (Mt 18,20) (Const. sur la liturgie, 7).

Il est présent d'une manière toute particulière "dans le sacrifice de la messe, à la fois dans la personne du ministre (...) et, au plus haut point, sous les espèces eucharistiques" (Ibid.).

4.2.3 Selon la tradition catholique commune aux Eglises catholiques d'Orient et d'Occident, le pouvoir de parler et d'agir au nom du Christ dans la célébration eucharistique est conféré au baptisé par le sacrement de l'Ordre.

4.2.4 Au sujet des célébrations eucharistiques présidées par un ministre qui n'a pas été ordonné selon la tradition catholique, le concile Vatican II déclare : "Certes, les communautés ecclésiales séparées de nous n'ont pas avec nous la pleine unité dérivant du baptême et nous croyons, surtout par suite de l'absence du sacrement de l'Ordre, qu'elles n'ont pas conservé toute la réalité propre du Mystère eucharistique. Cependant, lorsqu'elles célèbrent à la Sainte Cène le mémorial de la mort et de la résurrection du Seigneur, elles professent que la vie consiste dans la communion au Christ et elles attendent son retour glorieux" (Décret sur l'oecuménisme, 22).

4.3 Conséquences pratiques

4.3.1 Par la bouche de son ministre, c'est donc le Seigneur lui-même qui invite ses disciples au repas qu'il leur a préparé, le Seigneur qui a dit : "Je suis le pain de vie. Celui qui vient à moi n'aura pas faim et celui qui croit en moi n'aura jamais soif. Tous ceux que le Père me donne viendront à moi, et celui qui vient à moi, je ne le rejeterai pas" (Jean 6, 35-37), et encore : "Je suis le pain vivant qui descend du ciel. Celui qui mangera de ce pain vivra pour l'éternité. Et le pain que je donnerai, c'est ma chair donnée pour que le monde ait la vie" (Id. 51).

4.3.2 La tradition catholique a toujours reconnu dans ces paroles les deux conditions essentielles pour qu'un fidèle soit considéré comme invité au repas eucharistique : à savoir qu'il vienne à Jésus de Nazareth comme à celui qui descend du ciel, l'envoyé du Père, le Seigneur, et qu'il s'approche de lui pour recevoir son corps livré et son sang versé, c'est-à-dire sa personne "offerte une fois pour toutes" (Hb 7,27) en sacrifice, ressuscitée et glorifiée, réellement présente et donnée sous les signes sensibles du pain et du vin.

4.3.3 Selon cette même tradition catholique, ces deux conditions toujours requises par la nature même du repas eucharistique, ne sont pas, en général, suffisantes. En effet, le Christ qui se donne en nourriture dans l'Eucharistie est le même qui a envoyé ses apôtres dans le monde comme messagers de sa parole et comme les pasteurs de son troupeau. C'est lui

qui, en priant à la dernière Cène pour l'unité de ses disciples "afin que le monde croie" (Jean 17,21) a établi un lien infrangible entre l'Eucharistie et l'unité de son Eglise. Ce don du Père, réalisé par le Saint-Esprit, a été confié à la garde vigilante des apôtres et de leurs successeurs. C'est pourquoi la participation à l'Eucharistie, "signe de l'unité de l'Eglise" (cf. Décret sur l'oecuménisme, no 8), est réservée, en règle générale, aux croyants qui sont en pleine communion avec cette Eglise.

4.3.4 Cette règle a été appliquée avec plus ou moins de rigueur, selon les temps et les circonstances. Le concile a déclaré qu'en principe elle est toujours maintenue, mais que son application doit être suspendue lorsque l'unité s'oppose à une autre fin du sacrement qui est de procurer au croyant grâce et "nourriture spirituelle" (Cf. Décret sur l'oecuménisme, no 8) et de l'insérer ainsi plus profondément dans le mystère du Christ (Instruction du 1er juin 1972).

4.3.5 Conséquences pour l'accueil de chrétiens non-catholiques

De cette déclaration du concile, il résulte qu'un chrétien animé de la même foi eucharistique que la communauté catholique, mais qui est né dans une de ces "communautés considérables séparées de la pleine communion de l'Eglise catholique, parfois par la faute des personnes de l'une et de l'autre parties" ne peut être accusé du péché de division et l'Eglise catholique l'entoure de respect fraternel et de charité" (Décret sur l'oecuménisme, no 3). Un tel chrétien doit être admis à la communion eucharistique si sa demande correspond à un véritable besoin spirituel et s'il se trouve dans l'impossibilité physique ou morale de recevoir l'Eucharistie dans sa propre communauté, car "un croyant ne peut, sans motif légitime, être privé du fruit spirituel des sacrements" (Directoire oecuménique, no 44).

4.3.6 Selon l'interprétation du Secrétariat pour l'unité, cette impossibilité doit être interprétée dans un sens large puisqu'elle englobe le cas de chrétiens de la diaspora qui ne pourraient avoir recours à leur propre communauté "qu'au prix de grands efforts et dépenses" (Instruction du 1er juin 1972).

4.3.7 Il n'est pas inutile de souligner enfin que l'Eglise adresse à tous ceux qu'elle reçoit à la table eucharistique l'avertissement de l'apôtre : "Que chacun s'éprouve soi-même avant de manger ce pain et de boire cette coupe", afin de ne pas risquer de boire et de manger "sans discerner le corps du Seigneur" (1 Cor 11, 28-29), c'est-à-dire, sans apprécier les exigences que comporte la réception du Corps du Christ. Pour que ces gestes d'hospitalité s'inscrivent dans l'effort oecuménique de l'Eglise, on s'assurera qu'ils sont compatibles avec la discipline des Eglises auxquelles appartiennent les frères chrétiens accueillis.

4.3.8 Conséquences pour les catholiques

A tout catholique que les circonstances obligent à prendre une décision concrète concernant sa participation éventuelle, par la communion, à une liturgie eucharistique dans une Eglise ou communauté ecclésiale séparée de nous, le Synode rappelle que cette décision doit être prise à la lumière de sa foi car, selon l'apôtre, "tout ce qui ne procède pas d'une conviction de foi est péché" (Romains 14,23).

4.3.9 S'agit-il d'une Eucharistie célébrée dans une Eglise orthodoxe, la réponse est donnée, explicite et motivée, par le Décret sur l'oecuménisme : "Puisque ces Eglises, bien que séparées, ont de vrais sacrements - surtout en vertu de la succession apostolique : le Sacerdoce et l'Eucharistie, qu'elles unissent intimement à nous -, une certaine "communicatio in sacris" (= participation aux sacrements), dans des circonstances favorables, et avec l'approbation de l'autorité ecclésiastique, est non seulement possible, mais même recommandable" (no 15; cf. aussi Décret sur les Eglises orientales catholiques no 26 à 29).

4.3.10 Le motif allégué permet d'étendre cette réponse aux Eglises occidentales, comme l'Eglise catholique-chrétienne, qui ont conservé l'épiscopat et le sacrement de l'Ordre.

4.3.11 En ce qui concerne la communion dans une Eglise qui n'a pas conservé l'épiscopat et le sacrement de l'Ordre, le concile ne s'est pas prononcé. Il ne faut pas conclure du texte cité en 4.3.9 qu'elle ne possède pas de vrais sacrements, puisque l'Eglise catholique reconnaît son baptême et la validité de son mariage, admettant même selon sa propre doctrine la valeur sacramentelle de ce dernier. Selon des commentateurs autorisés, le Décret sur l'oecuménisme reconnaît à la Sainte Cène une certaine signification sacramentelle (no 22), bien qu'elle n'ait pas conservé "la pleine réalité du Mystère eucharistique" (cf. 2.4). Le concile a souligné le caractère provisoire de la situation dans laquelle nous nous trouvons en demandant que "la doctrine de la Cène (...) et des ministères fassent l'objet du dialogue" (Décret sur l'oecuménisme, no 22), avec l'espoir manifeste que ce dialogue parvienne à des conclusions plus positives que celles dont disposaient les Pères conciliaires.

4.3.12 L'unité entre les Eglises n'est pas encore complète et des divergences demeurent dans la doctrine des ministères (cf. 2,1-4) : c'est pourquoi, le Directoire oecuménique a donné la règle générale suivante : "Un catholique ne peut demander les sacrements de pénitence, d'Eucharistie et d'onction des malades qu'à un ministre qui a reçu valablement le sacrement de l'Ordre" (no 55).

4.3.13 Si un catholique, dans une situation exceptionnelle, et après avoir pesé tous les motifs, en arrive à la conviction que sa conscience l'autorise à recevoir la Cène, cette démarche ne doit pas être interprétée comme impliquant nécessairement une rupture avec sa propre Eglise, même si la participation commune à l'Eucharistie demeure problématique aussi longtemps que dure la séparation entre les Eglises.

En aucune manière, on ne peut s'accommoder de la séparation, chacun demeurant au contraire responsable de faire progresser l'unité des Eglises.

4.3.14 Une telle décision ne préjuge pas des conclusions du dialogue en cours et ne signifie pas que les ministères protestant et catholique et, par là, la Cène et l'Eucharistie catholique, soient reconnus comme pleinement équivalents.

4.3.15 En outre, un catholique ne saurait prendre sur lui la responsabilité d'une telle décision, si sa démarche présentait un danger d'errer dans la foi, l'éloignait de sa propre Eglise ou provoquait chez les croyants un risque fondé d'indifférentisme ou de scandale (cf. Décret sur les Eglises orientales catholiques, no 26). Dans les foyers mixtes, les parents seront particulièrement attentifs aux conséquences que cette démarche pourrait avoir pour les enfants.

4.4 Perspectives d'avenir

Qu'une certaine hospitalité eucharistique soit d'ores et déjà possible est un bienfait qui fonde l'espoir en de nouveaux progrès. Que cette hospitalité se limite encore à des cas exceptionnels montre qu'en étant pratiquée avec discernement, elle n'est qu'une étape vers la solution définitive (Cf. Décret sur l'oecuménisme, no 8), laquelle ne peut être que la pleine réconciliation des Eglises et des chrétiens dans l'unité de la foi et de la charité. Dans la recherche de cette unité, on se souviendra de la règle d'or rappelée par Jean XXIII (Encyclique "Ad Petri cathedram") et Le Concile (Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, no 92) : "Unité dans le nécessaire, liberté dans le doute, charité en toutes choses". On se souviendra également du conseil de Saint Basile, opportunément inséré dans le Décret sur les Eglises orientales catholiques, de veiller à ce que "par des sentences trop sévères, nous ne devenions un obstacle sur le chemin de ceux qui cherchent le salut" (no 26).

4.5 Recommandations

4.5.1 Le dialogue avec les Eglises issues de la Réforme "sur la doctrine de la Cène et des ministères", explicitement souhaité par le Concile (Décret sur l'oecuménisme, no 22) doit être poursuivi avec une intensité accrue. Les résultats déjà

obtenus par les conversations sur l'Eucharistie et les ministères justifient l'espoir que, dans notre situation suisse, nous allons vers un accord croissant sur ces questions et que par le fait même, nous nous rapprochons de la pleine communauté eucharistique.

4.5.2 Compte tenu de la situation confessionnelle de notre pays, les Synodes diocésains invitent le Secrétariat pour l'unité des chrétiens à faire un nouveau pas en avant sur le chemin vers l'unité et souhaitent qu'une plus grande liberté d'initiative soit laissée aux diocèses pour décider dans quelles conditions l'hospitalité eucharistique peut être pratiquée.

(Ce document a été adopté le 1.3.1975 à Berne par l'Assemblée synodale suisse. Il a obtenu l'approbation de la Conférence des Evêques suisses.)

Mariage et famille

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 17 novembre 1974

PLAN DU DOCUMENT

1. L'AMOUR HUMAIN

Le projet de Dieu sur l'amour humain

La vocation du célibat chrétien

La vocation du mariage chrétien

Le rôle de l'Esprit Saint

2. L'EDUCATION A L'AMOUR

A Place de la sexualité dans l'amour humain

et dans l'éducation générale de l'homme

B Jalons pour une éducation croissante de la sexualité

Principes de bases

Points de repère pour des conseils à donner

C Impasses de l'amour :

Les homophiles

La prostitution

3. LE MARIAGE CHRETIEN

A Préparation au mariage

B Conclusion et célébration du mariage

Religieux

Civil

C Développement du mariage

D Crises du mariage

4. LA FAMILLE

A Valeurs fondamentales

- à défendre aussi pour les travailleurs migrants

B Paternité et maternité responsables

- jusque dans le problème de l'avortement

C L'autorité dans la famille

D La promotion sociale de la femme

- La Vierge Marie et la promotion féminine

INTRODUCTION

*Les membres de la Commission 6, du Synode de l'Abbaye de Saint-Maurice, ont la joie de présenter ici le document qui a pour titre « Mariage et famille ». Travail de longue haleine, il a nécessité la réflexion de notre Assemblée synodale au cours de trois sessions : celles de l'automne 1972, du printemps 1973 et celle enfin de l'automne 1974. Le sujet était capital. En effet, ce n'est pas sans raison que la « Note pastorale de l'épiscopat français sur l'encyclique „*Humanae vitae*” » s'achevait sur les mots suivants : « Autour du mariage et de l'amour se joue un des combats les plus décisifs de notre temps. De son issue dépendent l'homme et la société de demain. »*

Aussi, dès sa première session, notre Synode a tenu à définir fermement ses options, à la lumière d'une vision chrétienne de l'amour humain, en référence à l'enseignement du Christ et de l'Eglise, sans ambiguïté. Cette attitude était cohérente avec l'objectif des Synodes suisses. Ceux-ci ne devaient-ils pas viser d'abord à l'assimilation comme à l'application du Concile Vatican II, dans la plus grande attention possible aux situations concrètes de chacun ? La nécessité d'un éclairage spirituel constant a paru dès lors évidente, pour mieux situer les nombreux problèmes posés à la conscience chrétienne d'aujourd'hui au sujet du mariage et de la famille.

* * *

Il ressort de ces premières remarques une conclusion pratique immédiate : on ne peut pas lire ni comprendre vraiment les différentes décisions diocésaines ou les recommandations de notre document, sans approfondir tout le rapport qui les accompagne et les soutient. Il n'est

pas possible non plus d'étudier avec fruit l'ensemble du document lui-même, sans se pénétrer du contexte plus large de l'Evangile et de l'enseignement de l'Eglise, où nous citons notamment :

- la Constitution « Gaudium et spes » du Concile Vatican II,*
- l'encyclique « Humanae vitae » de Paul VI (cf. Documentation catholique, DC, 1968, n° 1523, p. 1441 et ss.),*
- son commentaire pastoral fait par Paul VI lui-même dans son allocution aux « Foyers Notre-Dame » le 4 mai 1970 (cf. DC, 1970, n° 1564, p. 502 et ss.),*
- la déclaration des Evêques suisses sur « Humanae vitae » (cf. DC, 1969, n° 1531, p. 18 et ss.),*
- « Existence humaine et amour » du Père Gustave Martelet (Desclée), commentaire théologique pour mieux comprendre « Humanae vitae ».*

* * *

D'autre part, l'Assemblée synodale a reconnu l'avantage d'un plan solide et structuré, dès le début de sa réflexion. Avant d'aborder les thèmes précis du mariage chrétien et de la famille, il fallait en effet deux chapitres préalables fondamentaux.

Le premier définit brièvement le projet de Dieu sur l'amour humain et l'appel de celui-ci à la sainteté. Il souligne ainsi l'importance capitale du sens de l'amour, sens qui est seul capable de susciter et d'orienter le cheminement des jeunes, puis des adultes vers la perfection du don de soi, dans le mariage comme aussi dans le célibat dévoué ou consacré.

Le deuxième chapitre traite de l'éducation à l'amour. Sans doute sommes-nous sensibles à ce thème à cause de la grande part réservée à la formation de la jeunesse dans l'apostolat de l'Abbaye. Mais il y a là surtout l'urgence d'une prise de conscience : une saine éducation résout, avec la grâce, la plus grande partie des difficultés de l'amour, et c'est pourtant dans ce domaine qu'on trouve le plus de négligence, d'improvisation, voire d'ignorance. De plus, ce chapitre apparaît comme inséparable du premier. C'est en effet grâce au tracé ferme du sens de l'amour humain que l'éducation peut devenir exigeante et tonifiante, dans la patience certes et le respect des libertés, mais non dans la platitude d'une lâche permissivité.

Les chapitres suivants sur le mariage chrétien et la famille bénéficient d'ailleurs du même éclairage. Celui-ci permet de faire comprendre le sérieux du sacrement de Mariage et les conditions d'une authentique paternité responsable, sans oublier la miséricorde du regard sur le

cheminement des personnes. Pareille réflexion s'appuie sur la certitude de la vocation de toute âme à la sainteté du Christ, tout comme sur l'évidence de notre condition de pécheurs, mais de pécheurs rachetés. Ici l'écueil le plus fatal à éviter serait bien celui d'une telle tentation de se déculpabiliser qu'on finisse par nier l'idéal évangélique lui-même, ou par le croire réservé à une élite, alors qu'il est offert à tous. Toute âme en effet ne trouve son équilibre que dans les sommets.

C'est ainsi que notre document a voulu s'ouvrir sur le rappel du rôle sanctificateur de l'Esprit-Saint dans la vie de chacun, et se conclure sur l'évocation de la Vierge Marie, symbole de l'humanité tout entière à la recherche de son Dieu.

* * *

Il n'est pas inutile enfin de rappeler la méthode de travail adoptée par le Synode des catholiques suisses. Dès 1969, on s'en souvient, des Commissions, qui groupaient des représentants de tous les diocèses, ont préparé les documents sur chaque thème, à l'intention des Assemblées synodales diocésaines. Ces documents présentaient, en première partie, un rapport de la Commission, c'est-à-dire le plus souvent un rappel des fondements doctrinaux du problème à traiter et une analyse de la situation ; en seconde partie, un certain nombre de points concrets appelés Décisions diocésaines ou Recommandations à transmettre à une instance supérieure.

Ces textes, soumis à tous les Synodes, étaient discutés selon la « procédure parlementaire » en première et en deuxième lecture. Les Commissions diocésaines avaient la tâche d'aider l'Assemblée en étudiant les documents de plus près, en proposant des modifications, en notant les suggestions et les désirs des délégués. Certains points nécessitaient une solution commune pour toute la Suisse. C'est pourquoi ils ont été transmis chaque fois à l'Assemblée synodale suisse. Ce n'est qu'après une deuxième lecture qu'un texte devient un document synodal proprement dit par l'approbation de l'Evêque du diocèse.

* * *

La Commission 6 du Synode de l'Abbaye avait la composition suivante : Mme Marie-Thérèse Renevey, présidente, Mme Marguerite Bianchi, M. Oscar Ciana, M. Théo Fracheboud, M. Jean-Michel Lonfat, M. le chanoine Joseph Putallaz, M. le chanoine Edouard Zumofen. Elle a bénéficié de l'appui de Mlle Isaline Gerhard, gynécologue à Monthey, et du Dr Jean Rey-Bellet, directeur de l'Hôpital psychiatrique de Malévoz.

La Commission diocésaine

I L'AMOUR HUMAIN

**projet de Dieu
sur l'amour humain**

1.1 Dans notre époque de mutation, chacun cherche son identité, sa raison de vivre. Le couple humain n'échappe pas à cette recherche. Une telle réflexion a l'avantage aujourd'hui de compter sur le progrès des sciences humaines, de la psychologie et de la sociologie notamment. Elle risque de s'en contenter, au point de perdre le sens du projet de Dieu sur l'amour humain, alors que ce regard de la foi est primordial.

Le Peuple de Dieu est donc appelé à la découverte permanente de tous les signes capables de révéler à la fois le véritable amour humain et sa source qui est en Dieu.

**« à l'image de Dieu,
il les créa... »**

1.2 Le couple humain fut créé à l'image de Dieu (cf. Gn 1, 27), d'un Dieu-Amour (cf. 1 Jn 4, 8-16). Comme tel, il reflète au sein de toute la création (cf. Gn 1, 28) la fécondité intime de Dieu-Trinité (Ep 3, 14-17) et le don du Fils unique au monde (cf. Jn 3, 16).

fécondité

1.3 L'authentique amour humain se reconnaît donc au signe d'une générosité créatrice : la fécondité lui assure son dynamisme et son accomplissement.

Mais cette fécondité est à comprendre au sens plénier. Débordant le seul aspect biologique, elle est le fruit de toute l'activité humaine et chrétienne du couple : conjugale, parentale, sociale et spirituelle.

liberté

1.4 L'authentique amour humain se reconnaît parallèlement au signe d'une générosité consciente et libre : il unit des personnes, dont l'activité sexuelle et la fécondité doivent être imprégnées de plus en plus d'intelligence et de liberté, pour une personnalisation progressive de l'amour.

fidélité

1.5 L'authentique amour humain se reconnaît enfin au signe d'une générosité en durée et fidélité exclusive : dans le présent vécu de leur amour, les époux assument tout le passé et tout l'avenir de la personne irremplaçable du conjoint, ainsi que tout l'avenir de leurs enfants.

**rédemption
de l'amour humain**

1.6 Mais la conformité de l'amour humain à son image trinitaire est un idéal impossible sans l'incarnation de l'amour divin dans le Christ, sans l'intervention historique du Fils de Dieu, vivant concrètement les mœurs mêmes de la famille divine en ce monde.

Avec le Christ, c'est le triomphe de l'« agapè » ou de l'amour oblatif pour son épouse, l'Eglise. C'est aussi l'offrande simultanée de cette charité pure à tous les membres de cette Eglise (cf. Jn 19, 34).

Cette grâce fait irruption au cœur de l'amour humain pour susciter soit des chrétiens qui ne se marient pas, à cause du Royaume des Cieux (cf. Mt 19, 12), soit des époux en voie de chasteté.

1.7 On ne peut donc définir la vocation de l'amour humain sans évoquer tout d'abord, à la pointe de celui-ci, la signification du célibat chrétien, qu'il soit consacré, dévoué ou simplement assumé :

**vocation
du célibat chrétien**

« Sans déprécier en aucune manière l'amour humain et le mariage — dans la foi, celui-ci n'est-il pas image et participation de l'alliance d'amour qui unit le Christ et l'Eglise ? —, la chasteté consacrée évoque cette alliance d'une façon plus immédiate et apporte ce dépassement vers lequel devrait tendre tout amour humain. » (Paul VI dans son Exhortation apostolique aux religieux, le 29 juin 1971, n° 13.)

1.8 Déjà grand dans sa réalité humaine comme œuvre et image d'un Dieu d'amour, le mariage chrétien participe désormais à l'alliance même qui unit le Christ à son Eglise (cf. Ep 5, 25-27). Il devient signe ou sacrement de cette alliance.

**vocation
du mariage
chrétien**

Telle est en effet la dynamique interne de la grâce du mariage, que le disciple du Christ aime son épouse comme le Christ aime son Eglise, c'est-à-dire à la fois :

- sur les ruines de l'amour-passion, de l'« éros » païen, possessif et captatif, où la personne de l'autre n'est qu'instrument « chosifié » ;
- sur le progrès de l'amour-charité, de l'« agapè » chrétienne, oblatif et ouverte, où la personne de l'autre est prise au sérieux comme telle, dans son irremplaçable identité.

Ainsi la démonstration progressive d'un amour ouvert à l'autre et aux autres devient révélation du Christ et de son amour pour le monde d'aujourd'hui.

1.9 Pour s'engager résolument sur le long chemin d'une telle vocation, les époux chrétiens ont droit au dynamisme d'une morale prophétique qui leur garantisse :

**idéal chrétien
et cheminement**

- les exigences objectives de l'Evangile et de l'imitation de Jésus-Christ ;

- la santé et la clarté de leur conscience ;
- l'éducation patiente du cœur en vue d'un comportement responsable, au-delà du dilemme culpabilisant du « permis-défendu ».

Sont une oppression de l'amour humain, non seulement les attaques, financièrement intéressées, de l'érotisme ravageur de notre temps, mais encore tous les « tranquillisants moraux » qui voudraient s'ériger en règles absolues et dispenser les époux de leur cheminement vers la sainteté.

**un seul maître
en amour :
l'Esprit-Saint**

1.10 C'est l'Esprit-Saint qui est l'éducateur de la vraie liberté intérieure. C'est à son écoute, dans la prière, que les époux peuvent s'orienter vers une chasteté progressive qui, sans mépriser en rien l'union charnelle et la tendresse affective, évolue normalement vers une amitié spirituelle :

« Parlez avec confiance, chers Fils, bien convaincus que l'Esprit de Dieu, en même temps qu'il assiste le Magistère dans l'exposition de la doctrine, éclaire intérieurement les cœurs des fidèles, en les invitant à donner leur assentiment. Enseignez aux époux la voie nécessaire de la prière, préparez-les à recourir souvent et avec foi aux sacrements de l'Eucharistie et de la Pénitence, sans jamais se laisser décourager par leur faiblesse. » (Paul VI dans son appel aux prêtres, au n° 29 de l'encyclique *Humanae vitae*.)

C'est l'Esprit-Saint qui garantit l'authentique plénitude des cœurs et des âmes au-delà de la gourmandise des instincts. Comme le rappelle S. Paul aux Galates (5, 22-24) :

« Le fruit de l'Esprit est charité, joie, paix, longanimité, servabilité, bonté, confiance dans les autres, douceur, maîtrise de soi : contre de telles choses il n'y a pas de loi. Or ceux qui appartiennent au Christ Jésus ont crucifié la chair avec ses passions et ses convoitises. »

DD concernant :

les chrétiens

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

1.11 Il appartient à tous les chrétiens de lutter pour que soit créé un climat favorisant les conditions de la vraie liberté pour l'épanouissement de l'authentique amour humain, au-delà d'une licence corruptrice des vraies valeurs.

1.12 Il appartient à tous les chrétiens d'exiger un enseignement correct et loyal sur les positions de l'Eglise face

à l'ensemble des problèmes de la sexualité, de l'amour et du mariage.

1.13 Les chrétiens doivent être sensibilisés dès la jeunesse aux valeurs de l'idéal chrétien du célibat comme du mariage.

1.14 Les prêtres, les religieux et les religieuses veilleront à porter leur célibat comme le signe joyeux d'une fécondité spirituelle plus grande.

1.15 Tous les chrétiens aideront leurs prêtres, les religieux et les religieuses, à la fidélité de leur chasteté consacrée, soit par leur prière, soit par une amitié attentive et discrète.

1.16 Les communautés paroissiales veilleront à mettre en valeur le rôle spirituel et social des personnes seules (hommes ou femmes) en les intégrant pleinement à leur vie de communauté, en organisant aussi des loisirs appropriés.

1.17 Les familles chrétiennes et les communautés religieuses sont invitées à accueillir des personnes seules, soit d'une manière habituelle, soit en fin de semaine et les jours de fête.

1.18 Dans leur formation et leurs cours de perfectionnement, les jeunes théologiens et les prêtres doivent être instruits des besoins des personnes seules et préparés à collaborer avec les services de consultation mis à disposition.

prêtres et parents

prêtres et religieux

les chrétiens

**les communautés
paroissiales**

**familles
et communautés
religieuses**

**responsables
diocésains**

II L'ÉDUCATION À L'AMOUR

A Place de la sexualité dans l'amour humain et dans l'éducation générale de l'homme

2.1 C'est Dieu qui nous a créés homme et femme ; nous avons donc à accepter ce don avec confiance et joie.

La différence entre l'homme et la femme est le dynamisme qui provoque une évolution et des comportements différents entre le garçon et la fille dans tous les domaines de leur personnalité, mais tout spécialement dans celui de l'affectivité.

**« homme et femme
il les créa... »
(Gn 1, 27)**

Longtemps le vrai sens de la sexualité a été ignoré et celle-ci a été dévalorisée, parfois même refusée. Cette amputation regrettable de la personnalité humaine est source de souffrances tout au long de l'adolescence. Elle est aussi le point de départ de difficultés nombreuses, parfois insurmontables, dans le célibat ou le mariage.

**éducation sexuelle
progressive**

2.2 Une vraie et lucide éducation sexuelle qui va beaucoup plus loin qu'une simple explication de l'anatomie doit pouvoir aider chacun à accepter son sexe et à respecter l'autre. Il importe cependant que cette éducation soit englobée d'une manière normale dans l'éducation générale et qu'elle commence très tôt.

devoir des parents

2.3 C'est donc aux parents qu'elle incombe au premier chef. Elle sera d'autant mieux faite et aura plus de chances d'atteindre son but si les parents ont grandi dans l'amour, si l'un et l'autre se sentent responsables et ensemble, s'ils ont une attitude naturelle face à la sexualité et s'ils se laissent éclairer par la foi qui nous dit l'importance de tout être humain, de son cheminement normal vers sa propre grandeur et son épanouissement.

rôle de l'école

2.4 Afin de faciliter un mutuel et normal respect entre garçons et filles, l'éducation sexuelle fera partie de l'éducation globale de l'école. Cela concerne toutes les écoles et vaut pour tous les degrés.

Les enseignants responsables de cette éducation à l'école devront cependant être préparés soigneusement ; ils s'efforceront de travailler en étroite collaboration avec les parents.

B Jalons pour une éducation croissante de la sexualité

PRINCIPES DE BASE

**formation
à la chasteté...**

2.5 L'invitation de Vatican II oriente toute notre action dans ce domaine. *« Il faut instruire à temps les jeunes et de manière appropriée, de préférence au sein de la famille, sur la dignité de l'amour conjugal, sa fonction, son exercice ; ainsi formés à la chasteté, ils pourront, le moment venu, s'engager dans le mariage après des fiançailles vécues dans la dignité. »* (Vatican II, *Gaudium et spes*, n° 49.)

2.6 Sous la pression de leur propre nature et de l'esprit du monde, bien des jeunes semblent favorables aux rapports sexuels avant le mariage et les justifient volontiers au nom de l'amour et de la liberté.

**... à l'encontre
des préjugés
du monde...**

Une telle appréciation provient :

- de l'ignorance du vrai sens de l'amour et du mariage ;
- de la démission de nombreux parents et éducateurs ;
- du manque de clarté dans l'enseignement religieux où tant de prêtres, à la suite de théologiens, enseignent plus facilement des « opinions » particulières que la doctrine de l'Eglise ;
- de la puissance des mass-media qui véhiculent une image du bonheur à travers un hédonisme sans limites.

2.7 Avant de se réaliser dans l'union conjugale fondée sur l'amour, la sexualité prend des formes bien différentes suivant l'âge. Il est évident que chaque être humain doit résoudre à tout âge de sa vie des problèmes sexuels différents.

**... par des étapes
de croissance**

Jusque vers l'âge de 16-17 ans environ, l'évolution vers une maturité à conquérir peu à peu s'accompagne, par exemple, de questions préoccupantes, de la découverte de son corps, de l'expérience de la masturbation et de l'envahissement d'un égoïsme exigeant et parfois dévorant.

Lors de la deuxième adolescence, soit entre 17 et 24 ans environ, survient une remise en question de tout ce qui a été enseigné et imposé : autorité, religion, famille. En même temps, une inclination plus marquée pour l'autre sexe est ressentie, tandis que semble s'affirmer le souci de mieux se prendre en charge soi-même et d'assumer plus personnellement ses responsabilités vis-à-vis des autres. Il faut remarquer cependant que la maturation affective demande beaucoup plus de temps qu'on ne le pense généralement et qu'on la présume trop facilement dans bien des cas.

Au refus de se gaspiller soi-même — refus qui fait partie d'une ascèse normale pendant la première adolescence — correspond, dans la deuxième adolescence, la volonté de ne pas gaspiller les autres.

2.8 Dans une telle perspective, il sera plus facile alors de passer d'une morale exclusivement juridique à une

**une morale
de responsabilité..**

morale de responsabilité, c'est-à-dire une morale où il n'est pas question d'abord du « permis » et du « défendu ». Il s'agit plutôt de comprendre ce que l'on fait et de prendre de plus en plus conscience du contenu total de nos actes et des conséquences qui en découlent ou peuvent en découler.

**... à la lumière
de la foi...**

2.9 C'est donc l'image du mariage chrétien qui guidera les futurs époux dans le choix d'un comportement responsable. Rien ne justifiera le droit de se permettre d'entrer dans la vie avec une sexualité d'adolescent encore plus tournée vers soi que vers l'autre, plus dévorante que capable d'offrande.

**... pour la vérité
de la rencontre
sacramentelle...**

2.10 Conscients de ce à quoi les invite leur foi et de ce qu'ils demandent au Christ de bénir, conscients aussi d'avoir à devenir une seule chair dans une unité de cœur, de corps et d'esprit, les fiancés s'efforceront d'être soucieux de la vérité de cette rencontre sacramentelle à laquelle ils ont à se préparer longuement. C'est pourquoi ils se refuseront à devenir une seule chair par la rencontre sexuelle avant de l'être devenu dans l'action du Christ par le sacrement. En d'autres termes : la vérité de la rencontre sacramentelle des fiancés croyants avec le Seigneur demande qu'ils ne vivent le signe définitif de leur alliance que lorsque celle-ci aura reçu du Christ sa grâce de participation à l'Alliance de Dieu avec les hommes, dans le Christ.

**... en vue d'une
authentique
communauté
conjugale**

2.11 La communauté sexuelle trouve donc son cadre propre et normal dans un mariage conclu et reconnu comme tel. Dans ce cas, la communauté conjugale est fondée sur l'amour total, fidèle, exclusif et fécond (*Humanae vitae*, n° 9). Ces caractéristiques constituent le noyau essentiel du mariage chrétien. En même temps le caractère social et institutionnel du mariage offre plus de sécurité et de garantie pour qu'une grossesse éventuelle soit acceptée.

**réflexion pastorale
sur les relations
préconjugales**

2.12 Face à une situation qui s'écarte de cet idéal évangélique, il importe de dire ceci : lorsque la vie d'un couple veut se fonder sur l'amour vrai, total, fidèle, exclusif et fécond, on appréciera la portée morale de cette communauté sexuelle autrement que celle d'une simple passe occasionnelle. Mais on n'ira pas pour autant la justifier sans réserve, dans l'oubli de l'appel à la sainteté que le Christ adresse à tout baptisé.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la déclaration des Evêques suisses, du 5. 7. 1972. Ils affirment en effet : « unanimement et sans équivoque que des relations sexuelles préconjugales sont contraires aux normes objectives de la morale et de l'enseignement toujours valable de l'Eglise catholique ». Ils notent cependant que « la question de la culpabilité subjective ou de la responsabilité personnelle demande un jugement nuancé ».

POINTS DE REPÈRE

2.13 Dans les conseils à donner, on sera attentif à ne pas prendre de décision à la place de ceux qui sollicitent un conseil. Il s'agit plutôt de leur présenter le sens chrétien de l'amour, avec toute sa possible grandeur et ses exigences ; on s'efforcera de leur offrir une aide correspondante à leur âge et à leur évolution psychologique. C'est avec beaucoup de patiente amitié et de compréhension qu'on s'efforcera de les accompagner sur la voie de la maturation.

**respect
des libertés...**

Les parents, les éducateurs et tous ceux qui sont appelés à aider les jeunes en ce domaine mettront en évidence, entre autres, les données suivantes :

... dans la vérité

- a) Pour être totalement vrai et donc bon, le langage sexuel, qui s'exprime en plénitude dans l'acte génital, doit comporter les significations suivantes : appartenance définitive, ouverture à la fécondité, reconnaissance sociale.
- b) On se rappellera que les difficultés, les échecs et les fautes elles-mêmes, mais aussi les renoncements constituent des étapes dans la maturation de la personne. Qu'il s'agisse de jeunes ou d'adultes, il est certain que c'est le manque d'amour qui est immoral, non le sexe.
- c) L'amour vécu dans l'abstinence sexuelle et la pureté de cœur constitue la forme parfaite de préparation au mariage. Le Christ y appelle tous les fiancés, comme il les rend capables de reconnaître et de vivre, chacun pour soi et entre eux, la motivation de foi de ce renoncement ; celui-ci ne sera donc pas frustration, ni blocage, mais recherche courageuse d'un épanouissement plus complet.

- d) Les relations sexuelles avant le mariage ne sont pas nécessaires comme on le prétend sous le couvert, par exemple, d'un cheminement plus réaliste vers la perfection idéale (vers la meilleure réussite possible) de l'acte sexuel. Si l'acte sexuel est privilégié dans l'amour conjugal, il n'est cependant pas tout l'amour. Et l'on sait que, pour ce difficile cheminement dans l'amour de tendresse et de don, il faut toute une vie. L'attente d'une maturité affective plus grande sera plus bénéfique pour le futur mariage, même si cette attente est plus douloureusement ressentie dans certaines circonstances contraignantes de notre époque.
- e) Dans le domaine sexuel, il faut tenir compte des réactions psychologiques différentes de l'homme et de la femme. Un rapport sexuel engage beaucoup plus qu'on ne le pense généralement. Comme il doit être réinventé chaque fois dans la tendresse et dans l'amour, un prétendu apprentissage n'apportera rien à sa qualité ; c'est d'abord un problème de cœur.
- f) Les relations préconjugales hypothèquent trop souvent le libre choix des fiancés. Elles risquent d'acculer à des décisions hâtives et de se substituer rapidement à un dialogue aux autres niveaux de la personnalité des fiancés.
- g) Le rapport sexuel peut apporter un intense et bénéfique plaisir, mais aussi laisser des traces néfastes. Ce peut être le cas lors d'une séparation ultérieure toujours possible, ou à cause de l'obligation faite par la société de dissimuler ces relations. Le danger existe aussi que la sexualité prenne une valeur faussée par des rencontres uniquement occasionnelles. Ces effets sont d'autant plus graves que le couple est plus jeune.

DD concernant :

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

Le Synode reconnaît l'importance d'une éducation à l'amour reposant sur des bases solides, et intégrée dans l'éducation générale. Il décide :

**les responsables
diocésains**

2.14 Les responsables de la catéchèse et de la formation des adultes doivent faire un grand effort pour aider les parents, les maîtres, les catéchistes, les prêtres et les médecins à assumer pleinement leur rôle dans ce domaine particulièrement délicat et important.

2.15 Les responsables de la pastorale susciteront des groupements ou associations capables d'aider les familles à développer chez les adolescents leur personnalité et leur responsabilité sociale.

**les responsables,
prêtres et laïcs,
de la pastorale**

2.16 Afin de favoriser l'évolution affective de l'adolescent, ces mêmes responsables feront en sorte que ces groupements deviennent le terrain propice à l'éclosion de relations humaines dans la camaraderie et l'amitié. Les occasions qui, dans de tels milieux, sont données aux jeunes de fortifier leur sens des responsabilités par des engagements sérieux et joyeux doivent être multipliées.

2.17 On offrira aux jeunes des occasions importantes d'approfondir leur foi dans des retraites, des recollections ou des week-ends de groupes.

2.18 On rappellera aux jeunes que c'est dans leur propre milieu que doivent être trouvés les apôtres responsables de l'évangélisation des jeunes.

2.19 Avec le discernement requis, on encouragera les jeunes à participer à l'activité des sociétés locales et à prendre ainsi, selon l'âge et le goût, leur place au service des autres.

2.20 Les groupements sportifs bien encadrés peuvent donner aux jeunes l'occasion de se dépenser, de vivre en équipe et de se dépasser. Il faut donc les soutenir dans leurs activités.

2.21 Le Synode demande à l'Etat de veiller à une application plus stricte des dispositions du Code pénal pour la protection morale de la jeunesse et d'intervenir au besoin auprès des autorités compétentes.

**les autorités
civiles**

C Impasses de l'amour

LES HOMOPHILES

2.22 Les problèmes d'homosexualité sont plus courants qu'on ne le suppose généralement. Des hommes et des femmes sont, en effet, homophiles : ils ont un penchant plus ou moins fort, plus ou moins exclusif, pour le même sexe.

situation

causes diverses

2.23 Les causes de cette attirance, souvent très forte, ne sont pas entièrement connues, pour l'instant du moins. Elles se présentent sous diverses formes, avec des éléments biologiques, psychologiques et psychiques. Même si certaines tendances homophiles sont congénitales, on peut affirmer que chez beaucoup elles se manifestent au cours de l'enfance. Des erreurs fondamentales dans l'éducation, le manque d'amour et d'équilibre dans la famille, par exemple, sont souvent à l'origine de ces déviations.

réflexion pastorale sur l'homosexualité

2.24 C'est donc une erreur médicale et une injustice morale de traiter tous les homophiles de dépravés ou de pervers. La plupart ne diffèrent pas d'un enfant né infirme ou devenu infirme à la suite d'un accident.

Les penchants pour le même sexe ne s'expriment pas toujours par des actes sexuels. Il serait donc faux de réduire ce problème au seul aspect sexuel et d'ignorer toutes les possibilités humaines des homophiles.

la solitude des homophiles

2.25 Il faut donc regretter le fait, trop courant pour la plupart d'entre eux, de leur abandon par leur famille et par la société. Ils se sentent jugés et proscrits, réduits à la solitude. Et combien quittent l'Eglise, parce qu'incompris, révoltés ou désespérés par manque d'appui !

devoirs de l'Eglise et de la Société

2.26 L'Eglise et la Société doivent aider les homophiles à s'assumer avec leurs penchants, à porter à la suite du Christ une croix que souvent ils n'ont pas choisie, à vivre conscients de toutes leurs responsabilités humaines. Une telle attitude correspond à celle de Jésus, à sa miséricorde envers tous sans exception, même s'il faut parfois limiter certaines libertés individuelles, lorsque l'exigent le bien commun et la protection de la jeunesse en particulier.

DD concernant :

les instances diocésaines

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

2.27 Des directives pastorales doivent être élaborées pour venir en aide à ceux et à celles qui sont attirés par des personnes du même sexe.

2.28 Dans les cours de pastorale, au séminaire comme à l'université, ainsi que dans les cours de recyclage, il importe que soient abordés très clairement les problèmes de l'homosexualité, pour la meilleure formation possible des prêtres et des éducateurs.

2.29 Il faut multiplier les « écoles de parents » : ainsi grâce à des conseils de spécialistes, à une mise en commun fraternelle au niveau des foyers, les parents pourront plus facilement éviter les graves erreurs d'éducation présentes au départ de certaines tendances homophiles.

prêtres et laïcs

2.30 Il est nécessaire de protéger les ouvriers dans ce domaine, surtout ceux qui vivent en chantier, par la mise à disposition de locaux, suffisamment spacieux — cantines, dortoirs et installations sanitaires ainsi que salles de loisirs —, afin d'éviter toute promiscuité dangereuse.

**chefs d'entreprise
et Service de la
protection ouvrière**

2.31 Prêtres et laïcs se rappelleront, comme les aumôniers de prison, que la solitude, la privation d'affection et la révolte rendent l'équilibre plus difficile aux prisonniers ; ils mettront tout en œuvre dans leur apostolat pour ne pas laisser sombrer dans des tendances homophiles spécialement les jeunes condamnés.

**prêtres et laïcs,
aumôniers
de prison**

2.32 Le Synode adresse un pressant appel aux autorités pour que puissent être surveillées, contrôlées, puis réduites les tentatives de la propagande en faveur des perversions sexuelles.

**les autorités
civiles**

LA PROSTITUTION

2.33 *« Le terme de prostitué s'applique à tout individu qui, sans y participer ni dans son corps souvent, ni dans son cœur, ni dans sa conscience, ni dans son âme, pratique des rapports sexuels avec de multiples partenaires non choisis, contre rétribution ou aux fins d'assurer sa subsistance »* (Dr Peter Hesse).

situation

Dans la prostitution, les femmes ont généralement des rapports hétérosexuels, tandis que les hommes se prêtent, pour leur part, aussi à des rapports homosexuels.

Jusqu'à ce jour, aucun pays n'a réussi par la prostitution publique et avouée à étouffer, ni même à limiter, la prostitution clandestine.

2.34 Les salaires insuffisants, l'alcoolisme, les taudis, l'échec au mariage, le manque d'amour dans la famille, la dureté envers une mère célibataire, le manque d'éducation, l'appât du gain sont, avec l'absence de vie spirituelle, les causes les plus habituelles de la prostitution.

causes

D'autre part, « *il n'est pas exagéré de dire que, parmi les clients adultes des prostituées, la proportion des déséquilibrés affectifs, petits ou grands, est considérable* » (Marc Oraison).

conséquences

2.35 Les dégâts causés par la prostitution sont plus graves qu'on ne le pense habituellement, dans un monde où on la justifie avec légèreté. En voici quelques-uns :

sur le plan spirituel, la perte du sens de l'amour et de la fidélité, l'aviilissement de la femme ravalée au rang d'objet, la désunion des foyers et l'oubli de sa propre dignité rappelée si fortement par S. Paul : « *Ne savez-vous pas que votre corps est le temple du Saint-Esprit qui est en vous ?... Glorifiez donc Dieu dans votre corps.* » (1 Co 6, 19, 20)

sur le plan de la santé : par elle, en effet, se propagent les maladies vénériennes et souvent aussi les maladies infectieuses.

Selon l'OMS, la recrudescence des maladies vénériennes, spécialement dans la jeunesse, est la conséquence d'une plus grande liberté des mœurs, de « l'immunité » que procurent certains contraceptifs et des voyages à l'étranger dans une promiscuité trop souvent recherchée.

Un tel diagnostic vient d'être confirmé par la Société suisse de dermatologie et de vénérologie.

remèdes

2.36 Les remèdes consistent surtout à s'attaquer aux causes signalées en 2.34, ce qui constituerait le début d'une prophylaxie efficace. — Il n'est pas impossible, d'autre part, à une femme de se libérer de la prostitution quand elle est aidée par des chrétiens portant un réel témoignage de charité, et par des organismes d'accueil *.

DD concernant :

prêtres et laïcs

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

2.37 Etant bien admis l'aspect prioritaire de l'éducation spirituelle et pédagogique dont il est question dans le chapitre « Education à l'amour », on rendra attentifs tous les fidèles, mais spécialement les jeunes, aux dangers que représentent la recrudescence des maladies vénériennes et l'inconscience qu'il y aurait à s'y exposer.

* Chevaliers de St-Jean, notamment.

2.38 On collaborera au mieux avec les organismes d'accueil et de protection de la jeune fille. On suscitera spécialement la générosité des foyers pour accueillir les drogués convalescents ou les jeunes en rupture avec leurs familles.

2.39 Une attention toute spéciale doit être portée aux problèmes de la mère célibataire, souvent plus exposée que d'autres, afin que l'éducation de son enfant soit facilitée et qu'elle puisse être aidée à dépasser sa souffrance affective et sa solitude.

2.40 Il faut aider les maisons religieuses et les autres organismes qui s'occupent de la réintégration des prostituées dans la vie normale.

**autorités
religieuses
et civiles**

III LE MARIAGE CHRÉTIEN

A Préparation au mariage

3.1 Nous avons vu que la préparation au mariage débute déjà bien avant l'époque des fiançailles. Et nous avons déjà défini les conditions de cet acheminement à travers les étapes de croissance de l'enfant et de l'adolescent. Il s'agit ici de la préparation plus immédiate des fiancés.

**préparation
immédiate**

3.2 Il existe actuellement en Suisse diverses organisations qui se vouent à la préparation au mariage. En Suisse romande, ce sont avant tout, mais non exclusivement, les Centres de préparation au mariage (CPM).

**les Centres
de préparation
au mariage
ou les CPM**

Les CPM cherchent plus la formation des jeunes fiancés que leur information : ils se proposent de les éduquer

but des CPM

- à vivre pleinement leur mariage ;
- à découvrir les dimensions réelles de leur amour, image de l'amour de Dieu ;
- à dialoguer sur tous les points de leur existence.

3.3 Les CPM sont des équipes formées de foyers, de médecins, de prêtres, ainsi que de pasteurs en pays mixtes.

**organisation
des CPM**

Ils organisent des sessions (de trois à six veillées au plus, parfois prolongées par un dimanche) ou reçoivent à domicile fiancés et jeunes mariés.

**méthodes
de travail**

3.4 Ces rencontres se font généralement en carrefours, avec témoignages des couples CPM, accompagnés parfois d'un exposé.

Dans les carrefours, on s'efforce avant tout d'écouter les fiancés pour découvrir leurs vrais problèmes, leurs besoins, leurs aspirations, afin de pouvoir mieux les aider dans leur cheminement propre.

Une des méthodes consiste à partir de questionnaires, distribués à la séance précédente ou de questions qui jaillissent au gré de la discussion : ce qui amène les fiancés à s'interroger, à essayer de donner leurs réponses, à poser à leur tour d'autres questions. Car les foyers CPM ou les aumôniers ne sont pas là pour donner des réponses toutes faites. Il ne s'agit pas de prendre des décisions à la place des jeunes, mais de les éveiller à leurs responsabilités en pleine liberté d'adultes.

**thèmes
de travail**

3.5 Le thème central des rencontres est l'amour conjugal chrétien. Il se fragmente dans les sujets suivants :

- psychologie comparée de l'homme et de la femme ;
- place de l'amour conjugal dans le plan de Dieu ;
- réalités charnelles du mariage ;
- fécondité du couple, charnelle et spirituelle ;
- choix nécessaires ou conditions d'un bon départ ;
- évolution de l'amour vers sa maturité.

CPM et étrangers

3.6 Les CPM doivent tenir compte de la situation particulière des étrangers pour que ces rencontres leur soient accessibles.

**pluralisme
au-delà des CPM**

3.7 La diversité des milieux familiaux, sociaux, religieux, dans lesquels vivent les futurs époux, rend nécessaire l'existence de plusieurs formes de préparation immédiate au mariage. S'il faut développer et encourager les organisations en fonction, il faut être toujours à la recherche de nouvelles solutions et d'une meilleure collaboration avec toute institution s'occupant de ces problèmes.

3.8 C'est le devoir de toute la communauté chrétienne, mais plus particulièrement des parents et des prêtres, de convaincre les jeunes de l'importance de leur préparation au mariage. Les fiancés devraient pour le moins se présenter chez le prêtre trois mois avant la célébration religieuse de leur mariage.

le Peuple de Dieu

3.9 Comme la pastorale du mariage est un tout qui ne devrait pas se résumer à quelques entretiens entre un prêtre et des fiancés, il faut favoriser des contacts avec un foyer-pilote ou avec un groupe de foyers, par exemple les Centres de préparation au mariage (CPM). Les paroisses du territoire abbatial sont invitées à collaborer avec les CPM organisés dans le diocèse de Sion.

3.10 Les différentes matières des cours de préparation au mariage doivent être développées ; de nouvelles possibilités et de nouvelles méthodes, étudiées et réalisées. Dans le cas des fiancés empêchés de participer aux sessions organisées (distance, travail, différences de langue, etc.), il faut y suppléer par des dispositions spéciales, en tous cas par la mise à disposition dans les paroisses d'une documentation adéquate, tenue à jour.

les CPM

3.11 Pour ce qui concerne l'aspect religieux, les cours de préparation ne doivent pas simplement informer les fiancés sur la théologie et la spiritualité du mariage, mais encore les aider à choisir avec le prêtre les textes liturgiques qui conviennent à la célébration de leur mariage et à l'orientation désirée pour leur foyer.

**les prêtres
et les CPM**

3.12 Dans les régions mixtes, il faut rechercher une plus grande collaboration avec les organisations de préparation au mariage des autres confessions. Pour tenir compte du nombre croissant de mariages mixtes, tous les cours devront se faire dans un esprit œcuménique.

3.13 Les organisations de préparation au mariage en Suisse romande seront invitées à publier chaque année, au service des paroisses, les dates de tous les cours, afin de permettre aux fiancés de choisir à temps le ou les cours qui leur conviennent le mieux.

3.14 Il est du devoir de chaque paroisse de rechercher des couples capables d'animer les centres de préparation au mariage, de les mettre en contact avec un CPM régional pour leur formation.

B Conclusion et célébration du mariage

mariage
et communauté

3.15 Mariage et famille sont les cellules d'une saine communauté. C'est pourquoi le mariage n'est pas une affaire privée ; il doit aussi s'affirmer publiquement devant cette communauté, tant civile que religieuse. De leur côté, l'Eglise et la Société ont à reconnaître la réalité de cet engagement, à en favoriser la fidélité.

Le mariage religieux

le sacrement
de Mariage

3.16 Le sacrement de Mariage n'est pas un simple mariage humain, solennisé dans un décor chrétien... « folklorique ».

C'est un engagement au nom duquel les époux se veulent témoins dans le monde, témoins de l'Alliance que le Père a contractée avec l'Humanité dans le mystère même de son Fils fait homme.

Dans une telle perspective, les époux acceptent une mission prophétique en un véritable ministère laïc, complémentaire du ministère sacerdotal consacré par l'ordination.

ses conditions
essentielles

3.17 Selon la doctrine et les lois actuelles de l'Eglise, pour que les fiancés puissent recevoir la grâce du Christ en s'unissant dans le sacrement de Mariage, il est à la fois nécessaire :

- qu'ils aient l'aptitude voulue pour donner un vrai consentement, libre de tout empêchement majeur ;
- que ce consentement soit donné dans l'adhésion de leur foi au Seigneur Jésus, et dans les formes voulues par l'Eglise ;
- que ce consentement porte sur toutes les valeurs essentielles du contrat de mariage : l'unité, l'indissolubilité, la fécondité.

mariages mixtes

3.18 Pour les mariages mixtes, on suivra :

- les normes de Paul VI dans le Motu proprio « *Matrimonia mixta* » du 31 mars 1970 ;

- les directives de la Conférence des Evêques suisses pour l'application de ce Motu proprio, du 16 septembre 1970 ;
- les décisions synodales suisses que les Evêques suisses ont promulguées.

3.19 De plus en plus nombreux sont les candidats au mariage qui :

- tout en se disant croyants, ne pratiquent plus depuis longtemps,
- ou qui ont perdu peu à peu la foi.

Que faire lorsque ces candidats se présentent en vue d'un mariage religieux ?

Il est vrai que, entre une foi qui est pleine adhésion au Seigneur Jésus et le rejet radical de cette foi chrétienne, le prêtre rencontre toute une gamme d'attitudes qu'il est pastoralement délicat de situer avec précision.

Pourtant il existe clairement des cas où les fiancés sont décidés à se marier civilement, mais se reconnaissent, au terme du dialogue pastoral avec le prêtre, momentanément inaptés encore au sérieux des exigences de la célébration sacramentelle de leur union. Il sera loyal dès lors de respecter leur décision de différer la célébration religieuse de leur mariage jusqu'à ce qu'elle puisse être reconnue par eux dans sa signification de foi.

Il devient absolument urgent :

- d'une part, de ne pas se cacher l'existence et le nombre croissant de telles situations ;
- d'autre part, de définir, sans plus tarder, la façon d'accueillir et de guider pastoralement des fiancés placés dans de telles conditions (voir la Note pastorale des Evêques de Belgique sur le mariage de catholiques non pratiquants ou n'ayant pas la foi, Documentation catholique 1972, n° 1619, p. 979).

3.20 Pour faire mieux face à de telles situations, est-il opportun que l'Eglise déclare valides des mariages uniquement civils ? (Cf. Projet de la Cospei 6, p. 24, n° 12.33.)

mariages de

- **catholiques non pratiquants**
- **catholiques n'ayant pas la foi**

l'opportunité pastorale du maintien de la forme canonique

Théologiquement possible, cette suppression de la forme canonique apparaît pastoralement inopportune pour les raisons principales suivantes :

- a) cette suppression provoquerait la sacramentalisation générale de tout mariage civil et par conséquent la dépréciation du sacrement de Mariage, à l'heure où il faut plus que jamais en valoriser les exigences de foi et où s'esquisse un gros effort pastoral dans ce sens ;
- b) elle ne respecterait pas les fiancés non pratiquants ou n'ayant plus la foi, et court-circuiterait leur cheminement ;
- c) elle ferait courir le danger grave de voir nier finalement l'aspect sacramentel du mariage.

Une question demeure ici posée : c'est celle du lien entre le baptême et la sacramentalité du mariage. Elle fait l'objet d'une recommandation globale au n° 3.48 concernant la révision de la législation du mariage.

Le mariage civil

le sérieux du mariage civil

3.21 Il faut souligner le sérieux du mariage civil. D'une part, la société doit garantir à toute personne le droit au mariage, la liberté de s'y engager, de choisir son conjoint. Elle ne peut pas se désintéresser des mariages qui se contractent. Elle doit constater le sérieux de l'engagement des conjoints, protéger la fidélité du couple, favoriser l'éducation des enfants. C'est par souci du bien commun dont elle a la charge qu'elle doit protéger tous les mariages.

D'autre part, les futurs époux doivent reconnaître de leur côté à leur mariage civil « une valeur humaine au plan d'un engagement comportant des devoirs et des obligations ». (Prise de position de la Conférence des Evêques suisses sur cette question adressée à l'Assemblée synodale suisse.)

Le sérieux d'un tel contrat doit être rappelé notamment aux catholiques mariés civilement seulement, et plus tentés par conséquent de le rompre, tant qu'ils ne sont pas engagés religieusement.

3.22 Les fiancés chrétiens veilleront avant tout à la qualité spirituelle de la célébration du sacrement de leur mariage.

les fiancés

3.23 Ils seront aidés par les prêtres à en faire un acte de foi authentique, dans un effort loyal d'intériorisation.

les prêtres

3.24 Les prêtres veilleront également à l'aspect communautaire de la célébration du sacrement de Mariage, afin de lui garantir sa dimension prophétique (cf. 3.16).

3.25 Des directives pastorales, établies en union avec le décanat du territoire abbatial, seront données pour l'accueil des fiancés baptisés non pratiquants ou n'ayant plus la foi, et pour la conduite pastorale de leur cheminement vers un mariage authentiquement religieux.

**les autorités
diocésaines
et le décanat**

3.26 Conscients de la dignité sacramentelle du mariage, tous les chrétiens sont invités à favoriser le cheminement des catholiques mariés civilement, par une attitude fraternelle d'accueil et de soutien spirituel.

les chrétiens

3.27 Les catholiques mariés seulement civilement se rappelleront que leur contrat matrimonial les engage gravement, sur le plan de la fidélité notamment.

**les catholiques
mariés seulement
civilement**

C Développement du mariage

3.28 Face à la famille, le mariage constitue un domaine propre qui la précède et lui survit. C'est pourquoi, en plus de la préparation au mariage, il est judicieux et nécessaire d'offrir aux époux et aux parents une formation continue.

**nécessité
d'une formation
continue**

3.29 La formation des époux sert à approfondir les expériences faites au cours du mariage, à orienter le développement des rapports entre époux.

**formation
des époux**

Elle permet aussi de mieux résoudre les crises et les conflits normaux dans tout ménage, les problèmes personnels des conjoints, et elle prépare l'avenir du mariage.

Tous ces problèmes doivent être envisagés à la lumière de l'Évangile et dans le respect du cheminement propre à chacun.

**formation
des parents**

3.30 De son côté, la formation des parents a une double tâche.

- Elle aide d'abord à une meilleure compréhension du rôle des parents, de celui de père et de mère.
- Elle englobe ensuite tout le domaine des rapports avec l'enfant et son éducation à tous les degrés de son développement.

Elle peut donc être considérée comme une formation continue de la famille.

Elle recherche des buts éducatifs et offre son aide dans tous les domaines de l'éducation, au-delà du seul aspect religieux.

**groupements
de foyers**

3.31 Les groupements de foyers sont une forme spéciale de la formation des époux et des parents. On entend par là des groupes de cinq à sept couples qui se réunissent à intervalles réguliers (environ une fois par mois), pour s'occuper des problèmes définis plus haut.

Ces groupes sont dirigés par des laïcs, avec la collaboration de prêtres.

Ils peuvent se constituer de manière différente suivant les circonstances : foyers mixtes, familles de retraités, etc.

Certains groupes se chargent de collaborer aux cours de préparation au mariage (CPM).

foyers-parrains

3.32 Il ne faut pas oublier les services plus humbles mais précieux que peut offrir, en ce domaine, l'amitié d'un foyer rayonnant, foyer-pilote ou foyer-parrain.

**formation
des cadres**

3.33 Tous les domaines cités de la formation font partie de la formation des adultes. Leur efficacité dépend donc de l'observation des règles et méthodes de la formation des adultes et de la garantie d'une sérieuse formation des cadres. Cette dernière ne doit pas fournir que des connaissances spécialisées ou techniques, mais aussi aider chacun à se connaître lui-même pour mieux comprendre les autres.

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

3.34 Des groupements de foyers seront suscités, qui s'efforceront par la doctrine et par l'action d'affermir les jeunes époux surtout, et de les former à la vie familiale, sociale et apostolique (cf. *Gaudium et spes*, n° 52).

3.35 Ces groupes de foyers coordonneront leur travail jusque dans la formation des cadres.

Une meilleure collaboration est également souhaitable avec les autres institutions confessionnelles ou neutres, par l'échange d'informations, de conférenciers, et par la réalisation de cours en commun.

3.36 Ces groupes de foyers tiendront compte de la situation particulière des familles des travailleurs étrangers, pour une aide adéquate à étudier aussi sur la base d'expériences réalisées dans d'autres diocèses d'Europe. (Voir par exemple l'expérience du SPM — service de préparation au mariage — de Bruxelles, pour la pastorale des Italiens et des Espagnols immigrés.)

3.37 Les prêtres veilleront à déceler des foyers-parrains pour un apostolat plus individualisé auprès des jeunes foyers.

3.38 Tout ce travail de formation continue des parents et des familles doit être animé, sur le territoire abbatial, par une commission pastorale d'aide aux foyers et aux parents, composée de prêtres et de laïcs compétents (voir n° 3.44).

D Les crises du mariage

3.39 La fréquence des mésententes conjugales est l'un des faits les plus alarmants de notre époque. Les difficultés et les crises conjugales, le divorce et le remariage deviennent toujours plus nombreux, même dans les milieux catholiques, à la campagne comme en ville.

3.40 Les causes de cette extrême fragilité des couples dans notre société contemporaine sont multiples. Les plus importantes sont d'une part le manque de foi et d'autre part la trop fréquente immaturité affective des époux.

DD concernant :

**les communautés
paroissiales**

**les groupements
de foyers**

les prêtres

**commission
matrimoniale**

**situation
alarmante**

**les causes
de fragilité
des couples**

On peut signaler en outre :

- la solitude de trop de jeunes ménages ;
- les trop brefs moments de véritable rencontre ;
- les centres d'intérêts communs trop peu nombreux à cause d'un métier accaparant pour chacun des époux ;
- l'accélération inhumaine des exigences de la promotion professionnelle du mari ;
- tout le contexte des fausses libertés étalées dans le monde d'aujourd'hui, etc.

L'Eglise face à cette situation

3.41 L'Eglise tout entière doit réagir devant cette détérioration, dans une attitude de lucidité et de miséricorde. Il lui appartient surtout d'agir et cela avec tous les moyens dont elle dispose, pour aider le plus grand nombre de foyers possible à réaliser l'idéal chrétien de la fidélité conjugale durant toute leur vie.

ses insuffisances

3.42 Or les efforts accomplis jusqu'à présent par l'Eglise dans ce domaine sont insuffisants.

Sur le plan pastoral, il n'existe actuellement en Suisse (automne 1971) que six offices catholiques de consultation conjugale, dix-huit offices protestants, six offices neutres, trois offices organisés ou subventionnés par l'Etat.

Sur le plan juridique, deux voies légales peuvent autoriser un remariage de personnes civilement divorcées :

- la déclaration de nullité du premier mariage par un jugement du tribunal ecclésiastique ;
- la dissolution du mariage par une dispense du Souverain Pontife dans des cas bien déterminés.

Or les critères qui permettent de juger la nullité du premier mariage ou sa dissolution par une dispense, paraissent insuffisants aux yeux de la recherche théologique contemporaine.

S'ajoute encore la lenteur de la procédure qui complète, aux yeux du public, des apparences plus inhumaines que maternelles pour l'Eglise.

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

3.43 Il est urgent d'examiner où de nouveaux offices de consultations conjugales et familiales sont nécessaires, et comment il faut développer ceux qui existent.

Il faut aussi étudier la collaboration avec les offices existant déjà, qu'ils soient confessionnels ou non.

3.44 Un office de consultations conjugales et familiales paraît souhaitable sur le territoire abbatial.

Il faudra étudier :

- son opportunité réelle ;
- son éventuel cahier des charges ;
- sa collaboration possible avec l'office correspondant du diocèse de Sion ;
- l'élargissement de son mandat pour englober la commission matrimoniale pastorale dont il a été question au n° 3.38 du présent document.

3.45 La création de tels offices ne dispense pas pour autant chacun, dans l'Eglise et selon sa responsabilité, d'accomplir les plus grands efforts personnels d'aide et de conseil aux époux en crise, quels qu'ils soient.

Problème des divorcés remariés

3.46 Tout prêtre et toute communauté paroissiale aideront les divorcés remariés à vivre en chrétiens, autant qu'ils le peuvent, dans la situation où ils se trouvent, et dans le respect du bien commun de l'Eglise comme de leur bien personnel.

3.47 Le Synode propose à la Conférence des Evêques suisses de présenter au Saint-Siège la requête suivante : Il est souhaité que la situation des divorcés remariés soit réexaminée pour la meilleure attention possible aux personnes en cause et, notamment, à leur désir d'accès aux sacrements.

Doctrines, législation canonique et tribunaux

3.48 Le Synode souhaite que l'Eglise approfondisse la doctrine sacramentelle sur le mariage, qu'elle précise les notions de liberté et de pleine conscience requises pour la validité de l'engagement mutuel.

DD concernant :

**les autorités
diocésaines**

les chrétiens

DD concernant :

le Peuple de Dieu

RECOMMANDATION

RECOMMANDATION

RECOMMANDATION

DD concernant :
le tribunal
ecclésiastique

3.49 Le Synode reconnaît la nécessité des tribunaux ecclésiastiques, au service de la vérité dans les cas litigieux ; il souhaite toutefois que les compétences diocésaines et interdiocésaines soient élargies et que les procédures soient accélérées.

3.50 Le Synode demande qu'en plus du jugement sur les faits, une aide efficace soit offerte aux conjoints pour l'orientation de leur avenir familial.

IV LA FAMILLE

A Ses valeurs fondamentales

vocation
de la famille

4.1 Le mariage est le fondement naturel de notre société. Il assure l'épanouissement personnel de l'homme et de la femme et le couronne par leur promotion à la paternité. Seul un amour désintéressé permet au couple d'être la cellule vivante d'une communauté plus grande. Dans une famille dont le père et la mère se partagent les services selon la nature de chacun, les enfants grandissent heureux et sains. C'est dans la famille que l'individu se prépare à devenir un membre utile de la communauté humaine.

C'est en effet la famille qui offre à l'enfant le milieu le plus favorable pour son développement psycho-social et spirituel. C'est là qu'il s'éduque à vivre avec d'autres en apprenant le bon usage de la liberté, l'habitude de l'accueil et de l'écoute ainsi que la joie de vivre, de servir et de partager.

problèmes actuels

4.2 La famille moderne n'échappe pas cependant aux conséquences de l'évolution actuelle. La promotion de la femme, la scolarisation précoce de l'enfant, le travail du père en dehors du milieu familial ont changé les rapports qui existaient dans la famille rurale où, seul, le père exerçait une autorité incontestée.

Les conditions sociales du travail et de l'habitat, ainsi que les exigences toujours plus grandes de l'éducation et de l'instruction, ont contraint les parents à réduire le nombre des enfants.

La dispersion des obligations et des activités provoque également l'indépendance plus manifeste de chacun, parents ou enfants. Ainsi la famille moderne, moins soudée qu'auparavant, devient plus fragile, plus vulnérable.

4.3 Mais un souci de qualité dans leur amour pour leurs enfants comme dans leur propre vie spirituelle, aidera les parents à être attentifs au plan de Dieu sur chaque membre de la famille et à souder leur foyer en une communauté unie. Les conflits pourront y trouver leurs solutions et servir même à l'épanouissement de chacun.

Ainsi la mission de la famille demeurera toujours la même : aimer les enfants, leur donner ce qui est nécessaire à la vie, accompagner dans la foi leur découverte personnelle de l'amour de Dieu et de leur responsabilité progressive à son égard, les ouvrir aux autres et les insérer, déjà par un présent bien vécu, dans un avenir qu'ils auront à maîtriser à leur tour.

4.4 La société humaine, comme l'Eglise, ne peut être heureuse que par le bonheur de chacune des familles qui la composent. Une politique familiale, une pastorale des familles devront avoir pour objet de favoriser le véritable épanouissement humain et spirituel de l'ensemble des familles.

**valeurs
impérissables**

**devoirs
de l'Eglise
et de la société**

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

4.5 Les chrétiens devront activement promouvoir les valeurs du mariage et de la famille ; ils le feront et par le témoignage de leur vie personnelle et par une action concertée avec tous les hommes de bonne volonté (*Gaudium et spes*, n° 52).

4.6 Il appartient aux prêtres, dûment informés en matière familiale, de soutenir la vocation des époux dans leur vie conjugale et familiale par les divers moyens de la pastorale (*Gaudium et spes*, n° 52).

4.7 Les responsables de la pastorale veilleront aux tâches suivantes :

- a) ils souligneront l'importance fondamentale, dans la vie familiale, de la prière et de la participation réfléchie aux sacrements ;

DD concernant :

le Peuple de Dieu

**les responsables
de la pastorale**

- b) ils profiteront des nouvelles directives permettant de célébrer la messe dans de petits groupes, en particulier dans les familles ;
- c) ils tiendront meilleur compte dans la vie paroissiale et la liturgie, des besoins qu'éprouvent les jeunes de se réunir pour prier, et ils leur donneront l'occasion d'exercer leur responsabilité, avec tous les membres de leur famille, dans l'animation de la fête et dans le partage de l'Evangile ;
- d) ils encourageront toute manifestation communautaire de la famille : fêtes, discussions, distractions, activités.

4.8 Il faut garantir le droit de procréation des parents et le droit d'élever leurs enfants au sein de la famille. Une législation prévoyante et des initiatives variées doivent également défendre ceux qui, par malheur, sont privés d'une famille et leur procurer l'aide qui convient (cf. *Gaudium et spes*, n° 52).

4.9 Il est du devoir des familles d'exercer une hospitalité active par un esprit d'entraide et de fraternité entre les foyers d'un même quartier, d'un même immeuble, et par les diverses œuvres d'apostolat familial (cf. Vatican II, Apostolat des laïcs, n° 11).

4.10 Les chrétiens sont appelés à s'engager davantage et publiquement en faveur d'une politique sociale qui permette ou facilite l'épanouissement de la vie familiale contemporaine, également pour les travailleurs étrangers.

4.11 Ils s'efforceront d'obtenir :

- a) un urbanisme plus respectueux d'un meilleur équilibre entre les différentes classes sociales et entre les générations ;
- b) la construction de logements, capables d'accueillir de grandes familles, ainsi que la présence des grands-parents, ou de tel parent isolé ;
- c) des loyers modérés.

4.12 Déclaration de l'Assemblée synodale suisse sur la séparation des travailleurs migrants d'avec leurs familles

adoptée à l'unanimité et aussitôt ratifiée par les Evêques suisses, le 9 septembre 1973.

1. Les problèmes multiples de la main-d'œuvre étrangère sont traités par plusieurs commissions. Le Synode juge cependant opportun et nécessaire de discuter maintenant le problème de la séparation des travailleurs migrants d'avec leurs familles.
2. Certaines de nos dispositions législatives imposent à presque un tiers des travailleurs migrants de vivre longtemps séparés de leur conjoint et de leurs enfants, en leur refusant ce qui constitue leur dignité d'homme, d'époux et de père. Elles exposent les travailleurs migrants à des troubles affectifs et sexuels et sont de ce fait la cause de nombreuses crises dans la vie familiale, puisqu'elles empêchent l'équilibre et l'épanouissement de leur foyer.
3. Le maintien d'un tel statut, qui ne trouve plus aujourd'hui qu'une justification économique, d'ailleurs contestable, constitue une injustice intolérable, que notre engagement chrétien nous oblige à dénoncer et à corriger.

considéran

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

4. Le Synode adresse un appel pressant aux chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils s'engagent par des initiatives concrètes dans tous les domaines (social, politique, syndical, économique, etc.) à ce que nos lois respectent et protègent le mariage et la famille de tous ceux qui vivent dans notre pays, de ceux qui y vivent à demeure comme de ceux qui y vivent temporairement. La recherche et la réalisation de ces initiatives doivent se faire en collaboration avec les migrants.
5. De son côté, le Synode s'engage à stimuler la réalisation d'initiatives concrètes, favorisant la solution de ce problème. En particulier, il demande que soit aboli le statut actuel des ouvriers saisonniers. Il recommande à ses commissions de prendre connaissance et de tenir compte des études déjà faites à ce sujet par des instances compétentes extra-synodales.
6. Le Synode enfin soutient la « Commission épiscopale pour l'immigration » (SKAF) dans ses efforts pour une juste solution de ces problèmes.

DD concernant :

**les citoyens
suisses
et les migrants**

le Synode

le Synode

B Paternité et maternité responsables

responsabilités
dans la clarté
des consciences...

4.13 L'Eglise rappelle la vocation primordiale des époux à une paternité et à une maternité responsables, et l'importance d'une conscience droite dans ce domaine comme dans les autres.

« C'est finalement aux parents de décider, en pleine connaissance de cause, du nombre de leurs enfants, en prenant leurs responsabilités devant Dieu, devant eux-mêmes, devant les enfants qu'ils ont déjà mis au monde et devant la communauté à laquelle ils appartiennent, suivant les exigences de leur conscience instruite par la loi de Dieu, authentiquement interprétée et soutenue par la confiance en Lui. » (Paul VI dans Populorum progressio, n° 37.)

... et dans le
cheminement des
bonnes volontés

4.14 Mais il est non moins évident que l'être humain doit passer ici aussi par un long et patient cheminement pour atteindre la sainteté.

« Qui ne le sait ? Ce n'est que peu à peu que l'être humain arrive à hiérarchiser et intégrer ses tendances multiples jusqu'à les ordonner harmonieusement en cette vertu de chasteté conjugale, où le couple trouve son plein épanouissement humain et chrétien. Cette œuvre de libération, car c'en est une, est le fruit de la vraie liberté des enfants de Dieu, dont la conscience demande à la fois à être respectée, éduquée et formée, dans un climat de confiance et non d'angoisse, où les lois morales, loin d'avoir la froideur inhumaine d'une objectivité abstraite, sont là pour guider le couple dans son cheminement. » (Paul VI aux « Equipes Notre-Dame », le 4 mai 1970.)

PRINCIPES DE BASE

4.15 L'activité sexuelle de l'homme et de la femme a pour but leur mutuel épanouissement et la plénitude de celui-ci, plénitude normalement atteinte par l'appel à la vie et par l'éducation des enfants.

4.16 La fécondité des époux est soumise aux exigences d'une paternité responsable qui leur demande :

- a) de déceler les appels de Dieu à une générosité commune tout au long de leur fécondité pour décider ensemble le nombre de leurs enfants ;
- b) de considérer dans ce but, à la fois leur bien propre et celui des enfants déjà nés ou à naître ;
- c) de discerner les possibilités aussi bien matérielles que spirituelles de leur époque et de leur situation ;

- d) de tenir compte des besoins de la société temporelle et de l'Eglise elle-même (*Gaudium et spes*, n° 50, § 1-2).

4.17 Lorsque les époux auront à faire le choix d'une méthode pouvant les aider à régulariser les naissances par une saine maîtrise de leur fécondité, ils devront acquérir une conscience droite : c'est celle qui se forme à la lumière de l'ordre moral objectif, établi par Dieu et enseigné par l'Eglise.

4.18 Ce choix d'une méthode de régulation devra se faire d'un commun accord en tenant compte :

- a) des valeurs immédiates ou lointaines qui sont en jeu dans l'ensemble de leur vie conjugale ;
- b) de l'urgence plus ou moins grande de sécurité ;
- c) de la vocation du couple à une sainteté toujours plus totale, dans son cheminement avec le peuple de Dieu.

4.19 Dans l'approche pastorale des situations difficiles, il faut s'attendre à un patient cheminement des couples, sans estomper pour autant les exigences de grandeur dans l'amour humain, puisqu'elles sont là pour guider et stimuler un tel cheminement. « *Ne diminuer en rien la salutaire doctrine du Christ est une forme éminente de charité envers les âmes. Mais cela doit toujours être accompagné de la patience et de la bonté dont le Seigneur lui-même a donné l'exemple en traitant avec les hommes* » (*Humanae vitae*, n° 29).

Pour être donc la plus vraie possible, notre attitude pastorale s'inspirera des vérités suivantes :

- La contraception ne fait jamais partie des valeurs de l'amour humain. « *Rien de pleinement humain ne peut être résolu par les seules techniques : l'amour est de l'ordre du mystère et doit être abordé avec l'infini respect dû à la personne humaine* » (Note pastorale de l'épiscopat français sur *Humanae vitae*, n° 23).
- Si réel que soit objectivement le désordre de la contraception, on ne peut jamais fermer les yeux sur la situation concrète des personnes, pour juger de la responsabilité et de la culpabilité subjective de chacun.

- Les « misères » de l'amour débordent la responsabilité de la seule conscience individuelle : elles apparaissent aussi comme le fruit d'un affaïssement général des mœurs et d'un environnement social souvent contraire à l'épanouissement normal des foyers.
- Sans justifier ce qui demeure un désordre, sans nier non plus la part de responsabilité personnelle engagée dans chaque situation, il n'y a pas à désespérer, par contre, de sa condition de pécheur dans ce domaine, pas plus qu'en tout autre.
- Un recours périodique au sacrement de Pénitence et l'accès fréquent à l'Eucharistie aideront les époux en difficulté à vivre leur mariage dans le mystère pascal de mort et de résurrection. *« C'est dans la communion réelle avec le Christ que nous apprenons sans angoisse à nous savoir pécheurs et que nous progressons peu à peu à la lumière de ses constants pardons. C'est ainsi que grâce à Lui, nous allons vers ce que nous „sommes“, sans nous réduire jamais à ce que nous „faisons“ »* (Existence humaine et amour, du Père Gustave Martelet, p. 147).

4.20 La **stérilisation chirurgicale** masculine ou féminine ne tient que très rarement compte de toutes les valeurs, proches et lointaines, engagées dans la communauté conjugale ; elle ne peut pas être une méthode habituelle ou occasionnelle de régulation des naissances.

Dans les cas où les époux se sont décidés à une stérilisation, il faut les aider à assumer leur nouvelle situation conjugale, où des difficultés, autres que celles du nombre des enfants, risquent tôt ou tard de diminuer la qualité de leur amour ou leur résistance à l'infidélité.

4.21 **Couples inféconds** : malgré leur désir d'exprimer leur amour dans une fécondité vivante et généreuse, certains couples ne peuvent avoir d'enfants ; leur souffrance est souvent très grande et devient parfois presque insupportable. Il appartient alors au couple de découvrir, dans cette épreuve, l'appel de Dieu à une fécondité du cœur et à faire profiter d'autres enfants, les plus pauvres et les plus abandonnés, des richesses de leur amour.

4.22 **L'avortement provoqué** détruit un être humain ; il ne peut pas être une méthode valable de régulation des

naissances. Ce problème fait l'objet d'une déclaration de l'Assemblée synodale suisse en date du 9 septembre 1973, à lire plus loin.

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

Dans le domaine de la sexualité conjugale et de la régulation des naissances, le Synode décide, à la lumière des textes de base (4.15 et ss) qu'il en juge indissociables, les directives suivantes :

4.23 Chaque couple a le devoir de maîtriser sa fécondité selon les exigences d'une paternité réellement responsable (cf. 4.16).

4.24 Chaque couple a le devoir de fixer, tout au long de sa fécondité, le nombre d'enfants qu'il souhaite avoir dans une entente réciproque, sous le regard de Dieu. Il sera amené par le fait même à espacer les naissances, voire à les limiter, quand il ne peut, en conscience, en assumer la responsabilité.

4.25 A la lumière d'une conscience droite et compte tenu du cheminement du couple, celui-ci choisit lui-même la méthode de régulation qui lui convient, le cas échéant, avec le conseil d'un médecin (cf. 4.17-18).

4.26 Les époux en difficulté devront être aidés dans leur recherche par des centres de consultation conjugale et familiale (cf. 4.19-20).

4.27 Les couples inféconds sont invités à partager leur amour en prenant en charge ou en adoptant des enfants, par l'entremise des organismes compétents.

4.28 L'avortement provoqué ne doit pas être une méthode de régulation des naissances.

DD concernant :

les couples

4.29 Déclaration de l'Assemblée synodale suisse sur le problème de l'avortement

adoptée comme « décision diocésaine » et ratifiée par les Evêques suisses, le 9 septembre 1973.

considérants :
valeur de la
vie humaine

1. Débattre de l'avortement, c'est débattre de l'homme, de la vie humaine, de sa valeur et de la protection qu'on doit lui accorder, aux points de vue éthique, social et juridique.

Puisque actuellement on prépare en Suisse une nouvelle législation dans le sens d'une libéralisation ou même d'une décriminalisation de l'avortement, la question prend une acuité particulière. Pourtant, elle doit être posée dans le contexte de la violence qui s'exprime aussi dans la guerre, la torture, la pollution, etc. : tout attentat à la vie humaine, à n'importe quelle phase de son développement ou sous n'importe quelle forme, signifie un échec, un malheur et un mal pour l'individu et pour la société, même si, dans les faits, d'innombrables facteurs semblent le rendre inévitable.

Aspect éthique

droit à la vie

2. L'avortement, dès le début de la vie embryonnaire, détruit une vie humaine. C'est pourquoi il faut le dénoncer du point de vue moral, car chaque être humain a un droit fondamental à la vie. S'il arrive qu'elle soit conçue sans être désirée, ni même acceptée, personne pourtant n'a le droit d'en disposer comme d'une affaire privée. L'avortement concerne vraiment la société, même si la décision d'y recourir engage d'abord une conscience.

destinée éternelle
de tout
être humain

3. De plus, selon notre foi chrétienne, chaque homme est un être unique, aimé de Dieu : comme tel, l'enfant à naître est reconnu de Dieu comme une personne possédant une destinée temporelle et éternelle. Cette conviction accroît essentiellement notre respect de cette vie débutante.

Aspect social

prophylaxie

4. Toutefois le droit fondamental à l'existence que possède toute vie humaine se heurte encore à de graves obstacles : il est donc injuste et contradictoire de culpabiliser les femmes ou les couples tant qu'on n'a pas réalisé une prévention efficace de l'avortement sur le plan social et éducatif. C'est pourquoi le Synode estime particulièrement urgent de rappeler les devoirs suivants :

le Peuple de Dieu

**le Peuple de Dieu
et la société**

5. C'est la tâche de tous, de la famille et de l'Eglise en particulier, de développer le sens des responsabilités à l'égard de la vie sous toutes ses formes et dans chacune de ses phases.
6. Une femme qui recourt à l'avortement, comme dernière issue à sa détresse, ne doit pas être méprisée, ni abandonnée, mais au contraire aidée effectivement.
7. On ne doit pas défavoriser les mères célibataires, ni en faire les victimes d'une discrimination. Toute femme qui accepte son enfant mérite aide et respect. La société a la responsabilité de lui assurer cette aide et de la prévoir juridiquement.
8. Certaines mères célibataires, par souci d'un avenir meilleur pour leur enfant, décident, en toute liberté, de le faire adopter : cette décision doit être respectée et les démarches en vue de cette adoption facilitées. On montrera la même compréhension pour les couples qui, poussés par de graves difficultés, font adopter leur enfant.
9. Une politique sociale en matière de construction et de loyer devrait se préoccuper davantage de ce que les familles ayant des enfants, surtout les familles nombreuses et celles des migrants, puissent trouver un logement adapté à leurs besoins et à leurs moyens.
10. Partout en Suisse, il convient de développer une assistance efficace aux femmes enceintes et aux mères, ainsi que les assurances couvrant frais et risques de la grossesse et de la naissance. On devrait aussi multiplier les occasions de travail à temps partiel.
11. En aucun cas, l'avortement ne doit être une méthode de planification familiale. Il est donc très important que soient utilisées des méthodes de planification vraiment efficaces. Aussi faut-il favoriser et activer la création de centres de consultation qui aident les couples, tout en se basant sur une conscience bien formée. Là où de tels centres existent déjà, il faut collaborer autant que possible avec eux.

12. L'éthique médicale est basée sur le respect et la sauvegarde de la vie. Aussi ne peut-on attendre des médecins qu'ils pallient par des avortements les faiblesses personnelles, et ce que devrait faire la société civile et ecclésiale pour instruire et aider chacun à réaliser une paternité et une maternité responsables.

D'autre part, si la loi prévoit que certains avortements ne sont pas punissables — et ils ne peuvent être pratiqués avec un minimum de risques pour la mère que par un médecin — nul ne peut cependant obliger un médecin ou une infirmière à participer à un avortement, si leur conscience le leur interdit.

A ce propos, on doit dénoncer avec fermeté tous ceux qui, exploitant la détresse de femmes et de couples, en font une source de profit et renforcent ainsi la discrimination entre riches et pauvres.

considérants :

**distinction entre
l'aspect légal et
l'aspect moral**

Aspects juridiques

13. La protection de l'enfant à naître exige, certes, des dispositions pénales, bien qu'elles soient loin d'être le moyen le plus important et le plus efficace. Et ces règles pénales doivent être basées sur des principes éthiques qui exigent la protection de l'enfant à naître, l'aide à la mère et la prévention de ce qui serait un mal majeur pour la société. La libéralisation absolue de l'avortement ou la solution du délai doivent être rejetées. Si la loi prévoit la dépénalisation de l'avortement dans des cas particuliers et bien définis (indications), il ne faut cependant pas oublier que l'avortement supprime toujours une vie humaine : ce qui dans notre société peut être déclaré légal n'est pas pour autant moral. Face aux projets fédéraux, nous tenons à exprimer l'attitude qui découle de notre foi, mais nous respectons aussi la liberté de conscience de ceux qui ne partagent pas nos convictions.

A elle seule et même révisée, la loi pénale ne parviendra pas plus demain qu'hier à réduire le nombre angoissant des avortements.

DD concernant :

**les autorités
civiles**

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

Pour protéger efficacement le droit de toute femme de mettre son enfant au monde et le droit de l'enfant

à naître, il faut que le législateur en fasse une loi sociale, donnant à la femme et au couple la sécurité qui leur permette d'élever leurs enfants, ou, éventuellement, de le faire élever par des tiers. Cette loi sociale devrait comporter entre autres des consultations gratuites, une aide psychosociale et éventuellement médicale, des allocations familiales supplémentaires, l'aide pour trouver un logement adéquat ainsi qu'une protection pénale contre les contraintes à l'avortement.

14. Le Synode suisse invite chaque diocèse à créer une commission qui devra rechercher les moyens de réaliser ces directives sur la prévention des avortements et d'établir les relations nécessaires avec les instances de l'Etat, avec les centres de planification familiale et éventuellement avec les cliniques. Des contacts devront être pris également avec les responsables de la pastorale et de la catéchèse. Enfin, le Synode exhorte chacun à s'engager au service de cette cause dans la mesure de ses possibilités.

**les autorités
diocésaines**

C L'autorité dans la famille

4.30 L'autorité existe dans toute société humaine. On la trouve dès les toutes premières relations qui peuvent naître entre deux individus. Chacun la rencontre, qu'il l'exerce lui-même ou qu'il y soit soumis. En effet, dès qu'il y a communauté d'êtres, apparaît la nécessité vitale de la relation d'autorité.

**fondements
de l'autorité**

Le Concile Vatican II (*Gaudium et spes*, n° 74) en a dégagé les aspects fondamentaux, en parlant de l'autorité publique :

« De toute évidence, la communauté politique et l'autorité publique trouvent [...] leur fondement dans la nature humaine et relèvent par là d'un ordre fixé par Dieu [...] »

Il s'ensuit également que l'exercice de l'autorité politique [...] doit toujours se déployer dans les limites de l'ordre moral, en vue du bien commun (mais conçu d'une manière dynamique), conformément à un ordre juridique légitime établi ou à établir. »

Et face aux abus de pouvoir toujours possibles de la part de l'autorité publique, les citoyens peuvent défendre leurs droits, mais « en respectant les limites tracées par la loi naturelle et la loi évangélique ».

L'autorité et la liberté ne sont donc conciliables que dans leur commune obéissance à la vérité de l'homme et de sa destinée éternelle.

Au sein de la famille, l'autorité se manifeste dans les rapports entre époux d'une part, entre parents et enfants d'autre part. Dans un cas comme dans l'autre, chacun doit se souvenir qu'autorité et obéissance ne peuvent être dissociées — pas plus que liberté et obéissance — et que toutes deux sont au service de l'amour.

l'harmonie du couple dans la responsabilité de l'autorité

4.31 Cela permet de comprendre que, lorsque l'entente existe entre les conjoints, les problèmes soulevés par l'exercice de l'autorité ne troublent pas la paix du foyer, mais la renforcent. Les décisions importantes sont prises en commun, chacun ayant exposé son point de vue et compris celui de l'autre. Il importe alors peu de savoir qui, du mari ou de la femme, a une influence prépondérante dans la décision prise. Par contre, si cette harmonie vient à manquer, si les époux se demandent lequel des deux a le droit d'exercer l'autorité sur l'autre, l'expérience apprend que l'existence de ce ménage est déjà menacée.

nécessité de l'autorité des parents

4.32 L'autorité des parents sur les enfants est chose naturelle, nécessaire et bonne. Elle est aussi l'expression de leur responsabilité. A sa naissance, l'enfant est totalement dépendant de ses parents. Peu à peu, il prend conscience de sa personnalité et apprend, sous leur direction, à agir en personne responsable. Suivant l'âge et le caractère de l'enfant, l'autorité ne s'exercera donc pas toujours de la même manière.

autorité et nécessité du dialogue

4.33 L'enfant, dans son développement, cherche naturellement à diminuer, voire même à supprimer toute relation de dépendance vis-à-vis de ses parents. Les crises qui en résultent, les contestations, ne sont que des étapes dans cette évolution. Les parents doivent non seulement accepter, mais aussi chercher le dialogue avec leur enfant pour lui apprendre le sens de ses responsabilités et l'amener à découvrir lui-même les exigences de la vie.

l'autoritarisme

4.34 Les parents qui conçoivent et exercent ainsi leur autorité éviteront la tentation de l'autoritarisme et les enfants ne la ressentiront pas comme une contrainte. La famille pourra dès lors remplir la mission que Dieu lui confie.

4.35 Nombreux sont ceux qui abusent de l'autorité qui leur est confiée ou qu'ils se sont arrogée. De tels abus ont conduit individus et collectivités à la catastrophe. Celui qui exerce une autorité doit être conscient de sa responsabilité et des devoirs qui en découlent.

ses dangers

4.36 Nombreux sont tout autant aujourd'hui ceux qui abusent de la liberté, en faussent la notion jusqu'à la confondre avec la simple licence. De tels abus conduisent la jeunesse surtout à de graves dangers. « *Des milliers d'enfants sont devenus de malheureux névrosés, du fait de la célèbre éducation „anti-autoritaire“ destinée à éviter les frustrations* » (Konrad Lorenz).

**fausse liberté
et ses
conséquences**

4.37 Les causes du refus grandissant de l'autorité, de la part des jeunes, doivent être soigneusement repérées. Elles sont entre autres les suivantes :

**la crise
de l'autorité et
ses causes**

- l'influence croissante de notre civilisation technique soumet la structure familiale à des mutations telles que les contacts normaux entre parents et enfants diminuent progressivement, et cela dès le stade du nourrisson ;
- l'absence trop grande du père et de son exemple au foyer engendre des troubles, surtout chez les garçons ;
- la famille moderne est privée de plus en plus de la structure hiérarchique naturelle qui permettait à l'enfant autant l'estime et l'admiration que l'affection à l'égard de ses aînés, de ses parents ;
- la « petite famille » d'aujourd'hui n'est plus le lieu où se transmettent automatiquement des valeurs, des traditions, ou même la foi chrétienne ;
- les mass media introduisent et vulgarisent aussi d'autres notions, d'autres critères et d'autres normes qui obligent la famille à entrer en discussion avec les enfants et qui parfois la font éclater ;
- la recherche d'un nouveau style de vie, la confrontation de nouveaux modèles avec les anciens, mais aussi la démission parfois trop rapide des parents ainsi qu'une contestation désordonnée des jeunes accentuent encore le conflit latent des générations.

le Peuple de Dieu

4.38 Chaque chrétien est appelé à donner l'exemple d'une autorité exercée dans l'obéissance à la loi naturelle et à la loi évangélique, que ce soit dans le cadre de l'Eglise ou que ce soit dans le cadre de la société ou de la famille. Cet exemple sera la meilleure préparation pour l'acceptation par la jeunesse d'une autorité responsable.

les parents

4.39 Les parents croiront à la nécessité du service d'une autorité authentique auprès de leurs enfants.

4.40 Dans l'exercice quotidien de l'autorité, les parents veilleront sans cesse à leur unité de pensée et d'action, comme à la qualité de leur présence au foyer.

4.41 Les parents apprendront à respecter davantage la liberté, l'originalité, le style de vie des enfants et des adolescents, ainsi que leur besoin de participation aux décisions familiales, ce qui les prépare au sens des responsabilités.

4.42 Dans le conflit des générations, les parents feront appel plus que jamais et avec persévérance aux ressources de la foi et de l'espérance chrétiennes, comme à l'appui fraternel d'autres foyers. Ils doivent aussi pouvoir compter sur le meilleur concours possible de tous les éducateurs.

D La promotion sociale de la femme

**incidences
sur l'équilibre
familial**

4.43 La promotion sociale de la femme modifie aussi l'image traditionnelle de la famille et cette évolution rend difficile la recherche de l'équilibre familial. En plus de son rôle de mère de famille, la femme contemporaine désire compléter l'épanouissement de sa personnalité par sa participation à la vie économique, sociale et culturelle.

**l'Eglise
et la femme**

4.44 Il existe encore, même à l'intérieur de l'Eglise, de nombreux obstacles aux possibilités de développement de la femme. Cela est dû à la structure patriarcale de l'Eglise ; une révision permanente des anciens préjugés vis-à-vis de la femme s'avère nécessaire.

Le Concile Vatican II a reconnu la légitimité des nouveaux rapports sociaux qui s'établissent entre l'homme et

la femme (*Gaudium et spes* 60.3 ; 8.3 ; 9.2). Le mythe de la supériorité d'un sexe sur l'autre est périmé.

4.45 La femme doit garder conscience des conditions de son authentique promotion et des dangers qui la menacent :

**conditions d'une
authentique
promotion
féminine**

- la femme doit se rappeler qu'elle et l'enfant sont les premières victimes d'une évolution aveugle et trop rapide, déshumanisante parce que trop réduite au domaine technico-économique ;
- la femme plus que l'homme a besoin, pour s'épanouir, de l'intimité de la vie du foyer ; il lui faudra apprendre à accomplir successivement deux ordres d'activités qu'elle est impuissante à mener de front : le travail au foyer et les tâches professionnelles à temps partiel ;
- la présence de la femme est indispensable dans la vie de l'enfant, surtout pendant les quatre ou cinq premières années : toute l'orientation de la personne de l'enfant et sa relation à Dieu dépendent essentiellement d'un bon départ, assuré par la vigilance de la mère, dans un foyer heureux.

4.46 Esclave de sa propre organisation du travail, l'homme a besoin de la femme pour rétablir, dans sa propre personnalité et dans la société, des valeurs vitales qu'il n'est que trop enclin à négliger. La femme est en effet non seulement la génératrice, mais encore l'éducatrice de la race humaine dans l'amour.

**« homme
ET
femme,
il les créa... »**

Dans l'œuvre de reconstruction d'une demeure habitable pour les hommes, la présence féminine est fondamentale, non pour contrefaire l'homme, mais pour le compléter selon sa vision et son génie propres.

Moins spectaculaire que celle de l'homme, l'action de la femme s'exerce avant tout dans les profondeurs de l'âme humaine. C'est elle, la femme, qui détient dans ses mains le pouvoir d'aider l'homme à triompher de son aveuglement, générateur d'une civilisation inhumaine, bâtie sur le mépris des puissances du cœur et de l'âme. La civilisation et la culture n'ont de chance de survivre que si elles naissent de la coopération des forces masculines et féminines.

Cet effort pour la transfiguration de notre conception de la vie sera pour la femme le signe d'une maturité spirituelle et psychologique telle que l'on pourra parler valablement de sa « promotion ».

DD concernant :

DÉCISIONS DIOCÉSAINES

le Peuple de Dieu

4.47 Pour réaliser une vraie participation dans l'Eglise, il faut chercher une collaboration plus active de la femme dans la liturgie, la formation des prêtres, la catéchèse, etc. Les femmes doivent avoir le droit de voter et d'être élues sur le plan de la paroisse, du décanat et du diocèse.

**la Vierge Marie
et la
promotion féminine**

4.48 Pour conclure ce chapitre comme tout ce document, il convient de citer la synthèse de la vision de l'Eglise sur la vocation de la femme. Paul VI l'a donnée dans la perspective de la Vierge Marie, bénie entre les femmes :

« Pour nous, la femme est une vision de pureté virginale, qui restaure les sentiments affectifs et moraux les plus élevés du cœur humain. Pour nous, elle est dans la solitude de l'homme l'apparition de sa compagne qui sait le don suprême de l'amour, la valeur de la collaboration et de l'aide, la force de la fidélité et de la diligence, l'héroïsme habituel du sacrifice. Pour nous, elle est la mère — inclinons-nous —, la source mystérieuse de la vie humaine, où la nature reçoit encore le souffle de Dieu, créateur de l'âme immortelle. Pour nous, elle est la créature la plus docile à toute formation et, par conséquent, apte à toutes les fonctions culturelles et sociales, particulièrement à celles qui sont le plus congénitales à sa sensibilité morale et spirituelle. Pour nous, elle est l'humanité qui a la meilleure attitude devant l'attrait religieux, l'humanité qui, lorsqu'elle suit sagement cet attrait, s'élève et se sublime dans l'expression la plus authentique de la féminité ; l'humanité qui, lorsqu'elle chante, prie, soupire ou pleure, semble converger naturellement vers une figure unique et suprême, immaculée et douloureuse, la Femme privilégiée, bénie entre toutes les femmes, Marie, la Vierge mère du Christ » (Documentation catholique 1975, n° 1668, p. 55).

Mère du Créateur, priez pour nous !

L'Eglise et les réalités temporelles

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

Réflexions préalables

1. LE CHRETIEN DANS LE MONDE DE L'ECONOMIE ET DU TRAVAIL

Rapport de la Commission synodale

Décisions diocésaines :

- 1.5 Conception chrétienne du travail
- 1.6 Conditions de travail
- 1.7 Organisations au service du travail
- 1.8 Situation économique actuelle
- 1.9 Participation et coresponsabilité
- 1.10 Logement

2. LES TACHES SOCIALES DE L'EGLISE

Rapport de la Commission synodale

Décisions diocésaines :

- 2.5 Attitudes fondamentales
- 2.6 La responsabilité de l'Eglise à l'égard de la politique sociale
- 2.7 L'Office central de l'Eglise pour les activités sociales
- 2.8 La responsabilité particulière de l'Eglise face aux travailleurs étrangers et aux réfugiés
- 2.9 Activités caritatives particulières

Annexe: exemples concrets d'une aide possible de la part des chrétiens

3. EGLISE ET POLITIQUE

Rapport de la Commission synodale

Décisions diocésaines :

- 3.3 Formation à la responsabilité civique
- 3.4 Répartition des diocèses et nomination des évêques

REMARQUE PRELIMINAIRE

Le document synodal "L'Eglise et les réalités temporelles" regroupe les thèmes de trois projets préparatoires :

- Le chrétien dans le monde du travail et de l'économie
- Les tâches sociales de l'Eglise
- L'Eglise et les communautés temporelles.

Les problèmes étudiés selon ces thèmes comportent en effet une certaine analogie et demandent un même éclairage.

REFLEXIONS PREALABLES

1. L'homme n'est pas qu'un individu fait pour vivre seul: il est fait pour vivre en société. Il a besoin pour son développement et son épanouissement du contact de ses semblables.

2. Plus la société devient vaste et complexe, plus les liens qui rattachent l'homme aux autres deviennent nombreux, étroits, lourds aussi. Notre société actuelle comporte une telle complexité, une telle socialisation de la vie, de telles dépendances de tout genre, économiques, politiques, sociales, que la personne en est comme écrasée.

3. De partout on relève un sentiment de malaise, d'écrasement, d'impuissance. Des forces anonymes, des rythmes de travail inhumain, des exploitations de l'homme au service d'une économie de profit, une lutte des classes sans cesse renaissante, sans compter le poids toujours plus accablant de l'appareil politique, tout cela crée des conditions d'inquiétude, de refus ou de fuite.

4. On se pose alors la question du sens de la vie. Toute réponse dépend de l'idée que l'on se fait de l'homme: n'est-il que matière destinée à disparaître anonymement dans le grand tout à la mort? est-il au contraire une personne dont la destinée est transcendante et qui est appelée par grâce à s'épanouir à travers l'effort d'ici-bas dans une destinée éternelle?

5. Au Concile Vatican II, l'Eglise a pris une conscience plus vive de sa mission dans le monde de ce temps. (cf. Constitution pastorale "Gaudium et Spes" sur "L'Eglise dans le monde de ce temps"). Sans doute la mission propre que le Christ lui a confiée n'est ni d'ordre politique, ni d'ordre économique ou social; elle est de rassembler tous les hommes dans la grâce du Saint-Esprit et de préparer le Royaume de la fin des temps. "Mais précisément de cette mission religieuse découlent une fonction, des lumières et des forces qui peuvent servir à constituer et à affermir la communauté des hommes selon la loi divine." (G.S. 42,2).

6. Aussi le Synode demande-t-il à chaque chrétien de faire sienne l'exhortation du Concile "à remplir avec zèle et fidélité ses tâches terrestres, en se laissant guider par l'esprit de l'Évangile... Que l'on ne crée donc pas d'opposition artificielle entre les activités professionnelles et sociales d'une part, et la vie religieuse d'autre part. En manquant à ses obligations terrestres, le chrétien manque à ses obligations envers le prochain, bien plus envers Dieu lui-même, et il met en danger son salut éternel."(G.S.43,1).

7. Valable en tout temps, cette exhortation revêt une acuité bien plus grande en cette période de crise et de difficultés. Raison de plus pour chacun de nous de nous engager plus profondément au service de l'homme, de tout l'homme, pour son épanouissement véritable, individuel et collectif, selon le plan de Dieu.

1. LE CHRETIEN DANS LE MONDE DE L'ECONOMIE ET DU TRAVAIL

1.1 Sens du travail

Dans son discours à l'O.I.T. le 10 juin 1969, Paul VI lançait un cri d'alarme: "Dans le travail, c'est l'homme qui est premier... Jamais plus le travail au-dessus du travailleur, toujours le travail pour le travailleur, le travail au service de l'homme, de tout homme et de tout l'homme".

Effectivement, le travail pose un problème à l'homme d'aujourd'hui, surtout depuis l'avènement de l'industrialisation. Alors qu'il devrait permettre l'épanouissement de l'homme, trop souvent il est devenu aliénation de l'homme. Il en a fait un instrument de production au point que la valeur du travailleur est estimée par rapport à son rendement.

1.2 Sens chrétien du travail

Le travail, dans la perspective chrétienne, est un moyen voulu par Dieu pour l'épanouissement de l'homme, comme nous le révèle l'Ecriture (Genèse 1,28). Grâce au travail l'homme peut mettre en valeur ses facultés et les richesses de la création (Genèse 2,15). Par l'offrande de son travail à Dieu, comme aussi de la peine qui l'accompagne depuis le péché (Genèse 3,19), l'homme peut être associé à l'oeuvre du salut universel et coopérer ainsi à l'achèvement de la création divine (cf. G.S. 67,2).

1.3 Aspect social du travail

Le travail n'est pas seulement une activité individuelle, il ouvre sur la vie sociale.

Par suite des techniques modernes, l'homme est intégré dans de grands ensembles de production et de distribution qui modifient son comportement psychologique, moral et social. Ces phénomènes de socialisation peuvent être vécus positivement s'ils favorisent l'épanouissement de la personne humaine, négativement s'ils conduisent à la dégradation de la personnalité de chacun.

D'autre part, en offrant son temps de travail, en apportant sa part, si petite soit-elle, l'homme concourt au bien commun de la société humaine.

"Dans le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer... chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus. Mais chaque homme est membre de la société, il appartient à l'humanité tout entière. Ce n'est pas tel homme ou tel homme, mais tous les hommes qui sont appelés à

ce développement plénier. Les civilisations naissent, croissent et meurent. Mais comme les vagues à marée montante pénètrent plus avant sur la grève, ainsi l'humanité sur le chemin de l'histoire. Le travail, oeuvre typique de l'homme, est jusqu'en ses soubassements techniques et économiques un principe de vie communautaire. Reste que le travailleur doit être membre de cette communauté au lieu de s'y aliéner à des forces étrangères; il y trouve alors liberté et personnalité (Encyclique de Paul VI, "Populorum progressio", 15-17).

1.4 Travail et famille

Non seulement le travail concourt au bien commun et au perfectionnement du monde, mais il assure l'existence matérielle de l'homme et de sa famille, comme aussi il procure satisfaction et épanouissement au travailleur.

Pour assurer son existence et celle des siens, le travailleur doit pouvoir compter sur la sécurité de l'emploi et sur un salaire minimum vital.

DECISIONS DIOCESAINES

1.5 Conception chrétienne du travail

Le Synode invite chacun à approfondir la conception chrétienne du travail à la lumière de l'Ecriture et des enseignements de l'Eglise, par des études personnelles ou grâce à des sessions de formation.

1.6 Conditions de travail

Le Synode invite chacun à tout mettre en oeuvre pour que les conditions de travail s'inspirent de cet idéal. Cela suppose de la part de tous, et selon la responsabilité de chacun

- le respect de la personne et de son travail;
- la possibilité d'une formation correspondant aux changements et aux aspirations personnelles;
- le libre choix du lieu de travail;
- la possibilité de poursuivre sa formation et de changer de travail;
- la collaboration à tous les niveaux;
- l'amélioration du climat de travail et des conditions de vie sur le lieu de travail;
- le sens de la responsabilité envers soi-même, envers les collègues et envers l'entreprise;
- honnêteté, respect, compréhension et tolérance des chefs vis-à-vis des collaborateurs et réciproquement.

1.7 Organisations au service du travail

Chacun tiendra à être présent dans les organisations qui défendent ou favorisent ces conditions de travail.

1.8 Situation économique actuelle

Le Synode se sent fortement concerné par l'angoisse de tous les salariés suisses et étrangers, du fait de la récession économique actuelle, liée à la conjoncture internationale et à la situation monétaire, en particulier au vu des récents licenciements survenus dans notre pays.

Tout en reconnaissant que les transformations de structures économiques et techniques peuvent entraîner des licenciements ou des fermetures d'entreprises, le Synode désapprouve nettement de telles mesures lorsqu'elles sont motivées par la seule recherche du profit ou que, pour des raisons de nationalité, elles désavantagent les travailleurs étrangers. Il condamne tout licenciement fait sans discussion préalable tant avec les intéressés qu'avec leurs représentants dans l'entreprise et les partenaires sociaux.

En cas de licenciements inévitables, le Synode demande instamment aux responsables des entreprises concernées, aux organisations ouvrières et patronales, ainsi qu'aux autorités d'assurer aux problèmes créés par la situation économique des solutions humaines et acceptables.

Dans cette ligne, il s'agit avant tout de prendre à temps les mesures nécessaires pour assurer l'avenir de chaque personne licenciée, en particulier de celles qui sont démunies au plan économique et social.

Enfin, le Synode demande à chaque catholique de s'interroger personnellement sur l'engagement concret qu'il peut prendre - dans son milieu de travail et selon ses possibilités politiques et économiques - en faveur de ceux qui sont frappés par l'évolution économique actuelle.

(A l'issue de la session des 1 et 2 mars 1975, l'Assemblée synodale suisse, sur proposition d'une fraction, puis d'un représentant de toutes les fractions, a adopté à une très forte majorité la résolution 1,8 ci-dessus. Les Evêques ont donné leur accord.)

1.9 Participation et coresponsabilité

1.9.1 "Dans les entreprises économiques, ce sont des personnes qui sont associées entre elles, c'est-à-dire des êtres libres et autonomes, créés à l'image de Dieu". (Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps "Gaudium et spes", 68.1).

La production ou la prestation d'un service économique repose essentiellement sur la coopération de ces personnes, qui détiennent les facteurs de production proprement dits, à savoir des travailleurs, des cadres et des bailleurs de fonds.

Une telle coopération dans les entreprises peut être aménagée plus humainement, si les détenteurs de tous les facteurs de production, aussi les travailleurs, participent d'une manière responsable, directement ou indirectement par des représentants élus, aux décisions d'ordre personnel, social et économique.

Dans les administrations et services publics également, les fonctionnaires et employés doivent pouvoir participer de manière appropriée aux décisions concernant l'exécution des tâches qui leur sont confiées par l'autorité.

1.9.2 Nous considérons la participation aux décisions comme un moyen de réaliser un épanouissement conforme à leur dignité des personnes qui collaborent dans des tâches économiques. Elle doit s'étendre à tous les niveaux. Mais une information réciproque, sincère et complète est indispensable pour l'établissement des rapports de confiance nécessaires.

1.9.3 Au droit de participer aux décisions correspond un devoir de coresponsabilité à l'égard du destin économique de l'entreprise. C'est pourquoi, une fois définie en commun la politique d'entreprise, il faut veiller à garantir l'exercice effectif des responsabilités et l'unité dans la gestion.

1.9.4 L'éthique sociale postule fondamentalement une participation complète, aussi équilibrée que possible, de tous les travailleurs aux décisions.

Employeurs et salariés, ainsi que leurs organisations, doivent s'attacher à créer aussi rapidement que possible les conditions nécessaires à l'institutionnalisation progressive de la participation aux décisions; ils ne doivent rien négliger pour favoriser la compréhension de leurs problèmes respectifs.

Il est indispensable que tous ceux qui coopèrent à des activités économiques acquièrent une formation systématique en vue de leur participation aux décisions.

1.9.5 Dès maintenant, il y a lieu de développer dans l'optique indiquée les réalisations existantes, en respectant toujours la variété des circonstances et des évolutions; les expériences ainsi faites seront utiles pour l'aménagement ultérieur de la participation et en particulier de toute législation à son sujet.

1.9.6 L'Eglise pourra encourager l'élaboration de modèles répondant aux exigences fondamentales. Elle devra à cet effet disposer d'organes réunissant toutes les compétences nécessaires.

1.9.7 Il faut enfin - au besoin - créer les bases légales pour l'introduction d'une participation généralisée des travailleurs aux décisions dans le domaine économique, incluant aussi celles qui doivent se prendre au niveau de l'entreprise.

(Ce document 1.9 a été adopté le 2.3.1975 à Berne par l'Assemblée synodale suisse. Il a obtenu l'approbation de la Conférence des Evêques suisses.)

1.10 Logement

1.10.1 La manière dont l'homme est logé influence profondément son épanouissement. Dans le logement aussi, il faut rechercher l'humanisation. De là découlent deux catégories de problèmes: ceux relatifs aux rapports humains et ceux relatifs aux structures.

1.10.2 Dans toute communauté de logement, ainsi par exemple dans le quartier ou dans un immeuble locatif, les égards réciproques et la disposition à se rendre service mutuellement sont des exigences de la charité chrétienne.

Même dans des conditions structurelles défavorables, les chrétiens peuvent, là où ils habitent, contribuer beaucoup à l'épanouissement des personnes, par exemple: intérêt et responsabilité les uns pour les autres; participation aux joies et peines; initiatives et engagement pour favoriser la vie communautaire (garde des enfants; aide pour les devoirs; services rendus aux personnes handicapées, malades ou âgées; réunions et sorties, etc.); bons offices pour résoudre des conflits; garantie et respect de la sphère individuelle.

1.10.3 Quant aux structures, il faut que l'aménagement et l'offre de locaux d'habitation tiennent compte des besoins divers et en partie contradictoires des hommes, sans qu'il en résulte des situations financièrement intolérables.

1.10.4 La planification légale tendra à mettre en accord le mieux possible les besoins de logement avec les autres besoins fondamentaux de l'homme, comme le travail, les loisirs, l'alimentation, la culture et les communications.

1.10.5 En Suisse, le problème du logement se pose en ce moment surtout sous l'angle des prix et de la qualité.

1.10.6 Les terrains et les immeubles bâtis ne doivent pas être l'objet de spéculations financières. Partant du principe que le droit au logement est un droit social, il appartient à l'Etat de les soustraire à de telles spéculations par des mesures adéquates.

Des mesures complémentaires s'imposent pour des locataires qui, en dépit de la protection précitée, ne peuvent pas trouver de logement correspondant à leurs conditions; ce pourrait être des contributions au prix du loyer, au besoin des cautionnements pour l'occupation de logements coopératifs et - ou - la mise à disposition de logements à loyers modérés.

Il est également indispensable de protéger les locataires et acquéreurs d'appartements, mieux que jusqu'ici, contre des prétentions abusives et contre des résiliations de baux non fondées sur de justes motifs, par une législation combattant efficacement les abus.

1.10.7 La propriété de son logement constituant pour l'homme une occasion non négligeable d'épanouissement de sa personne, l'accession à cette propriété devrait être favorisée; on combattrait en même temps l'évolution vers une concentration de la propriété des logements en mains d'un petit nombre.

1.10.8 Du point de vue qualitatif, il faut tenir compte au mieux des besoins humains élémentaires, en particulier des enfants, des invalides et des personnes âgées.

Les ensembles d'habitation devraient être aménagés de telle sorte que des personnes invalides ou âgées, n'ayant pas besoin de soins hospitaliers, puissent y trouver des logements appropriés dans des quartiers où vivent aussi des familles avec enfants.

Des possibilités de jeu pour les enfants (chambres, terrains, locaux à bricolage et pour mauvais temps) doivent être contenues en grandeur et nombre suffisants.

Les adultes ont aussi droit à des lieux de rencontre convenables; la construction doit tenir compte du besoin d'intimité des couples.

1.10.9 Il incombe en outre à l'Etat, par une législation sur les rénovations urbaines et les assainissements, d'améliorer les locaux habitables dont la qualité n'est plus satisfaisante.

1.10.10 Le Synode rappelle à chaque chrétien sa responsabilité dans la réalisation des exigences énoncées ci-dessus. Il interpelle particulièrement les propriétaires de logements et tous les responsables de la construction pour qu'ils tiennent compte en priorité des familles et de leurs enfants, des handicapés ainsi que des personnes âgées.

(Ce document 1.10 a été adopté le 2.3.1975 à Berne par l'Assemblée synodale suisse. Il a obtenu l'approbation de la Conférence des Evêques suisse.)

2. LES TACHES SOCIALES DE L'EGLISE

2.1 Le message du Christ

En Jésus-Christ, Dieu s'est fait homme et a manifesté d'une façon unique et définitive son amour pour le monde. Cet amour constitue le coeur du message du Christ qui donne son sens plénier à la loi l'amour déjà révélée dans l'Ancien Testament : "Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton coeur, de toute ton âme et de tout ton esprit; tu aimeras ton prochain comme toi-même" (Mt 22, 36-39).

Jésus illustre ce précepte fondamental par des paraboles : Le bon samaritain, Le mauvais riche et le pauvre Lazare, etc. Il donne l'exemple de la charité, particulièrement par son amour des pauvres, des malades, des déshérités, des méprisés, des rejetés, des discriminés. Il s'identifie avec ceux qui souffrent : "j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger... ce que vous avez fait aux plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait" (Mt 25,40).

Jésus-Christ a fondé l'Eglise pour lui confier son message et sa mission. Dans toutes ses activités, l'Eglise doit donc s'inspirer de l'exemple du Christ et faire passer son message dans le temps présent, réaliser l'amour de Dieu dans une situation historique toujours nouvelle.

2.2 Les responsables de la mission sociale de l'Eglise

Chaque homme qui veut appartenir au Christ doit se soumettre à la loi d'amour et chercher à la réaliser dans sa vie quotidienne. La vie chrétienne s'accomplit d'une manière décisive dans l'engagement d'homme à homme, dans l'union des esprits et des coeurs, dans la compréhension et l'ouverture réciproque, dans le fait de porter les fardeaux les uns des autres. "Si quelqu'un, jouissant des richesses de ce monde, voit son frère dans la nécessité et lui ferme son coeur, comment l'amour de Dieu demeure-t-il en lui?" (1 Jn 3,17). Chaque chrétien est donc responsable de la mission du Christ.

Les chrétiens sont rassemblés en une communauté structurée, l'Eglise. Celle-ci doit chercher les moyens et les possibilités qui lui permettent d'atteindre ses objectifs spécifiques. Une responsabilité particulière incombe à ceux qui sont aux postes de commande.

Sous la poussée intérieure de l'Esprit-Saint, des hommes et des femmes peuvent se sentir appelés par un charisme spécial à un service particulier dans un monde générateur de nouvelles détresses.

2.3 Les destinataires de la mission sociale

L'Eglise n'est pas du monde, mais dans le monde et avec le monde. Elle s'adresse à tous les hommes et leur apporte son message dans les situations concrètes où ils vivent. "Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout, et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies, les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ, et il n'est rien de vraiment humain qui ne trouve son écho dans leur cœur" (Gaudium et spes : Constitution pastorale sur l'Eglise dans le monde de ce temps, 1).

L'union de l'Eglise - et des chrétiens - avec l'homme se concrétise d'une façon particulièrement claire dans les situations de détresse qui accablent ce dernier. Les pauvres, les malades, les hommes méprisés et en marge de la société ont été les préférés du Christ. Pour l'Eglise, cet exemple du Christ est toujours déterminant.

Les besoins sociaux actuels se caractérisent avant tout par des situations de détresse morale : insécurité, peur, absence de patrie, surmenage, déceptions, isolement, discrimination, manque d'idéal, ignorance du sens de la vie. Ces situations dépendent de mentalités prédominantes dans la société où se manifestent la course à la consommation, l'esprit de profit, la production à outrance, le désenracinement, l'intolérance à l'égard de certaines personnes ou de certaines catégories de personnes.

2.4 Activités caritatives

A notre époque, la plupart des tâches sociales sont prises en charge par l'Etat, mais l'Etat se trouve affronté parfois à des problèmes sociaux que les lois et les décrets ne peuvent pas toujours résoudre.

L'Eglise, elle, a la tâche particulière et le droit :

- d'exposer nettement les principes moraux et religieux qui motivent les responsabilités sociales;
- d'attirer l'attention sur les situations concrètes de détresse sociale;
- d'entourer les personnes défavorisées, en danger;
- d'offrir l'aide éthique et religieuse à ceux qui sont engagés dans le travail social.

L'Eglise doit en outre intervenir, de sa propre initiative, partout où l'Etat :

- ne prend pas suffisamment conscience de ses devoirs;
- n'est pas en mesure de répondre rapidement à des besoins nouveaux;
- apporte une aide de manière unilatérale ou inadéquate.

DECISIONS DIOCESAINES

2.5 Attitudes fondamentales

Quand on parle d'Eglise, on voit trop souvent la hiérarchie et l'institution; on rejette la responsabilité sur elles; on attend que toute aide vienne d'elles. Or la responsabilité de chaque membre de l'Eglise est importante dans le domaine social également.

Le Synode adresse donc un appel pressant à chaque membre de l'Eglise et lui demande de

2.5.1 réfléchir au fait que nous sommes tous responsables des mentalités et des activités de la société, dans ses aspects positifs et négatifs;

2.5.2 prendre conscience que toute aide sociale doit commencer au niveau personnel, par un changement de sa propre mentalité, à la lumière des Béatitudes;

2.5.3 promouvoir cette solidarité entre les hommes, chacun dans son milieu de vie : famille, parenté, voisinage, lieu de travail, relations de loisir, groupes sociaux, culturels, politique etc.

2.5.4 s'engager personnellement à l'égard de ceux qui vivent dans des situations marginales, et de suivre ainsi l'exemple de Jésus-Christ;

2.5.5 travailler à l'accueil des handicapés, en favorisant leur intégration sociale et professionnelle;

2.5.6 favoriser l'intégration des personnes socialement défavorisées dans la communauté de la famille, de la parenté, des connaissances et des groupes.

2.6 La responsabilité de l'Eglise à l'égard de la politique sociale

L'Eglise ne peut se limiter à protester contre tel symptôme ou à intervenir lorsqu'une situation sociale s'est gravement détériorée. Il est aussi du devoir de l'Eglise de prévenir les détresses sociales, d'en dénoncer les causes profondes, de contribuer à l'édification d'un ordre social fondé sur la justice et la fraternité et garant pour chaque personne de sa sécurité et de sa protection. Cela ne peut être obtenu que par une politique sociale appropriée à ces objectifs.

2.6.1 Le Synode interpelle chaque chrétien et les communautés ecclésiales à prendre conscience de leurs possibilités d'action au niveau politique pour la transformation de la vie sociale et de les utiliser.

En temps de récession de la conjoncture, ce sont surtout des partenaires économiques plus faibles qui tombent sous la dépendance et sont victimes de l'insécurité (handicapés, retraités, population de montagne, étrangers). Tous les chrétiens, spécialement ceux qui assument des responsabilités au plan économique et politique, ainsi que les communautés ecclésiales doivent se sentir tenus d'assurer la juste protection de ces groupes.

2.6.2 Le Synode interpelle en particulier les hommes politiques pour qu'ils accordent à la politique sociale les priorités qui s'imposent (au sujet de la famille, du logement, de la fiscalité, etc), en plaçant la promotion de tout homme et de tous les hommes avant tout autre objectif.

2.6.3 Il demande aux responsables des mass-media d'accorder aux questions de politique sociale la place qui leur revient et de fournir ainsi des moyens d'information et de formation adaptés à toutes les couches de la population et tenant compte des réalités diversifiées.

2.6.4 Le Synode attend que les prises de position officielles de l'Eglise sur les problèmes de politique sociale s'inspirent toujours d'une vision chrétienne globale de l'homme et de l'humanité, tout en tenant compte de l'apport des sciences humaines. Il recommande dans cette perspective la création d'un institut d'éthique sociale.

2.7 L'office central de l'Eglise pour les activités sociales

L'activité sociale de l'Eglise en Suisse exige une planification et une coordination rigoureuse. La Conférence des Evêques a confié ce mandat à Caritas Suisse. Les études fondamentales sur l'organisation et le fonctionnement d'un office central pour les questions sociales ont déjà été faites.

2.7.1 Le Synode donne son appui à Caritas Suisse qui, selon le principe de subsidiarité, est à disposition partout où l'organisation et la promotion de l'activité sociale requièrent son concours.

2.7.2 Le Synode attend d'un office central pour les activités sociales qu'il se charge, en coordination et collaboration avec les groupes et organisations existants :

- de contribuer à la formation initiale et permanente des prêtres et des laïcs au service de l'Eglise dans le secteur social, afin de répondre aux besoins spécifiques dans ce domaine;
- de promouvoir l'activité sociale de l'Eglise par des suggestions et la préparation de modèles;
- de constituer des dossiers sur les activités sociales actuelles;
- de mettre à disposition des mass-media la documentation en ces matières;
- de participer à la conscientisation de l'opinion sur les problèmes sociaux.

2.8 La responsabilité particulière de l'Eglise face aux travailleurs étrangers et aux réfugiés

2.8.1 Les travailleurs étrangers

L'Eglise porte une responsabilité particulière envers les travailleurs étrangers. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont été baptisés et éduqués dans la même foi que la nôtre; une fois en Suisse, ils forment avec ceux qui ont la nationalité helvétique l'Eglise catholique de Suisse.

2.8.1.1 L'Eglise a reçu le mandat d'élever la voix, partout où le droit, la justice et les droits humains fondamentaux sont foulés au pieds. Aussi l'Eglise soutient-elle tous les efforts qui tendent à une solution humaine du problème des travailleurs étrangers.

2.8.1.2 Les Eglises locales veilleront à ce que les travailleurs étrangers soient membres de plein droit de toutes les structures pastorales (au niveau de la paroisse, du décanat, du canton, du diocèse). Les immigrés et leurs communautés devront être représentés dans les structures actuelles en tenant compte du nombre qu'ils représentent et de leur expression linguistique. Ainsi pourra-t-on sauvegarder la pluralité le mieux possible.

2.8.1.3 Le diocèse doit offrir aux travailleurs étrangers la possibilité d'une vie ecclésiale propre et en même temps leur faciliter l'accès à la communauté paroissiale du lieu.

2.8.1.4 La foi qu'ils ont en commun oblige les gens du pays et les travailleurs étrangers à surmonter méfiance, antipathie et tentation de discrimination pour s'accepter dans la compréhension et la bienveillance réciproques. Partout, il importe d'observer exactement les directives données par les Evêques en décembre 1973 et à l'occasion du dimanche des travailleurs étrangers. Le Synode rappelle en outre "Les sept thèses sur la politique à l'égard des étrangers" publiés par les Eglises suisses : elles constituent des orientations toujours valables pour aborder dans un sens chrétien la réalité de l'émigration.

2.8.1.5 Les prêtres des paroisses doivent être conscients qu'ils ne sont pas déchargés de leurs responsabilités à l'égard des étrangers par la présence d'aumôniers au service des travailleurs étrangers. A leur tour, les aumôniers étrangers sont responsables de l'Eglise locale. Les uns et les autres ont à collaborer fraternellement et à coordonner leur travail pastoral. Mais une collaboration étroite n'est pas seulement souhaitée sur le plan pastoral, entre missionnaires étrangers et paroisses; cela vaut aussi d'une manière générale entre les travailleurs étrangers et leurs institutions et les Suisses et leurs institutions. C'est alors que, dans un engagement commun de tous les intéressés, on pourra progressivement réaliser les objectifs recherchés.

2.8.1.6 Chaque communauté ayant le droit d'informer ses membres dans leur langue, les Eglises locales veilleront à ce que les immigrés et leurs organisations ecclésiales aient accès aux moyens de communication sociale dont l'Eglise de Suisse dispose normalement (par ex. bulletin paroissial). On soutiendra comme il convient leurs propres organes ecclésiastiques d'information.

2.8.1.7 Les instances ecclésiastiques et institutions publiques chargées des intérêts de l'Eglise locale doivent favoriser et soutenir les travailleurs étrangers et leurs organisations, dans la même mesure que celles des Suisses. Il ne s'agit pas simplement de faire quelque chose pour eux, mais d'encourager leurs activités et de collaborer étroitement avec eux.

2.8.1.8 L'Eglise doit encourager les efforts et contribuer à ce que, avec le concours d'autres milieux concernés, il y ait assez de services sociaux, de centres de loisirs et de contacts à la disposition des travailleurs étrangers.

2.8.1.9 L'Eglise doit contribuer à ce que des services de consultation aident les travailleurs étrangers à trouver des solutions répondant aux vrais besoins de leurs enfants. Aussi longtemps que la situation l'exige, il importe de soutenir des institutions telles que crèches, jardins d'enfants, services de promotion scolaire.

2.8.1.10 Tous ces services devraient pouvoir compter sur une plus large attribution des ressources de l'impôt ecclésiastique.

2.8.2 Les réfugiés

Le déracinement est le problème spécifique des réfugiés. L'Eglise étant souvent la seule parcelle qui leur reste de la patrie d'origine, les réfugiés y mettent tout leur espoir.

2.8.1.2 Tous les fidèles sont appelés à accueillir les réfugiés avec une grande sympathie, pour qu'ils se trouvent à l'aise chez nous et puissent y trouver leur milieu de vie.

2.8.2.2 Il importe que l'Eglise, en sensibilisant le public et, le cas échéant, en appuyant les postulats politiques en suspens (par ex. droit d'asile, facilités de naturalisation) contribue à l'amélioration du sort des réfugiés.

2.8.2.3 L'Eglise doit veiller, en collaboration avec tous les chrétiens et tous les hommes de bonne volonté, à ce que les droits humains des réfugiés ne soient pas entravés.

2.8.2.4 Le Synode prie les autorités civiles d'accorder asile en Suisse à tout homme qui est effectivement poursuivi ou en danger, sans faire de discrimination quant à son pays d'origine, ses idées politiques, sa classe sociale et ses qualifications professionnelles.

2.8.2.5 Le Synode prie les responsables de l'Eglise de prêter suffisamment d'attention à la pastorale des réfugiés. L'assistance pastorale assurée par leurs propres missionnaires ne doit pas amener les réfugiés à former des ghettos. C'est pourquoi elle doit dès le départ être entreprise en étroite collaboration avec la paroisse de domicile.

2.8.2.6 Le clergé paroissial doit aider les réfugiés à entrer et à participer dans tous les groupements paroissiaux existants, mais en veillant à ce que cela se fasse dans le plein respect de leur personnalité.

(Les textes 2,6; 2,7; 2,8 ont été adoptés le 2.3.1975 à Berne par l'Assemblée synodale suisse. Ils ont obtenu l'approbation de la Conférence des Evêques suisses).

2.9 Activités caritatives particulières

Parmi les nombreuses activités caritatives qui peuvent se présenter dans le cadre de la paroisse, le Synode souhaite

2.9.1 la création de groupes spontanés qui s'engagent bénévolement dans le secteur social, comme par exemple celui de l'aide aux personnes âgées, aux malades, aux invalides, aux délaissés, aux enfants et aux adolescents menacés, aux étrangers;

2.9.2 l'organisation de sessions de formation et de rencontres pour ceux qui désirent se consacrer à ce ministère bénévole;

2.9.3 l'engagement d'aumôniers spécialement préparés à ces tâches, de laïcs compétents ou même de diacres permanents;

2.9.4 que les communautés religieuses, selon leur vocation propre, examinent à nouveau leur engagement en fonction de l'actualité et des exigences sociales les plus importantes.

2.9.5 Pour des exemples concrets d'une aide possible de la part des chrétiens aux groupes défavorisés de notre société, on se reportera aux propositions présentées par la Commission préparatoire interdiocésaine (Cospei 8).

Ces exemples, non discutés en Assemblée synodale se trouvent ci-après en annexe.

Exemples concrets d'une aide possible de la part des chrétiens

1. ENFANTS ET ADOLESCENTS

Ce chapitre se limite à cette jeunesse qui est particulièrement menacée dans son développement, que ce soit à cause de certaines dispositions ou à cause de son milieu. C'est pourquoi un appel pressant est adressé

- aux familles qui en ont la possibilité et la capacité, pour qu'elles soient disposées à prendre en charge et à éduquer des enfants et des adolescents, ou qu'elles se mettent à la disposition des enfants placés dans des institutions, en tant que famille d'accueil;
- aux travailleurs sociaux et aux pasteurs, afin qu'ils vouent un soin particulier au choix des familles nourricières, qu'ils les aident par des contacts réguliers à être compréhensives à l'égard des parents de l'enfant placé et des tensions inévitables qui surgissent dans la situation de placement;
- à tous les croyants, afin qu'ils aient à l'égard des hommes et des institutions une attitude d'aide et de soutien au lieu de réactions souvent discriminatoires;
- à tous les hommes prêts à apporter leur aide, afin qu'ils se mettent pendant de longues années au service des jeunes dans les institutions et qu'ils engagent une véritable relation personnelle avec eux;
- aux instances ecclésiastiques responsables, afin qu'elles s'efforcent sans cesse d'amener par la prédication un changement de mentalité envers les enfants et les jeunes en difficulté, et les parents dépassés dans leur tâche;
- à l'Eglise, à l'Etat et au public, afin qu'ils accordent aux foyers les moyens nécessaires pour mettre en oeuvre une bonne pédagogie.

2. LES PERSONNES SEULES

Pour s'épanouir pleinement, l'homme a besoin de relations sociales dans une communauté humaine restreinte. Or ces relations font parfois défaut à certaines personnes isolées. La carence de contacts humains et sociaux peut entraîner d'autres difficultés. D'un autre côté, les personnes seules sont disponibles pour un engagement social important et durable. C'est pourquoi un appel est adressé

- aux théologiens, afin qu'ils s'occupent de la spiritualité des personnes seules;
- aux prêtres, afin qu'ils soient disponibles envers les personnes seules et particulièrement les mères célibataires, les hommes et les femmes divorcés ou veufs, qu'ils les soutiennent dans les moments de crise, et qu'ils cherchent, autant que possible, à les intéresser eux-mêmes à des activités sociales;
- aux fidèles, afin qu'individuellement et en groupe, ils s'intéressent aux personnes les plus isolées, et qu'ils s'engagent pour la création de foyers pour personnes seules.

3. LES PERSONNES AGEES

Avec l'augmentation du nombre de personnes âgées, les problèmes sociaux de cette couche de la population croissent également. On s'occupe toujours mieux des personnes âgées sur le plan matériel, mais l'aide apportée à l'homme total est encore très limitée.

- Les éducateurs, les journalistes et les politiciens doivent mettre en évidence la valeur et le droit de vivre des personnes âgées "peu intéressantes" sur le plan économique, et encourager un comportement qui corresponde à cette éthique sociale.
- Il est demandé à tous ceux qui sont en contact avec des personnes âgées - dans les familles et les homes -, de leur permettre de s'engager personnellement selon leurs capacités actuelles et de leur donner ou leur redonner ainsi un sens à leur existence.
- La pastorale paroissiale a pour tâche spécifique d'une part de faire participer les personnes âgées malades ou en bonne santé à la vie paroissiale par une information et des occasions de collaborer, d'autre part de les aider en temps voulu à se retirer progressivement de la vie active et à se préparer à la mort.
- On attend que l'Eglise manifeste plus clairement encore le caractère urgent et la valeur spirituelle d'une activité et d'une profession au service des personnes âgées et appelle également les membres de sa communauté à se mettre à leur service.

4. LES MALADES

La société actuelle s'occupe bien des malades sur le plan matériel. Le haut niveau de développement de la médecine a grandement amélioré les chances de guérison. Mais il reste encore, surtout chez les malades graves et chez les chroniques, des cas de détresse à la suite d'une incapacité de travail, de la peur d'être mis en marge, de l'isolement et de la confrontation brutale avec la souffrance et la mort.

- Au niveau de la paroisse, on doit faire des efforts afin que le malade, dans son isolement, puisse bénéficier de la serviabilité incessante, de la compréhension bienveillante et de soins attentifs de la part de sa famille, du voisinage, de la parenté et du prêtre.
- La pastorale des malades, tant à l'hôpital qu'à domicile, doit être exercée et développée par des pasteurs qualifiés.
- Comme d'une part, la profonde détresse des grands malades demande une assistance constante et intensive et que d'autre part, la pénurie de prêtres rend difficile cette disponibilité, les évêques devraient donner la possibilité d'intervenir à des laïcs formés.

5. LES HANDICAPES PHYSIQUES ET MENTAUX

Aussi bien les handicapés physiques que mentaux rencontrent des limitations sur le plan humain, culturel, professionnel, politique et même religieux, quand ils ne sont pas avant tout écartés pour des raisons de type émotionnel.

- Dans la prédication, on doit, de nos jours, mettre en évidence la signification de la souffrance et de la dépendance pour la vie de foi du chrétien et pour son accomplissement humain.
- Les pasteurs et les éducateurs doivent s'efforcer d'approfondir leur connaissance des handicapés, éveiller la compréhension pour les problèmes des handicapés et de leurs proches, particulièrement des handicapés psychiques et mentaux.
- La famille, le voisinage, la parenté, l'école et le milieu de travail établiront des contacts vivants et nombreux avec les handicapés. On doit prendre cette habitude déjà dès l'enfance.
- Au niveau des familles, des associations, des paroisses, des communes, les communautés sont invitées à offrir aussi aux handicapés l'occasion de s'insérer positivement dans les activités, chacun selon ses capacités.

- Soigner des années durant de graves handicapés physiques ou mentaux est une tâche particulièrement lourde. L'Eglise se doit de manifester sa reconnaissance et son aide à ceux qui, dans les institutions ou le milieu familial, font preuve d'un tel engagement et donnent ce témoignage chrétien de l'amour du prochain.

6. LES DROGUES

Dans de nombreux cas, la toxicomanie n'est pas due à une défaillance personnelle mais à un état d'insatisfaction dans une situation de prospérité où des contacts interpersonnels authentiques font défaut.

- Les centres paroissiaux doivent être des lieux de rencontres et de dialogue authentiques, des maisons dans lesquelles jeunes et adultes se sentent à l'aise.
- En collaboration avec les services spécialisés, les pasteurs, les catéchistes et les responsables de la formation des adultes sont chargés d'informer tous les groupes d'âge, en vue d'une prévention efficace, sur les dangers et les conséquences des abus d'alcool et de drogue.
- Jeunes et adultes sont appelés à porter le souci des drogués et de leurs proches et à attirer leur attention sur les centres de consultations.
- La pratique de l'abstinence par solidarité pour ceux qui ont des difficultés relatives à l'abus d'alcool est une forme d'aide essentielle qui mérite une attention accrue.

7. LES DETENUS

Encore trop souvent, l'Eglise confie la pastorale des détenus aux seuls aumôniers de prison. De plus, ces derniers n'exercent leur fonction qu'à titre accessoire.

- A l'avenir, les fidèles doivent se préoccuper davantage des besoins des prisonniers et de leurs familles et accueillir dans la communauté paroissiale les détenus libérés.
- Les Centres de Caritas régionaux ou diocésains doivent prêter une attention particulière à l'aide sociale en faveur des prisonniers, des détenus libérés et de leurs proches.
- Les hommes politiques doivent se préoccuper des conditions de détention et de l'exécution des peines et, dans leur travail de législation, garantir le respect des exigences humaines des détenus.

3. EGLISE ET POLITIQUE

3.1 Principes généraux

L'Eglise a reçu mission du Christ son fondateur d'acheminer les hommes au salut et à la vie éternelle; elle doit les aider, à travers les divers engagements d'ici-bas, à atteindre l'Eglise du ciel.

La société politique, elle, doit organiser la vie de ses membres, individuels ou collectifs, en vue d'assurer la bonne marche de la vie ici-bas dans le respect des personnes, le développement de la justice, de la liberté et de la paix.

Pour réaliser ces fins, l'Eglise a ses moyens, surtout spirituels; la société politique, les siens, surtout matériels. Chacune a donc une action spécifique. Mais il y a une hiérarchie de valeurs entre elles. L'homme, membre des deux sociétés, est l'objet de la sollicitude de toutes deux. Soit la société politique, soit l'Eglise ont quelque chose à lui dire et à lui demander.

Le développement humain sur le plan de la société politique a ses limites ici-bas. L'Eglise, elle, appelle l'homme à un épanouissement éternel. Elle a donc mission de présenter à l'homme la signification plénière de sa destinée et à éclairer tous ses engagements terrestres de manière à correspondre au dessein d'amour de Dieu et à réaliser la plénitude de ses aspirations.

Pour y parvenir l'Eglise a différents moyens:

- un enseignement: éclairer les esprits pour les aider à découvrir la voie à suivre au milieu des engagements multiples qui se présentent à eux;
- une invitation adressée à ses membres d'entrer dans l'action politique et de mettre au service de la société politique les énergies de l'Evangile; "L'une des tâches urgentes de l'heure est de multiplier à tous les échelons des lieux de rencontres et de confrontations où les chrétiens, divisés par leur origine, leur culture, leur milieu et leurs options, puissent s'exprimer, s'écouter, s'accepter dans leur différence et s'interroger sur le témoignage qu'ils ont ensemble à porter" (Document des Evêques français : Pour une pratique chrétienne de la politique, Centurion, 1972, p.41);
- des prises de position sur des situations où l'homme est gravement engagé.

3.2 Rapports entre l'Eglise et l'Etat

Les relations entre l'Eglise et l'Etat constituent un aspect des relations entre l'Eglise et la société.

En Suisse, la Confédération garantit essentiellement la liberté individuelle de croyance et de conscience ainsi que la liberté de culte comme droit de se réunir entre membres d'une même confession. Mais il revient aux cantons de préciser le rapport juridique qu'ils auront avec les communautés religieuses. Le droit ecclésiastique cantonal lui-même est complexe; il diverge d'un canton à l'autre en raison des traditions différentes qui l'inspirent.

DECISIONS DIOCESAINES

3.3 Formation à la responsabilité civique

3.3.1 Soucieux de l'évangélisation réelle de notre société, le Synode attire l'attention des fidèles sur l'importance de groupes chrétiens conscients de leur responsabilité civique dans la société. Par le moyen de ces groupes, c'est l'Eglise locale qui se prépare à réaliser sa double tâche d'animation et de renouveau dans la construction d'une société plus humaine et plus juste.

3.3.2 L'éducation des chrétiens à la responsabilité civique doit commencer pendant la période de scolarité et se poursuivre tout au long de la vie. "Pour que tous les citoyens soient en mesure de jouer leur rôle dans la vie de la communauté politique, on doit avoir un grand souci de l'éducation civique et politique." (G.S. 75,6).

3.3.3 L'instruction civique, si elle ne se limite pas à une simple description des structures politiques, et l'éducation familiale, si elle n'est pas trop intolérante, sont la première étape de cette formation à la responsabilité civique.

3.3.4 Cette responsabilité politique s'affermira par une formation continue qui apprendra à faire une analyse de la situation politique à l'aide des sciences humaines et avec des personnes compétentes. A la lumière de l'Evangile, précisant le sens de la vie de l'homme dans l'histoire, elle apportera un éclairage de foi sur les problèmes humains et politique.

3.3.5 Cette formation permettra ainsi de réaliser la rencontre de l'Evangile et de la réalité politique, de la foi et de la vie, pour une pratique chrétienne de la politique.

3.3.6 Par le fait d'analyse ou de solidarité différentes, la même foi peut permettre des engagements différents. Toutefois ces engagements seront confrontés à la réalité et à l'Evangile; cela permet d'éviter des options en contradiction avec l'enseignement du Christ et de son Eglise.

3.3.7 Afin de vivre la pluralité avec discernement, le Synode demande que chacun s'ouvre aux recherches d'autrui, dans le respect mutuel, dans une attitude sereine et lucide, dans un effort de compréhension réciproque par le dialogue.

3.3.8 La mission de l'Eglise, dans le cadre de l'action politique s'inspirera de l'enseignement évangélique. Cette action aura pour conséquence de mettre en pratique l'amour que le Christ a eu pour tous les hommes, particulièrement pour les pauvres de tout genre. Elle visera à promouvoir l'épanouissement de l'homme dans une optique chrétienne.

3.3.9 Le rôle des ministres ordonnés consiste en ce domaine, à inciter les chrétiens à vivre de manière cohérente leur foi en Jésus-Christ et leur engagement temporel. En particulier les moyens de formation tels que catéchèse, prédication etc. doivent permettre de révéler l'expérience de Dieu vécue dans l'expérience du monde.

3.4 Répartition des diocèses et nomination des Evêques

Recommandation

Les besoins actuels de la pastorale exigent de revoir l'actuelle répartition et le nombre des diocèses. Le Synode prie la Conférence des évêques de rechercher des solutions pour toute la Suisse et de confier cette étude à une commission formée de représentants de l'Eglise, des organismes ecclésiastiques cantonaux et de l'Etat.

Dans ce travail, on tiendra compte des points suivants:

- l'Eglise doit pouvoir établir librement des limites et le nombre de ses diocèses;
- la participation des organismes des Eglises locales doit être assurée;
- en cas de conflit entre des situations particulières héritées de l'histoire et des besoins pastoraux, ces derniers doivent primer.

Au terme des accords en vigueur dans certains diocèses, la répartition des diocèses est étroitement liée à la question de la nomination des évêques. C'est pourquoi la commission mise sur pied pour la répartition des diocèses s'occupera également du problème de la nomination des évêques.

Le Synode demande pour tous les diocèses que soit introduite et fixée juridiquement une participation des organismes des Eglises locales dans la nomination des évêques. Cette participation doit avoir une force décisive au moins équivalente aux formes de participation déjà existantes dans certains diocèses.

(Ce document 3.4 a été adopté le 2.3.1975 à Berne par l'Assemblée synodale suisse. Il a obtenu l'approbation de la Conférence des Evêques.)

BIBLIOGRAPHIE

Documents ecclésiastiques promulgués depuis Vatican II

- Constitution dogmatique du Concile Vatican II sur l'Eglise: "Lumen gentium"
- Constitution pastorale du Concile Vatican II sur l'Eglise dans le monde de ce temps "Gaudium et spes"
- Décret conciliaire sur l'action missionnaire de l'Eglise "Ad Gentes"
- Déclaration conciliaire sur la liberté religieuse "Dignitatis humanae"
- Encyclique de Paul VI "Populorum progressio" 1966 (Edition du Centurion)
- Lettre apostolique de Paul VI du 14 mai 1971 "Pour une Société humaine" (Octogesima adveniens) (édition du Centurion)
- Document du Synode des Evêques 1971 sur la justice dans le monde "Justitia mundi" (édition du Centurion)
- Document de l'Assemblée des évêques de France en 1972 "Pour une pratique chrétienne de la politique" (édition du Centurion).

La dimension universelle de la vie chrétienne

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

1. INTRODUCTION DOCTRINALE :
L'Eglise de Jésus-Christ, espérance des Nations
2. Note sur la coopération missionnaire en Suisse romande
3. Décisions diocésaines sur la Mission :
 - 3.1 La Paroisse et la Mission
Education à la dimension universelle de la
vie chrétienne
Organisation de l'apostolat missionnaire
Solidarité chrétienne
 - 3.2 L'Eglise en Suisse et la Mission
4. LE DEVELOPPEMENT ET LA PAIX
5. Décisions diocésaines :
 - 5.1 Instruments de travail
 - 5.2 Information et prise de conscience
 - 5.3 Hommage aux missionnaires de l'Abbaye

Annexe : Liste des organismes au service de la Mission,
du développement et de la paix.

REMARQUE PRELIMINAIRE

A l'heure où l'activité proprement missionnaire est souvent mise en question, le Synode de Saint-Maurice s'est concentré surtout sur les tâches de l'évangélisation, devoir essentiel de l'Eglise.

Il l'a fait en s'appuyant fortement sur les documents récents du Magistère, en particulier sur le décret conciliaire concernant l'activité missionnaire et sur le Synode des Evêques de 1974.

Abréviations des documents cités

- | | |
|-------|---|
| A M | Décret du Concile sur l'activité missionnaire |
| E S | Motu proprio pour l'application des décrets conciliaires "Ecclesiae sanctae", 1966 |
| R N C | Déclaration du Concile sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes |
| S E | Synode des Evêques (1974) sur l'Evangélisation (références selon "L'Eglise des cinq continents" Ed. Le Centurion) |

Documents fondamentaux (non cités)

- Constitution conciliaire "Lumen gentium" sur l'Eglise
- Constitution conciliaire "Gaudium et spes" sur l'Eglise dans le monde de ce temps
- Décret conciliaire sur l'apostolat des laïcs
- Paul VI "Populorum progressio" Encyclique sur le développement, 1967
- Paul VI "Octogesima adveniens" Lettre au Cardinal Roy, 1971
- Paul VI "Evangelii nuntiandi" Exhortation apostolique sur l'Evangélisation, 1975.

1. L'EGLISE DE JESUS-CHRIST, ESPERANCE DES NATIONS

1.1 Jésus-Christ missionnaire du Père, dans l'Esprit

Dans sa gracieuse tendresse, Dieu s'est révélé Père par l'envoi de son Fils Jésus-Christ, pour qu'il soit signe vivant de sa miséricorde face au monde et rassemble dans l'Esprit tous les hommes dispersés. "Dieu veut que tous les hommes soient sauvés et parviennent à la connaissance de la vérité". (1 Tim 2,4)

Ainsi "le dessein universel de Dieu pour le salut du genre humain ne se réalise pas seulement d'une manière pour ainsi dire secrète dans l'âme des hommes, ou encore par des initiatives même religieuses par lesquelles ils cherchent Dieu... mais il (Dieu) décide d'entrer dans l'histoire humaine d'une façon nouvelle et définitive, en envoyant son Fils dans notre chair, afin d'arracher par Lui les hommes à l'empire des ténèbres et de Satan, et de se réconcilier en Lui le monde". (AM 3)

1.2 La mission universelle de l'Eglise

Les hommes rassemblés par la mission miséricordieuse du Fils, constituent l'Eglise. Celle-ci est envoyée à son tour par l'Esprit d'une continuelle Pentecôte jusqu'aux extrémités de la terre. Epouse du Verbe incarné, elle perpétue en elle le signe vivant et palpable de la miséricorde du Père, "le sacrement du salut" offert à tous les hommes jusqu'à la fin des siècles.

Les Evêques du Synode romain 1974 affirment avec force cette mission évangélisatrice de l'Eglise, cette contagion naturelle de l'amour divin: "Forts de notre foi dans le Christ, mort et ressuscité pour notre salut, et affermis par l'expérience pascalle que nous avons faite dans l'Eglise, nous voulons réaffirmer que l'évangélisation de tous les hommes constitue la mission essentielle de l'Eglise. Plus nous apparaissons profondes et vastes les mutations actuelles, tant dans les religions et les idéologies que dans les cultures et les modes de vie, plus se manifeste avec évidence et urgence la nécessité de proclamer l'Evangile à toutes les nations et à tous les hommes" (SE 74 p.240, n.4).

1.3 L'Eglise du Christ et les religions non chrétiennes

La déclaration de Vatican II sur les religions non chrétiennes et sa reconnaissance des valeurs certaines de ces religions, ne diminue pas pour l'Eglise son mandat impérieux d'annoncer Jésus-Christ, au monde entier. Car "ce qui est vrai et saint dans ces religions" n'est qu'"un rayon de la

vérité qui illumine tous les hommes". C'est dans le Christ qui est "la voie, la vérité et la vie" (Jn 14,6) que "les hommes doivent trouver la plénitude de la vie religieuse." (RNC n. 2). Le devoir d'évangéliser est donc au service de la seule pleine réussite humaine. Par ailleurs, si ces initiatives par lesquelles les hommes cherchent Dieu peuvent être parfois considérées, à bon droit comme une orientation vers le vrai Dieu, comme une préparation à l'Evangile, elles ont encore besoin d'être éclairées et redressées, purifiées et rendues au Christ, l'unique Médiateur auprès du Père. Le "salut n'est en aucun autre; car il n'est pas sous le ciel d'autre nom donné chez les hommes par lequel nous devions être sauvés." (Actes des Apôtres 4,12)

1.4 Mission et dialogue: double fidélité de l'Eglise

Sacrement de Jésus-Christ, l'Eglise doit respecter sans doute, dans cette annonce en Lui du salut du monde, le cheminement libre et personnel des hommes. Mais si elle a ainsi à sauvegarder les lois qui régissent le Dialogue dans notre société pluraliste, elle ne peut cesser de servir tout en même temps sa Mission propre d'évangéliser: "Le souci du respect de la liberté religieuse, un sain oecuménisme et un vrai dialogue avec les non chrétiens et les non croyants ne doivent pas non plus amoindrir et offusquer le zèle pour la propagation de la vraie foi et faire perdre de vue l'urgence, toujours actuelle, du devoir missionnaire" c'est ce que déclarait l'Assemblée plénière de la Concrénation pour l'évangélisation des peuples (24.4.71). Cette affirmation capitale fut résumée avec force et clarté par Mgr Hamer à la Conférence de Bangkok, en janvier 1973: "le dialogue ne remplace pas la mission. Nous ne sommes pas devant un dilemme: mission ou dialogue. La formule exacte est mission et dialogue. Il n'y aurait d'ailleurs aucun dialogue si le témoignage, si la mission n'avait pas précédé. Le témoignage chrétien, par la parole et par les actes, reste à la base de tout."

1.5 Priorité du témoignage chrétien

Cette priorité du témoignage chrétien, par la parole et par les actes, a retenu l'attention particulière des Evêques du Synode romain 1974.

1.6 Témoignage de la parole chrétienne

"Il importe de dire et de redire que l'annonce orale et verbale du message de Jésus-Christ conserve aujourd'hui sa nécessité et son importance." (SE 74 p.129, n.1) Le Pape Paul VI lui-même a confirmé de son autorité cette prise de position, dans son discours final: "Le Synode a réaffirmé la priorité du devoir de communiquer aux hommes le joyeux message de la Parole de Dieu, l'heureuse annonce de la vie éternelle, qui introduit dans le mystère pascal..." (SE 74 p.233).

1.7 Témoignage de l'être chrétien

Mais pour être crédible, cette Parole de Dieu doit faire corps avec celui-là même qui la proclame, en brûlant d'abord son propre cœur pour imprégner ensuite toute sa vie. Telle est la logique pour une Eglise qui s'affirme l'épouse du Verbe incarné.

"L'oeuvre évangélisatrice réclame de l'Eglise une audience et une pondération de la Parole de Dieu, une habitude de la prière et de la contemplation, une docilité vécue à l'Esprit-Saint...". L'Evangile ne saurait être présenté comme une synthèse doctrinale, mais comme une vie, bien plus, comme la Personne même de Jésus-Christ". Car "pour que l'annonce de l'Evangile touche (à leur tour) les hommes dans leur vie, elle doit leur apparaître comme une interprétation évangélique de la vie véritable des hommes"; d'où l'obligation pour l'Eglise elle-même d'une incessante conversion, "d'un retour à la nouveauté et à la force première de l'Evangile". (SE 74 pp 129-130, n.1)

Cette urgence est à souligner d'autant plus que nous sommes aujourd'hui affrontés au danger d'une sécularisation massive, portant avec elle "la négation de tout ce qui dépasse l'expérience sensible, la négation du transcendant et du surnaturel, la fermeture à Dieu et l'opposition à toute idée religieuse et à tout ordre spirituel" (SE 74 p.124, n.6).

1.8 Témoignage de l'agir chrétien

Ce retour à une intense vie de prière et de contemplation de la Parole de Dieu doit encore aboutir à des actes concrets d'authentique communion ecclésiale. D'une part, l'Eglise doit être et apparaître comme une communauté humaine qui, conduite par l'Esprit d'unité, fasse une véritable expérience de Dieu et de sa vie de communion. "C'est là que des petites communautés, qui vivent véritablement une communion chrétienne, ont un rôle irremplaçable." (SE 74 p.126, n.3)

1.9 ... fidèle au mouvement oecuménique

"On attend de l'Eglise un témoignage d'unité, un zèle et une action en faveur de l'unité. Et il ne s'agit pas seulement de l'unité entre les chrétiens, mais de l'unité entre les hommes, puisqu'aussi bien l'Eglise est sacrement universel de l'unité. Le mouvement oecuménique ne doit pas seulement être envisagé comme un moyen de dépasser les divisions entre chrétiens, scandale pour le monde, mais il faut en pousser l'exigence jusqu'à la réalisation plénière de l'unité dans l'Eglise: c'est par là qu'elle accomplit sa mission plus large de ramener tous les hommes à l'unité." (SE 74 p.127, n.4)

1.10 ... dans la pauvreté

D'autre part, l'Eglise doit être et apparaître comme une communauté humaine vivant elle-même en vérité l'esprit des Béatitudes en particulier la pauvreté évangélique. Ici elle doit prendre conscience du matérialisme pratique étouffant qui l'environne et au coeur duquel elle doit réagir pour ne pas s'imperméabiliser à l'attrait des seules richesses du Royaume, et pour ne pas se laisser paralyser dans son devoir de solidarité universelle.

1.11 ... dans le partage

"Là où des centaines de milliers d'hommes subissent la pauvreté et la misère, sont victimes de l'injustice et de l'oppression, l'agir évangélique de l'Eglise inclut nécessairement, comme partie intégrante, la solidarité et la participation à l'effort des hommes en vue d'une libération plénière. Signe de Jésus-Christ, l'Eglise doit s'associer en toute situation à cette action libératrice (SE 74 p.132, n.4).

1.12 ... dans le discernement de tous nos devoirs

Mais là encore, un sage équilibre permettra d'éviter toute ambiguïté : "Il ne suffit pas que les actes d'un chrétien soient le témoignage de sa foi et de son amour du Christ; il faut qu'en même temps, il saisisse les opportunités de manifester cette foi par l'annonce explicite de Jésus-Christ. La question n'est donc pas : OU évangéliser OU travailler au progrès humain." Il s'agit de faire ceci ET cela. "L'Eglise reconnaît l'une et l'autre démarches comme partie intégrante de sa mission totale; les deux se conditionnent comme la parole et l'acte, le témoignage de la vie et son expression en mots." (SE 74 p. 133,n.4)

Là encore, Paul VI a tenu à confirmer de sa suprême autorité cette vision globale du salut de l'homme: "La totalité du salut ne se confond jamais avec l'une ou l'autre libération et la Bonne Nouvelle devra conserver toute son originalité: celle d'un Dieu qui nous sauve du péché et de la mort, et nous introduit dans la vie divine. On ne peut donc donner un accent excessif, sur le plan temporel, à la promotion humaine, au progrès social, etc... au détriment de la signification essentielle que revêt pour l'Eglise de Jésus-Christ l'évangélisation, l'annonce de toute la Bonne Nouvelle" (SE 74 p. 235).

1.13 L'espérance d'une église toujours plus missionnaire

Dans cette prise de conscience renouvelée de l'actualité constante de la Bonne Nouvelle de Jésus-Christ pour les hommes d'aujourd'hui:

- Bonne Nouvelle pour les religions non chrétiennes comme pour tout homme de bonne volonté, en vue du plein épanouissement de la personne humaine,
- Bonne Nouvelle qui mobilise toutes les ressources de l'approche humaine, dans l'effort conjoint du témoignage et du dialogue,
- Bonne Nouvelle qui engage toute la personne du messager dans son être, sa parole et son action,
- Bonne Nouvelle qui s'adresse non seulement à tous les hommes, mais à tout l'homme pour sa libération complète, spirituelle et temporelle,

l'Eglise renouvelle aussi son espérance et refuse dès lors toutes les formes du défaitisme missionnaire.

1.14 dans tous ses membres

Bien plus, elle se reconnaît tout entière missionnaire, en définissant l'évangélisation non seulement comme son oeuvre essentielle, mais encore comme le devoir fondamental et personnel de chaque évêque avec son diocèse, de chaque prêtre avec sa paroisse, de chacun des membres du Peuple de Dieu.

"Comme membres du Christ vivant, auquel ils ont été incorporés et configurés par le baptême ainsi que par la confirmation et l'Eucharistie, tous les fidèles sont obligés de coopérer à l'expansion et au développement de son Corps, pour l'amener le plus vite possible à sa plénitude (Eph 4,13)(AM36).

2. Note sur LA COOPERATION MISSIONNAIRE EN SUISSE ROMANDE

2.1 Sa raison d'être

La Coopération missionnaire en Suisse romande (CMSR) fut créée le 19 juin 1971, à la suite d'une double prise de conscience.

D'une part, le Concile Vatican II rappelle à chaque Eglise locale le souci qu'elle doit avoir pour toutes les autres, en portant avec le Saint-Siège sa responsabilité missionnaire à l'égard de l'Eglise universelle. C'est ce que souligne avec force le Décret sur l'activité missionnaire : "La grâce du renouvellement ne peut croître dans les communautés, à moins que chacune d'entre elles n'étende le rayon de sa charité jusqu'aux extrémités de la terre, et qu'elle n'ait pour ceux qui sont au loin une sollicitude semblable à celle qu'elle a pour ceux qui sont ses propres membres" (AM 37).

Le No 38 du même Décret est non moins formel pour les évêques : "Tous les évêques, en tant que membres du corps épiscopal qui

succède au collège des Apôtres, ont été consacrés non seulement pour un diocèse, mais pour le salut du monde entier..."

D'autre part, il devient urgent de regrouper les forces missionnaires travaillant en Suisse romande en rangs trop dispersés.

2.2 Ses objectifs

La CMSR se propose les objectifs suivants :

- coordination des actions missionnaires en Suisse romande et collaboration active à l'oeuvre des missionnaires au loin;
- éveil des chrétiens à leur vocation missionnaire ainsi qu'à leur responsabilité personnelle ou collective face aux problèmes du développement et de la paix;
- intégration de ces problèmes dans la pastorale d'ensemble pour une dimension universelle de tout apostolat dans l'Eglise;
- information et formation permanente du clergé et des animateurs laïcs;
- coresponsabilité dans le sens du service inter-Eglises: personnel et moyens financiers;
- détermination de la politique du diocèse dans les organisations nationales (Caritas, Action de Carême, Fidei Donum, Conseil missionnaire, OPM, etc);
- représentation du diocèse dans ces organisations nationales;
- collaboration oecuménique avec les organisations analogues des autres Eglises.

2.3 Sa relation avec le Conseil missionnaire suisse

Le Conseil missionnaire suisse ne peut fonctionner de manière réellement efficace que :

- par une relation étroite avec les forces engagées sur le terrain de la vie quotidienne;
- par le respect de la multiplicité des langues et des mentalités dans notre pays.

De par son existence même et de par ses structures très souples, la CMSR garantit ce principe fondamental de la régionalisation et le sauvegarde au sein de l'organisme faitier qu'est le Conseil missionnaire suisse.

2.4 Les délégués à la Mission

Les premiers travaux de la CMSR ont abouti notamment à la mise en application du Motu proprio "Ecclesiae sanctae" sur le point concernant les délégués épiscopaux à la Mission. Un prêtre en effet doit être délégué dans chaque diocèse à la promotion efficace des activités pour les Missions. Il a sa place dans le Conseil pastoral du diocèse (E.S. III,4).

Au niveau romand les évêques romands ont désigné tout d'abord M. l'Abbé Denis Clerc et M. René Schär comme leurs délégués à la Mission sur le plan de l'Eglise en Suisse romande, en élargissant leur actuel mandat qui les met déjà au service des OPM romands.

Au niveau diocésain ils ont nommé ensuite un délégué prêtre par canton, avec la perspective très ferme de la collaboration du laïcat à ce niveau également.

Les délégués cantonaux à la Mission sont actuellement (pour ce qui concerne le territoire de la juridiction abbatiale):

- Canton de Vaud : M. l'Abbé Aloys MESSERLI
8, chemin de Roséaz, 1030 Bussigny
- Canton du Valais: M. l'Abbé Luc DEVANTHERY
3961 St-Maurice de Laques

N.B. A l'heure où s'imprime ce document synodal, la réforme des statuts du Conseil missionnaire suisse prévoit que la Coopération missionnaire en Suisse romande est appelé à devenir partie intégrante du Conseil missionnaire suisse sous le titre de Conseil romand pour la Mission.

DECISIONS ET RECOMMANDATIONS DIOCESAINES

3.1 La Paroisse et la Mission

Education à la dimension universelle de la vie chrétienne

3.1.1 Chaque chrétien est invité à une prise de conscience renouvelée de sa responsabilité personnelle de baptisé, à l'égard de la Mission universelle de l'Eglise. A cette lumière, il doit élargir et purifier son action apostolique locale.

3.1.2 Ce regard sur l'ensemble des besoins du Corps mystique du Christ sera puisé avant tout dans la célébration du Sacrifice Eucharistique, dans la contemplation de la Parole de Dieu, dans la prière et l'offrande de la souffrance : sources de tout apostolat.

On aura soin par conséquent d'éveiller au sens missionnaire les malades et les souffrants en tout premier lieu.

3.1.3 *"Ministres du Christ Jésus auprès des Nations, assurant le service sacré de l'Evangile, pour que les nations deviennent une offrande agréable, sanctifiée par l'Esprit-Saint" (Rom 15,16), les prêtres sont indispensables à la*

Mission universelle de l'Eglise. Dans le cadre paroissial et familial, on priera d'une façon persévérante pour les vocations religieuses et sacerdotales, missionnaires et diocésaines, en se souvenant de l'importance attachée par le Christ lui-même à la prière "au Maître de la Moisson" (Luc 10,2).

Organisation de l'apostolat missionnaire

3.1.4 Dans les paroisses et les mouvements, les prêtres et les responsables laïcs sensibiliseront ces communautés aux problèmes de la Mission, du développement et de la paix. Dans ce but, ils développeront notamment un laïcat missionnaire résident, à savoir : des groupes CPM ou des centres missionnaires, des équipes Tiers-Monde etc.

3.1.5 Ce laïcat missionnaire résident aura pour tâche :

- de confronter les membres de ces communautés aux événements du monde et de la Mission;
- d'adapter à leur niveau les initiatives des organes nationaux et diocésains, et d'intégrer l'effort de ces communautés à ceux de l'ensemble de la Suisse;
- de susciter un engagement effectif au service de la Mission, du développement et de la paix;
- de collaborer avec les organisations locales des autres Eglises dans un esprit oecuménique.

3.1.6 Tout le travail apostolique missionnaire devra se faire en communion avec le délégué cantonal à la Mission et avec la Coopération missionnaire en Suisse romande (Conseil romand pour la Mission).

3.1.7 On veillera dans chaque paroisse à inviter des missionnaires en congé, soit pour les aider moralement et financièrement, soit pour nous aider nous-mêmes au dialogue avec les "jeunes Eglises" qu'ils représentent, et pour fortifier notre propre vocation missionnaire.

Solidarité chrétienne

3.1.8 Dans un esprit de pauvreté et de partage évangélique, chaque chrétien est invité à revoir quelle part de ses ressources il peut encore légitimement consacrer à ses loisirs, à des acquisitions et à des dépenses superflues, au moment où la Mission de son Eglise manque si gravement de ressources indispensables, et en un temps où les deux tiers de ses frères humains manquent du nécessaire.

3.1.9 Les communautés paroissiales, religieuses ou autres sont priées de revoir leur politique financière dans l'esprit de la solidarité chrétienne (cf. E.S. III,9). Elles renonceraient à des dépenses excessives dans la construction d'églises,

de centres paroissiaux, de cures, de locaux divers.

3.1.10 Le Synode demande aux chrétiens et à leurs communautés paroissiales de mettre, selon leurs possibilités, un pourcentage de leur budget annuel à la disposition de l'action missionnaire. L'utilisation de ces moyens financiers devra être soigneusement étudiée. Dans l'établissement du statut financier des paroisses, on aura soin de garantir cette possibilité d'aide à la Mission universelle de l'Eglise.

3.1.11 Si les moyens financiers offerts sont destinés à des projets déterminés, il est recommandé d'avoir recours au service créé par l'Action de Carême, d'entente avec le Conseil missionnaire et d'autres organismes d'entr'aide.

3.1.12 Il faudra cependant tenir compte de plus en plus des possibilités d'aide multilatérale - par exemple par l'entremise des OPM - qui respecte le droit légitime d'autodétermination des peuples et des Eglises du Tiers-Monde. Il est indispensable de faire comprendre cet aspect du problème auprès des habitants de notre pays.

3.2 L'Eglise en Suisse et la Mission

3.2.1 Les Instituts missionnaires assument une responsabilité incombant en fait à l'Eglise qui est en Suisse. Grâce à leur expérience et à leur spécialisation, ils demeurent indispensables (cf. Ad Gentes, 27) pour la coopération avec les jeunes Eglises et pour l'animation missionnaire en notre pays. Le Synode apprécie le travail et les efforts des Instituts missionnaires et des autres organismes qui prennent part aux tâches missionnaires (Action de Carême, OPM, centres missionnaires, MIVA, laïcs missionnaires, prêtres Fidei Donum, etc.) il demande à tous les catholiques de les soutenir dans leur engagement.

3.2.2 Dans l'intérêt d'une répartition plus rationnelle des forces et à la suite de la diminution du nombre des membres des instituts missionnaires, une coopération étroite entre ces instituts et les autres organismes orientés vers des tâches missionnaires, s'impose actuellement. Le Synode demande donc à ces institutions d'explorer toutes les possibilités d'une meilleure coordination, d'une collaboration plus étroite, voire d'éventuelles fusions. La Conférence des évêques est invitée à appuyer les efforts faits en ce sens.

3.2.3 Une tâche importante en vue d'une coordination sérieuse entre les Instituts missionnaires et les autres organismes revient au Conseil missionnaire catholique suisse. La Conférence des Evêques en a fait la "Commission épiscopale pour la Mission"

et "son instrument de travail pour la réalisation des tâches missionnaires de l'Eglise catholique suisse". Le Synode invite la Conférence des Evêques à donner au conseil missionnaire les bases juridiques, structurelles et financières nécessaires à sa tâche de coordination (selon Motu proprio "Ecclesiae sanctae", 9 & 11), qui devra se réaliser dans le respect des minorités linguistiques.

(Le texte 3.2 a été adopté par l'Assemblée synodale suisse et ratifié par la Conférence des Evêques, le 17.2.1974).

4. LE DEVELOPPEMENT ET LA PAIX

4.1 Unité et solidarité

Les populations chrétiennes des pays riches, donc celle de la Suisse, n'ont pas encore découvert et accepté toutes les exigences de leur responsabilité à l'égard du développement des peuples. Celle-ci se fonde pourtant sur l'unité et la solidarité du genre humain interprétées à la lumière de l'unique paternité de Dieu et de l'unique rédemption dans le Christ. Nous sommes tous complices de cette inertie égoïste et "il est trop facile de rejeter sur les autres la responsabilité des injustices si l'on ne perçoit pas en même temps comment on y participe soi-même et comment la conversion personnelle est d'abord nécessaire" (Lettre de Paul VI au Card. Roy 48).

4.2 Respect des autres

L'exercice de notre responsabilité à l'égard des hommes et des peuples en voie de développement, exige d'abord que nous sachions les comprendre avec sympathie et un véritable amour. Dès lors, certaines de nos attitudes doivent être révisées :

- L'Occident a cru longtemps apporter la civilisation en imposant la sienne aux peuples en voie de développement.
- Les préjugés sont si ancrés, dans notre propre pays, que nous traitons souvent les étrangers avec condescendance ou hostilité, voire racisme, leur faisant sentir ainsi leur condition spéciale.

Nous sommes coresponsables de l'élimination de ces attitudes et de leurs séquelles. La prière et la vie de foi nous font découvrir le sens qu'il convient de donner à des expressions comme "fils d'un même Père" ou "frère dans le Christ" et les engagements concrets qui en découlent.

4.3 Engagement

Notre coresponsabilité à l'égard du développement ne peut pas s'exercer sans que nous rencontrions, à un moment ou à un autre, la dimension politique de l'action.

Beaucoup ne se sentent pas assez responsables des décisions politiques et économiques des autorités cantonales et fédérales. Même s'il nous paraît difficile de modifier par nous-mêmes la réalité politique, économique et sociale, car sa complexité nous échappe, nous devons être néanmoins persuadés que nos attitudes, nos interpellations et nos actions ont une incidence au plan politique au point que l'on peut dire que se changer soi-même est déjà un fait politique.

L'attitude traditionnelle de distance et de méfiance à l'égard du politique n'est plus de mise aujourd'hui. La nécessité d'opérer certaines réformes ou d'introduire certaines institutions s'avère impérieuse pour permettre l'avènement d'un monde plus juste. Le Synode se réjouit de ce que beaucoup de chrétiens participent aux forces politiques qui se sont fixé un tel objectif. Les communautés chrétiennes auxquelles ils appartiennent les aideront à approfondir la spécificité de leur engagement afin qu'ils ne se laissent pas "absorber" par une idéologie au "caractère totalitaire et contraignant" (Lettre de Paul VI au Cardinal Roy 28) et que l'inspiration chrétienne de leur action soit claire aux yeux de tous.

4.4 Nécessité d'une nouvelle conception de la paix

La paix ne correspond pas au silence des armes, mais à la dignité pour tout homme, sans faim et sans oppression, permettant aux individus et aux sociétés de s'épanouir. C'est moins un état qu'un processus par lequel les hommes recherchent les uns pour les autres le bien commun, la liberté et la justice. Le développement est le nouveau nom de la paix à condition qu'on ne le réduise pas à une croissance matérielle mais qu'on le comprenne comme une recherche de promotion de tous les hommes et de tout l'homme (Paul VI).

4.5 La vocation à la paix

Le message du Christ est un message de paix. Mais où commence notre engagement pour la paix?

- Il s'agit de la recevoir comme un don de Dieu et comme un devoir dont il nous charge.
- Il s'agit de rechercher les causes de la violence, non pas d'abord chez les autres, mais en nous-mêmes.
- Il s'agit d'être disposés à contraindre les intérêts particuliers, voir à y renoncer, de manière à les intégrer dans une vision plus large du bien commun qui fait sa juste place

à chaque culture, religion, mode de vie, à abandonner le recours à la force et à la quête de la puissance, à se réconcilier et à prendre les risques au service de cette réconciliation.

Cet engagement pour la paix doit être mieux réalisé par chaque chrétien individuellement et par chaque communauté religieuse et politique.

4.6 Le travail pour la paix

La première exigence c'est que chacun prenne conscience de sa responsabilité pour la paix et des obligations concrètes qui en résultent.

Sans ouverture aux autres, sans respect pour chacun, sans esprit de dialogue et de tolérance, sans volonté sincère de paix, la paix ne peut exister entre les hommes.

Le travail pour la paix exige de se compromettre pour la justice, car paix et justice ne peuvent être séparées. La prière pour la paix a une grande importance, car elle nous ouvre à sa source qui est Dieu.

Les Eglises et les chrétiens sont appelés à dépasser le stade des affirmations verbales et à traduire leur volonté de paix en des gestes concrets, sinon ils donnent un contre-témoignage de la paix du Christ.

(L'ensemble de ce chapitre 4 est tiré du Rapport de la Commission préparatoire interdiocésaine 10)

5. DECISIONS DIOCESAINES

5.1 Instruments de travail

5.1.1 Pour que l'Eglise puisse s'exprimer en connaissance de cause sur les questions de développement, il importe qu'elle entende les hommes engagés à la base et également des spécialistes non inféodés au système économique en vigueur dans notre pays. La Conférence épiscopale a créé la commission nationale "Justice et Paix" dans ce but. Pour accomplir sa mission, elle sera dotée du personnel et du financement adéquats. La commission "Justice et Paix" comprendra des éléments compétents, indépendants, dynamiques et engagés au plan apostolique. Elle doit jouir de l'autonomie indispensable à l'accomplissement de sa tâche.

5.1.2 Le Synode attend des catholiques suisses, notamment des organismes existants, qu'ils poursuivent le travail amorcé par la Conférence interconfessionnelle "Suisse-Tiers Monde".

Il considère comme particulièrement urgente l'analyse de problèmes tels que : activité financière dans le tiers monde, secret bancaire, politique commerciale, financière ou douanière, rôle des écoles suisses à l'étranger. On n'oubliera pas les problèmes graves de notre politique intérieure. Le Synode souhaite que les conclusions de cette analyse contiennent également des propositions qui indiquent comment modifier les structures économiques, politiques et mentales, qui empêchent de mettre un terme aux injustices sociales.

5.1.3 Le Synode demande à tous les hommes de bonne volonté et en particulier à ceux qui ont des responsabilités au plan politique, économique ou financier, de faire en sorte que la Suisse prenne mieux en considération les justes exigences des pays en voie de développement, principalement dans sa politique commerciale, financière et monétaire. Lorsque des actions concrètes, choisies et élaborées en commun avec les partenaires concernés, nécessiteront une aide extérieure, on veillera à ce que celle-ci n'aggrave en aucun cas - ni directement ni indirectement - la situation à long terme du pays bénéficiaire et que, à l'intérieur de celui-ci, elle s'adresse en premier lieu aux couches sociales les plus défavorisées. Il faudra examiner avec soin, de part et d'autre, sous quelle forme cette aide doit être accordée, don ou prêt. Le Synode recommande que, si des prêts se justifient pour des raisons directement productives, ceux-ci soient accordés sans intérêts.

5.2 Information et prise de conscience

Dans le sens de la Conférence de Montreux du Conseil oecuménique des Eglises (1970) et dans l'optique de la Conférence interconfessionnelle "Suisse-Tiers Monde" à Berne (1970), le Synode adresse un appel pour qu'une part des sommes récoltées pour l'aide au développement soit utilisée dans notre pays pour l'information et la conscientisation.

(Les textes 5.1 et 5.2 ont été adoptés par l'Assemblée synodale suisse et ratifiés par la Conférence des Evêques suisses le 17.2.1974).

5.3 Hommage aux Missionnaires de l'Abbaye de Saint-Maurice

Le Synode se réjouit du zèle apostolique des Missionnaires de l'Abbaye et de leur joyeux témoignage de Jésus-Christ, soit au Nord de l'Inde et au Sikkim, soit au Pérou. Il se réjouit également de l'effort concret fourni par eux dans le sens du développement et de la paix, comme partie intégrante de leur travail d'évangélisation: effort reconnu par l'aide technique de la Suisse en Inde et appuyé pour le Pérou par l'Association de coopération Suisse-Pérou.

"Par le sacrifice qui nous réconcilie avec toi, étends au monde entier le salut et la paix... Ecoute les prières de ta famille assemblée devant toi, et ramène à toi, Père très aimant, tous tes enfants dispersés!" (Prière eucharistique III)

Liste des organisations au service de la Mission,
du développement et de la paix.

1. ACTION DE CAREME

Action de Carême des catholiques suisses

Siège : Habsburgerstrasse 44, 6002 LUCERNE

Secteur romand : rue César-Roux 8, case postale 237,
1000 LAUSANNE

L'Action de Carême fut créée en 1962 à la suite de l'Année missionnaire, comme fondation ecclésiastique. Elle a pour objectif l'amélioration des conditions de vie des communautés humaines dans le monde. Ce but doit être atteint par

- l'éveil des consciences pour un développement individuel, social et pastoral en Suisse et dans d'autres pays;
- le soutien matériel et spirituel de projets concrets de développement socio-économique ou pastoral en Suisse et dans le Tiers-Monde;
- la collaboration avec toutes les personnes et institutions ayant le même objectif.

2. ASEP : Association de coopération Suisse-Pérou

Siège : Rue du Rhône 57, 1204 GENEVE

3. CARITAS SUISSE

Siège : Löwenstrasse 3, 6002 LUCERNE

Deux secteurs : Aide à l'étranger; aide à l'intérieur.

Aide à l'étranger : Aide en cas de catastrophes, aide à la reconstruction, aide sociale du tiers monde, parrainages, aides spéciales (aliments, vêtement, médicaments).

Aide à l'intérieur : surtout coordination du travail Caritas & sensibilisation sur le plan suisse et interdiocésain; coordination de l'aide aux réfugiés.

4. COMMISSION INTERCONFESSIONNELLE POUR LE DEVELOPPEMENT

Secrétariat : Institut ethico-social, Sulgenauweg 26, 3000 BERNE

La Commission interconfessionnelle pour le développement fut fondée en 1972 à la suite de la Conférence interconfessionnelle Suisse-Tiers-monde. Ses objectifs :

- poursuivre le travail de la Conférence interconfessionnelle
- entreprendre des recherches concernant des questions importantes pour la politique du développement de la Suisse,
- conseiller les responsables des Eglises dans ces questions.

5. CONSEIL MISSIONNAIRE CATHOLIQUE SUISSE

Siège : Grand-Rue 34, 1700 FRIBOURG 2

A la suite de Vatican II (Motu proprio "Ecclesiae Sanctae" no 11) le Conseil missionnaire est l'instrument de travail de la Conférence des Evêques pour la réalisation des tâches missionnaires de l'Eglise en Suisse. Il fut fondé en 1963 comme communauté de travail des (environ) 90 Institutions missionnaires établies en Suisse; dont les OPM, environ 80 sociétés de congrégations missionnaires: les organismes de laïcs missionnaires, le service Fidei Donum, l'action "Brücke der Bruderhilfe", l'Action de Carême, la MIVA, l'Association des femmes catholiques, Caritas Suisse, Association des médecins missionnaires etc. Depuis 1967 les diocèses de Suisse sont également membres.

6. DECLARATION DE BERNE

Adresse : Case postale 226, 1000 LAUSANNE 17
Biberlinstrasse 30, 8032 ZURICH

La "Déclaration de Berne" fut rédigée en 1968 et complétée en 1970 par "Les tâches de la Suisse dans la 2e décennie du développement." Ces textes qui soulignent les responsabilités de la Suisse à l'égard du développement socio-économique ont été signés jusqu'ici par environ 10 000 Suisses et Suisesses. Ils se sont engagés à favoriser les réalisations des exigences contenues dans la Déclaration. Ils complètent cet engagement par des contributions financières dans l'ordre de 1 à 3% de leur revenu mensuel.

7. FIDEI DONUM

Depuis 1945, de nombreux prêtres diocésains se sont mis à disposition des diocèses du tiers monde en particulier en Amérique latine et en Afrique. Ils sont actuellement 58, dont 35 en Amérique latine. Depuis 1972 le service spécial "Fidei donum" existant a reçu de nouvelles structures approuvées par la Conférence des Evêques.

Siège du service : P.K. Hüppi, Klosterplatz, 6440 INGENBOHL

8. FRERES SANS FRONTIERES

Secrétariat : Grand-Rue 34, 1700 FRIBOURG

"Frères sans frontières" a deux buts :

- a) recruter, préparer, envoyer des jeunes chrétiens outre-mer, en principe dans le cadre des missions;
- b) participer à la sensibilisation de l'opinion publique en Suisse en vue d'un engagement pour modifier nos mentalités et nos structures pour un développement plus intégral.

9. JUSTICE ET PAIX

Siège : Effingerstrasse 11, case postale 166é, 3001 BERNE

La Commission nationale Justice & Paix, créée en 1969 comme fondation a été reconstituée en 1974 comme commission de la Conférence des Evêques.

Son objectif : favoriser en collaboration avec les autres Eglises et des organismes profanes, la justice et la paix dans notre pays et dans le monde. Elle cherche à atteindre cet objectif par l'étude des problèmes ethico-sociaux, politiques et économiques qui s'y rapportent. Par la publication d'études et de prises de position, elle contribue à l'information de l'opinion publique en général et de l'Eglise en particulier.

10. MIVA

MIVA Suisse, 9599 ALTENRHEIN

MIVA Romande, Abbaye, 1890 SAINT-MAURICE

La MIVA, fondée en 1932, est une association de bienfaisance qui compte environ 30 000 membres et donateurs. Son objectif: procurer aux missionnaires et aux laïcs des moyens de transport (motos, jeeps, voitures).

11. OEUVRES PONTIFICALES MISSIONNAIRES (OPM)

Secrétariat romand : Grand-Rue 34, 1700 FRIBOURG 2

Les Oeuvres Pontificales Missionnaires (OPM) sont un des services prioritaires par lesquels l'Eglise universelle et les Eglises locales et tous les baptisés s'acquittent de leur devoir missionnaire.

objectifs : - l'éveil de la conscience de tout chrétien à sa responsabilité missionnaire,
- aide financière multilatérale, pour aider les jeunes Eglises à pouvoir vivre et se développer (une sorte de péréquation financière internationale à l'intérieur de l'Eglise).

Formation et loisirs

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

1. EDUCATION CHRETIENNE

Texte de base

Décisions diocésaines :

- 11.1 Age pré-scolaire
- 11.2 Scolarité obligatoire
- 11.3 Ecoles secondaires et professionnelles
- 11.4 L'enseignement universitaire
- 11.5 L'université de Fribourg
- 11.6 Les écoles catholiques privées
- 11.7 L'école catholique de Lavey

2. FORMATION CHRETIENNE

Texte de base

Décisions diocésaines :

- 12.1 Formation
- 12.2 Rôle de l'Eglise
- 12.3 Les parents
- 12.4 Les enseignants
- 12.5 Formation permanente

3. LOISIRS DANS UNE PERSPECTIVE CHRETIENNE

Texte de base

Message synodal :

- 13.1 Loisir, temps de rencontre avec soi-même
- 13.2 Loisir, temps de rencontre avec les autres
- 13.3 Loisir, temps de rencontre avec Dieu

4. PROBLEMES SPECIFIQUES DES JEUNES

Texte de base

Décisions diocésaines :

- 14.1 Formation des responsables
- 14.2 Associations et mouvements
- 14.3 Groupes de jeunes
- 14.4 Responsabilités des jeunes couples

1. EDUCATION CHRETIENNE

TEXTE DE BASE

Source : Concile Vatican II : Déclaration sur l'éducation chrétienne (citée EC)

1.1 Sens et buts de l'éducation chrétienne (cf EC 2)

"Devenus des créatures nouvelles, en renaissant de l'eau et de l'Esprit-Saint, appelés enfants de Dieu et l'étant en vérité, tous les chrétiens ont droit à une éducation chrétienne".

Les buts de cette éducation chrétienne :

non seulement assurer "la maturité de la personne humaine" mais encore aider "les baptisés, introduits graduellement dans la connaissance du mystère du salut",

- à devenir "plus conscients du don de la foi"
- à "mener leur vie personnelle selon l'homme nouveau dans une justice et une sainteté véritables"
- à "rendre témoignage à l'espérance qui est en eux"
- à collaborer à "la transformation chrétienne du monde".

1.2 Les responsables de l'éducation (cf EC 3)

C'est en premier lieu les parents, qui, "ayant donné la vie à leurs enfants, ont la très grave obligation de les élever, et à ce titre doivent être reconnus comme leurs premiers et principaux éducateurs". ... "Le rôle des parents est, en effet, de créer une atmosphère familiale, animée par l'amour et la piété envers Dieu et les hommes, qui favorise l'éducation intégrale, personnelle et sociale de leurs enfants".

Ce devoir de dispenser l'éducation requiert ensuite l'aide de toute la société. "Il est de ses fonctions de promouvoir de diverses façons l'éducation de la jeunesse".

"La responsabilité de l'éducation concerne enfin, à un titre tout particulier, l'Eglise : non seulement parce que, en tant que société humaine déjà, elle doit être reconnue comme compétente pour donner une éducation, mais surtout parce qu'elle a pour fonction d'annoncer aux hommes la voie du salut, de communiquer aux croyants la vie du Christ et de les aider par une sollicitude de tous les instants à atteindre le plein épanouissement de cette vie".

1.3 Rôle de l'école en général (cf EC 5)

"Entre tous les moyens d'éducation, l'école tient une importance particulière; elle est, en vertu de sa mission, le principal facteur de développement des facultés intellectuelles, elle exerce le jugement, elle introduit dans le patrimoine culturel dû aux générations antérieures, elle promeut le sens des valeurs, elle prépare à la vie professionnelle".

1.4 Les écoles catholiques (cf EC 8)

"La présence de l'Eglise dans le domaine scolaire se manifeste à un titre particulier par l'école catholique. Tout autant que les autres écoles, celle-ci poursuit des fins culturelles, et la formation humaine des jeunes. Ce qui lui appartient en propre, c'est de créer pour la communauté scolaire une atmosphère animée d'un esprit évangélique de liberté et de charité, d'aider les adolescents à développer leur personnalité en faisant en même temps croître cette créature nouvelle qu'ils sont devenus par le baptême et, finalement, d'ordonner toute la culture humaine à l'annonce du salut pour éclairer par la foi la connaissance graduelle que les élèves acquièrent du monde, de la vie et de l'homme".

A ce texte, on pourrait ajouter un extrait du message adressé par le Pape Paul VI à l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'Enseignement libre), réunie en congrès à Strasbourg en 1975 : "Ensemble vous voulez rendre les institutions catholiques toujours plus formatrices de l'homme, d'un homme libre et responsable, capable de vivre au-dedans de lui-même jusqu'au dialogue intime avec Dieu, capable d'exister au milieu du monde jusqu'à s'engager pour les valeurs qui construisent toujours et partout la personne, la famille, la cité, la communauté internationale, dans la justice et la paix. Cette vision de l'homme, sans cesse inspirée de l'Evangile, n'est-elle pas le fond du projet éducatif que vous vous efforcez de vivre ensemble?"

DECISIONS DIOCESAINES

11.1 Age pré-scolaire

11.1.1 Le Synode rappelle aux parents l'importance décisive de l'âge pré-scolaire pour le développement humain en général et pour le développement religieux de l'enfant. Il leur demande d'être fermement convaincus de la valeur pour leurs enfants du témoignage de leur vie chrétienne.

11.1.2 Le Synode demande aux responsables de l'Eglise d'aider les parents chrétiens à prendre conscience de leur responsabilité de premiers éducateurs de la foi de leurs enfants.

11.1.3 Le Synode prie la communauté ecclésiale et les pouvoirs publics d'encourager tout effort visant, dès l'âge pré-scolaire, à supprimer, ou du moins à réduire le handicap socio-culturel, obstacle à une authentique égalité des chances dans la formation des enfants. Il souhaite dans ce but la mise en place de structures pré-scolaires (jardins d'enfants, écoles maternelles ou enfantines) dont le programme et l'horaire soient adaptés aux goûts, au niveau intellectuel, à la capacité de résistance physique et nerveuse des enfants de cet âge.

11.2 Scolarité obligatoire

11.2.1 Le Synode invite tous les chrétiens à manifester leur intérêt pour l'école, à exercer démocratiquement leur droit de participation, à collaborer loyalement avec le personnel enseignant, à offrir spontanément leur concours et surtout, par les associations de parents, à suivre et à favoriser le travail de l'école en particulier de l'éducation morale qui doit y être donnée.

11.2.2 Le Synode rappelle aux chrétiens, et plus spécialement à ceux qui assument une responsabilité politique, leur devoir d'assurer l'intégration scolaire d'enfants socialement, physiquement ou intellectuellement défavorisés (enfants de travailleurs migrants, orphelins, infirmes, etc).

11.2.3 Le Synode rappelle aux autorités ecclésiastiques leur devoir de veiller assidûment à l'éducation morale et religieuse des enfants, en particulier de ceux qui ne sont pas élevés dans des écoles catholiques, par le témoignage de vie de leurs maîtres, par l'action apostolique de leurs camarades et surtout par le ministère des prêtres et des laïcs qui leur transmettent la doctrine du salut.

11.2.4 Le Synode rappelle aux parents chrétiens le devoir qui leur incombe de participer activement à cette éducation morale et religieuse dont ils sont les premiers responsables, de tout prévoir, en l'exigeant au besoin, pour que leurs enfants puissent développer leur formation chrétienne au rythme de leur formation profane.

11.3 Ecoles secondaires et professionnelles

11.3.1 Le Synode rappelle à tous les chrétiens que la formation professionnelle, d'orientation plus pratique, et la formation plus théorique donnée dans les collèges et lycées ont la même valeur du point de vue humain et que par conséquent ils doivent considérer ces deux types de formation comme ayant une importance équivalente.

11.3.2 Le Synode rappelle aux responsables des écoles secondaires que rien ne déçoit plus les jeunes que l'absence d'éducation lorsque le lieu même de la culture, l'école, dissocie le coeur de l'esprit, le corps de l'âme, lorsqu'elle se vide de chaleur humaine et ne vise plus qu'à la transmission d'un savoir.

Il invite donc ces responsables à rechercher pour les jeunes gens et pour les jeunes filles l'équilibre toujours difficile à atteindre entre un "plus avoir" (acquisition nécessaire de certaines connaissances) et un "mieux être" (développement des qualités du coeur et d'esprit, des dons de créativité qui constituent la personnalité).

11.3.3 Le Synode invite les responsables des écoles techniques et professionnelles à ne pas transformer leurs élèves en des "instruments" aussi perfectionnés que possible par l'apprentissage exclusif d'un "savoir-faire", mais à leur transmettre aussi une culture générale pour qu'ils ne perdent pas l'homme de vue.

11.3.4 Le Synode prie instamment les responsables de l'Eglise de continuer à porter la parole de Dieu dans les écoles secondaires et professionnelles en restant à la fois soucieuse de la finalité dernière de la catéchèse qui est la conversion personnelle à Jésus-Christ en Eglise et respectueuse des étapes de liberté pour permettre à la foi de mûrir.

11.3.5 Le Synode invite les responsables de la catéchèse dans les écoles secondaires et professionnelles à ne pas se décourager en face des difficultés actuelles, mais à continuer leur belle mission en essayant d'appliquer aussi harmonieusement que possible, en fonction des possibilités de l'école et du niveau de spiritualité des élèves, les formules telles que :

- cours biblique : étude précise des textes de la Bible, découverte du judaïsme et du christianisme;
- réflexion religieuse : partages d'Evangile, étude des sacrements, réflexion sur la messe, la prière, la vie chrétienne;
- groupe de prière : prière collective, méditation, commentaires de textes;
- réflexion libre : rencontres de personnalités, discussion autour d'un livre, d'un film, d'un fait d'actualité.

11.3.6 Le Synode demande aux responsables des écoles secondaires et professionnelles d'étudier la création d'un poste d'aumônier qui travaillerait en étroite collaboration avec les responsables de la Catéchèse, animerait la vie religieuse de l'établissement (messe, vie sacramentelle, retraite, etc..) et assisterait les élèves de ses conseils, surtout dans les

situations difficiles (crise de la foi, mésentente familiale, drogue, etc...)

11.4 L'enseignement universitaire

11.4.1 Le Synode invite tous les responsables de la formation universitaire (pouvoirs publics, enseignants, enseignés) à entreprendre les réformes de structure nécessitées par la situation actuelle (grand nombre d'étudiants, longueur des études, évolution des sciences, etc...) et en particulier à favoriser une meilleure orientation et de meilleures conditions de travail pour les étudiants.

22.4.2 Le Synode demande aux autorités de l'Eglise de se préoccuper encore davantage de l'assistance spirituelle dont les étudiants des universités ont grand besoin et de redéfinir le statut et le champ d'action des aumôniers universitaires en fonction des problèmes nouveaux des étudiants (crise de la foi et de la pratique religieuse, adaptation difficile au rythme d'étude, angoisse en face des examens, fuite dans la drogue, les expériences sexuelles et l'agitation politique, travail temporaire, mariage précoce, etc).

11.5 L'Université de Fribourg

11.5.1 Université d'Etat et de caractère international, l'Université de Fribourg est devenue la haute école des catholiques suisses. Elle est maintenant encore officiellement reconnue comme telle par la Conférence des Evêques suisses. "Il est aujourd'hui évident que les sciences et plus encore les scientifiques se trouvent confrontés aux questions fondamentales de l'être humain. Aussi le fait d'assumer la responsabilité d'un centre de recherche et d'enseignement apparaît-il pour les catholiques de Suisse comme un devoir plus justifié et plus urgent que jamais".

Le Synode reconnaît donc et souligne la situation particulière et l'importance de l'Université de Fribourg.

11.5.2 Par conséquent, les tâches de l'Université de Fribourg doivent être les suivantes :

- en tant qu'université, sa mission consiste à être au service de la science et de la recherche, au même titre que les autres universités. Cela suppose ouverture d'esprit, liberté d'enseignement ainsi qu'une haute tenue intellectuelle.
- en tant qu'université prise en charge par des catholiques, elle cherche la confrontation, du point de vue de la foi, avec tous les problèmes de la réalité dans un langage scientifique et dans l'ouverture envers ceux qui pensent différemment ou ont une autre foi.

- en tant qu'université de caractère international, elle se met spécialement au service du tiers-monde en formant des étudiants venant des pays en voie de développements et en ouvrant ses programmes d'enseignement et de recherche aux besoins du tiers-monde. Une attention particulière doit être aussi donnée à la missiologie.

11.5.3 Quant à la faculté de théologie -la seule qui, du côté catholique, soit rattachée à une université-, le Synode déclare :

- la faculté de théologie assume un service particulier dans la formation au ministère sacerdotal et aux divers services pastoraux. Pour ce qui concerne l'enseignement dans cette faculté, nous renvoyons à la recommandation : "Responsabilité du peuple de Dieu, du Magistère et des théologiens à l'égard de la foi et de la recherche théologique" (cf. Document synodal "La Foi et son annonce au monde d'aujourd'hui, 3);
- la convention entre l'Etat de Fribourg et l'Ordre des Dominicains portant sur la direction de la faculté et le choix des professeurs est actuellement en révision. Au vu de l'importance particulière de l'Université de Fribourg et de sa faculté de théologie pour l'Eglise en Suisse, le Synode souhaite que le futur statut prévoie la participation de l'évêque du lieu et de la Conférence des évêques suisses dans les diverses procédures juridiques.

Le Synode est heureux de voir les efforts actuels de coordination entre les trois institutions catholiques de théologie de Coire, Fribourg et Lucerne et de collaboration avec les facultés des confessions soeurs. Il souhaite que ces efforts soient poursuivis et intensifiés.

11.5.4 La réalisation de ces objectifs n'est possible dans la situation actuelle que si les catholiques suisses s'engagent davantage financièrement et moralement en faveur de l'Université de Fribourg. C'est pourquoi le Synode appelle tous les catholiques suisses à augmenter sérieusement leur contribution pour la quête de l'Université. C'est ainsi que ces postulats pourront avoir du poids et que leur réalisation sera possible.

Le Synode attend de la part du Conseil de L'Université qui doit représenter effectivement les catholiques suisses, qu'il continue et toujours davantage à faire valoir son influence dans le sens des postulats énoncés.

(Décision de l'Assemblée synodale suisse du 14.9.1975).

11.6 Les écoles catholiques privées

11.6.1 Le Synode invite tous les chrétiens, membres de l'Eglise catholique, à reconnaître et à faire reconnaître par l'Etat la valeur de la tâche accomplie par les Ecoles catholiques privées. Il leur demande en outre de soutenir ces écoles moralement et financièrement, afin qu'elles puissent continuer à manifester clairement la mission éducative de l'Eglise au sein d'un monde pluraliste.

11.6.2 Le Synode conseille vivement à tous les directeurs d'écoles catholiques d'adopter sans tarder la charte élaborée par le "groupement des responsables des institutions catholiques d'éducation de Suisse Romande" dont voici le texte :

A) Les buts

L'école catholique doit être tout particulièrement un foyer d'accueil. Elle doit donc viser :

- 1/ à créer une atmosphère animée d'un esprit évangélique de liberté et de charité pour aider ceux qui lui sont confiés à développer leur personnalité en faisant en même temps croître cette créature qu'ils sont devenus par le baptême; dans ce climat, le jeune doit pouvoir se trouver, s'épanouir, s'ouvrir au dialogue, faire une option libre à l'égard de la foi, avec les conséquences que comporte ce choix;
- 2/ à permettre une expérience qui complète le rôle de la famille, en favorisant entre les élèves, tant externes qu'internes, un esprit de camaraderie qui forme à la compréhension mutuelle;
- 3/ à constituer un centre où se rencontrent pour partager les responsabilités de son fonctionnement et de son progrès, familles, maîtres et groupements créés pour le développement de la vie culturelle, civique et religieuse.

B) Les moyens

L'école catholique doit, pour assurer cette mission :

- 1/ choisir des maîtres
 - ayant des qualités d'esprit et de cœur pour s'engager, témoigner, collaborer, se renouveler;
 - ayant acquis les connaissances tant profanes que religieuses ainsi qu'un savoir-faire pédagogique.
- 2/ s'ouvrir comme il convient aux exigences du monde moderne
- 3/ collaborer avec les autres écoles.

C) Rôle social

L'école catholique doit enfin sur le plan social :

- 1/ aider les élèves de conditions familiales peu favorables
- 2/ offrir un véritable service financier aux élèves de condition modeste.

11.7 Ecole catholique de Lavey

Considérant

- a) que les écoles catholiques du canton de Vaud ne sont pas subsidiées par l'Etat et que la Communauté catholique en porte toute la charge;
- b) que la Fédération des paroisses catholiques vaudoises ne peut verser à chaque école catholique du canton qu'un subside annuel de frs. 450.- par élève;
- c) que pour l'école de Lavey ce subside suffit à peine à couvrir le salaire du personnel enseignant;
- d) que tous les autres frais (électricité, chauffage, entretien des locaux, etc.) incombent à la Paroisse de Lavey dont les ressources sont par ailleurs fort modestes,

le Synode remercie les responsables de l'école catholique de Lavey pour leur travail apostolique et souhaite que l'on étudie comment soutenir cette école du Territoire de la juridiction abbatiale dans le canton de Vaud.

2. FORMATION TEXTE DE BASE

2.1 Signification humaine de la culture

2.1.1 Au sens large, la culture désigne tout ce par quoi l'homme affine et développe les multiples capacités de son esprit et de son corps (Gaudium et spes, 53).

Il en résulte que la formation doit tendre en premier lieu à "traduire, communiquer et conserver les grandes expériences spirituelles et les aspirations majeures de l'homme, afin qu'elles servent au progrès d'un grand nombre et même de tout le genre humain" (ib.).

2.1.2 La formation dépasse donc la simple accumulation de connaissances générales puisqu'elle a pour but le développement harmonieux de toutes les facultés spirituelles, intellectuelles et corporelles de l'homme.

2.2 Perspective chrétienne de la formation

2.2.1 Le but de la formation chrétienne est l'épanouissement de l'homme à l'image de Dieu "en vue de la construction du corps du Christ, au terme de laquelle nous devons parvenir, tous ensemble, à ne faire plus qu'un dans la foi et la connaissance du Fils de Dieu, et à constituer cet homme parfait, dans la force de l'âge, qui réalise la plénitude du Christ" (Ep. 4,13).

2.2.2 Conscients de leur vocation, les chrétiens doivent rendre compte et témoignage de l'espérance qui est en eux et aider à une transformation chrétienne du monde par quoi les valeurs naturelles, reprises et intégrées dans la perspective totale de l'homme racheté par le Christ, contribuent au bien de toute la société (EC 2).

2.3 Rôle de l'Eglise

2.3.1 La mission première et essentielle de l'Eglise est d'annoncer la Bonne Nouvelle; ainsi, elle ne peut rester indifférente à la formation culturelle que l'homme reçoit tout au long de sa vie.

2.3.2 C'est pourquoi l'Eglise considère qu'il lui appartient d'assurer aux baptisés une formation chrétienne à toutes les étapes et dans toutes les situations concrètes de leur vie dans ce monde.

2.4 Formation des parents

2.4.1 L'importance de la fonction d'éducateurs des parents est telle que, lorsqu'elle vient à faire défaut, elle peut

difficilement être suppléée. La famille est la première école des vertus sociales dont aucune société ne peut se passer (EC 3).

2.4.2 Le devoir de dispenser l'éducation, qui revient en premier lieu à la famille, requiert l'aide de toute la société, en particulier à la société civile à qui il appartient de fournir aux parents une aide adéquate dans leur rôle d'éducateurs (ib.).

2.4.3 Les parents à qui revient le droit de décider de la formation religieuse de leurs enfants doivent jouir d'une vraie liberté dans le choix de l'école ou autres moyens d'éducation (EC 6).

2.5 Formation des enseignants

2.5.1 Ne pouvant assumer seuls la responsabilité qui leur incombe de donner à leurs enfants la formation chrétienne et humaine nécessaire, les parents confient une partie de leur tâche à des éducateurs professionnels. Ceux-ci doivent donc se considérer comme les délégués et les collaborateurs des parents. "La vocation d'éducateur requiert des qualités toutes spéciales d'esprit et de cœur, la préparation la plus soignée et une aptitude continuelle à se renouveler et à s'adapter." (EC 5).

2.5.2 Dans une société pluraliste où l'école tend souvent à devenir neutre et même a-religieuse, il importe que les valeurs chrétiennes soient représentées par des maîtres profondément croyants qui "par leur vie plus encore que par leur enseignement, rendent témoignage au maître unique, le Christ" (EC 8).

2.5.3 S'il est vrai qu'une formation qualifiée et une aptitude continuelle à se renouveler sont indispensables aux éducateurs, il est non moins vrai que les enseignants chrétiens doivent être préparés et encouragés à rendre témoignage de l'Evangile dans les écoles et dans toutes les institutions où ils exercent leur activité. Dans ce travail de formation et de soutien, il y a pour l'Eglise un vaste ensemble de services à leur offrir.

2.6 Formation des adultes

2.6.1 C'est un fait que, sous peine d'être disqualifiés, les adultes doivent sans cesse parfaire ou renouveler leurs connaissances professionnelles.

C'est un fait aussi qu'il existe souvent un décalage entre leur formation professionnelle et leur formation spirituelle et religieuse.

Les adultes doivent donc avoir à coeur de combler cet écart et de maintenir constamment leur formation religieuse à la hauteur des exigences accrues de la vie chrétienne et de l'annonce de la foi.

2.6.2 L'Eglise doit également tenir compte de cette nécessité et contribuer pour sa part à la mise en place des structures nécessaires pour qu'une telle formation soit offerte au plus grand nombre.

2.6.3 La formation permanente que l'Eglise et ses communautés doivent assumer concerne

- en général l'ensemble des laïcs désireux d'approfondir leur foi, de la vivre dans les situations quotidiennes, d'en témoigner dans leur milieu de vie.
- en particulier ceux qui ont des responsabilités dans la formation chrétienne et humaine des enfants, des jeunes ou des adultes.

DECISIONS DIOCESAINES

12.1 Formation

12.1.1 Le Synode attire l'attention de tous les chrétiens de l'Eglise sur l'importance d'une formation humaine et chrétienne de la jeunesse d'abord, par les écoles et les instituts d'éducation, et aussi des adultes par ce qu'on appelle formation continue ou permanente.

12.1.2 Le Synode prie tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de la formation à sauvegarder et à développer un esprit chrétien dans tout le champ de leurs activités.

12.1.3 Le Synode prie tous les chrétiens d'utiliser largement les moyens mis à disposition pour leur formation permanente (cours de théologie pour laïcs, pour religieuses, cours de catéchistes, sessions, retraites) ou de proposer de nouvelles formules s'ils les jugent plus adaptées à la situation présente.

12.2 Rôle de l'Eglise

12.2.1 Le Synode prie les responsables de l'Eglise de maintenir, développer ou créer ses propres institutions de formation partout où elle a quelque chose de spécifique à offrir.

12.2.2 Le Synode demande aux laïcs chrétiens de manifester leur présence active dans les institutions profanes et de représenter l'esprit chrétien dans le pluralisme des programmes de formation.

12.3 Les parents

12.3.1 Le Synode engage les parents chrétiens à prendre conscience de leur responsabilité accrue dans un monde sécularisé. Il leur rappelle la valeur irremplaçable de l'exemple dans leur rôle de premiers éducateurs à la vie chrétienne.

12.3.2 Le Synode invite les parents chrétiens à se grouper pour faire valoir leur droit et celui de leurs enfants à une éducation conforme à leurs convictions religieuses.

12.3.3 Le Synode prie les conseils pastoraux et presbytéraux d'assurer aux parents une aide soutenue en matière de catéchèse des enfants.

12.4 Les enseignants

12.4.1 Le Synode demande aux enseignants et aux éducateurs chrétiens d'être les témoins de la foi dans leur vie et dans leur activité. Il les engage à poursuivre, à côté de leur perfectionnement professionnel, leur formation chrétienne par tous les moyens appropriés : cours bibliques, cours de théologie pour laïcs, groupes de prières, sessions, retraites.

12.4.2 Le Synode prie les autorités ecclésiastiques d'accorder toute leur attention et tout leur soutien à la formation chrétienne des enseignants en mettant à leur disposition les moyens nécessaires à leur perfectionnement.

12.5 Formation permanente

12.5.1 Le Synode exhorte tous les adultes à prendre conscience de la nécessité de maintenir leur formation chrétienne à la hauteur des exigences de la vie de la foi.

12.5.2 Le Synode demande aux Conseils pastoraux de développer la formation chrétienne permanente des laïcs et de prendre des initiatives en faveur de cette éducation.

12.5.3 Le Synode prie les paroisses d'instituer ou de développer une aide communautaire pour subvenir à la formation des laïcs appelés à assumer des tâches d'Eglise.

3. LOISIRS DANS UNE PERSPECTIVE CHRETIENNE

TEXTE DE BASE

Comme les textes conciliaires l'ont souligné à plusieurs reprises, "il est indéniable que les merveilleux progrès de la technique et de la recherche scientifique, les nouveaux moyens de communication sociale, offrent la possibilité de jouir de loisirs accrus, d'accéder plus aisément au patrimoine culturel et spirituel de l'humanité, de s'enrichir mutuellement grâce aux relations plus étroites qui existent entre les groupes et entre les peuples eux-mêmes" (cf. Déclaration sur l'Education chrétienne, Préambule).

Les loisirs doivent donc contribuer à l'épanouissement de l'homme total et l'Eglise, qui désire ardemment le Bonheur de l'homme, se doit d'imprégner de son Esprit ce temps privilégié où l'être se sent plus directement confronté avec lui-même et où la notion fondamentale de liberté intérieure devrait pouvoir s'exprimer pleinement.

MESSAGE SYNODAL

13.1 Loisir, temps de rencontre avec soi-même

Le Synode invite tous les chrétiens à profiter du temps des loisirs pour se retrouver soi-même. C'est en prenant "le temps de s'asseoir" que l'on parviendra à s'enrichir et à grandir intérieurement. Dieu ne s'est-il pas lui-même ménagé un jour de repos au soir de la Création ?

Les moyens nombreux et variés qui sont à notre disposition pour nous réaliser plus complètement : méditation personnelle, "activités artistiques et culturelles, activités sportives et exercices physiques qui aident à conserver un bon équilibre psychique" (cf. Gaudium et Spes 67), en un mot toute possibilité qui permette à l'homme de quitter la routine quotidienne, source de stagnation dangereuse, et "de déployer des facultés et des capacités qu'il a peut-être peu l'occasion d'exercer dans son travail professionnel" (ibidem).

13.2. Loisir, temps de rencontre avec les autres

Le Synode recommande comme un impératif urgent de créer des occasions de rencontre, en particulier entre personnes d'âges et de mentalité différents ou d'autres confessions, avec les travailleurs migrants. Les centres paroissiaux doivent servir à ce but. La communauté chrétienne est invitée à servir d'exemple : elle doit permettre une coexistence fraternelle

entre habitants d'un même bâtiment locatif, d'un même quartier, par exemple. Les problèmes de voisinage se résoudront dans un esprit de vraie charité chrétienne.

Le temps des loisirs est aussi celui qui devrait permettre d'entretenir une vie de famille encore plus intense.

Les voyages en d'autres régions, ceux particulièrement qui affinent l'intelligence, sont l'occasion d'un enrichissement mutuel par la connaissance de l'autre. Cela sous-entend ouverture d'esprit, affinement du sens critique, "politique" des bras ouverts, compréhension et respect de l'être et de son style de vie.

C'est un fait que les voyages attirent souvent les touristes dans des pays pauvres. Le Synode voit là une occasion de s'ouvrir plus largement aux problèmes posés par la pauvreté dans le monde.

La pratique de sports collectifs doit être éclairée d'un esprit de saine émulation et non de sauvage soif de vaincre, de partage et non d'égoïsme.

13.3. Loisir, temps de rencontre avec Dieu

Le Synode souhaite que l'homme -et le chrétien tout particulièrement- consacre son temps de loisir, ou tout au moins une grande partie de celui-ci, à une connaissance plus approfondie de Dieu et de la Parole. Une place importante sera réservée à la contemplation et à la méditation.

Le Synode voudrait insister sur les merveilleuses possibilités qui existent de rencontrer Dieu, dans sa propre paroisse, en accueillant ses frères pour la prière en une étude biblique par exemple, aussi bien que dans une paroisse ou une communauté lointaine, par le partage de la même Réalité et une animation spirituelle tournée vers l'action de grâce.

Il arrive souvent que l'homme d'aujourd'hui vive hors de sa paroisse les temps forts de la Liturgie; dans la même mesure où il souhaitera vivre intensément sa foi là où il se trouve, nous ferons en sorte que l'inverse soit aussi une réalité et que l'étranger trouve dans sa paroisse "occasionnelle" un accueil fraternel, une liturgie où le sens de la fête, sans en être exclu, ne sortira jamais des limites de la décence et du bon goût.

Le Synode n'insistera jamais assez pour recommander la fréquentation de retraites et de pèlerinages qui demeurent deux moyens privilégiés de rencontrer le Seigneur et de parfaire son expérience religieuse.

4. PROBLEMES SPECIFIQUES DES JEUNES

TEXTE DE BASE

4.1 La situation de la jeunesse peut se résumer de la façon suivante :

- une recherche intensive de nouvelles formes d'expression et de vie, et, en même temps, une publicité massive dirigée vers les jeunes par l'industrie des loisirs;
- un besoin de contact, vu les difficultés souvent rencontrées avec les générations plus âgées; passivité et résignation;
- la crise de la foi, liée à la crise de la société actuelle, qui peut conduire jusqu'à un refus catégorique de cette foi.

4.2. Le cheminement des jeunes

Etant à la recherche de leur identité, les jeunes ont besoin d'être aidés dans leur cheminement, cela nécessite de la part des adultes compréhension et ouverture d'esprit. Les étapes de leur évolution doivent être respectées; les échecs et les défaillances sont donc à considérer comme des phénomènes tout à fait naturels.

Le premier groupe dans lequel un jeune entre lorsqu'il prend ses distances à l'égard de ses parents est d'une très grande importance : il pourra le marquer profondément.

C'est aux parents, aux éducateurs, aux aumôniers et aux groupes responsables, qui connaissent les étapes de leur évolution, qu'incombe le devoir de chercher avec eux des voies nouvelles. En cas d'échecs, il ne faut pas tout simplement renoncer, mais plutôt apporter au groupe une aide qui lui permette de prendre un nouveau départ et de conserver son autonomie.

A leur tour, les fidèles de la paroisse doivent essayer de comprendre cette évolution afin d'être en mesure d'admettre les échecs et les recommencements.

4.3 Les aspirations des jeunes

Les jeunes recherchent souvent un lieu où ils peuvent se retrouver, en dehors de la famille, avec d'autres jeunes. Ils ressentent un besoin d'échanger leurs idées, de discuter de leurs problèmes pour essayer de les résoudre, de recevoir des réponses aux questions qu'ils ne peuvent ou n'osent pas poser à leurs parents et également de se distraire et de se défouler. Ils souhaitent aussi pouvoir prendre des initiatives et mener à bien des projets par leurs propres moyens.

C'est pourquoi, il faut être accueillant et faire preuve de confiance, quand on voit naître l'idée d'une action spontanée ou de la création d'un groupe. Pour les groupes de jeunes, il est souhaitable que les responsables soient à la foi des "compagnons de route" et des "guides".

4.4 Travail de l'Eglise auprès des jeunes

Le but de ce travail, est de chercher avec les jeunes, à partir de la foi chrétienne, le sens de la vie, et de leur donner la possibilité de vivre une vie chrétienne. Le travail de l'Eglise est d'une grande importance auprès des jeunes. C'est pourquoi elle doit être à l'écoute et à disposition des jeunes; il faut éviter de vouloir s'imposer.

DECISIONS DIOCESAINES

14.1 La création de centres pour la formation des responsables de la jeunesse sur le plan intercantonal est souhaitable. Le Synode demande que l'on fasse les démarches utiles, y compris celles qui concernent le financement.

14.2 Les associations et mouvements catholiques pour l'enfance et la jeunesse accomplissent un travail précieux.

14.2.1 Le Synode souhaite que ces mouvements entreprennent courageusement les changements de structures devenus nécessaires.

14.2.2 Il demande à tous, clergé et fidèles, de suivre avec compréhension et bienveillance la recherche de formes nouvelles d'actions pour les jeunes.

14.2.3 D'autre part, le Synode exhorte les jeunes

- à chercher loyalement ce qui donne un sens à la vie: la certitude de l'existence d'un Dieu Père révélé en Jésus-Christ;
- à regarder l'Eglise pour y découvrir, malgré les fautes des hommes, le visage du Christ éternellement jeune;
- à se mettre à l'oeuvre très généreusement pour construire un monde meilleur dans ce souci qu'a l'Eglise du respect de la dignité, de la liberté et du droit de toute personne.

14.3 Le Synode demande aux paroisses de partager le souci des groupes de jeunes, en mettant à leur disposition des locaux adaptés et en leur offrant la collaboration, si le besoin se fait sentir, de personnes capables d'animer et d'aider ces groupes. Si les circonstances le demandent, les paroisses devraient également leur apporter une aide financière.

14.4. Le Synode souhaite que des jeunes couples prennent conscience de leurs responsabilités à l'égard de la jeunesse et la fassent bénéficier de leur expérience.

L'Eglise en Suisse et les moyens de communication sociale

Promulgation des décisions de ce document synodal
par Monseigneur Henri Salina le 30 novembre 1975

PLAN DU DOCUMENT

1. LA COMMUNICATION EN GENERAL
 - 1.1 Les documents de l'Eglise
 - 1.2 Education aux media
 - 1.3 Dimension oecuménique des media
 - 1.4 Dimension universelle des media
 - 1.5 Conception d'ensemble et financement

2. LA PRESSE ECRITE
 - 2.1 La presse en général
 - 2.2 Le journal catholique
 - 2.3 La presse paroissiale

3. LES MOYENS AUDIO-VISUELS
 - 3.1 Les moyens audiovisuels en général
 - 3.2 Radio et télévision
 - 3.3 Films
 - 3.4 Nouveaux moyens audiovisuels

1. LA COMMUNICATION EN GENERAL

1.1 Documents de l'Eglise

Le respect des libertés est à la base de la communion et de la communication entre les hommes. Encore faut-il s'entendre sur le sens de l'authentique liberté et notamment de la liberté religieuse. Deux documents fondamentaux vont nous y aider :

- La Déclaration conciliaire sur la liberté religieuse (1965);
- l'Instruction pastorale "Communio et progressus" sur les moyens de communication sociale, élaborée par mandat spécial du Concile (Inter mirifica, 23) et promulguée par le Pape Paul VI le 23 mai 1971, pour compléter le court décret conciliaire.

Les documents seront cités de la façon suivante :

- | | |
|-------|--|
| C P | Instruction pastorale "Communio et progressus" |
| L R | Déclaration du Concile sur la Liberté religieuse
"Dignitatis humanae" |
| M C S | Décret conciliaire sur les Moyens de communication
sociale "Inter mirifica" |

1.1.1 Lieu de la liberté religieuse

Le Concile montre bien le champ où s'exerce la liberté religieuse, en la situant face à toute contrainte extérieure à la conscience de chacun. Mais parallèlement, il définit l'obligation morale faite à chacun de chercher la vérité, d'y adhérer dès qu'il la trouve, de régler toute sa vie sur ses exigences. Ici la vérité nous est définie comme le pôle de l'âme humaine. La seule "contrainte" pour celle-ci est donc celle qui émane du rayonnement même de la vérité à l'intérieur de la conscience (LR, 2).

1.1.2 Rôle du Magistère de l'Eglise

De plus, le Magistère de l'Eglise ne peut pas ne pas définir son rôle unique au service de ce rayonnement de la vérité dans les coeurs (LR 14). Pour comprendre ici cette mission de l'Eglise, il est utile de rappeler la distinction élémentaire entre la personne toute pure de l'Eglise, "maîtresse de vérité" et le personnel pécheur de cette Eglise. Car s'il peut être théoriquement facile de reconnaître à la personne de l'Eglise ce rôle unique pour la formation de la conscience des fidèles, il arrive aussi que le personnel de l'Eglise apparaisse à la limite, à cause de son péché - mais à cause

du nôtre aussi -, plus comme un obstacle à la conscience que comme son appui.

1.1.3 Nécessité du dialogue dans l'Eglise

D'où la nécessité de la purification de chacun par le dialogue, à condition que le Magistère de l'Eglise n'y soit pas contesté dans le principe même de sa mission de guide au service de notre foi (LR 3). L'autorité de l'Eglise reprend à son compte ici le mot de S. Paul aux Corinthiens: "Ce n'est pas que nous entendions régenter votre foi; non, nous sommes les auxiliaires de votre joie!" (2 Cor 1.24).

1.1.4 Notre double devoir face à la vérité

Enfin, si "le disciple a envers le Christ son maître le grave devoir de connaître toujours plus pleinement la vérité qu'il a reçue de lui", il a le même grave devoir "de l'annoncer fidèlement et de la défendre énergiquement, en s'interdisant tout moyen contraire à l'esprit de l'Evangile" (LR14).

En conclusion, Vatican II nous rappelle l'exigence équilibrée d'une double fidélité:

- fidélité au devoir d'accepter le rayonnement de la vérité sur notre âme et sa diffusion sur toutes les âmes;
- fidélité au devoir de respecter le dialogue comme règle entre des personnes libres et responsables dans la recherche de la vérité, ainsi que la mission du Magistère de l'Eglise au service de cette recherche.

"Il faut prendre en considération tant les devoirs envers le Christ, Verbe vivifiant, qui doit être annoncé, que les droits de la personne humaine et la mesure de grâce que Dieu, par le Christ, a départie à l'homme, invité à accueillir et à professer la foi de son plein gré" (LR 14).

1.1.5 La vocation des MCS en général

Véritables "dons de Dieu" (Pie XII), les moyens de communication entre les hommes sont appelés à servir la communion entre eux, à l'image du mystère fondamental de l'éternelle société de Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit, vivant une seule vie divine (CP2,8).

Cette communion entre les hommes repose totalement sur leur volonté libre et les MCS reçoivent finalement leur valeur de l'usage qu'en fait la liberté humaine. (CP 13)

Par l'abus de sa liberté, l'homme a rompu par son péché sa communion avec Dieu et avec ses semblables. Il peut corrompre dès lors les moyens de la communication jusqu'à la négation ou l'altération des valeurs essentielles de la vie humaine (CP9,10).

La communion n'est rétablie qu'en Jésus-Christ, le parfait "Communicateur", offrant les seules règles valables de la communication dans l'obéissance aux grandes lois de la sincérité, de l'honnêteté et de la vérité (CP 11 et MCS 1,2).

1.1.6 Les MCS au service du dialogue dans la société

Le progrès technique des mass-media est tel que peut naître, d'un bout à l'autre du monde, un dialogue public de toute la société, dialogue favorisant la compréhension et la bienveillance réciproque dans le monde entier. (CP 19)

Ainsi le travail de pensée et de réflexion devient de plus en plus oeuvre d'équipe où le libre échange des informations et la liberté d'expression sont à la fois un droit personnel et un devoir social (CP 45).

La formation de cette opinion publique exige : pour chacun : la pleine liberté d'exprimer sa pensée, dans les limites de l'honnêteté et du bien commun, dans la conformité à la dignité humaine et pour le service de la vérité; (CP 26,29)

- pour l'informateur : la pleine liberté d'informer, mais dans les limites des règles du métier, dans le respect de la discrétion et du secret dus aux personnes et aux sociétés, dans le respect aussi de la psychologie des foules, en un mot : dans le respect absolu des lois morales, des droits et de la dignité de l'homme (CP 36-40, MCS 3).

1.1.7 Les MCS au service du dialogue dans l'Eglise

La communication et le dialogue sont nécessaires au service de la communion des chrétiens entre eux (CP 114). Pour alimenter ce dialogue, l'Eglise a besoin d'une opinion publique, servie elle-même par une authentique liberté d'expression : condition de progrès pour sa pensée et pour son action (CP 115,116).

Cette liberté d'expression repose :

- sur le "sens de la foi" soutenu par l'Esprit de vérité, dans le respect de la fonction providentielle du Magistère;
- sur la charité qui seule fait communier la liberté des chrétiens à la liberté du Christ pour que, délivrés des liens du péché, ils soient capables de juger librement selon la volonté de Dieu (CP 116).

1.1.8 Lieux du dialogue et de la recherche dans l'Eglise

Les vérités de la foi tiennent à l'essence même de l'Eglise et ne peuvent, en aucun cas, être laissées à l'interprétation arbitraire des individus. Mais comme l'Eglise se meut dans l'Histoire, elle doit chercher :

- comment exposer les vérités de la foi, à des époques et dans des cultures différentes;
- comment adapter son action aux mutations qui s'opèrent dans le monde.

Le dialogue et la recherche se situent donc non point au plan des vérités de la foi proprement dite, mais au plan de l'expression et de la vie concrète de la foi. (CP 117)

1.1.9 Recherche théologique et attitude pastorale

En outre, une distinction claire doit être faite entre:

- le niveau de la recherche scientifique en théologie, dans des revues spécialisées, et
- le niveau de l'enseignement des fidèles, où seul doit être proposé l'enseignement sûr, reconnu par le Magistère de l'Eglise (CP 118).

1.1.10 Information dans l'Eglise

Ces distinctions faites, il reste pour chaque membre du Peuple de Dieu, le droit à une information adaptée, en vue de son rôle actif dans l'Eglise. Cette information doit se faire par des moyens de communication suffisamment diversifiés et largement diffusés, mais notamment aussi par des MCS catholiques dans toute la mesure du possible (CP 119). Un courant continu et réciproque doit s'établir entre la Hiérarchie et les fidèles, et dans la meilleure transparence possible (CP 120-121).

1.1.11 Les MCS au service du dialogue entre l'Eglise et la société

L'Eglise doit proclamer sa doctrine et sa morale à tous les fils de cette terre dont elle partage le sort. Epouse de Celui qui est "le chemin, la vérité et la vie", elle a reçu la vocation de donner une réponse plénière aux questions concernant les problèmes de la foi, la manière de vivre, la conception du monde (CP 122).

D'autres institutions, il est vrai, revendiquent cette compétence. Et aujourd'hui, les croyants vivent moins en groupes fermés et sont intégrés de manières diverses à la société pluraliste. De ce fait, ils sont confrontés davantage aux grands problèmes de la vie.

De plus, l'Eglise doit lire les signes des temps et donc connaître les réactions de l'homme moderne, catholique ou non, aux faits et aux idées. Elle doit apprendre les mentalités et les attitudes de l'homme contemporain à partir de ses questions, pour acquérir un langage accessible à tous (CP 122,125).

1.2 Education aux media

1.2.1 Pour se préparer à participer au dialogue, tout homme doit apprendre à se familiariser avec les moyens de communication sociale; ce devoir concerne en particulier ceux qui se vouent à l'information et à l'éducation.

1.2.2 Le Synode demande aux responsables dans la théologie, la catéchèse, la formation permanente des adultes, de dispenser dans leur enseignement les connaissances élémentaires dans ce domaine des MCS.

R1.2.3 Le Synode appuie les efforts accomplis sur le plan universitaire -en particulier par l'Institut de journalisme de l'Université de Fribourg-, pour l'étude des MCS, la recherche dans ce domaine, la formation de journalistes et de rédacteurs compétents.

R1.2.4 Le Synode recommande des revues bibliographiques donnant de bonnes analyses des livres*et il souhaite une telle aide dans le domaine des films (voir plus loin R3.3.5 - 3.3.8).

R1.2.5 Le Synode soutient toutes les dispositions législatives visant à protéger autant que possible les jeunes contre les dommages quelquefois graves et durables que certaines communications peuvent infliger à leur affectivité et à leur sens moral; mais pour les enfants et les adolescents, la législation n'est qu'un préalable, certes indispensable, à l'action éducative de la famille et de l'école (CP 89).

R1.2.6 Le Synode rappelle aux autorités compétentes qu'il appartient aussi à la loi d'encourager et de favoriser le financement au moins partiel des moyens de communication sociale qui promeuvent manifestement le bien commun, comme, par exemple, les divers organismes d'information, les publications spécifiquement éducatives, les films et les émissions destinées aux enfants, lorsqu'il y a peu d'espoir de rentabilité. Cela s'applique également à de grands films et à des émissions ou publications de "haute qualité", lorsqu'ils s'adressent à une clientèle restreinte (CP90).

1.3 Dimension oecuménique des media

R1.3 Les media doivent soutenir le mouvement oecuménique et s'ouvrir à cette dimension en particulier dans les questions sociales, économiques et politiques.

*cf. la revue "Notes bibliographiques" (Rédaction: Rue de l'Université 98, Paris 7) et "Livres jeunes aujourd'hui" (même Réd.)

1.4 Dimension universelle des media

R1.4 Les media seront fidèles à une information complète et lucide tant sur l'activité missionnaire de l'Eglise que sur le problème du développement et de la paix dans le monde, en tirant le meilleur parti possible des documents de travail mis à disposition par le Service d'information Tiers-Monde (organisation: Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Swissaid).

1.5 Conception d'ensemble des media et financement

1.5.1 Le Synode demande à la Conférence des évêques de faire établir une conception d'ensemble présentant, sous l'angle pastoral et structurel, le travail de l'Eglise dans le domaine des media. Cette conception comprendra les structures adéquates et les moyens nécessaires pour chaque medium et pour chaque région du pays. On prévoira en particulier :

- les organes nécessaires pour conseiller les évêques, la Conférence des évêques, et divers centres ecclésiastiques;
- une coordination et un renforcement des institutions actuelles ainsi qu'une forme de péréquation, au plan national, entre les régions plus ou moins dotées de moyens;
- enfin la création d'un organisme suisse qui soit un lieu de concertation (par exemple sous forme d'un Conseil des media).

En vue de prochaines décisions, on devra recourir aux études déjà faites et auxquelles les responsables du travail d'Eglise dans les media ont donné leur accord de principe (cf. rapport W. Kaufmann, "Les activités catholiques dans le domaine des media").

1.5.2 Le Synode prie les instances compétentes de l'Eglise en Suisse de veiller à ce que les Centres et Associations au service des media puissent répondre toujours mieux aux exigences structurelles, techniques et financières et soient dotées du personnel nécessaire.

Ces organismes doivent collaborer avec les institutions privées et officielles de communication, représenter les désirs de l'Eglise et des chrétiens et apporter des contributions effectives dans leur domaine.

1.5.3 Etant motivée par la mission même de l'Eglise, l'activité dans les media doit également être financée par les contributions ecclésiastiques ordinaires. Aussi la Conférence centrale catholique-romaine (RKZ) est-elle instamment priée de participer de manière accrue à ce financement et d'établir une planification à long terme.

1.5.4 Les paroisses (communes ecclésiastiques) sont priées de prendre leur part dans le financement des media au service de l'Eglise. Elles se donneront aussi, en coopération oecuménique, les instruments nécessaires pour participer à la communication sociale (bibliothèques, mediathèques, appareils divers). Il s'agit là d'un domaine nouveau de responsabilité pastorale, valable également sur le plan diocésain ou cantonal, d'autant plus que la Suisse va connaître la réalisation de la TV par câble.

1.5.5 La Journée mondiale des moyens de communication sociale qui est fixée au dimanche suivant la fête de l'Ascension, a pour but de rendre les croyants de plus en plus conscients de l'importance du travail dans les media.

Le Synode attend de tous les catholiques et de leurs pasteurs qu'ils manifestent leur compréhension par la quête du "Dimanche des media" et apportent ainsi une contribution financière indispensable pour remplir des tâches particulières.

(Décision de l'Assemblée synodale suisse du 12.9.1975)

2. LA PRESSE ECRITE

2.1 La presse en général

2.1.1 Place de la presse écrite dans les media

Bien que le champ de diffusion de la radio et de la télévision soit considérable, la presse écrite tient aujourd'hui encore une place importante parmi les mass-media. Mais contrairement aux moyens de communication qui sont au bénéfice d'une concession, la presse écrite fonctionne presque exclusivement sur la base d'une économie privée.

2.1.2 Entreprises au service de la pensée chrétienne

Il existe en Suisse de nombreuses entreprises dans le secteur de la presse et du livre, qui non seulement sont prêtes à collaborer avec les instances ecclésiastiques, mais aussi à assumer l'importante charge de la publication et de la diffusion du patrimoine culturel chrétien dans les domaines théologique, catéchétique et religieux. Le fait d'avoir un but idéal ne dispense pas ces entreprises d'être dépendantes des mêmes lois économiques que les autres maisons commerciales.

2.1.3 L'Oeuvre Saint-Augustin

Parmi ces maisons, il convient de signaler "l'Oeuvre Saint-Augustin" à St-Maurice, fondée au début de ce siècle par le Chanoine Cergneux de l'Abbaye de Saint-Maurice.

RECOMMANDATIONS DIOCESAINES

2.1.4 Chaque chrétien est invité à soutenir les maisons qui assurent la publication et la diffusion du patrimoine culturel chrétien.

2.1.5 Ces maisons doivent chercher à mettre à la portée de tous les chrétiens des livres à des prix abordables (par exemple des livres de poche).

2.1.6 Chaque chrétien est invité à parfaire sa formation et son information sur le plan religieux en employant les divers moyens que lui offre cette presse.

2.1.7 Le Synode demande aux responsables et collaborateurs des diverses revues d'être préoccupés de nourrir avant tout la foi de leurs lecteurs dans une attitude pastorale humble et correcte (voir 1.1.10), en distinguant bien les lieux du dialogue et de la recherche dans l'Eglise (1.1.9).

2.2 Le journal catholique

2.2.1 Mission du journal catholique

Le journal catholique s'efforce d'atteindre les objectifs suivants :

- traduire dans le langage de tous les jours l'annonce de la foi;
- analyser et commenter l'évènement dans une perspective chrétienne;
- garantir une information constante sur l'Eglise et sur la vie ecclésiale, au sein de sa mission générale d'information;
- présenter une analyse critique des questions qui concernent l'Eglise;
- encourager la participation des lecteurs à la vie de l'Eglise;
- refléter le pluralisme des courants d'opinions dans l'Eglise;
- exprimer l'engagement politique des chrétiens.

2.2.2 Sa déontologie

Dans ce multiple effort, il doit être ouvert à la vérité, attentif à l'homme d'aujourd'hui, en répondant en tout aux exigences journalistiques.

2.2.3 Ses difficultés

Ce n'est un mystère pour personne que les journaux, engagés politiquement ou idéologiquement, traversent en ce moment

une crise grave. Une coordination accrue peut être un moyen efficace de parer à ces difficultés, à condition d'éviter le nivellement dans l'uniformité.

2.2.4 Sa nécessité

Une presse spécifiquement catholique demeure nécessaire: outre les informations épisodiques publiées par la presse neutre, il est indispensable d'avoir une information catholique continue, laquelle n'est oarantie que par un journal ayant fait, dans ce domaine, une option fondamentale.

Un autre devoir important incombe à la presse catholique: c'est de mettre réellement en valeur la présence d'une population catholique dans une société pluraliste.

Par ailleurs, à l'intérieur de l'Eglise, la presse catholique a, en toute indépendance, la fonction d'offrir un forum de discussion entre tous les catholiques, et de dialogue avec la hiérarchie. Ainsi sert-elle l'information réciproque entre l'autorité et le Peuple de Dieu.

RECOMMANDATIONS DIOCESAINES

2.2.5 *Le Synode demande aux catholiques de demeurer fidèles aux journaux catholiques qui s'efforcent de fournir aux lecteurs une vision chrétienne de l'évènement.*

Cette fidélité implique une lecture critique et ouverte de ces journaux, ainsi qu'une appréciation des commentaires et de l'information.

Elle s'exprime aussi et principalement par une participation attentive et une collaboration active à la vie du journal (Courrier du lecteur, collaborations, recherche de nouveaux abonnés).

2.2.6 *Le Synode demande aux responsables des divers journaux catholiques de continuer leur recherche d'une coordination accrue, pour une meilleure qualité de leur édition.*

2.2.7 *Le Synode demande que la rédaction des journaux catholiques soit confiée à des personnes dont l'ensemble garantisse la compétence sur les plans théologique et journalistique, dans la conscience aussi des exigences de la formation d'une saine opinion publique (voir 1.1.7 ci-dessus).*

2.2.8 *L'autorité hiérarchique de l'Eglise veillera à garantir l'autonomie de la presse catholique qui n'engage qu'elle-même, et à respecter une vraie liberté d'expression (voir 1.1.8).*

2.3 La presse paroissiale

2.3.1 Mission de la presse paroissiale

Dans la pratique, la presse paroissiale est considérée comme un instrument pastoral adapté à notre époque:

- elle complète, sous l'angle local, les informations du journal catholique;
- elle peut être un précieux stimulant de la communication et de la communion entre les fidèles;
- elle peut nouer des contacts humains sur le plan régional et local, en vue d'une pastorale d'ensemble;
- elle peut être aussi une aide considérable pour l'évolution des structures paroissiales.

2.3.2 Son ouverture

La presse paroissiale doit être ouverte à toutes les questions intéressant l'Eglise et le monde. Elle ouvrira donc l'esprit de ses lecteurs dans le domaine religieux et sur leur responsabilité chrétienne dans la vie sociale, culturelle et politique. Comme telle, elle contribuera à la formation permanente des chrétiens.

2.3.3 Le Bulletin paroissial

En Suisse romande, la presse paroissiale est représentée surtout par le "Bulletin paroissial VIE" édité par l'Oeuvre Saint-Augustin. Cette publication est mensuelle. Elle contient un fond commun dont la responsabilité est confiée à un comité romand de rédaction. Des pages paroissiales peuvent s'y ajouter, sous la responsabilité de l'équipe pastorale de chaque paroisse.

2.3.4 Feuilles paroissiales

Il existe enfin ici ou là des "feuilles paroissiales", par lesquelles des prêtres tiennent à personnaliser et à prolonger leur effort pastoral.

DECISION ET RECOMMANDATIONS DIOCESAINES

2.3.5 *Le Synode affirme la nécessité de la presse paroissiale et de la collaboration sur le plan romand pour des pages communes, pour autant que l'aspect local ne soit pas sacrifié.*

R2.3.6 *Les responsables de la presse paroissiale veilleront surtout à nourrir la foi des lecteurs et à en éclairer leur*

vie, dans l'exercice d'un authentique service pastoral (voir 1.1.10 ci-dessus).

R2.3.7 Le Synode souhaite qu'à cet effort de la part des responsables de la presse paroissiale corresponde celui des lecteurs, prêtres et laïcs, pour un approfondissement dans le dialogue.

R2.3.8 La diffusion de la presse paroissiale est recommandée notamment auprès des nouveaux venus dans la paroisse.

3. Les moyens audiovisuels

3.1 Les moyens audiovisuels en général

3.1.1 le langage audiovisuel

Pendant des siècles, la communication en Occident a eu la forme du langage parlé ou écrit. Cette forme est aujourd'hui complétée par l'image sonore et visuelle. C'est la communication dite audiovisuelle. Ce langage semble saisir l'homme d'aujourd'hui d'une façon plus totale et plus profonde.

3.1.2 sa complexité

En face de ces techniques nouvelles et de leur commercialisation compliquée, la tentation est de croire que ce domaine de l'audio-visuel est l'affaire unique des spécialistes. Par ailleurs, devant la masse des productions offertes à un public qui se chiffre en millions de personnes, les considérations éthiques ou simplement esthétiques ont souvent peu de poids.

3.1.3 l'Eglise face à ce nouveau langage

Pourtant l'Eglise doit se mettre à l'étude de ce nouveau langage si, dans son dialogue à l'intérieur comme à l'extérieur de la communauté ecclésiale, elle veut atteindre l'homme d'aujourd'hui. Il serait faux de se retrancher dans une attitude préventive, dans l'espoir de protéger le peuple chrétien contre l'inflation de l'image. Une attitude positive est nécessaire pour découvrir les possibilités offertes, par ces nouveaux media, au service de l'homme et de la société. Une collaboration dynamique et l'éducation du "consommateur" sont indispensables à côté des mesures de censure toujours utiles.

3.1.4 son engagement

L'engagement dans ce domaine fait donc partie des tâches majeures de l'Eglise paroissiale, diocésaine et interdiocésaine, avec toutes les conséquences financières qui peuvent en découler.

3.1.5 Pour s'adresser aux hommes d'aujourd'hui, dans les secteurs de l'évangélisation, de la catéchèse, de la liturgie, l'Eglise doit transmettre son message également dans le langage des moyens audiovisuels de notre époque.

Par conséquent, le Synode demande à tous les responsables de la pastorale, de la catéchèse, de l'animation de la jeunesse et de la formation des adultes, d'employer de plus en plus ces moyens audiovisuels et de le faire avec méthode.

3.1.6 Le Synode demande instamment à tous ceux qui s'occupent de la construction d'églises et de centres paroissiaux de prévoir les installations nécessaires pour l'utilisation des moyens audiovisuels, en collaboration avec des conseillers compétents.

(Voir en outre la décision synodale suisse sur la "conception d'ensemble et le financement" du travail de l'Eglise dans le domaine des media 1.5 ci-dessus).

3.2 Radio et Télévision

3.2.1 En Suisse, les structures actuelles assurent à la Société suisse de Radiodiffusion et de Télévision (SSR) un monopole de fait, réglementé pour l'heure par les articles d'une concession de l'autorité fédérale, dans l'attente d'un article constitutionnel en élaboration.

D'autres formes pourraient être envisagées. Mais elles porteraient fondamentalement la même responsabilité que l'actuelle SSR: en domaine d'information, de culture et de divertissement, assurer les droits fondamentaux de la personne humaine et servir vraiment le bien commun d'un pays petit par ses dimensions mais très riche par ses diversités culturelles.

Cette responsabilité, qui doit être assumée tout au long d'une chaîne qui va des autorités de la société concessionnaire aux organisations institutionnelles, et de l'élaboration de la grille des programmes à leur fabrication et diffusion sur l'antenne, ne peut être vraiment assurée ni par l'Etat seul, ni par un groupe relativement restreint de personnes, qui assure lui-même son propre recrutement.

Aussi le Synode encourage-t-il tous les chrétiens, et spécialement ceux qui portent à ces égards une responsabilité professionnelle, sociale ou politique,

- à demeurer scrupuleusement attentifs à une représentation équitable de tous les groupes sociaux dans les institutions établies;
- et à veiller à l'interprétation la plus ouverte possible des termes de l'actuelle concession.

3.2.2 Toute situation de monopole implique des dangers propres auxquels doivent être constamment attentifs tant la Société elle-même et ses directeurs que les journalistes et animateurs, producteurs et réalisateurs, puisqu'ils se veulent, à juste titre, dans le domaine de la radio et de la télévision, les serviteurs du droit à l'information de tous les citoyens.

Pour eux, la difficulté probablement la plus grande est de donner voix au pluralisme des opinions (majoritaires et minoritaires) qui se font entendre dans le pays, tout en gardant l'unité de ton et de style de tout medium qui se respecte.

Parmi ces opinions, doit pouvoir s'exprimer la voix des chrétiens en tant que, individuellement ou en Eglise, ils manifestent les valeurs évangéliques qu'ils essaient de vivre et pour lesquelles ils s'engagent dans la société.

3.2.3 L'attitude des chrétiens dans le domaine des moyens de communication sociale est clairement définie dans l'instruction pastorale "Communio et Progressio". Cette instruction manifeste l'importance providentielle des media et leur finalité ultime au service de la dignité de la personne humaine et du développement de la société.

En particulier, les media sont à même de communiquer la qualité du service des chrétiens dans la société, l'attitude de l'Eglise face aux problèmes du monde et la réalité des relations internes dans l'Eglise.

Etant donné la situation suisse, cela postule en particulier:

- de tous les chrétiens, seuls ou regroupés, qu'ils fassent valoir leur qualité d'auditeurs, afin que la réalité de leur présence dans la communauté nationale se manifeste sur les ondes et que leur influence s'exerce par une saine critique;
- des spécialistes, qu'ils apportent une collaboration adéquate à l'oeuvre d'éducation aux media, en particulier par une présentation et appréciation critique des programmes dans les autres media;
- des responsables d'Eglise, qu'ils s'engagent dans la voie d'une information ouverte et efficace et qu'ils n'hésitent pas à prendre part aussi aux débats difficiles de notre temps.

Les centres catholiques de media (en particulier l'Arbeitsstelle für Radio und Fernsehen -ARF- à Zürich, le Centre catholique de Radio et Télévision -CCRT- à Lausanne, et le Centro cattolico per la Radio e Televisione -CCRT- à Lugano) sont invités à vouer toute leur attention à la contribution positive que les Eglises doivent apporter au dialogue généralisé de notre société pluraliste.

Lieux d'un ministère spécialisé, ces centres ne peuvent accomplir leur tâche qu'en lien étroit et en dialogue constant avec les autres responsables de la pastorale. En retour, les chrétiens, les paroisses et associations se mettront à disposition pour les services divers que, selon leur compétence, les centres peuvent avoir à leur demander.

3.2.4 Du côté de la SSR, l'intégralité de l'information dans une société pluraliste postule non seulement que les événements religieux prennent leur place naturelle dans les divers programmes, mais que la dimension spirituelle et religieuse de tout événement ou problème significatif soit justement exposée.

Cette exigence requiert des responsables de programmes qu'ils aient, soit dans leurs équipes, soit par des répondants réguliers, des collaborateurs qualifiés en matière religieuse, de même qu'ils en ont en matière économique, sociale, culturelle, scientifique, politique ou sportive.

3.2.5 Le droit à être informé, qui est celui de tout homme, ne s'arrête pourtant pas à l'événement journalier. Il concerne l'homme dans réalité la plus profonde. Aussi les auditeurs et téléspectateurs ont-ils droit à des émissions nommément "religieuses".

Pour nous chrétiens, cela implique le droit à l'information la plus haute, l'information évangélique, la Bonne Nouvelle. Celle-ci s'adresse à tous les hommes, leur révélant l'amour de Dieu et l'espérance de la vie en Jésus-Christ. A ce droit de l'auditeur répond le devoir imprescriptible qu'ont les Eglises d'annoncer l'Evangile "à toutes les nations et jusqu'aux extrémités de la terre".

Le Synode affirme l'intérêt - démontré par des preuves multiples et diverses - de nombreux auditeurs à l'égard des "émissions religieuses" (surtout les offices religieux, prédications et méditations, etc).

De telles émissions n'impliquent pas, de la part de la SSR, un choix ou une préférence idéologiques. Elles représentent, simplement mais noblement, un des "services" qu'elle doit à l'auditeur, dans la totalité de ses besoins, ainsi que l'exige d'ailleurs la législation fédérale.

Parce qu'annonce de la foi, le contenu de ces émissions regarde immédiatement les Eglises. Aussi les "émissions religieuses" font-elles -ou doivent-elles faire- l'objet de tractations sereines et claires entre la SSR et les responsables d'Eglises.

3.2.6 Il revient à ceux que les Eglises délèguent à un tel ministère de faire que ces émissions, par leur qualité, par la justesse de leur langage (radiophonique ou télévisuel), par leur rythme et leur actualité, s'insèrent dignement dans l'ensemble des programmes Radio et TV, en respectant la diversité des trois régions qui définissent l'organisation pratique de la SSR.

3.2.7 L'Eglise et les responsables de programmes de la SSR sont donc en situation de dialogue, chacun étant, à sa manière, au service de la société. Le fait de se reconnaître comme partenaire engage de lui-même un processus dynamique. De manière générale, le Synode salue l'attitude positive de la SSR, de même que les efforts réjouissants qui se manifestent dans l'Eglise.

En Suisse romande comme dans le Service suisse des ondes courtes, il y a correspondance prometteuse entre les principes et les faits.

En Suisse alémanique et rhéto-romanche, la dimension religieuse des programmes devrait apparaître de manière plus claire. Du même coup, on saisirait mieux pourquoi est souhaitable un développement des émissions proprement "religieuses".

En Suisse italienne, de nouveaux apports en hommes et en matériel doivent mettre le Centro cattolico per la Radio e Televisione (CCRT-Lugano) en situation d'assurer les émissions actuelles, d'en promouvoir d'autres et de prendre, en ces domaines, les initiatives souhaitables.

(Décision de l'Assemblée synodale suisse le 13.9.1975).

3.2.8 Le Synode souligne l'importance de la Messe dominicale transmise à la radio et à la télévision, notamment pour les malades et les isolés. Il encourage en particulier l'Abbaye de St-Maurice appelée à ce ministère pour la radio.

3.2.9 Les responsables veilleront à la qualité de ces émissions :

- par une application fidèle et intelligente des règles liturgiques pour le service de l'unité dans ce domaine;
- par une recherche équilibrée de la beauté et de la variété, dans les chants liturgiques en particulier;
- par la profondeur et la justesse de ton des homélies;
- par une "présence" radiophonique chaleureuse et priante.

3.2.10 Dans le cadre des autres émissions religieuses, chaque prêtre ou laïc appelé à ce ministère sera fidèle à la mission de rendre compte de son espérance devant tous les hommes (cf. 1 Pierre 3,15)

- dans un dialogue transparent;
- dans le souci de rejoindre le langage de l'homme contemporain.

3.2.11 Les auditeurs et téléspectateurs contribueront à l'amélioration des programmes religieux, en exprimant leurs réactions, tant positives que négatives, aux instances compétentes: Direction du CCRT, case postale 2824, 1000 Lausanne 22.

Ils auront le courage d'utiliser ce même droit de parole pour tous les autres programmes en s'adressant à :

- pour la radio : Direction des programmes, Maison de la radio
1010 La Sallaz/Lausanne
- pour la TV : Direction des programmes, Maison de la TV
Quai E.-Ansermet 20, 1200 Genève.

3.3 Films

3.3.1 L'Eglise et le cinéma

Malgré la télévision, le cinéma a gardé son importance, auprès des jeunes surtout.

Dès les débuts du cinéma, le souci de l'Eglise fut d'aider les chrétiens à un choix prudent des films, par des appréciations critiques, dans lesquelles l'aspect moral s'est complété peu à peu par des considérations d'ordre artistique. Sans doute, les cotations critiques ne remplacent pas la décision personnelle de chacun, mais aident à un choix judicieux.

3.3.2 Ciné-clubs

A côté du cinéma de type traditionnel qui considère surtout le film comme un produit de consommation, une nouvelle forme s'est développée au cours de ces dernières années avec les ciné-clubs privés ou créés par des communautés publiques. On assiste ainsi à l'évolution d'une nouvelle conception du cinéma. Le film n'est plus d'abord considéré dans sa fonction de divertissement, il est mis au rang d'un instrument de réflexion.

3.3.3 Films culturels

Un autre domaine digne d'intérêt s'est ouvert avec la redécouverte du court-métrage, qui pendant longtemps a joué un rôle très secondaire sous l'étiquette "film culturel". Ses possibilités sont aussi à étudier dans le domaine religieux:

catéchèse, formation des jeunes et des adultes, liturgie. "Bon nombre de films traitent de sujets qui favorisent le progrès et la dignité de l'homme. Les oeuvres de ce genre méritent d'être signalées et approuvées. Les Centrales catholiques du cinéma recommanderont les meilleurs films et soutiendront leurs réalisateurs. Il faut rappeler à ce propos que bien des films, considérés comme des chefs-d'oeuvre, se rapportent à des sujets religieux. C'est là un puissant encouragement à tourner des scénarios de ce genre." (CP144).

3.3.4 Films dégradants

Mais on doit signaler aussi la montée alarmante de l'exploitation de la violence et de la pornographie: "Le risque n'est plus celui de la frustration, mais de l'aliénation. Nul ne peut en effet, à moins d'hypocrisie, qualifier d'inoffensif le spectacle de la personne humaine bafouée, dégradée jusqu'au coeur même des gestes de l'amour. Les chrétiens ne sauraient accepter passivement que quelques-uns confisquent à leur profit exclusif la liberté d'expression pour s'enrichir au détriment de la collectivité et au mépris de la dignité de l'homme".

C'est en ces termes que le Cardinal Marty, archevêque de Paris, a tenu à présenter lui-même une récente déclaration de l'Office catholique français du cinéma (cf. Cahiers de l'actualité religieuse et sociale, du 1er nov. 1975, no 108, pp 577-578), déclaration bien opportune en notre propre pays, notamment dans les points suivants :

"Les spectateurs doivent être conscients que la fréquentation réitérée des films pornographiques est un signe d'immaturité ou de déséquilibre ou de perversion par rapport à la réalité merveilleuse de l'amour humain".

"Les conséquences d'un libéralisme total ont-elles été suffisamment pesées par le législateur? A qui fera-t-on croire que la liberté donnée aux cinéastes pornographes est un encouragement à l'art? Ou un progrès de notre société? Ou une libération des tabous?"

"Il appartiendra toujours aux pouvoirs publics de prendre les mesures qui s'imposeront, pour que le cinéma ne devienne pas, entre les mains de profiteurs irresponsables, un instrument d'excitation à la violence meurtrière, au viol ou à la débauche."

"La protection de la dignité humaine et de ses droits fondamentaux ne doit pas seulement être réaffirmée du bout des lèvres par le législateur, mais garantie dans les faits."

Avec raison, cette déclaration ne se limite pas à la protection de la seule jeunesse. L'on sait combien les adultes

eux-mêmes sont vulnérables à cette agression grandissante, à commencer par les acteurs et les actrices, exposés de plus en plus à une nouvelle forme de prostitution. C'est bien toute la dignité humaine qui est ici en jeu.

RECOMMANDATIONS ET DECISIONS DIOCESAINES

R3.3.5 Le Synode souhaite que soit établie en Suisse romande et portée à la connaissance des fidèles une cotation des films distribués, doublée d'une brève analyse (cf. Manuel français de l'Office catholique du cinéma).

R3.3.6 Le Synode encourage l'organisation de ciné-clubs et la considère comme une activité importante de l'apostolat des laïcs; il attend des responsables le souci d'une authentique éducation cinématographique, au service de la jeunesse notamment.

3.3.7 Face aux films dégradants (violence, pornographie etc), chaque chrétien doit avoir le courage d'un choix personnel décisif, en prenant conscience que c'est d'abord le spectateur qui peut, en tant que consommateur, diminuer ou favoriser la production des spectacles licencieux.

Les chrétiens n'hésiteront pas au besoin à s'associer entre eux pour une réaction collective et persévérante contre une telle pollution.

R3.3.8 Le Synode appuie énergiquement toutes les mesures utiles qu'a prises et que voudra bien prendre encore l'autorité civile dans ce domaine des films licencieux, tant pour la protection des adultes que pour celle de la jeunesse.

3.4 Nouveaux moyens audiovisuels

3.4.1 Description

Complétant le film, la radio et la télévision, de nouveaux moyens audiovisuels sont en train de se créer et vont entraîner des développements considérables. Citons les videocassettes, les vidéodisques, la télévision par câble, la télévision locale, la télévision par satellites.

3.4.2 L'Eglise et ces nouveaux media

Les nouveaux moyens audiovisuels peuvent être utilisés dans des limites beaucoup plus larges. Tandis que les Eglises ne peuvent prétendre qu'à des tranches de programme à la radio et à la télévision, des canaux spéciaux peuvent être prévus dans les réseaux de télévision locale. De même des fréquences

dans les transmissions par satellites peuvent être mises à disposition des Eglises.

3.4.3 Perspectives nouvelles en pastorale

Les videocassettes et les vidéodisques ouvrent par exemple des perspectives nouvelles pour les besoins de l'éducation, de la formation des adultes et de l'information du clergé et des fidèles.

Ces nouveaux media pourront aussi rendre service à la pastorale de l'Eglise en permettant notamment des échanges plus nombreux et personnalisés entre prêtres et fidèles au sein des paroisses et des communautés.

C'est pourquoi l'Eglise doit prêter une vive attention à ces nouveaux media et ouvrir la voie en ce domaine, par une étude critique et des expériences concrètes.

RECOMMANDATION DIOCESAINE

R3.4.4 Le Synode prie les responsables des moyens de communication sociale, les organismes de catéchèse et de la formation permanente des adultes, de prendre en main l'étude des nouveaux moyens audiovisuels, tels que videocassettes, films Super 8, vidéodisques et télévision par câble, et de pourvoir à la formation d'animateurs.

R3.4.5 Etant donné l'importance directe de la télévision par câble pour l'Eglise, le Synode prie le CCRT de prendre à temps les dispositions nécessaires.

N.B. Ces deux recommandations sont là pour appuyer à ce sujet les dispositions générales contenues déjà dans la décision synodale suisse du 13.9.1975, citée plus haut 3,2.

*"L'enjeu, qui ne le voit, est capital:
à nous de prendre en main ces
instruments nouveaux, pour en faire...*

*... DE NOUVELLES
POSSIBILITES D'AMOUR!"*

Paul VI

Annexe

Le déroulement du Synode

Préparation

Sessions diocésaines

Sessions interdiocésaines

LE DEROULEMENT DU SYNODE

Le Concile Vatican II a inauguré un mouvement de rénovation dans l'Eglise. Il a demandé que les Synodes, bien connus dans les premiers siècles, en assumant les décisions, les réalisent et les développent en tenant compte des conditions particulières de chaque pays.

En reprenant le calendrier du Concile, on s'aperçoit que le Synode en Suisse le suit très exactement dix ans après. En 1959, le Pape Jean XXIII annonce sa décision de réunir un Concile; en 1962, le Concile s'ouvre à Rome; en 1965, fin du Concile Vatican II.

1969 : Les Evêques suisses décident de faire des Synodes diocésains en 1972. Principe de base: la préparation se fait au niveau suisse, interdiocésain, mais le Synode est diocésain. Si des questions enqagent la pastorale de toute la Suisse, les décisions se prennent dans une Assemblée synodale interdiocésaine. Une grande consultation s'organise: les évêques écrivent à leurs diocésains pour demander quels sujets leur semblent prioritaires. Près de 350.000 réponses sont dépouillées, puis classées et groupées en 300 sujets: elles exposent de façon détaillée soucis et espoirs des fidèles.

1970 : Un catalogue de 12 thèmes généraux est établi et 12 Commissions interdiocésaines se mettent au travail. Il faut y ajouter la préparation juridique, matérielle et spirituelle.

1971 : Les premiers textes paraissent: questionnaires, avant-projets, projets, qui sont discutés principalement dans les nombreux groupes de dialogue.

1972 : Au printemps, les délégués synodaux sont élus dans toute la Suisse. A Saint-Maurice, le Synode s'organise sous la direction de la Commission préparatoire (CPD) : Monseigneur Salina, Ordinaire du lieu, le Chanoine Zumofen, Vicairé général, le Chanoine Müller, Chancelier et Monsieur Michel Coquoz, représentant des paroisses.

Le dimanche 10 septembre, première rencontre de tous les délégués: Messe à la Basilique avec une homélie sur le sens spirituel du Synode; séance de travail avec une information sur les objectifs du Synode et une préparation technique à la procédure synodale. Le 16 septembre, une nuit de prière pour la réussite spirituelle du Synode réunit à la Basilique un millier de fidèles. Le 23 septembre, le Synode s'ouvre à St-Maurice comme dans tous les diocèses de la Suisse. Après la Messe, Monseigneur Salina déclare l'Assemblée synodale légitimement constituée. L'Assemblée procède aux diverses élections prévues: Président du Praesidium, Vice-Président, Modérateurs, autres membres du Praesidium, Présidents et membres des premières Commissions synodales.

PREMIERE SESSION DIOCESAINE : 23-26 novembre 1972

- Projets 1 Croire aujourd'hui.
4 L'Eglise comme communauté.
5 La vie chrétienne dans les foyers mixtes.
6 Problèmes importants dans le domaine de la sexualité; le mariage dans son évolution et ses crises.

Première session interdiocésaine : 24-25 février 1973

- Du thème 1 La responsabilité du peuple de Dieu, du magistère et des théologiens à l'égard de la foi et de la recherche théologique.
Du thème 4 Les lignes directrices des structures ecclésiastiques.
Du thème 5 La liturgie des mariages mixtes; la reconnaissance du mariage religieux non catholique; la reconnaissance du mariage civil pour les couples de religion mixte; l'obligation de la forme; l'empêchement de religion mixte.
Du thème 6 L'avortement; la séparation des travailleurs étrangers d'avec leur famille; la commission pastorale familiale; la législation du mariage; les divorcés remariés et leur admission aux sacrements.

DEUXIEME SESSION DIOCESAINE : 31 mai-3 juin 1973

- Projets 4 Christianisme sans Eglise; Eglise servante et pauvre.
6 Le mariage: sa préparation, son développement; la vie de famille.
10 La responsabilité de l'Eglise en Suisse pour la mission, le développement et la paix.

Deuxième session interdiocésaine : 8-9 septembre 1973

- Du thème 5 La célébration liturgique du mariage mixte; l'empêchement de religion mixte; la reconnaissance du mariage religieux non catholique pour les couples de religion mixte; la reconnaissance du mariage civil pour les catholiques.
Du thème 6 Déclaration sur le problème de l'avortement; la séparation des travailleurs étrangers d'avec leur famille; l'admission aux sacrements des divorcés remariés.

TROISIEME SESSION DIOCESAINE : 15-18 novembre 1973

- Projets 2 La prière, la messe, les sacrements.
5 Témoignage commun et collaboration des Eglises et des chrétiens.
6 Le mariage: sa préparation et son développement; la vie de famille.

Troisième session interdiocésaine : 16-17 février 1974

- Du thème 2 Le baptême des enfants; la confirmation; l'admission à l'Eucharistie; le dimanche des chrétiens; le sacrement de pénitence.
Du thème 10 Collaboration et Conseil missionnaire suisse; instruments pour l'aide au développement et la conscientisation; la défense nationale et les aumôniers militaires; l'exportation d'armes; les organismes au niveau national et l'Institut pour la paix; problèmes de l'information, de l'emploi du personnel et des finances; les objecteurs de conscience.

SESSION DIOCESAINE EXTRAORDINAIRE : 30 mars 1974

Deuxième lecture du document : Réalisations concrètes de notre vocation oecuménique.

QUATRIEME SESSION DIOCESAINE : 23-26 mai 1974

- Projets 1 L'annonce de la foi pour notre temps.
2 Le dimanche des chrétiens.
8 Les tâches sociales de l'Eglise.
12 L'Eglise en Suisse et la communication sociale.

Quatrième session interdiocésaine : 7-8 septembre 1974

- Du thème 2 Le dimanche des chrétiens; le sacrement de pénitence.
Du thème 5 L'hospitalité eucharistique.

CINQUIEME SESSION DIOCESAINE : 14-17 novembre 1974

- Projets 6 Mariage et famille (deuxième lecture).
7 Le chrétien dans le monde de l'économie et du travail.
9 L'Eglise et les communautés temporelles.

Cinquième session interdiocésaine : 1-2 mars 1975

- Du thème 5 Vers l'unité de la communion eucharistique.
7 Participation et logement.
8 Responsabilité sociale de l'Eglise; office central suisse pour les problèmes sociaux; travailleurs étrangers et réfugiés.
9 Répartition des diocèses et nomination des évêques.

SIXIEME SESSION DIOCESAINE : 8-11 mai 1975

- Projets 2 Prière, Messe, Sacrements (deuxième lecture).
3 Le service ecclésial.
11 Formation et loisirs.

C'est au cours de cette session que le Nonce Apostolique en Suisse, Son Excellence Monseigneur Ambrogio Marchioni, a fait une visite au Synode de Saint-Maurice. Sa présence souligne le lien qui unit l'Eglise universelle et les Eglises locales. C'est le thème qu'il développe dans ses allocutions aux Assemblées synodales. Voici les paroles qu'il adressa au Synode de Saint-Maurice, le 9 mai 1975 :

Chers amis,

Arrivé à la fin de mes visites aux Synodes suisses, je me suis arrêté exprès en cette ancienne et vénérable Abbaye pour exprimer à Monseigneur Salina et à vous, membres du Synode de Saint-Maurice, mes salutations cordiales et mes souhaits.

Vous tous, en effet, malgré l'exiguïté géographique de l'Abbaye, vous vous êtes adonnés à un travail sérieux et efficace, car l'amour de Dieu et de l'Eglise n'est pas conditionné par des expressions arithmétiques ou géométriques. Certes, celles-ci ont du poids, mais l'homme, le chrétien n'a-t-il pas les mêmes aspirations, difficultés, problèmes, crises ici qu'ailleurs, au temps présent surtout?

Et vous avez prié, étudié et réfléchi pour donner une réponse chrétienne et catholique aux problèmes nombreux et complexes de l'heure actuelle. Problèmes qui sont réels, qui demandent, imposent une solution prise à la lumière de l'Evangile.

Le Concile Vatican II a donné à l'Eglise un trésor doctrinal qu'il faut bien connaître et méditer pour l'apprécier à sa juste valeur. On parle fréquemment de Vatican II sans le connaître ou en le connaissant mal; souvent on lui fait dire des choses qu'il n'a jamais dites; on lui attribue encore ceci ou cela en en appelant à son esprit; et lorsque tout s'avère impossible, on en appelle à l'esprit "post-conciliaire", pour défendre des positions pour le moins équivoques.

Voilà l'importance, la nécessité, existentielle aussi, du Magistère ecclésial, qui a enseigné et parlé au Concile et continue à le faire par la voix des Evêques et du Pape, et particulièrement du Pape, auquel le Seigneur a confié la tâche de paître son troupeau et de confirmer ses frères dans la foi. En effet, la communion ecclésiale exprime la circulation du même Esprit dans tout le Corps mystique du Seigneur; une circulation qui transmet la vie surnaturelle à tous ses membres et assure l'unité de la foi, l'amour et l'obéissance à la Tête : le Christ.

La récente exhortation du Pape pour la Réconciliation dans l'Eglise souligne cette nécessité de communion ecclésiale: il ne s'agit pas d'une absurde domination oppressive, mais d'un service - une "diaconie" - que le Magistère et plus particulièrement le Pape est obligé de rendre à l'Eglise afin que celle-ci puisse être fidèle à son Fondateur : le Christ; à sa vocation : la sainteté; à son espérance : le Royaume de Dieu.

Il est évident, mais il est bon de toujours se le rappeler, qu'on ne peut pas marcher dans la foi, être en communion avec le Christ, être de vrais témoins sans écouter les enseignements et les exhortations de ceux que le Saint-Esprit a placés pour gouverner l'Eglise et garantir la Tradition authentique et la persévérance dans la doctrine des Apôtres: "L'Eglise des Apôtres, les Apôtres du Christ, le Christ de Dieu", écrivait Tertullien.

Etre chrétien exige cette foi dans la succession et la dépendance apostoliques; exige une obéissance de foi et à la foi. Et l'obéissance doit s'exprimer clairement et fortement, car ni "le respectueux silence" des anciens jansénistes, ni le désaccord - soi-disant mystique - des contestataires d'hier et d'aujourd'hui n'entrent dans la ligne de l'obéissance de foi.

Si vous me le permettez, j'aimerais bien profiter de cette occasion pour exprimer un remerciement public à Monseigneur l'Abbé Salina et à toute l'équipe rédactionnelle au sujet de leur intéressante Revue "Les Echos de Saint-Maurice". L'importance des thèmes traités, le brillant, la noblesse et le sérieux de l'exposition, la sûreté de doctrine sont des composantes qui s'imposent aux lecteurs et assurent un résultat positif pour la culture catholique. Mes chers Chanoines, continuez donc dans cette ligne et dans cet apostolat et ne craignez pas d'affirmer autour de vous la lumière de l'Evangile et la certitude de notre foi.

Sur ces sentiments, je forme à votre Synode les souhaits les meilleurs pour une fructueuse continuation et une heureuse conclusion qui puissent donner à votre communauté ecclésiale un élan plus courageux, plus responsable et plus joyeux et rendre un témoignage vivant de votre foi chrétienne et catholique.

Avec la bénédiction de Dieu !

Sixième session interdiocésaine : 12-14 septembre 1975

- Du thème 3 Conseil pastoral suisse;
problèmes concernant le ministère ecclésial:
sacerdoce et célibat, ordination d'hommes mariés,
réintégration dans le ministère des prêtres
mariés, ordination sacerdotale des femmes,
diaconat permanent.
- Du thème 11 L'Université de Fribourg; le conseil culturel
des catholiques suisses.
- Du thème 12 Organigramme et financement; radio et télévision.

SEPTIEME SESSION DIOCESAINE : 27-30 novembre 1975

Deuxième lecture des documents :

- 1 Croire aujourd'hui - L'annonce de la foi.
3 Les ministères dans l'Eglise.
7 - 8 - 9 L'Eglise et les réalités temporelles.
10 Dimension universelle de la vie chrétienne.
11 Formation et loisirs.
12 L'Eglise et les moyens de communication sociale.

C'est au cours de cette dernière session que l'Assemblée synodale de Saint-Maurice, avec l'approbation de Monseigneur Salina, adopta définitivement la plupart de ses documents synodaux.

L'essentiel du Synode se trouve certainement au-delà des textes. Dès le début, le Synode a été placé sous le signe du dialogue. C'est le mot que le Pape Paul VI, on s'en souvient, emploie au coeur de sa première encyclique "Ecclesiam suam" en 1964, parce qu'il le trouve au coeur même de la démarche de Dieu avec les hommes.

Dans le Synode, ce dialogue du coeur de la foi au coeur de la vie s'est répercuté à tous les plans : dialogue de l'évêque et des diocésains; dialogue des délégués synodaux avec l'ensemble des fidèles; dialogue du Synode diocésain avec les autres Synodes de Suisse; dialogue de Synode de l'Eglise qui est en Suisse avec les Synodes des autres pays; dialogue de tous les Synodes dans l'Eglise universelle.

Le Synode est fini, le Synode commence. Dépassons le jeu de mots, car la "route-ensemble-avec Dieu" continue. Sur cette route, nous avons un "viatique" : la Prière Eucharistique du Synode. Cette Prière Eucharistique, sous ses quatre formes, développe quatre points qui nous guident sur cette route : Dieu guide son Eglise; Jésus, notre chemin; Jésus, modèle de charité; l'Eglise en marche vers l'unité.

St-Maurice, 25 novembre 1976

Georges Athanasiadès

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
Les objectifs du Synode	3
Les thèmes du Synode	5
Les membres du Synode	11
OUVERTURE DU SYNODE	15
Homélie de Monseigneur Henri Salina	17
Télégramme au Pape Paul VI	20
CLOTURE DU SYNODE	21
Homélie de Monseigneur Henri Salina	23
Télégramme au Pape Paul VI	26
DOCUMENTS SYNODAUX	27
Note préliminaire	28
LA FOI ET SON ANNONCE AU MONDE D'AUJOURD'HUI	29
Plan du document	30
1. Croire aujourd'hui	31
2. L'annonce de la foi pour notre temps	33
3. La responsabilité du peuple de Dieu, du Magistère et des théologiens à l'égard de la foi et de la recherche théologique.	38
LA PRIERE, LA MESSE, LES SACREMENTS	43
Plan du document	44
Rapport de la Commission préparatoire	45
1. Introduction	45
2. La prière personnelle	46
3. Sacrements et vie chrétienne	51
4. L'entrée dans la vie de l'Eglise par les sacrements	52
5. La célébration de l'Eucharistie	56
6. Péché - Pénitence - Confession	61
7. Le sacrement de l'onction des malades	65
8. Formes d'expression traditionnelles et modernes du comportement religieux	69
Décisions diocésaines	71
1. La prière	71
2. Le baptême des enfants	72
3. La Confirmation	73
4. L'Eucharistie	74
5. Le sacrement de la réconciliation	76
6. Les sacrements au service des malades	77
LES MINISTERES DANS L'EGLISE	79
Plan du document	80
Rapport de la Commission synodale	81
1.1 L'Eglise	81
1.2 Les ministères	82
Décisions diocésaines	85
2. L'appel aux ministères	85
3. Formation au ministère	85
4. Introduction du diaconat permanent en Suisse	86

5.	Le ministère des parents	87
6.	Le ministère des enseignants	88
7.	Les structures de coresponsabilité	88
8.	Les Paroisses et l'Abbaye de St-Maurice	89
9.	Le Conseil suisse de pastorale	90
10.	Questions actuelles concernant le presbytérat	91
	REALISATIONS CONCRETES DE NOTRE VOCATION OECUMENIQUE	95
	Plan du document	96
	Rapport de la Commission synodale	97
	Introduction	97
1.	Formation à l'oecuménisme	99
2.	Oecuménisme au-delà des Eglises	99
3.	Vie chrétienne dans les foyers mixtes	100
4.	Vers l'unité de la communion eucharistique	100
	Résolutions synodales	101
1.	Formation à l'oecuménisme	101
2.	Oecuménisme au-delà des Eglises	101
3.	Vie chrétienne dans les foyers mixtes	102
4.	Vers l'unité de la communion eucharistique	104
	MARIAGE ET FAMILLE	111
	Plan du document	112
	Introduction	113
1.	L'amour humain	116
2.	L'éducation à l'amour	119
A.	Préparation au mariage	129
B.	Conclusion et célébration du mariage	132
C.	Développement du mariage	135
D.	Les crises du mariage	137
4.	La famille	140
A.	Ses valeurs fondamentales	140
B.	Paternité et maternité responsables	144
C.	L'autorité dans la famille	151
D.	La promotion sociale de la femme	154
	L'EGLISE ET LES REALITES TEMPORELLES	157
	Plan du document	158
	Réflexions préalables	159
	Le chrétien dans le monde de l'économie et du travail	161
	Rapport de la Commission synodale	161
	Décisions diocésaines	162
1.5	Conception chrétienne du travail	162
1.6	Conditions de travail	162
1.7	Organisations au service du travail	163
1.8	Situation économique actuelle	163
1.9	Participation et coresponsabilité	164
1.10	Logement	165
2.	Les tâches sociales de l'Eglise	168
	Rapport de la Commission synodale	168
	Décisions diocésaines	170
2.5	Attitudes fondamentales	170
2.6	La responsabilité de l'Eglise à l'égard de la politique sociale	171

2.7	L'Office social de l'Eglise pour les activités sociales	171
2.8	La responsabilité particulière de l'Eglise face aux travailleurs étrangers et aux réfugiés	172
2.9	Activités caritatives particulières	174
Annexe : Exemples concrets d'une aide possible de la part des chrétiens		176
3.	Eglise et politique	180
Rapport de la Commission synodale		180
Décisions diocésaines		181
3.3	Formation à la responsabilité civique	181
3.4	Répartition des diocèses et nomination des Evêques	182
Bibliographie		183
LA DIMENSION UNIVERSELLE DE LA VIE CHRETIENNE		185
Plan du document		186
Remarque préliminaire		187
1.	L'Eglise de Jésus-Christ, espérance des nations	188
2.	Note sur la coopération missionnaire en Suisse romande	192
3.	Décisions et recommandations diocésaines	194
Education à la dimension universelle de la vie chrétienne		194
Organisation de l'apostolat missionnaire		195
Solidarité chrétienne		195
L'Eglise en Suisse et la mission		196
4.	Le développement et la paix	197
Décisions diocésaines		199
Instruments de travail		199
Information et prise de conscience		200
Hommage aux missionnaires de l'Abbaye de St-Maurice		200
Annexe: Liste des organisations au service de la Mission, du développement et de la paix		201
FORMATION ET LOISIRS		205
Plan du document		206
1.	Education chrétienne	207
Texte de base		207
Décisions diocésaines		208
11.1	Age pré-scolaire	208
11.2	Scolarité obligatoire	209
11.3	Ecoles secondaires et professionnelles	209
11.4	L'enseignement universitaire	211
11.5	L'Université de Fribourg	211
11.6	Les écoles catholiques privées	213
11.7	L'Ecole catholique de Lavey	214
2.	Formation	215
Texte de base		215
Décisions diocésaines		217
12.1	Formation	217
12.2	Rôle de l'Eglise	217
12.3	Les parents	218

12.4	Les enseignants	218
12.5	Formation permanente	218
3.	Loisirs dans une perspective chrétienne .	219
	Texte de base	219
	Message synodal	219
13.1	Loisir, temps de rencontre avec soi-même.	219
13.2	Loisir, temps de rencontre avec les autres	219
13.3	Loisir, temps de rencontre avec Dieu .	220
4.	Problèmes spécifiques des jeunes . . .	221
	Texte de base	221
	Décisions diocésaines	222
	L'EGLISE EN SUISSE ET LES MOYENS DE	
	COMMUNICATION SOCIALE	223
	Plan du document	224
1.	La Communication en général	225
	Décisions et recommandations diocésaines .	229
1.2	Educations aux media	229
1.3	Dimension oecuménique des media . . .	229
1.4	Dimension universelle des media . . .	230
1.5	Conception d'ensemble des media et finances	230
2.	La presse écrite	231
2.1	La presse en général	231
2.2	Le journal catholique	232
2.3	La presse paroissiale	234
3.	Les moyens audio-visuels	235
3.1	Les moyens audio-visuels en général . .	235
3.2	Radio et télévision	236
3.3	Films	240
3.4	Nouveaux moyens audio-visuels	242
	ANNEXE: Le déroulement du Synode	245

